

« Bienvenue M. Baker... »

« BIENVENUE M. Baker, nous vous attendons depuis cinquante ans », « Nous voulons que l'Albanie soit comme l'Amérique », « États-Unis, aidez-nous ». Ces slogans que le secrétaire d'État américain a pu lire et entendre clamés par une foule énorme (entre 200 000 et 400 000 personnes, selon les estimations) lors de sa visite à Tirana, samedi 22 juin, lui ont fait vivre ce qu'il a appelé, abandonnant son flegme habituel, « un moment extraordinairement émouvant ». De fait, l'accueil qui lui a été réservé a battu un double record : jamais l'on n'avait vu en Albanie une telle manifestation de liesse, jamais non plus un secrétaire d'État américain n'avait été aussi acclamé dans aucun pays.

De quoi faire se retourner dans leur tombe Enver Hoxha, le dictateur qui avait voulu faire de l'Albanie, pendant plus de quarante ans, une « forteresse anti-impérialiste », tout comme ses idoles Staline et Lénine, dont les statues ont été déboulonnées tour à tour ces dernières semaines - quelques heures seulement avant l'arrivée du secrétaire d'État en ce qui concerne le second.

Il ne s'agissait d'ailleurs pas tant pour la capitale de ce petit pays « à la tête démocratique, au cœur démocratique, mais au corps bolchevik », comme l'a dit le chef de l'opposition, de clamer son désir de chasser du pouvoir l'ancien parti unique mal reconverti. Ni même de remercier l'Amérique de l'aide modeste qu'a promise le secrétaire d'État : 6 millions de dollars - quelque 10 F par habitant - sous forme de livraisons alimentaires prélevées sur les stocks de la guerre du Golfe.

En fait, la jubilation albanaise traduit en termes plus spectaculaires qu'ailleurs l'immense prestige qui est celui des États-Unis dans toute l'Europe de l'Est. Les nouvelles démocraties nées de l'effondrement des régimes communistes ont tourmenté résolument vers l'Occident, mais pour elles cet Occident ne s'arrête pas à l'Atlantique. De Varsovie à Tirana en passant par Prague et Budapest, mais aussi Riga et Vilnius, l'Amérique est perçue non seulement comme la fille de l'Europe mais comme le principal porte-drapeau de ses valeurs, comme la pays qui doit protéger l'est du continent des fantômes du passé comme il en a sauvé l'ouest des dictatures fascistes et communistes.

La guerre du Golfe, malgré son caractère « périphérique », n'a pu que renforcer ce sentiment du rôle irremplaçable des États-Unis. Et les candidats se bousculeraient au seuil de l'Alliance atlantique si celle-ci voulait bien ouvrir ses portes.

C'est bien pourquoi tous ces pays ont fait grise mine au projet de confédération européenne de M. Mitterrand : d'abord et surtout parce que Paris compte y réduire la part de l'Amérique. En proposant une telle structure tout en fermant « pour plusieurs dizaines d'années » la porte de la Communauté - la seule institution européenne au sens strict qui intéresse vraiment les nouvelles démocraties de l'Est - le président de la République va doublement à contre-courant.

Lire page 3 l'article de JEAN-CLAUDE BUIRER sur le forum de Crans-Montana : « Quand quelqu'un est en train de se noyer... »

M0147 - 0825 0 - 6.00 F



Les grands pays industrialisés réunis à Londres

Les Sept veulent contenir la montée du dollar

Trois semaines avant le sommet des chefs d'État et de gouvernement, les ministres des finances et gouverneurs des banques centrales des sept principaux pays industrialisés, réunis à Londres le 23 juin, n'ont pas précisé les conditions de leur aide à l'URSS. Le communiqué fait état de la volonté des autorités monétaires de renforcer leur coopération sur les marchés des changes et laisse entendre qu'elles s'opposent à une poursuite de la hausse du dollar. Lundi 24 juin, la monnaie américaine restait ferme à 6,12 francs et 1,8 mark.

LONDRES

de notre envoyée spéciale

Une rencontre qui devait être « largement consacrée à l'Union soviétique », selon un porte-parole allemand, qui visait à examiner la « situation économique mondiale », selon la délégation française : la réunion tenue à Londres, dimanche 23 juin, par les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du groupe des Sept (1) avait un agenda un peu mystérieux, en tout cas bien chargé.

Le principal message délivré par les responsables monétaires des principaux pays industrialisés, au terme de plusieurs heures de discussions menées au centre de conférences Queen Elizabeth II, concerne finalement le marché des changes : soulignant la proximité d'une reprise mondiale, les Sept ont affirmé à haute voix leur volonté de surveiller de près

les fluctuations des monnaies. A voix basse celle d'éviter une appréciation trop forte du cours du dollar.

La genèse de la réunion du G7 du 23 juin avait été source de confusion. Les Japonais auraient proposé aux Américains une rencontre bilatérale, afin de discuter de leurs préoccupations financières et commerciales communes, avant la tenue du sommet des chefs d'État de Londres (du 15 au 17 juillet prochain). Puis, dans la perspective de la venue à Londres de M. Gorbatchev, et la hausse du dollar aidant, le principe d'une véritable réunion du groupe des Sept aurait été retenu. L'annonce de la rencontre avait contribué à apaiser la flamme de la monnaie américaine.

FRANÇOISE LAZARE

Lire la suite page 18

(1) Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni.

Alors qu'une manifestation est organisée à Paris

L'expulsion de M. Diouri met le PS dans l'embarras

M. Abdelmoumen Diouri, l'opposant marocain qui a été expulsé de France vers le Gabon, a déclaré, dimanche 23 juin, à Libreville, qu'il était « en bonne santé » et « pas en prison ». Il a « remercié infiniment » M. Bongo, le chef de l'État gabonais, de lui avoir rendu visite dans l'hôtel où il est confiné, sous bonne garde policière. Cette mesure soulève des protestations à Paris où des formations de gauche devaient manifester, lundi. Le Parti socialiste, visiblement embarrassé, a demandé « un maximum d'explications possibles » au gouvernement.

VOUS IMAGINEZ LA CAMPAGNE CONTRE MOI, SI J'AVAIS EXPULSÉ UN MAROCAIN ?



Lire nos informations page 8

Le SMIC et la morale

Il n'y a pas de solution miraculeuse à une évolution économique qui contrarie la politique sociale

par Jacques Lesourne

Vive l'OCDE ! En écrivant que le niveau du SMIC pouvait avoir une influence sur le taux de chômage en France, les économistes du château de la Muette ont contrarié les hommes politiques, les syndicalistes et les chefs d'entreprise à ouvrir un débat sur une vraie question.

Un débat qui malheureusement a tourné court puisque la plupart des intervenants ont substitué à l'analyse les réponses stéréotypées que commandait leur position sur l'équilibre socio-politique. Il serait pourtant dommage de le clore, même si l'aspect réglementaire du problème a été provisoirement tranché par la décision du premier

ministre, car l'existence et le niveau du SMIC mettent en jeu des choix de société fondamentaux.

En matière de salaires, il est essentiel de distinguer l'évolution nominale en francs courants et les évolutions réelles par rapport au prix des biens. Une hausse du SMIC en francs courants peut engendrer une augmentation générale des salaires, donc des coûts des entreprises et du niveau général des prix. Avec pour conséquences un ralentissement des exportations françaises et un chômage transitoire jusqu'à ce que soit rétabli un niveau adéquat du taux de change du franc. Ce n'est pas à cet enchaînement que faisait allusion l'OCDE. Aussi faut-il examiner les évolutions réelles.

D'emblée, on doit préciser si l'on parle de coût du travail, somme du salaire et des charges sociales, ou de rémunération nette après impôts et prestations sociales. La première notion est celle que prennent en compte les entreprises. Elle détermine l'offre d'emploi. La seconde permet d'évaluer d'un point de vue éthique la distribution des revenus. Une certitude seulement : plus l'écart entre les deux termes est élevé, ou plus il y a de chômage, plus les entreprises et les individus seront tentés de recourir au marché parallèle du travail au noir... Une évidence : au lieu de parler de SMIC, l'OCDE aurait dû évoquer le coût du travail du smicard.

Lire la suite page 18

Scandales boursiers au Japon

Démission des présidents de Nomura et de Nikko

Les présidents de Nomura Securities, première firme de courtage du monde, et de Nikko Securities, troisième maison de titres japonaise, ont démissionné de leurs fonctions lundi 24 juin, endossant ainsi la responsabilité des scandales boursiers révélés ces dernières semaines au Japon.

Ces deux maisons de titres ont reconnu avoir dédommagé certains de leurs clients pour compenser leurs pertes subies sur le marché boursier entre 1988 et mars dernier. Outre ces engagements, Nomura et Nikko apparaissent avoir eu parmi leurs clients, en toute connaissance de cause, l'un des « parrains » de la pègre nipponne.

Lire page 17 l'article de PHILIPPE PONS

FRUTTERO & LUCENTINI



Editions du Seuil

La foire aux armes

En prônant une « politique d'exportation dynamique » M^{me} Cresson vole au secours de Dassault

par Jacques Isnard

Explicitant le soutien du gouvernement à l'exportation de l'avion Mirage 2000-5 de Dassault, le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, a expliqué, samedi 22 juin, au Salon du Bourget que « l'existence [en France] d'une industrie d'armement forte et compétitive ne se conçoit pas sans une politique dynamique d'exportation ».

Par son propos, le chef du gouvernement a volé au secours d'un industriel qui est, depuis trois ans, en panne d'exportation et qui cherche, en offrant une nouvelle version du Mirage 2000 spécialement conçue pour

l'étranger, à crêver des marchés en Europe, mais aussi au Proche-Orient et en Asie.

Certes, M^{me} Cresson a pris soin de rappeler que le chef de l'État avait proposé d'élaborer, sous le couvert de l'ONU, des règles de contrôle des ventes d'armes dans le monde. Mais elle a aussitôt ajouté qu'il s'agissait plutôt, en la circonstance, de renforcer « une discipline internationale » de manière « à ne pas pénaliser », par rapport aux concurrents, les exportateurs français qui, eux, sont déjà soumis à des contrôles « rigoureux et appliqués scrupuleusement » de la part de l'administration.

Lire la suite page 20

Un accord sur le Kurdistan ?

Les négociations avec Bagdad ont progressé

page 7

La crise cambodgienne

Les quatre parties khmères acceptent le nouveau plan de paix du prince Sihanouk

page 7

La stratégie de M. Chevènement

L'ancien ministre de la défense veut constituer un nouveau « pôle de gauche » au PS, tout en apportant son soutien au gouvernement de M^{me} Cresson

page 8

Les Irlandais de Vincennes

Le tribunal correctionnel de Paris examine une affaire qui se réduit désormais à une simple « subordination de témoins »

page 11

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Énergie : l'affrontement inutile ■ États-Unis : le ralliement du nucléaire ■ URSS : du brut au berne ■ Les cercles vertueux du pétrole ■ La chronique de Paul Fabre : « L'impréparation de l'Ouest pour accueillir l'Est »

pages 21 à 24

« Sur le fil » et le sommaire complet se trouvent page 36

Automobilisme : victoire japonaise au Mans

Avant d'être envoyée au musée, en raison de la réglementation des courses d'endurance qui entrera en vigueur la saison prochaine, la voiture à moteur rotatif, qui disputait les 24 Heures du Mans depuis vingt et un ans, s'est imposée pour la première fois, sous les couleurs du japonais Mazda.

Basket-ball : la conquête de l'Amérique

La vingt-septième championnate d'Europe de basket-ball masculin a lieu à Rome du 24 au 29 juin. Le basket européen est en pleine croissance et les Américains eux-mêmes, ont cassé de la mépris.

Lire page 13

DÉBATS

Grands projets

Les bons comptes de la Grande Arche

par Robert Lion

ON parle beaucoup du coût des « grands projets ». Je voudrais remettre les idées en place pour celui dont j'ai eu la charge.

L'opération « Tête-Défense », près de Paris, qu'a menée à bien la société d'économie mixte créée à cet effet, comprend la Grande Arche et les « collines » latérales : un ensemble complexe de 300 000 mètres carrés. Il s'agit d'une opération de promotion immobilière, dont toutes les charges ont été payées par la vente des locaux construits.

A 0,5 % près - quelques réserves et contentieux - les comptes sont aujourd'hui définitifs. Équilibrés en recettes et en dépenses, le bilan atteint 3,74 milliards de francs hors taxes. 3,74 milliards de francs de dépenses : ce sont, bien entendu, les coûts de promotion et de construction, au sens le plus large du terme. Les 3,74 milliards de

recettes proviennent à 88 % des investisseurs qui ont acheté les bureaux, pour 6 % environ de produits financiers et autres recettes diverses, et, à hauteur de 5,7 % seulement, de l'Etat. L'Etat, qui a acquis le terrain - il n'a en effet payé que 101 millions de francs pour cet investissement - a financé en outre des aménagements réalisés pour le Sommet de l'Arche de juillet 1989, soit 114 millions : au total, 215 millions.

Donc, 5,7 % seulement à la charge de l'Etat. Le reste a été versé par les acquéreurs : des compagnies d'assurances (le plus important copropriétaire est AXA) ou des investisseurs (l'acquéreur des collines Nord a été un groupe anglais). Vingt-deux étages de l'Arche ont ensuite été revendus par leurs premiers acquéreurs au ministère de l'Équipement, qui quitte, et revend, ses baraquements de Passy. Par rapport à

d'autres opérations de promotion, l'originalité de Tête-Défense - et elle est de taille - est son « surcoût architectural ». Pour le compenser, l'établissement public de la Défense, vendeur du terrain, a offert au départ le terrain ; il en a un formidable retour : la Grande Arche contribue beaucoup à l'image, à l'animation et à la valorisation du quartier.

Vendue à des investisseurs, la Grande Arche est un monument habité : 4 500 personnes y travaillent. Dans le même temps, le toit a reçu pour son premier exercice de fonctionnement, 1 000 000 visiteurs : les revenus de cette activité financent la Fondation Arche de la fraternité, qui est établie dans le toit et qui se consacre aux droits de l'homme.

Par différence avec les autres chantiers parisiens, l'originalité de la Tête-Défense est donc sa réalisation en promotion. Cela nous a valu quelques difficultés. L'opéra-

tion devait être totalement vendue au départ, les actes de vente ayant été signés avant les ouvertures de chantiers. Nous étions ensuite le dos au mur, tenus de respecter le prix de vente, sans marge de manœuvre vis-à-vis des entreprises - lesquelles ont vigoureusement montré, par moments, qu'elles ne croyaient pas à ce dispositif, et que, pour elles, l'Etat ferait les fonds, derrière nous. Elles ont dû déchanter, et nous avons tenu les budgets, comme les délais, sans appel à l'Etat ni aux actionnaires de la société d'économie mixte.

Cet ouvrage, mondialement salué, a certes été donc voulu, choisi et suivi de près par le chef de l'Etat, mais il n'a quasiment rien coûté au contribuable.

► Robert Lion est directeur général de la Caisse des dépôts et consignations et président de la Société d'économie mixte Tête-Défense.

Bioéthique

Un enfant pour une autre ?

par Henri Caillaud

LA science médicale a chauffé des bottes de sept lieues, cependant que nos mentalités cheminent, au moins mal, au pas des bonis. La discipline biomédicale débouche donc sur des thèmes, sur des situations de crise et d'inconfort moral redoutables. Il appartient à chacun de nous de réfléchir aux exigences nouvelles qui se lèvent, puis au Parlement de légiférer.

En effet, je pense indispensable de placer la bioéthique, et indirectement la procréation médicale assistée, dans des règles de droit. Une femme peut-elle ou non porter un enfant pour une autre ? La maternité pour autrui est-elle un nouvel espace de liberté ou une déviance, un esclavage ?

En cette matière, nous devons éviter la rigidité, la permissivité, les abus, sans pour autant nous opposer au progrès scientifique, à l'évolution naturelle des mœurs et à l'apparition d'une morale enfin « ouverte ».

La Cour de cassation a cru devoir s'opposer à cette pratique des mères porteuses, malgré tout relativement marginale. Pour ce faire, elle s'est appuyée sur des archaïsmes assez conformes aux impératifs du dogme religieux romain, et ce, dans l'attente d'un texte législatif que je souhaite être une loi-cadre (le Monde du 3 juin). Je m'oppose à la Cour d'avoir oublié qu'en 1993 une harmonisation des législations européennes sera impérativement mise en œuvre et qu'actuellement, en Belgique, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, aucune entrave juridique ne s'oppose au don d'enfant.

La plus haute juridiction de l'ordre judiciaire français ne s'est pas beaucoup préoccupée, semble-t-il, des conséquences de sa décision. Cette dernière invitait certains couples à la clandestinité ou à des déplacements hors de nos frontières, au pire habileté, et surtout hélas, à des manœuvres financières détestables. Feute de transparence, craignons la « clostion d'utérus ».

Je ne comprends pas davantage l'appréhension du futur par la Cour. Voici un homme stérile. Il a le droit, afin d'être père, d'autoriser sa femme à bénéficier d'une insémination par un donneur anonyme. Or ce bonhomme immense sera interdit à une femme stérile dont, par exemple, les ovocytes sont fécondables mais l'utérus non porteur. Elle n'aura pas le droit de confier son fruit, son ovocyte fécondé par un spermatozoïde de son époux, à une mère porteuse, et pas davantage celui d'adopter son enfant !

La situation sera quasiment identique pour une femme dont l'utérus sera porteur, dans l'hypothèse où elle souhaiterait recevoir un don d'ovocyte et mener à terme sa grossesse.

Echapper à la finitude

Au-delà de la pulsion sexuelle, le désir de maternité, plus encore que celui de paternité, hante les individus. Consciemment ou inconsciemment, puisque la mort est absurde, ils espèrent par l'enfantement échapper à la finitude.

Si performante qu'elle soit devenue dans ce domaine de la création de la vie, la science médicale a des limites, bien que celles-ci reculent sans cesse et qu'en Israël une femme sans ovaires ait pu procréer. Or, quand cette science ne peut plus rien au plan des thérapies, la procréation assistée permet d'apporter

parfois une réponse à ce profond besoin d'enfant.

Etre mère malgré tout, grâce à des prodiges techniques et alors que la nature s'y oppose, n'est-ce pas une conquête fabuleuse pour la femme et, à la limite, la reconnaissance de son droit absolu à la maternité ? Liberté d'être mère, certes, mais pourquoi pas également liberté de disposer de son corps pour une mère qui se sent moralement mère de substitution ? Aujourd'hui, la femme peut avorter, c'est-à-dire interrompre la vie par convenance personnelle. Pourquoi ne pouvoir porter et donner la vie également par convenance personnelle ? L'expérience et la fréquentation des mères porteuses révèlent que l'argent n'est pas la motivation principale de leur conduite, mais plutôt l'altruisme et la responsabilité face à une immense détresse féminine. Pour ces mères de substitution, donner un bébé est avant tout l'expression d'une exceptionnelle élévation du cœur.

Je mets cependant une condition à cet engagement des limites éthiques : que jamais ne soit dissocié l'acte sexuel de la procréation, afin d'éviter que des femmes susceptibles d'être naturellement mères ne s'en remettent à une autre femme pour porter pour elles, pour des motifs personnels égoïstes. Là où la nature conserve tous ses droits, ne les confisquons surtout pas.

Paul Valéry écrivait : « Il n'y a pas de choses simples, mais il y a une manière simple de voir les choses. » Favorable à la maternité de substitution, j'ajouterais, faisant mienne cette maxime, que je me réjouis du triomphe inattendu de la science et de l'amour, sachant par ailleurs que la liberté serait incertaine s'il n'y avait pas dans le devenir même de l'humanité de mutation de société.

► Henri Caillaud est président de l'association Mater Cordis.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Le Japon vu du Japon

Les propos virulents de M^{me} Cresson sur le concurrent japonais ont, de nouveau, attiré l'attention sur ce pays. La revue *Sociologie du travail* montre que les performances économiques du Japon sont d'abord le résultat de son organisation sociale.

PUISQUE nous sommes en guerre (économique) avec le Japon, tout ce qui peut nous aider à comprendre cet adversaire est bien venu. Et pour cela, le mieux est d'écouter ce que nous disent du Japon les Japonais eux-mêmes. C'est pourquoi on lira avec intérêt le numéro spécial de la revue *Sociologie du travail* entièrement rédigé par des spécialistes nippons, sur le thème « Japon : nouveaux défis ». Non que les chercheurs autochtones soient démenteurs de la vérité absolue sur la réalité de la société japonaise, mais parce que l'image qu'ils nous en renvoient est, par elle-même, un élément de cette réalité. Et parce qu'elle se nourrit d'une expérience du terrain, d'une vision historique et d'une sensibilité aux évolutions que n'ont pas toujours les observateurs étrangers.

Car c'est bien ce mélange de permanence et de mouvement, de tradition et d'accélération qui fait le mystère de ce pays, dont Alain Touraine disait qu'il représente « l'exemple presque unique d'un pays industrialisé en développement ». C'est ainsi, par exemple, que les relations professionnelles, dans les entreprises les plus performantes du monde, sont régies par trois principes qui seraient considérés comme le comble de la « ringarderie » par nos modernes managers occidentaux : l'emploi à vie, le salaire à l'ancienneté et le syndicat d'entreprise.

Cette politique sociale correspond à une tradition culturelle, héritée en partie du confucianisme, qui fait de l'entreprise une structure patrimoniale, dans laquelle le patron doit protéger ses employés, ceux-ci l'assurant, en échange, de leur loyauté. Mais elle répondit aussi à la conjonction de l'après-guerre, dans laquelle, la main-d'œuvre étant rare et peu qualifiée, l'employeur avait intérêt à investir dans sa formation et à se l'attacher jusqu'à l'âge de la retraite.

Les trois modernisations

Comment va évoluer ce système alors que la crise étant passée par là, les emplois deviennent plus rares, que la population vieillit, que le dualisme gagne chez les jeunes et que les syndicats tendent à se regrouper pour intervenir dans les décisions au niveau national ? Cette question, pour Kenichi Tomiyama, professeur à l'université de Tokyo, illustre le décalage qu'a connu le Japon entre la modernisation économique, qui fut réalisée dès le début du siècle sous l'influence de l'Occident et à laquelle s'adaptèrent fort bien les structures sociales et familiales traditionnelles, la modernisation politique, encore imparfaite et qui ne fut entreprise qu'après la deuxième guerre mondiale, et la modernisation culturelle et sociale, à laquelle le Japon n'a pas encore trouvé d'aujourd'hui.

Cette troisième modernisation devra traiter, en particulier, les problèmes liés à l'évolution des mentalités dans une population beaucoup plus qualifiée et donc plus exigeante, fortement influencée par les médias, où les femmes travaillant et où l'attachement à l'entreprise pousse après l'amélioration du niveau de vie et l'épanouissement personnel.

Face à ces évolutions, les sociologues japonais ne semblent pas particulièrement inquiets. Pour eux, il paraît évident que le système esura s'adapter et que de nouveaux équilibres se substitueront aux anciens. Si le système se doit d'évoluer, son effondrement n'est pas pour demain.

L'une des clés de son expansion tient, sans doute, à la souplesse dont il sait faire preuve et au soin qu'il prend à maintenir le consensus social.

C'est ainsi, par exemple, que tout est fait, dans les entreprises, pour éviter la constitution d'une élite dirigeante, trop précoisement sélectionnée et éloignée des réalités de la production. Quel que soit le niveau du recrutement, un jeune diplômé commence sa carrière par une période de formation sur le tas et progresse à « petite vitesse » vers les postes de responsabilité.

Maintenir la plus grande proximité possible entre les cadres et les employés, la recherche et la production, les entreprises et les sous-traitants ; former des réseaux de relation le plus serrés possible, à l'intérieur des entreprises et entre les firmes... cette recherche permanente de l'adhésion et de l'interaction vise à réduire les distances sociales, à élargir les compétences, à accélérer l'échange des informations et la diffusion des innovations. Rendre la société homogène, souple, interactive, le moins cloisonnée et hiérarchisée possible, tel semble être le secret des Japonais pour faire face aux « nouveaux défis » de la société post-industrielle et mondialisée du vingt et unième siècle.

Retour au yang

Le développement spectaculaire du Japon a-t-il été favorisé - ou au contraire freiné - par le confucianisme ? A lire le sociologue coréen Kyong Dong-kim, dans le numéro de la revue *Espaces Temps* consacré au thème « Sortir du dualisme », la réponse n'est pas évidente. Selon les lieux et les circonstances, l'influence confucéenne, avec son pragmatisme, son respect des traditions et de l'ordre social, son goût pour l'autodiscipline et la frugalité, a pu jouer dans le sens de l'adoption des valeurs occidentales ou au contraire de leur rejet.

En revanche, estime le professeur coréen, l'enseignement du Maître peut aider à comprendre ce qui s'est passé, grâce à la dialectique du yin et du yang. « Le yang, la force positive, serait la puissance courante de modernisation venue d'Europe, tandis que le yin, la force négative, serait à l'œuvre dans les pays et les peuples d'Extrême-Orient. »

Or le moment est venu maintenant pour l'Orient, estime Kyong Dong-kim, de cesser d'être passif, et d'opposer ses propres valeurs à l'influence occidentale. L'Orient doit maintenant imposer sa vision du monde, sa conception non économique et non matérialiste de la vie sociale. Bref, « il est temps pour le confucianisme de retourner au principe yang, afin de faire progresser la civilisation et la modernisation le bien-être de l'espèce humaine ».

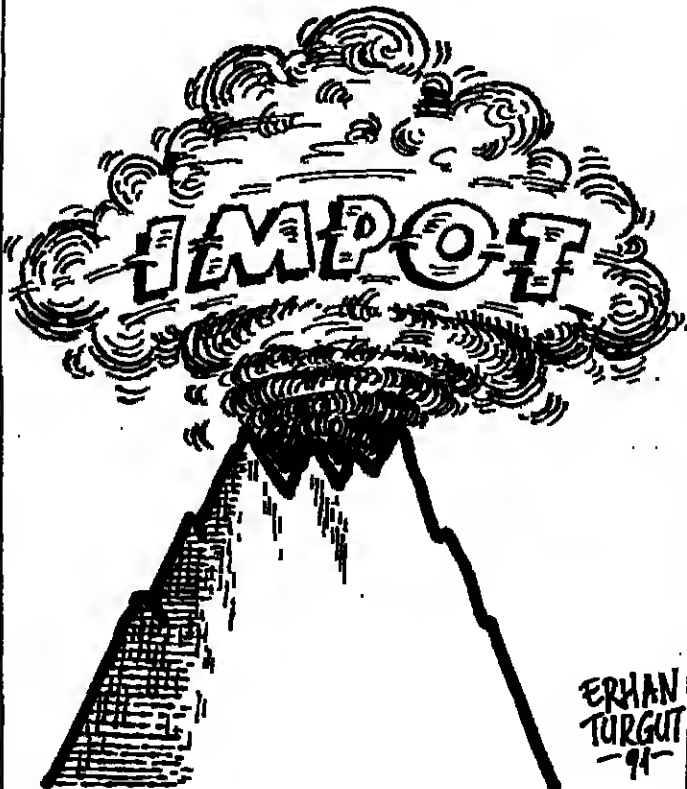
Le retour à l'enseignement du confucianisme devrait s'opposer à l'humanité à lutter contre les effets négatifs du développement industriel, comme « les désastres écologiques induits par l'essor technologique, la disparition des liens sociaux qui régissaient les communautés humaines, les diverses formes de désorganisation sociale dans la vie de famille et la société en général, les disparités entre les riches et les pauvres et les riches dans le monde entier, l'expansion d'une culture matérialiste et hégémonique accompagnée d'une violence due au haut degré de développement des mass media ou la tyrannie d'institutions bureaucratiques et de gouvernement oppressifs. ».

Ce projet de réconcilier la science et la nature, la technique et la vie, l'humanité et le progrès, témoigne-t-il de l'excès d'orgueil d'une civilisation qui rêve de convertir le monde, après l'avoir conquis économiquement ? Le projet, en tout cas, ne mène pas à la noblesse... N'en déplaise à M^{me} Cresson.

► *Sociologie du travail*, XXXIII 1/91, Dunod, 100 F.

► *Espaces Temps*, 45-46, BP 117, 75463 Paris Cedex 10, 96 FF.

TRAIT LIBRE



Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue. Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (valeur normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	560 F	52
3 mois	460 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-80-32-80

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES : _____

NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

● N° CB _____

Expire à fin _____ Signature _____

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lespérance, gérant

Jacques Lespérance, directeur de la publication

Bruno Fraipont, directeur de la rédaction

Jacques Guiz, directeur de la gestion

Manuel Luciani, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Arnal, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

Adjoint au directeur de la rédaction

Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet, directeur des relations internationales

Anciens directeurs :

Hubert Beauve-Méry (1944-1988)

Jacques Faivet (1989-1992)

André Laurens (1992-1995)

André Fontaine (1995-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 19

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-88

ADMINISTRATIF :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-30-10

KGB accorde l'occupation

Le KGB accorde l'occupation

Le KGB accorde l'occupation

Le KGB accorde l'occupation

Le KGB accorde l'occupation

Le KGB accorde l'occupation

Le KGB accorde l'occupation

Le KGB accorde l'occupation

Le KGB accorde l'occupation

Le KGB accorde l'occupation

Le KGB accorde l'occupation

Le KGB accorde l'occupation

Le KGB accorde l'occupation

Le KGB accorde l'occupation

Le KGB accorde l'occupation

Le KGB accorde l'occupation

ETRANGER

Les difficultés de l'Union soviétique

Le chef du KGB accuse l'Occident de planifier une « occupation » de l'Union soviétique

Le chef du KGB, M. Vladimir Krioutchkov, a déclaré, lors d'une récente session à huis clos du Parlement soviétique, que les services secrets occidentaux mettaient au point des plans « pour une pacification, et même une occupation, de l'Union soviétique, sous le prétexte d'établir un contrôle international sur son potentiel nucléaire ».

Le général Krioutchkov s'adressait, voici une semaine, aux députés du Soviet suprême pour appuyer l'appel lancé par le premier ministre Valentin Pavlov pour obtenir des pouvoirs additionnels en faveur de son cabinet conservateur, que les députés ont finalement renoncé, vendredi, à voter (le Monde daté 23-24 juin).

Mais samedi, le journaliste Alexandre Nevzorov, qui ne fait pas mystère de ses relations privilégiées avec le KGB, a diffusé à la télévision de Léningrad des extraits du discours de M. Krioutchkov, affirmant que la façon dont il s'était procuré l'engagement était « secondaire ». « La CIA américaine travaille depuis plusieurs années (...) à optimiser des activités hostiles visant à l'éclatement de la société soviétique et à la désorganisation de l'économie soviétique », a ainsi déclaré le général Krioutchkov.

« Une conclusion déjà arrêtée »

Dénouant le plan de réformes élaboré aux Etats-Unis par l'économiste soviétique radical Gregori Lavinski, le chef du KGB a poursuivi : « Nous avons des informations dignes de foi sur les crédits. L'idée qu'on puisse obtenir des crédits de l'ordre de 250 milliards ou 150 milliards de dollars est une illusion. C'est soit se voiler les yeux, soit tromper les autres. (...) Les Etats-Unis et certains autres pays occidentaux considèrent l'effondrement de l'économie soviétique comme une conclusion déjà arrêtée ».

Le président soviétique était, ensuite ostensiblement sorti dans les couloirs du Parlement en compagnie de MM. Krioutchkov, Iazov et Pugo, pour affirmer aux journalistes qu'il n'y avait pas de crise entre lui et son gouvernement et qu'il combinerait les propositions de MM. Lavinski et Pavlov pour aboutir à un plan « présidentiel » pour les réformes, qu'il présenterait aux dirigeants du Groupe des sept à Londres le mois prochain. — (Reuter.)



que comme une conclusion déjà arrêtée. (...) Ils posent presque des ultimatums en échange de vagues promesses d'observer une attitude bienveillante sur la question de l'aide économique », a-t-il déclaré.

M. Krioutchkov, ainsi que les ministres de la défense, M. Dmitri Iazov, et de l'intérieur, M. Boris Pugo, étaient à nouveau présents vendredi dernier au Soviet suprême, lorsque M. Mikhaïl Gorbatchev était venu couper court à la fronde parlementaire sous la houlette de ce « trio de fer » et du premier ministre, M. Valentin Pavlov.

Le président soviétique était, ensuite ostensiblement sorti dans les couloirs du Parlement en compagnie de MM. Krioutchkov, Iazov et Pugo, pour affirmer aux journalistes qu'il n'y avait pas de crise entre lui et son gouvernement et qu'il combinerait les propositions de MM. Lavinski et Pavlov pour aboutir à un plan « présidentiel » pour les réformes, qu'il présenterait aux dirigeants du Groupe des sept à Londres le mois prochain. — (Reuter.)

Une zone franche à Kaliningrad ?

Le président de Russie, M. Boris Eltsine, a accepté la requête du soviétique de Kaliningrad (ex-Königsberg) visant à installer une zone franche dans la Prusse orientale aujourd'hui soviétique, affirme le magazine allemand Der Spiegel dans son édition du lundi 24 juin. Selon le journal, ce territoire va être baptisé « zone franche Jantar » et l'aéroport de Kaliningrad bénéficiera dès cet été d'un statut d'aéroport international, avec notamment des vols réguliers vers l'Allemagne.

L'ancienne Prusse orientale, aujourd'hui zone militaire, n'a été ouverte aux visiteurs étrangers qu'en janvier dernier, mais elle restait inaccessible par des vols directs de l'étranger. Le territoire de Kaliningrad, enclavé entre la Pologne et la Lituanie, fait administrativement partie de la République de Russie.

De nombreux « Allemands de la Volga », déplacés vers le Kazakhstan pendant la seconde guerre mondiale, s'installent actuellement à Kaliningrad. — (AFP.)

POLOGNE : en conflit avec la Diète sur la loi électorale

Le président Walesa en appelle à l'opinion

M. Lech Walesa va entamer, mardi 25 juin, une tournée en Pologne, à la recherche d'un éventuel « accord de la société pour une dissolution démocratique du Parlement ». A l'issue d'une messe dominicale à Gdansk, le président, s'adressant à des centaines de personnes qui criaient « Dissolvez le Parlement », a précisé que, « s'il le voulait, il aurait cet accord », mais qu'il ne prendrait pas de décision avant une semaine, le temps de consulter l'opinion.

Son affrontement avec la Diète autour du projet de loi électorale, qui entre dans sa troisième semaine, avait été marqué par un rejet, vendredi, devant cette Chambre basse théoriquement dominée par les ex-communistes, d'une nouvelle mouture du texte, votée trois jours plus tôt par le Sénat (le Monde du 18 juin). M. Bronislaw Geremek, président de la commission constitutionnelle, avait alors reproché à M. Walesa de viser « la dignité de la Diète » et a affirmé que « le Parlement ne sera jamais plus une machine à voter ». Dimanche, M. Walesa répliquait que « la démocratie doit avoir le soutien de la nation et ne peut être basée sur l'idée que seuls (les parlementaires) ont raison ». La question est de savoir si, pour les prochaines élections totalement libres de la Pologne, en octobre prochain, les Polonais devront voter nominalement ou sur listes, comme le préconise M. Walesa. — (AFP, Reuter.)

ESPAGNE

Cinq policiers blessés dans un attentat à Madrid

Cinq policiers ont été blessés, dont un assez sérieusement, dimanche 23 juin, par l'explosion d'un véhicule piégé devant un commissariat de police de Madrid.

Selon la police municipale, l'engin avait été placé sur une moto, tandis que la police nationale affirmait qu'il s'agissait en fait d'une voiture piégée lancée vers le commissariat et dont la

trajectoire a été déviée par une moto garée devant le poste de police. L'explosion a été très violente puisqu'une vingtaine de véhicules garés à proximité ont été détruits ou endommagés.

D'autre part, une bombe destinée au bureau d'une agence de tourisme espagnole a été déjouée et désamorcée, samedi 22 juin, à Rome. L'engin, une forte charge d'explosif reliée à un réveil, était accroché au rideau de fer de l'agence. L'hôtel Commodore jouxtant l'agence a été évacué. La police a désamorcé l'engin. Trois attentats avaient déjà été commis le 28 mai dernier à Rome contre des objectifs espagnols, et avaient été revendiqués au nom d'une « section italienne de l'ETA ». — (AFP, Reuter.)

GRECE : attentat à Athènes. — Une forte explosion s'est produite, lundi 24 juin, dans le centre d'Athènes blessant cinq policiers dont un grièvement. L'engin était placé à un endroit où se réunissent régulièrement les policiers chargés de faire des rondes aux alentours. — (AFP, Reuter.)

BULGARIE

L'Union des forces démocratiques a préservé son unité

Le principal rassemblement non communiste de Bulgarie, l'Union des forces démocratiques (UFD), dont la cohésion est menacée par un conflit entre « radicaux » et « modérés », est parvenu, au cours de sa conférence nationale, samedi 22 juin à Sofia, à préserver son unité en vue de lutter les anciens communistes aux élections prévues en septembre prochain.

Le président de la République, M. Jelio Jeleu, ancien leader de l'UFD qui devrait se situer au-dessus des partis, a mis tout son poids politique dans la balance pour appeler les quelque 1 200 délégués à l'unité. « N'oubliez pas l'objectif principal de notre lutte politique, qui est d'éliminer le communisme et non pas d'attiser la lutte entre les différentes tendances de l'opposition », a déclaré M. Jeleu, ovationné par les participants à la conférence nationale. L'UFD, a-t-il ajouté, doit gagner les prochaines élections pour que « l'attitude de l'Europe et du monde à l'égard de la Bulgarie change définitivement et irréversiblement ».

Le différend entre « radicaux » et « modérés » porte sur la nouvelle Constitution en cours d'élaboration par l'Assemblée constituante et la nomination des candidats de l'UFD aux prochaines élections.

Au forum de Crans-Montana :

« Quand quelqu'un est en train de se noyer... »

A trois semaines de la rencontre à Londres entre M. Mikhaïl Gorbatchev et les dirigeants des sept pays les plus industrialisés, le forum annuel de Crans-Montana, qui a réuni au Suisse, pendant trois jours – jusqu'à dimanche 23 juin – quelque trois cents responsables politiques et hommes d'affaires, a été une nouvelle occasion de prendre la mesure des immenses besoins de l'URSS et des pays d'Europe de l'Est pour redresser leurs économies.

CRANS-MONTANA

de notre envoyé spécial

D'emblée, la tonalité a été donnée par le vice-premier ministre de l'Union soviétique, M. Vladimir Cherbakov, qui a utilisé une image forte pour illustrer un nouvel appel à l'aide. « Quand quelqu'un est en train de se noyer, a-t-il dit, on peut soit se tenir à l'écart, soit lui expliquer, du haut de la berge, les mouvements à faire pour s'en sortir. La France, l'Allemagne et la CEE en général nous ont déjà jeté une bouée de sauvetage. En revanche, a-t-il ajouté, d'autres se tiennent sur la rive et regardent l'URSS sombrer. » Réponse de la bergère au berger : M^{me} Anne-Marie Lizin, secrétaire d'Etat belge à l'Europe, a répliqué d'une boutade : « L'Europe des Douze n'a pas de conseils à vous donner, mais vos besoins sont tellement énormes qu'ils risquent d'être entraînés au fond. » « Nous avons un peu perdu confiance en nous », a, par ailleurs, reconnu M. Cherbakov, avant de broder un tableau sans complaisance de la crise économique qui traverse son pays. « Nous avons démantelé le passé sans pouvoir encore reconstruire. » En 1990, le PNB de l'URSS a régressé de 11 %, a-t-il indiqué, et la creux de la vague n'est pas encore atteint.

Autre entrave sur la voie de l'économie de marché, selon M. Cherbakov : le gouvernement se trouve confronté à « l'infantilisme social d'une population qui a tout reçu de l'Etat pendant soixante-dix ans ». Ces facteurs compliquent l'accès à la propriété privée, d'autant qu'il ne saurait être complètement gratuit. Le gouvernement soviétique n'en a pas moins l'intention de privatiser 75 % des petites et moyennes entreprises et 20 %

des grandes, d'ici à la fin de 1992. A ce propos, M. Cherbakov a précisé que ce projet allait être présenté par M. Gorbatchev en marge de la prochaine réunion du G 7, « car seul un financement étranger peut en assurer la réussite ».

Le vice-premier ministre soviétique, qui revenait de Washington, a évalué à 120 milliards de dollars pour quatre ans les revenus escomptés de la coopération avec les Etats-Unis. Pour l'ensemble de l'Occident, les propositions de collaboration pourraient aller jusqu'à 200 milliards de dollars par an. M. Cherbakov a soigneusement insisté sur le fait que M. Gorbatchev « ne demanderait pas la charité mais une aide profitable à tous ».

Tirant les enseignements de ce forum, M. Edouard Balladur, ancien ministre de l'économie et des finances, a fait valoir que les ressources financières de l'Occident n'étaient pas illimitées, tout en recommandant une aide conditionnée et échelonnée sur plusieurs années, car personne, a-t-il déclaré, n'a intérêt à une longue période d'instabilité en URSS.

JEAN-CLAUDE BUHRER

TURQUIE

M. Mesut Yilmaz a présenté un gouvernement rajeuni

ISTANBUL

de notre correspondant

La composition du gouvernement turc de M. Mesut Yilmaz, qui a remplacé M. Yildirim Akbulut à la tête du Parti de la Mère Patrie (ANAP), a été annoncée discrètement, dimanche 23 juin, alors que le

pays célébrait le premier jour de la fête du Sacrifice. Parmi les 29 membres du cabinet, 19 sont des nouveaux venus dont la présence devrait contribuer à rajeunir l'image du parti, en baisse dans les sondages, avant les élections générales qui doivent avoir lieu au plus tard en octobre 1992. Les postes-clés ont cependant été confiés à des politiciens

expérimentés. M. Ekrem Pakdemirli, qui avait démissionné de son poste de ministre des finances et des douanes, en mars 1990, revient avec le double titre de vice-premier ministre et ministre d'Etat en charge de l'économie. M. Safa Giray, ancien ministre de la défense, qui avait lui aussi quitté le gouvernement en 1990, devient ministre des affaires étrangères.

La composition du nouveau gouvernement ne permet pas d'affirmer que M. Yilmaz a réussi à réconcilier les factions qui s'affrontent au sein de l'ANAP. Le premier ministre, un libéral nationaliste, a choisi avant tout des hommes de son courant, auxquels s'ajoutent quelques conservateurs et nationalistes.

Le nouveau gouvernement devra faire face à un vote de confiance au Parlement, où l'ANAP contrôle 275 des 450 sièges, au début du mois de juillet. Des délégués « rebelles » du parti, qui se sont récemment regroupés autour de l'ancien premier ministre, ont menacé de voter contre le gouvernement de M. Yilmaz si certaines tendances – islamiste et conservatrice – ne sont pas suffisamment représentées au sein du cabinet.

N. P.

Selon plusieurs associations

Les arrestations et les cas de torture auraient augmenté

GENÈVE

de notre correspondant

Le Centre des droits de l'homme de l'ONU a été saisi par MM. Tugut Kazan, président du barreau d'Istanbul, et Koray Duzgören, président de l'Association des journalistes, des conséquences, mal connues à l'étranger, de la nouvelle loi turque antiterroriste en date du 12 avril dernier. Depuis sa promulgation, les arrestations et les cas de torture et d'exactions diverses auraient augmenté de façon alarmante. Selon ces personnalités et l'organisation mondiale contre la torture dont le siège est à Genève, cette loi, présentée par les autorités turques comme une sorte de loi d'amnistie abolissant même la peine de mort, peut en réalité « couvrir » de très graves abus et occulter d'inquiétantes dispositions.

Quelque 43 000 prisonniers ont certes été libérés, mais la majorité de ces derniers étaient des condamnés de droit commun et des militants d'extrême droite. La loi n'a été appliquée qu'à un nombre limité de Kurdes et d'opposants de gauche.

Le « terrorisme » est défini à l'article premier de la loi comme « une action menée contre l'unité indivisible de l'Etat avec son territoire et sa nation » par une « organisation (...) constituée par deux ou plusieurs personnes se réunissant dans un but commun ». Quant aux agents chargés de la sécurité qui « exercent l'objet d'une poursuite publique » en raison de « prétendus délits et autres manquements », ils ne sauraient être détenus à titre préventif, et leur défense sera prise en charge par le service officiel dont ils dépendent (article 15).

Le muage des journalistes est également prévu par la loi du 12 avril. Ainsi est-il interdit de publier des « déclarations d'organisations terroristes », ainsi que « l'identité de fonctionnaires chargés de combattre le terrorisme » ou celle de « informateurs ». Les journalistes reconnus coupables de « propagande (...) visant à porter atteinte à l'unité de l'Etat » sont passibles de lourdes peines d'amende et de prison « indépendamment de la méthode, de l'intention et des idées qui les moti-

vent », ce qui empêche évidemment la moindre allusion à l'éventualité d'une autonomie du Kurdistan turc. L'organisation mondiale contre la torture dénonce pour sa part un certain nombre de cas de torture et d'exactions, en mentionnant les noms des victimes et les lieux de leurs supplices. Des fillettes kurdes de douze-treize ans auraient ainsi été violées au commandement général de la gendarmerie.

ISABELLE VICHNIAC

DIPLOMATIE

La préparation du conseil européen

Ratés franco-allemands sur l'union politique

Comment organiser les travaux des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, vendredi 28 et samedi 29 juin à Luxembourg, pour optimiser les chances de parvenir à un accord sur l'union économique et monétaire (UEM) et sur l'union politique dans six mois, lors du conseil européen de décembre à Maastricht aux Pays-Bas ? Tel était l'objet du «concile» que les ministres des affaires étrangères de la CEE ont tenu dimanche 23 juin à Luxembourg.

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)

de notre envoyé spécial

Français et Allemands – pour tant à l'origine du projet d'union politique – ne se sont pas souvent retrouvés sur la même ligne. Au-delà des questions de méthode, les différences, voire les divergences, portent sur l'importance à donner à la mise en œuvre progressive d'une politique de défense commune, sur la répartition des pouvoirs entre les institutions de la Communauté et en particulier sur l'étendue des nouveaux pouvoirs à accorder au Parlement européen. Une série de points qui ne manqueront pas d'être abordés lors du petit déjeuner de travail qui réunira, mardi, à Paris MM. Mitterrand et Kohl.

Comme pour annuler les effets du climat de désempolement actuellement perceptible dans la Communauté – du notamment aux mises en garde des Etats-Unis contre des initiatives risquant de porter préjudice à la solidarité transatlantique –, la présidence luxembourgeoise, appuyée par une majorité d'Etats membres dont la France, estime nécessaire que le conseil européen de la fin de la semaine prenne acte des progrès enregistrés depuis le début des deux conférences intergouvernementales, en décembre dernier, à Rome.

Une discussion approfondie devrait en outre avoir lieu sur les

trous ou quatre dossiers les plus sensibles : la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), le pouvoir de codécision à accorder en matière législative au Parlement européen, l'extension des compétences de la Communauté à la politique sociale, et enfin l'effort de solidarité à accomplir en faveur des pays les moins nantis de la Communauté.

Les Britanniques préféreraient que les chefs d'Etat et de gouvernement s'en tiennent à un débat général, sans trop chercher à préciser les points d'accord et de désaccord. Curieusement, les Allemands ne semblent pas non plus pressés de dresser l'inventaire des progrès accomplis. Il y a là le souci de ne pas causer de difficultés superflues à M. John Major alors qu'il s'emploie à convaincre les Tories d'accepter une stratégie plus favorable à l'Europe.

Mais cette préoccupation – partagée par la majorité des Etats membres, dont la France – ne les empêche pas, ce qui peut paraître contradictoire, de soutenir parfois les options les plus fédéralistes. Ainsi contestent-ils, comme les Belges, les Néerlandais et la Commission européenne (peu satisfaits des solutions envisagées qui donnent un rôle accru, au moins en matière de politique étrangère commune, au conseil européen) qu'il y ait pratiquement accord sur l'organisation de l'union et sur le partage des compétences entre les différentes institutions.

Divergences sur l'idée de congrès

Cette propension à entretenir l'équivoque semble énerver les Français. Les Allemands nous disent toujours pour l'union européenne la même ambition qu'en avril 1990, au temps bœni de l'initiative conjointe Kohl-Mitterrand ? Paris admet qu'au moins en matière de politique de défense, un recul allemand existe. « C'est vrai qu'on constate une certaine apathie. Il faut se ressaisir. On ne peut concevoir une politique étrangère commune sans une perspective de défense commune », a noté M^{me} Guigou devant les journalistes.

Au «Grand Jury RTL-le Monde»

«Il sera très difficile d'avoir un accord à Douze sur l'extension de la majorité qualifiée»

déclare le premier ministre luxembourgeois

Le premier ministre luxembourgeois, M. Jacques Santer, a estimé, dimanche 23 juin, à l'occasion du «Grand Jury RTL-le Monde», qu'on ne peut pas parler d'une union politique européenne sans extension des compétences en matière de politique étrangère, de politique de sécurité et de politique de défense.

«Le vote à l'unanimité rend certes les choses plus difficiles, plus délicates, mais il faut bien se rendre compte qu'à l'heure actuelle il sera très difficile d'avoir un accord à Douze sur l'extension de la majorité qualifiée, a toutefois précisé M. Santer, l'important est que l'on introduise à l'intérieur de nos

travaux une certaine dynamique communautaire, et surtout pas un élément qui nuise à l'encontre de la communautarisation. » A propos de l'union économique et monétaire, le premier ministre a affirmé que «toutes les économies ne sont peut-être pas à même d'arriver en même temps au but». L'essentiel est que la finalité soit affirmée, a-t-il ajouté, certains Etats membres peuvent bénéficier de dérogations, de périodes de transition, comme cela s'est déjà fait dans d'autres domaines, notamment pour le système monétaire européen.

Des diplômes nationaux de 3^e cycle des spécialisations spécifiques pour étudiants ou cadres d'entreprises

- DESS CAEE : Certificat d'aptitude à l'Administration des Entreprises. DESS de généraliste à la gestion.
☎ (1) 45 54 40 10 Inscription possible par minitel 3616 code IAE.
- DESS DEVELOPPEMENT DE LA FONCTION PERSONNELLE :
☎ (1) 45 58 00 21
- DESS CONTROLE DE GESTION ET AUDIT :
☎ (1) 45 57 28 41 - (1) 45 58 02 28
- DESS FINANCE :
☎ (1) 45 58 00 21
- DESS SYSTEMES D'INFORMATION :
☎ (1) 45 58 00 21

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15
Minitel 3616 code IAE

LE SAVOIR-FAIRE

* Exclutivement réservés aux cadres confirmés

IAE
DE PARIS

La crise yougoslave

Les pays de la CEE ne reconnaîtront pas l'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie

Les douze pays de la CEE sont convenus, dimanche 23 juin, à Luxembourg, de ne pas reconnaître l'indépendance de la Slovaquie ou de la Croatie si ces deux Républiques décidaient unilatéralement de quitter la Fédération yougoslave, a annoncé le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, M. Jacques Poos.

Les ministres des affaires étrangères des Douze ont également décidé de «refuser tout contact à haut niveau» avec ces Républiques en cas de sécession. Les Douze estiment que «le processus de négociation interne n'est pas encore épuisé», a ajouté M. Poos, tout en précisant que cela «n'aurait rien à voir avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes». La CEE sera prête à reconnaître l'indépendance des Républiques yougoslaves si

cela constitue «le résultat de négociations et d'arrangements internes», a fait remarquer M. Poos. La CEE doit en principe signer officiellement, lundi 24 juin, avec la Yougoslavie, un nouveau protocole financier prévoyant plus de 700 millions d'euros de prêts d'ici à 1995.

La Croatie et la Slovaquie doivent proclamer leur indépendance cette semaine : la Slovaquie le 26 juin et la Croatie avant le 30 juin. Le président slovène, M. Milan Kucan, a rencontré, samedi 22 juin, le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, à Zagreb. Tous deux ont réitéré leur intention de poursuivre le processus d'indépendance. Interrogé sur une éventuelle intervention de l'armée yougoslave, M. Kucan a souligné qu'un conflit est toujours pos-

sible en prenant pour prétexte que la Slovaquie n'a pris une décision unilatérale d'indépendance qui met en danger les intérêts des autres Républiques. De tels arguments, a-t-il dit, «ne tiennent pas compte des offres que nous avons faites pendant les six mois qui ont suivi le référendum et qui sont restées sans réponse».

«Nous poursuivons l'exécution de notre plan de dissociation de l'actuelle Yougoslavie», a de son côté déclaré le président croate. «Nous demandons à tous les Yougoslaves qui sont prêts à rejoindre une alliance d'Etats souverains et à observer des principes démocratiques de se joindre à nous», a ajouté M. Franjo Tudjman. — (AFP, Reuter.)

Revenant sur le protocole conclu en avril dernier à Madrid

Les Etats-Unis refusent de signer l'accord sur les ressources minérales dans l'Antarctique

Pour le trentième anniversaire de l'entrée en vigueur du traité de Washington sur l'Antarctique, les Etats-Unis ont refusé de signer, le 22 juin à Madrid, le protocole d'accord auquel étaient parvenus, le 29 avril dernier (aussi à Madrid), les vingt-six membres consultatifs du traité.

Ce protocole interdisait toute prospection et, à fortiori, toute exploitation des ressources minérales dans la zone couverte par le traité (tout ce qui est au sud du 60° parallèle sud) pour une période de cinquante ans et subordonnait tout changement éventuel survenant après cette période à une décision prise à l'unanimité des

parties consultatives au traité. Les Etats-Unis ont demandé un délai de réflexion supplémentaire. Ils ont aussi refusé la proposition espagnole de compromis remplaçant la règle traditionnelle du consensus par la possibilité de prendre une décision sur la levée de l'interdiction à la majorité des trois quarts des parties consultatives.

Les autres membres du traité sur l'Antarctique se sont déclarés très déçus par l'attitude américaine. La délégation française, notamment, a publié le communiqué suivant : «La France, comme les autres participants à la réunion, regrette vivement cette attitude négative et tardive. Elle a pris note que les

Etats-Unis ne remettent pas en cause toutes les autres dispositions du projet de Madrid. Elle espère que les réflexions complémentaires des autorités américaines pourront être menées à bien, dans un esprit positif, de façon à permettre avant octobre 1991 (date prévue pour la seizième réunion consultative du traité) la conclusion d'un protocole auquel elle est profondément attachée».

L'Espagne a proposé d'organiser une troisième réunion d'ici à octobre prochain de façon à essayer de trouver un accord sur les ressources minérales de l'Antarctique. — (AFP, Reuter.)

OCÉAN INDIEN

MADAGASCAR : les risques d'affrontement

Le pouvoir déclare illégal le «gouvernement provisoire» formé par l'opposition

«Si l'escalade continue, j'ai peur qu'elle n'aboutisse à l'affrontement», a déclaré, dimanche 23 juin, à l'AFP, M. Ampy Augustin Portos, ministre de l'Intérieur. Il a rappelé la mise en garde du premier ministre, le colonel Victor Rahamatra, lancée à l'opposition, concernant l'illégalité du «gouvernement provisoire» récemment formé. «Nous sommes la légitimité constitutionnelle», a-t-il ajouté.

ANTANANARIVO

de notre envoyé spécial

«Acheté, acheté...» Derrière les haies du petit parc d'Ambohitavo, dimanche 23 juin, quelques dizaines de personnes cherchaient à couvrir la voix des orateurs qui se succédaient à la tribune devant un parterre de partisans du président Didier Ratsiraka, qui n'étaient pas plus de dix mille à agiter banderoles et bannières. Un religieux croyait savoir que les habitants des quartiers déshérités de la capitale avaient accepté de venir manifester leur soutien au chef de l'Etat «contre 5 000 francs malgaches (16 francs), 10 kilos de riz et une couverture».

Deux jours auparavant, une foule rassemblée au même endroit par le «Comité des forces vives» (opposition), s'était trouvée trop à l'étroit. «La mobilisation officielle a échoué et cela prouve que le régime n'est pas en odeur de sainteté», commente sobrement le Père Rémi Rabibera, virulent éditeur de l'hebdomadaire catholique Lakroa.

A la tribune officielle, le ministre de l'Intérieur souligne que «les gens sont réunis pour préserver l'unité nationale et la vie harmonieuse du pays malgré la diversité des idées». «Où il y a la légalité, non au pouvoir insurrectionnel», renchérit, à côté de lui, un membre du bureau politique du MMSM,

qui groupe les partis de la majorité présidentielle.

Dans un entretien accordé, samedi, au quotidien *Midi Madagascara*, M. Manandafy Rakotonirina, un des chefs de l'opposition, expliquait que le «gouvernement provisoire» dont il fait partie, serait «un gouvernement de transition si le président Ratsiraka veut négocier, ou alors un gouvernement insurrectionnel s'il s'enlève». Le même jour, le rituel – quotidien depuis le 10 juin – sans le dimanche – du rassemblement de la place du 13 mai avait eu lieu devant des dizaines de milliers de personnes venues écouter le docteur Albert Zafy, juché sur une caisse en bois, expliquer l'objectif du «gouvernement provisoire» : la convocation d'une conférence nationale.

«Notre Saddam national»

Beaucoup de rumeurs circulent sur l'arrivée de militaires français, démenties en bloc par les milieux diplomatiques. Mais cette question obsède la population : sont-ils venus protéger le président en cas de désordre, évacuer les ressortissants français, participer à des manœuvres conjointes avec l'armée malgache ? Qu'importe, l'opposition a saisi la balle au bond pour réaffirmer qu'aucun ressortissant français n'était menacé tout en suggérant aux soldats français «de repartir en emmenant notre Saddam national».

Dans la zone industrielle de Tananarive, les entreprises tournent au ralenti. Les employés s'organisent par roulement pour assurer une permanence à la fois sur le lieu de travail et sur la place du 13 mai. En province, les protestations sont plus sporadiques, mais ont lieu jusque sur la côte est, dans la région natale du chef de l'Etat.

«Le président Ratsiraka est fidèle à sa ligne de conduite», estime M. Rahaga Ramaholimihaso, directeur du quotidien indépendant *la Tribune*. «Il estime qu'étant élu démocratiquement

c'est à lui de mener le jeu et il repousse toute idée de conférence nationale. » Mais, selon une enquête du Comité national pour l'observation des élections (CNOE), le chef de l'Etat n'aurait recueilli que 47 % des suffrages lors de l'élection présidentielle de mars 1989 et non les 62 % officiellement reconnus.

Devant l'intransigence du président qui défie tranquillement les meneurs de l'opération *Jéricho*, bien décidés, eux, à «faire tomber les murailles du régime», les médiateurs du Conseil chrétien des Eglises de Madagascar (FFKM) l'interpellent. La rencontre qu'ils ont organisée, dimanche, entre représentants du pouvoir et de l'opposition, n'est pas allée plus loin que l'échange de poignées de mains.

Il y a peu d'espoir d'amener à la table des négociations l'AREMA, le parti du président, qui détient 120 sièges sur 137 à l'Assemblée nationale. Il faudrait, pour cela, des pressions des bailleurs de fonds étrangers, suggère-t-on au Comité des forces vives. Mais, jusqu'à présent, les ambassades sem-

blent avoir gardé un profil bas. La discrétion de la France s'explique notamment par le fait que sa mission diplomatique n'a plus d'ambassadeur à sa tête, depuis plus de deux mois.

L'opposition est entrée dans sa troisième semaine de bras de fer avec le pouvoir. La date-butoir qu'elle s'est fixée, le 26 juin – 31^e anniversaire de l'indépendance –, approche et les deux camps sont tentés par la surenchère. Le président Ratsiraka, dont on attend toujours un discours, joue le pourrissement du mouvement. Le Comité, lui, cherche à «déstabiliser doucement» le gouvernement et semble craindre une démobilitation de ses partisans plus qu'une réaction musclée de l'armée. La question est de savoir si, pour éviter que la lassitude ne s'empare de ses partisans, il ne va pas faire un pas de trop dans la contestation et fournir un prétexte au régime en place ?

JEAN HÉLÈNE

Vente par correspondance franco de port

CATALOGUE PRATIQUE DE L'ETUDIANT

droit, économie, gestion et langues des affaires
matières, années d'édition et prix

demander ce catalogue gratuit par écrit à :

MEDILIS S.A.
Librairie Universitaire
9 rue Séguier 75006 PARIS
Tél. 46.34.07.70

PROMO-LIVRE
La Librairie de l'Université
9-16 rue Bonald 69007 LYON
Tél. 78.61.26.61

مكتبة الطالب

VOUS NIMAC

JUSQU'AU 12 JUILLET 1991

FEDERAL EXPRESS FAIT UNE FLEUR A TOUS SES NOUVEAUX CLIENTS.*



4 ENVOIS
DE COLIS EXPRESS
SUR L'EUROPE ET LES U.S.A.**
A DES PRIX "CADEAU".

Leader du transport de colis express internationaux à domicile, FEDERAL EXPRESS vous offre 4 envois de colis à des tarifs exceptionnels. Jugez plutôt : vos 3 premiers envois bénéficient de 30% de réduction. Votre quatrième est gratuit. Dès le 1^{er} essai, vous serez assuré de la qualité de nos prestations et vous voudrez certainement devenir l'un de nos clients.

De plus, FEDERAL EXPRESS viendra fleurir votre bureau dans les 8 jours qui suivent votre demande.

Alors, n'hésitez pas à nous appeler au :

APPEL GRATUIT **05.06.06.06.**

Vous recevrez alors votre kit de participation. Vous avez jusqu'au 12 juillet 1991 pour vous inscrire et jusqu'à fin septembre pour bénéficier de cette offre.

UNE FLEUR PAREILLE, ÇA M'INTERESSE !

Je souhaite bénéficier de cette offre exceptionnelle.

M./M^{ME} _____

SOCIETE _____

FONCTION _____

ADRESSE _____

TEL. _____

A renvoyer à : OPERATION FEDEX DAY, 9, avenue de Villiers, 75017 PARIS

* Personnes n'ayant pas utilisé les services de FEDERAL EXPRESS depuis plus de 6 mois.
** Offre valable pour la France métropolitaine, sauf Corse, pour des colis de 5 kg maximum à destination de l'Europe et des U.S.A. Offre valable sur les frais de transport (droits de douane non inclus).

MO 24 JN

VOUS N'IMAGINEZ PAS TOUT CE QUE FEDERAL EXPRESS PEUT VOUS APPORTER

AMÉRIQUES

Le Canada en quête d'identité

Un an après l'échec de l'accord qui admettait la spécificité du Québec la fédération tente une nouvelle fois de surmonter ses contradictions

MONTRÉAL

de notre correspondant

Un an après l'échec du processus qui aurait permis au Québec d'adhérer à la Constitution canadienne de 1982, le gouvernement fédéral et les dix provinces tentent d'imaginer de nouvelles structures politiques qui puissent à la fois répondre aux aspirations autonomistes déjà anciennes du Québec et permettre à une fédération aux rouages grippés de mieux s'adapter aux exigences économiques de cette fin de siècle. Toutes les options sont étudiées, hormis le statu quo rejeté par l'ensemble des gouvernements. Las de voir le Canada anglais compter sur le temps pour résoudre provisoirement des conflits récurrents, le Québec menace d'opter pour la souveraineté politique si une formule satisfaisante n'est pas trouvée d'ici là. «Malade, Le fédéralisme canadien est sérieusement malade». Dans toutes les facultés de droit ou de sciences politiques du pays, les docteurs qui se penchent sur ce grand corps à dix bras que la tête ne parvient plus à coordonner harmonieusement établissent le même diagnostic. Tous les symptômes d'une grave sclérose sont clairement apparus le 23 juin 1990, lorsque le processus visant à permettre au Québec, seule province à majorité francophone de la confédération, d'adhérer à la Constitution du Canada avec un statut de «société distincte» a échoué. Les remèdes, eux, sont si difficiles à élaborer qu'un an plus tard aucun d'entre eux ne s'est clairement imposé.

Comment calmer le Québec, véritable «cas» particulier, sans enflammer les neuf autres provinces? Comment éviter l'amputation de ce membre important qui affaiblirait le pays tout entier, surtout vis-à-vis de son puissant voisin américain? Comment régler dans le même temps les problèmes des Américains devenus tout aussi aigus? C'est d'abord au premier ministre (conservateur) du Canada, M. Brian Mulroney, qu'il incombe de proposer un nouveau régime politique, sous peine de perdre le peu de crédibilité qu'il lui reste (1). Et le Québec, déterminé à organiser un référendum sur sa souveraineté l'an prochain (2), lui impose d'imaginer d'ici là des réformes en profondeur, en lieu et place des vagues compromis dans la fédération canadienne s'étaient relativement bien accommodés depuis sa naissance, en 1867.

Quand bien même le chef du gouvernement fédéral, quel qu'il soit, voudrait trancher seul et imposer ses propres solutions, il ne le pourrait pas. La crise de l'année passée a bien démontré les limites de son rôle d'arbitre. Pour satisfaire certaines des revendications du Québec, il faut amender la Constitution, mais la procédure est si complexe et si longue que toute province, fût-elle la plus petite, peut tout faire échouer au bout de trois ans.

Ottawa n'ayant pas le pouvoir de changer les règles du jeu, il faut donc essayer de trouver des consensus. Or le Canada «anglais», mosaïque multiculturelle d'intérêts provinciaux ou locaux, est très divisé sur l'attitude à adopter vis-à-vis du Québec, dont la liste des exigences s'est considérablement allongée au cours des derniers mois. «Une courte moitié de la population est prête à certains compromis et l'autre moitié est partagée entre un petit groupe qui souhaite ardemment le départ du Québec de la

fédération et le reste qui ne voit pas quelles concessions pourraient permettre de l'éviter», résume Jeffrey Simpson, éditeur en chef du quotidien de Toronto, *The Globe and Mail*.

Pour contourner ces blocages, le gouvernement fédéral a cherché à «jeter des ponts» entre les deux grandes communautés linguistiques du pays, qui continuent de s'ignorer superbement en dépit de plus de deux siècles de cohabitation. Dans un pays où 4300 kilomètres séparent Montréal de Vancouver, nombre de Canadiens ne connaissent rien du Québec et assimilent ses habitants à des «insaisissables chroniques», qui n'ont jamais accepté la cession de la Nouvelle-France. De leur côté, les Québécois se préoccupent plus de ce qui se passe à l'étranger que dans le reste du Canada, où leurs médias n'ont que de rares correspondants, en dehors de la capitale fédérale. Les grands auteurs canadiens sont très peu connus au Québec et réciproquement.

«Psychothérapie de masse»

Une expérience assez originale, présentée comme une «psychothérapie de masse», a donc été lancée en novembre dernier. Un groupe de personnalités de tous les milieux a parcouru le Canada jusqu'à des villages les plus reculés et ses prisons, afin de permettre au commun des citoyens de «voir le cœur» et d'essuyer des solutions aux problèmes soulevés.

Les tout premiers constats de ce «forum des citoyens» présidé par Keith Spicer n'ont pas été d'un grand secours, sauf dans le cas des Américains, dont on estime que les revendications territoriales devraient être réglées au plus vite. Pas question, ont martelé les premières personnes consultées, d'accorder un traitement préférentiel au Québec et de remettre en question l'égalité des provinces au sein de la fédération. Plutôt que de déroger à ce principe devenu dogme, l'ancien premier ministre (libéral) fédéral Pierre Elliott Trudeau avait d'ailleurs préféré se passer en 1982 de l'accord du Québec pour modifier et ratifier de Londres la Constitution canadienne, pacte social demeuré boiteux sans l'approbation de l'un des peuples fondateurs du pays.

Le ton des discussions a commencé à changer lorsque la menace du Québec d'affirmer sa souveraineté est devenue plus tangible. D'autres types de questions expliquent M. Spicer, ont alors été soulevées : vaut-il la peine de laisser se déchirer un pays riche où il fait finalement si bon vivre, même avec les Québécois? La politique de bilinguisme des institutions fédérales, si décriée pour ses coûts et son «inutilité» depuis 1969, ne contribue-t-elle pas à faire du Canada un pays unique? «L'idée de reconnaître formellement au Québec un droit à la différence ou à la différence», conclut M. Spicer.

De leur côté, les partis de l'opposition fédérale ont essuyé leurs positions. Jean Chrétien, nouveau chef des libéraux, est même allé jusqu'à concevoir un «statut particulier» pour le Québec, qui lui permettrait d'assurer la protection de sa langue et de sa culture.

Tous les obstacles sont loin d'être levés à travers ce début de décryptage. La controverse, aussi

vieille que la fédération canadienne, sur le rôle d'Ottawa n'est pas réglée. Le Québec n'a cessé de dénoncer la centralisation accrue vers laquelle a évolué le Canada, à l'instar de la plupart des autres fédérations. Un mouvement qui a donné lieu, depuis 1968 surtout, à des interventions croissantes du gouvernement fédéral dans des domaines comme l'éducation, la culture, les affaires sociales, la santé, les ressources naturelles et la main-d'œuvre, où les provinces détiennent, d'après la Constitution, des compétences exclusives.

La majorité des autres provinces s'accrochent parfaitement bien de cette tendance, qui permet d'uniformiser les politiques et de mieux redistribuer les ressources du pays vers les régions les plus pauvres. C'est plutôt la diminution de cette enveloppe à partager qui les frustre, le gouvernement fédéral devant composer depuis plusieurs années avec une lourde dette publique et des déficits budgétaires d'autant plus difficilement compressibles que le Canada est en récession depuis un an. Les provinces de l'Ouest vont jusqu'à réclamer avec force une réforme du Sénat qui irait dans le sens d'une plus grande centralisation, en donnant plus de poids à cette Chambre haute dont le Québec, lui, demande l'abolition.

En tout état de cause, le système de partage des compétences est devenu au fil des années si confus que tout le monde s'accorde sur la nécessité de le revoir, au moins pour éliminer les nombreux dédoublements de programmes, sources de gaspillage de fonds publics et de tracasseries administratives pour les citoyens. De là à accorder au Québec les pleins pouvoirs dans de nombreux secteurs, il y a encore un grand pas à franchir.

Une plus grande autonomie pour les Québécois

Relevant qu'«il n'y a jamais eu une seule nation au Canada, mais deux, sans compter celle que forment les Amérindiens», plusieurs intellectuels anglophones pensent que l'heure est venue d'imaginer «une nouvelle structure fédérale binationale» qui puisse convenir aux deux grandes communautés linguistiques et permettre au Québec d'acquiescer une plus grande autonomie. Des «dissidents» à qui les experts en droit constitutionnel, comme le professeur Ronald Watts, s'empressent de faire valoir que les régimes asymétriques ou véritablement confédéraux «instables par nature, deviennent vite inviables» comme l'ont montré les expériences américaines, d'avant 1787 et ensuite d'avant 1848.

A la recherche d'un «nouveau fédéralisme» dans lequel tous les Canadiens puissent se reconnaître, le gouvernement fédéral soupèse toutes les options envisageables. Reste à savoir si les propositions de réformes que M. Mulroney doit esquisser en septembre iront assez loin et assez vite pour dissuader les Québécois de se déclarer seuls maîtres à bord de leur solide bateau.

MARTINE JACOT

(1) Soixante-dix pour cent des Canadiens déclarent ne plus faire confiance au gouvernement de M. Mulroney.
(2) Un projet de loi en ce sens prévoyant un référendum sur la souveraineté de la province en juin ou en octobre 1992 a été adopté jeudi 20 juin par l'Assemblée nationale du Québec.

COLOMBIE : après la reddition de Pablo Escobar

Le président Gaviria doit faire face à des critiques de plus en plus vives

Les Colombiens sont déçus et même choqués. Ils s'attendaient à des compléments. Ils n'ont découvert que scepticisme et méfiance aux États-Unis. Sans trop vouloir y croire, certains dirigeants affirment en privé redouter une opération de commando américaine pour s'emparer de Pablo Escobar. Les barbares élargissent et les miradors qui l'entourent visent aussi essentiellement à décourager d'éventuelles tentatives d'attentat.

Maintenant ils sont morts ou en prison. M. Jaime Giraldo, ministre de la justice, inspirateur du plan «Reddition de Pablo Escobar», déclare, ce qui est tout à fait exact, que la Colombie «a saisi cette année beaucoup plus de drogue que tous les autres pays du monde».

Le gouvernement ne tente pas seulement de convaincre l'étranger que la justice colombienne est capable de chasser souverainement sans faiblesse Pablo Escobar et les autres trafiquants qui se rendent.

Incapacité de l'Etat

Il doit aussi répondre aux reproches virulents de son propre camp. Voix isolées sans doute, puisque l'opinion, dans son immense majorité, se félicite d'une mesure qui peut mettre fin au narco-terrorisme. Mais voix qui dérangent. Comme celle de l'ancien président libéral Carlos Lleras Restrepo, un cacique du parti au pouvoir, dont le mandat présidentiel a été sans tâche. «L'offense Escobar, dit Carlos Lleras, a démontré l'incapacité totale de l'Etat à faire face et à capturer les coupables de crimes atroces. Et le gouvernement Gaviria a dû inventer un décret pour contrôler à toute main la situation juridique pour permettre la mise en route du processus ayant abouti à la reddition du chef du cartel».

Si le journal *El Tiempo*, porte-parole du Parti libéral, approuve l'opération, *El Espectador*, qui appartient au même courant politique, se démarque très nettement. «Ce n'est pas le gouvernement qui a gagné, affirme son directeur, c'est la terreur et la honte». Il est vrai que Francisco Santos, rédacteur en chef du *Tempo*, a été libéré par Pablo Escobar sur l'intervention du Père Rafael Guillermo Cano, ancien directeur d'*El Espectador*, a été lui, assassiné par les «narco». C'est une nuance importante. Et qui explique sans doute que ses héritiers mettent

carrement en cause des membres importants de l'établissement dans cette «négociation». «Des fonctionnaires chargés de rassurer Escobar, affirme un commentateur d'*El Espectador*, ont été des collaborateurs de Carlos Jiménez Ochoa, procureur général de la nation sous le gouvernement Betancur et aujourd'hui avocat des frères Ochoa, amis d'Escobar et incarnés eux aussi depuis le début de cette année près de Medellín». Il ajoute : «Escobar a démobilité ses troupes, mais elles sont prêtes à réagir si les accords avec le gouvernement étaient rompus».

El Tiempo riposte en dénonçant la «double morale bien commode» de ceux, en Colombie et surtout à l'étranger, qui ne sont pas encore satisfaits. «Les États-Unis, dit Enrique Santos Calderon, rédacteur en chef, ne sont pas qualifiés pour nous critiquer. Ils ont traité le maire drogué de Washington avec des gants blancs, et ils ont institutionnalisé la négociation de paix avec les trafiquants et les criminels».

MARCEL NIEDERGAANG

ÉTATS-UNIS : un navire de plaisance, avec neuf Cubains à bord, arraisonné par les garde-côtes. — Les garde-côtes américains ont arraisonné, vendredi soir 21 juin, au large de Key-West (Floride) un navire de plaisance cubain à bord duquel se trouvaient neuf Cubains et deux touristes canadiens. Les autorités américaines n'ont pas voulu confirmer ni infirmer que les Canadiens avaient été pris en otage. De La Havane, on avait appris samedi que six Cubains armés de grenades, de fusils et de revolvers, dont une femme accompagnée d'un enfant, avaient pris en otage les deux Canadiens sur le *Venezuela* pour fuir vers la Floride. Selon des témoignages, un Cubain, accompagnateur touristique, aurait jeté par-dessus bord, une fois franchi le pique de Guanabo, — (AFP).

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : selon un hebdomadaire de Johannesburg

Des contacts secrets ont eu lieu entre l'ANC et des fabricants d'armes français

Une délégation du Congrès national africain (ANC) s'est rendue en France, où elle a eu d'avis de l'invitation d'industriels de l'armement, a révélé en première page, dimanche 23 juin, le *Johannesburg Sunday Times*, citant un rapport confidentiel interne à l'ANC.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Selon le journal dominical, M. Tokyo Sexwale, responsable des projets spéciaux au sein de l'organisation nationale, était accompagné du général Bantu Holomisa, qui préside aux destinées du Transkei, un bantoustan indépendant, particulièrement hospitalier aux membres d'Umkhonto we Sizwe (la lance de la nation), la branche armée de l'ANC. M. Sexwale, dans son rapport, se fait l'écho de

l'intérêt des industriels français pour l'avenir d'Armstrong (Compagnie nationale des armements) qui pourrait bientôt concurrencer les marchands de canons de l'Hélicoptère sur le reste du continent africain, rapporte l'hebdomadaire. Le document de l'ANC précise que les contacts ont eu lieu discrètement, dans un premier temps, à l'initiative des industriels français soucieux de développer de bonnes relations avec les futurs dirigeants d'une Afrique du Sud post-apartheid.

Les rencontres ont été organisées par un intermédiaire français, établi à Johannesburg, très bien introduit au sein de l'organisation de M. Nelson Mandela, agissant plus spécialement pour la SAGEM.

Les fabricants, au cours des entretiens, ont fait valoir qu'un gouvernement supplanté par l'ANC hériterait d'une grande quantité de matériel militaire français, notamment dans l'armée de l'air qui est équipée de Mirage. M. Sexwale, dans son compte

rendu, s'est réjoui d'une proposition de la partie française de former et d'entraîner des cadres sud-africains recommandés par l'ANC. «Nous avons quitté la France avec l'impression que nous pourrions établir une liste de noms et rassembler les curriculum vitae des personnes que nous souhaiterions voir suivre les formations proposées», écrit le *Sunday Times*, citant M. Sexwale. D'après M. Sexwale, cette visite n'a pas enchanté les autorités sud-africaines, dont le représentant à Paris, l'ambassadeur Mark Burger, aurait informé la SAGEM des préoccupations de son gouvernement. Du côté français, l'initiative des industriels aurait été soutenue par des militaires de haut rang, et le ministre de l'Industrie de l'époque, M. Roger Fauriol, qui lui-même aurait reçu les représentants de l'ANC. Une autre délégation de l'ANC vient de passer quelques jours en France, où elle a pu visiter le Salon aéronautique du Bourget.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Le gouvernement et les principaux mouvements noirs s'accordent pour tenter de mettre fin à la violence

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le gouvernement, le Congrès national africain (ANC) et le parti Inkatha, à dominante zouloue, ont convenu, samedi 22 juin, après huit heures de discussions, de créer un «comité préparatoire» qui sera chargé d'élaborer des propositions «sur les points identifiés comme nécessaires pour mettre fin aux violences et rétablir la paix».

C'est dans la discrétion la plus totale que s'est tenu, à Sandton, un quartier résidentiel de Johan-

nesburg, ce «sommet sur la paix», parvenu par les églises. Contrairement à la «Conférence sur la violence et l'intimidation», qui avait été convoquée par le gouvernement, le 24 mai, et qui avait été annoncée avec tambours et trompettes, une partie des interventions étant retransmises par la télévision, la rencontre de Sandton s'est déroulée à huis clos. Les principaux acteurs de la scène politique sud-africaine avaient répondu présent, à l'exception des organisations d'extrême droite.

Pour la première fois, des représentants du gouvernement, du

parti Inkatha et de l'ANC se sont retrouvés pour parler de la violence et des moyens d'y mettre fin. C'est aussi la première fois que des membres du gouvernement et des représentants du Congrès panafricain (PAC) se rencontrent, officiellement et à égalité. L'ANC et le PAC avaient boudé la réunion de mai organisée par le gouvernement, précisant qu'ils accepteraient, en revanche, de prendre part à une rencontre placée sous l'égide des églises.

F.F.

Offre exceptionnelle jusqu'au 30 juin

GRATUIT

Votre 405 MI 16

en version V.I.P. CUIR/BOIS

avec intérieur complet en cuir et finitions en bois* (planchette de bord et pupes sur les portes en loup d'orme)

3615

NEUBAUER

405

PEUGEOT

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

8, rue de 4 septembre 75002 PARIS ☎42.81.15.68

23, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.89.82

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.00.21

*Peugeot est un fabricant de voitures. Les finitions de cette annonce, au service de vous, ne sont pas de Peugeot.

مكتبة الشامل

Région Rhône-Alpes
Consultation du 22 juin 1991

(Publi-information)

10 058* élus de Rhône-Alpes et
152 387 foyers Rhônalpins ont dit

OUI au permis de réussir.

OUI pour une plus large autonomie des établissements scolaires.

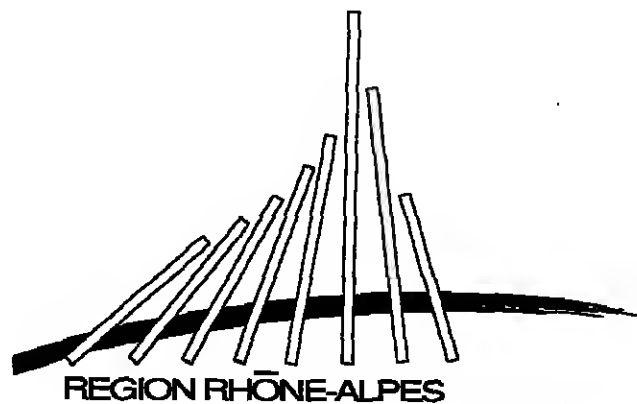
OUI pour un véritable système d'orientation scolaire et professionnelle.

OUI pour des formations professionnelles en alternance débouchant sur l'emploi.

OUI pour un programme d'aménagement de salles de professeurs, bureaux pour enseignants, salles d'études, foyers des élèves, résidences lycéennes, pour donner un meilleur cadre à la vie au lycée.

OUI pour un complément de rémunération aux professeurs qui, volontairement, s'engageront à assurer une présence significative dans l'établissement, au-delà des heures de cours.

OUI pour la présence de "répétiteurs" (jeunes diplômés ou professionnels) auprès des élèves.



*soit 90,71 % des suffrages exprimés

Donnons à tous les jeunes rhônalpins le permis de réussir.

M. Chevènement

Le Parti social
au gouvernem

MEDECINE
PHARMACIE

IPESUP

مكتبة الأمل

POLITIQUE

Souhaitant constituer un nouveau rassemblement au sein du PS

M. Chevènement et ses amis assurent le premier ministre de leur soutien

Les assises de Socialisme et République, organisées à Paris le samedi 22 et le dimanche 23 juin, ont permis à M. Jean-Pierre Chevènement de rassembler une large majorité, au sein de son courant, sur sa stratégie visant à constituer un « pôle de gauche » dans le Parti socialiste, tout en apportant son « soutien » à M. Edith Cresson « et à ce qu'elle représente ». Les adversaires de cette orientation, réunis autour de M. Michel Charzat, membre du secrétariat national du PS, n'ont pas pris part au vote, dont ils contestent la représentativité.

Partisans et adversaires de M. Chevènement sont au moins d'accord sur un point : Socialisme et République a, d'une certaine manière, cessé d'exister. Mutation, voulue en 1986, de l'ancien Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste (CERES), Socialisme et République s'était donné pour but de proposer au PS un « nouveau logiciel », intégrant l'expérience des cinq années de la première législature de gauche et substituant à la « rupture avec le capitalisme », perspective des années 70, la défense et la promotion des valeurs républicaines face à la menace de l'extrême droite. Le faible niveau atteint par ce courant au congrès de Rennes, en mars 1990 (un peu plus de 8 % des mandats) l'avait plongé dans un marasme stratégique à peine masqué, jusqu'à la guerre du Golfe, par l'esprit de corps de ses animateurs.

Après une longue période d'incertitude sur les choix qu'il convenait de faire, M. Chevènement a pris, à la faveur de cette guerre marquée, pour lui, par sa démission du ministère de la Défense, une décision, celle de constituer au sein du

PS un nouveau courant, réunissant tous ceux qui n'ont pas accepté l'engagement de la France au côté des États-Unis contre l'Irak et qui refusent de considérer que l'avenir de la gauche passe obligatoirement par les « écuries présidentielles » concurrentes de M. Michel Rocard et de M. Laurent Fabius. Dimanche matin, la présence aux assises de Socialisme et République de M. Julien Dray, l'un des animateurs de la Nouvelle École socialiste (NES), de M. Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures, et de M. Maryse Bergé-Lavigne, sénateur de la Haute-Garonne, dessinait les premiers contours de ce rassemblement.

M. Dray, M. Cheysson et M. Bergé-Lavigne ont en commun d'avoir pris position contre la guerre, le premier et la troisième par leur vote, le 16 janvier dernier, au Parlement, le deuxième par ses déclarations publiques. Député de l'Essonne, M. Dray était allé soutenir M. Chevènement, le 25 mai dernier, pour l'élection législative partielle que ce dernier avait provoquée à Belfort, mais il avait rencontré quelques difficultés pour convaincre ses amis de la NES de se rallier à la formation d'un « pôle de gauche » autour de l'ancien ministre de la Défense. Cependant, la semaine dernière, l'autre animateur de la NES, M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, a admis, dans le bulletin hebdomadaire *A gauche*, que « l'émergence d'un pôle de gauche au sein du PS est une condition de son redressement interne, mais aussi électoral ».

Rapprochement avec MM. Dray et Cheysson

M. Cheysson, signataire de la motion de M. Fabius au congrès de Rennes, s'était retrouvé au côté de M. Max Gallo, député européen comme lui, pour demander, avec une trentaine de personnalités de gauche et d'extrême gauche, le



retrait des troupes françaises du Golfe, ce qui leur avait valu, à tous les deux, un rappel à l'ordre du premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy. Enfin, M. Bergé-Lavigne, membre du courant de M. Jean Poperen, est de ceux que les positions prises par le ministre des relations avec le Parlement pendant et après la guerre du Golfe ont éloignés de lui.

C'est le cas, aussi, des jeunes de ce courant, qui ont fondé, avec ceux de Socialisme et République, le mouvement de la Jeune Gauche (le Monde du 15 mai dernier). Si les dissidents du popérisme ne peuvent être classés par rapport aux « grands » courants du PS, la NES et M. Cheysson se rattachent, jusqu'à maintenant, parmi les fabusiens, avec lesquels M. Chevènement et ses amis sont d'accord pour refuser officiellement la proposition de M. Mauroy d'avancer à la fin de

cette année ou au tout début de l'année prochaine le congrès du parti.

Comme l'a souligné M. Pierre Guidoni - l'un des animateurs « historiques » du courant que M. Chevènement avait fondé, dans les années 60, avec lui et avec MM. Georges Sarre, Michel Charzat, Didier Motchene et Alain Gomez - dans une lettre adressée samedi aux assises, les choix qu'il convenait de faire relevaient de la responsabilité de l'ancien ministre de la Défense. En d'autres termes, là où est M. Chevènement, là est Socialisme et République. Aussi le maire de Belfort continue-t-il à s'exprimer au nom de ce courant, même si, en fait, M. Charzat est fondé à considérer, comme il l'a fait dimanche, que « M. Chevènement a mis un terme à l'existence de Socialisme et République ».

M. Chevènement l'a certes

emporté par cent soixante-quinze voix sur cent quatre-vingt-douze délégués, les dix-sept autres ne prenant pas part au vote, mais la rupture ainsi concrétisée avec des dirigeants ou élus du courant, tels que M. Charzat, député de Paris, chargé, au secrétariat national du PS, de la préparation du nouveau « projet » du parti, M. Jean-Paul Planchou, député de la Seine-et-Marne, ancien délégué général de Socialisme et République, M. Jean-Marie Bockel, député du Haut-Rhin et maire de Mulhouse, M. Jean Gatel, député de Vaucluse - ces deux derniers, anciens ministres - M. Marius Messe, député des Bouches-du-Rhône, M. Marie-Arlette Carloti, membre du bureau exécutif du PS, M. Ghislaine Tostain, déléguée auprès du premier secrétaire, ouvre une nouvelle période.

La méthode « Tirana »

Les adversaires de l'orientation adoptée par M. Chevènement estiment qu'elle est en rupture avec celle de Socialisme et République et qu'ils ne peuvent adhérer à la façon dont elle prend le contre-pied de la politique de M. François Mitterrand. Sur la forme, ils ont contesté la composition des assises - un délégué par département, plus un par tranche de cent mandats fédéraux au congrès de Rennes - qui ne reflète pas, selon eux, la réalité du courant. M. Planchou a même évoqué « Tirana » pour qualifier la méthode suivie par M. Chevènement et ses amis afin de venir à bout de leurs opposants. L'ancien ministre de la Défense estime, lui, qu'un vote clair a été émis et que le nouveau secrétariat du courant correspond, très normalement, à la configuration dessinée par ce vote, aucun minoritaire ne figurant parmi ses vingt membres (1).

La situation créée au sein du PS n'en est pas moins inédite. Comme

l'a observé M. Planchou, « ce qu'un congrès a fait, seul un congrès peut le défaire ». Jusqu'au prochain congrès, la seule légitimité de Socialisme et République, comme des autres courants, est celle des signatures et des votes sur la motion présentée à Rennes. C'est à ce titre que MM. Guidoni et Charzat siègent au secrétariat national et au bureau exécutif du PS et que M. Carloti appartient à cette dernière instance. M. Guidoni quitte son poste de responsable des relations internationales du PS pour rejoindre celui d'ambassadeur de France en Argentine, il sera remplacé au bureau exécutif par M. Chevènement, mais sa succession au secrétariat national n'est pas réglée. Il reste que le maire de Belfort représentera son courant au bureau exécutif à côté de deux minoritaires, M. Charzat et M. Carloti.

Réunis dans Espace socialiste, les opposants à M. Chevènement entendent situer leur démarche dans la perspective du « projet » que M. Charzat a la charge de préparer, et s'inscrivent dans l'entreprise de remise en ordre de marche du PS à laquelle M. Mauroy appelle les militants, le « projet », tel que le prépare M. Charzat, est suspect d'un grave travers : « ne doit pas constituer l'habillage d'un ralliement au social-libéralisme », préviennent-ils dans le texte qu'ils ont voté. S'il refusent le congrès anticipé, M. Chevènement ne s'interdit pas d'anticiper sur le congrès.

PATRICK JARREAU

(1) MM. Jean-Pierre Chevènement, Jean-Marie Alexandre, Jean-Yves Auzier, Joël Bataux, Roland Carraz, Mme Catherine Couillard, François Dalle, MM. André Delchast, Max Gallo, Francis Kallon, Jean-Luc Laurent, Didier Leschi, Mme Gilberte Marin-Masquieu, M. Jean-Pierre Michod, M. Hélène Mignot, Nicole Morichaud, MM. Didier Motchene, Christian Proust, Georges Sarre et Michel Suchod.

Après la mesure frappant l'opposant marocain

Le Parti socialiste demande des « explications » au gouvernement sur l'expulsion de M. Diouri

L'expulsion vers le Gabon de M. Abdelmoumen Diouri continue de susciter des remous dans la majorité. Le Parti socialiste, par la voix de son porte-parole, M. Jean-Jack Queyranne, a demandé, lundi 24 juin, que « le gouvernement donne un maximum d'explications possibles ». Différents partis et mouvements de gauche appellent à manifester, lundi 24 juin, place Beauvau à Paris pour tenter d'obtenir l'annulation de cette mesure.

Expulsé de France vers le Gabon, jeudi dernier, M. Diouri a affirmé, dans une déclaration radio-télévisée, faite, dimanche soir 23 juin, à Libreville, qu'il « n'était pas en prison » et qu'il « était en bonne santé ». Quelques heures plus tôt, l'opposant marocain avait reçu, dans l'hôtel où il a été placé en résidence surveillée, la visite de M. Omar Bongo, chef de l'Etat gabonais. « C'est la preuve par A plus B que ma sécurité est assurée, a jugé l'écrivain proscrit qui s'est dit « agréablement surpris par l'accueil des frères gabonais ».

Cette visite, apprend-on de bonne source, a duré quarante-cinq minutes. Le président était accompagné de son fils Ali, ex-ministre des affaires étrangères. « Nous avons parlé d'un peu de tout avec M. Bongo, a indiqué M. Diouri. Il m'a bien écouté et je le remercie infiniment, sans plus ».

MEDECINE PHARMACIE
stages de pré-rentree encadrement scientifique annuel
IPESUP
enseignement privé supérieur
18-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris
(1) 43 25 63 80

vée, il n'avait vu aucun Marocain. Cette déclaration a été enregistrée dans les journaux de l'hôtel. Jusqu'à présent, M. Diouri n'avait pas pu entrer avec contact avec la presse. Il n'était visible que lors des repas pris en compagnie de trois policiers gabonais qui lui interdisaient toute conversation et qui l'ont même empêché, comme lui, pour demander, avec une trentaine de personnalités de gauche et d'extrême gauche, le

« Je dirai ailleurs réellement ce que je pense de l'hospitalité gabonaise », a, cependant, ajouté l'auteur d'un livre à paraître, à l'autonomie aux éditions L'Harmattan, intitulé *A qui appartient le Maroc?* « J'en ai plus mais je préfère ne pas le dire sur le territoire gabonais. Mon problème est avec la France (...), il n'y a pas de règle de droit qui interdise à un livre de paraitre (...). J'ai décidé que ce livre sortirait en France ».

Cet ouvrage, a-t-il précisé, « résume plus ou moins la fortune de Hassan II et surtout la complicité de la France et des banques françaises, c'est peut-être pour cela que je suis expulsé ».

Du côté du gouvernement français, la discrétion est de mise. Seul, M. Pierre Joxe a brièvement évoqué cette affaire « délicate ».

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
L'AVENIR DU SERVICE PUBLIC
Envoyer 60 F (timbres à 2,30 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

dimanche, sur les ondes de Radio-Monte-Carlo, affirmant qu'elle avait été traitée dans le cadre d'une « procédure parfaitement légale, exceptionnelle ». Jouant un peu sur les mots, le ministre de la Défense a indiqué qu'on ne pouvait « pas parler de raison d'Etat » mais plutôt de « raisons de relations d'Etat à Etat ».

En revanche, l'expulsion de M. Diouri continue de créer un beau tollé au sein même de la majorité. M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a souhaité que les motifs de cette décision soient rendus publics, « s'ils ne vont pas à l'encontre de la sécurité nationale », tout en refusant d'admettre l'idée d'un « quelconque marchandage avec le pouvoir marocain sur le sort de cet écrivain ».

M. Mitterrand au créneau

Pour sa part, le mouvement Socialisme et République, qu'anime M. Jean-Pierre Chevènement, a publié, dimanche, à l'issue de ses Assises nationales, un communiqué pour protester contre l'expulsion de M. Diouri. A son avis, « la procédure employée ne saurait être acceptée dans un Etat de droit que pour des motifs très graves et un gouvernement de gauche - sous peine de se déconsidérer - doit être en mesure de la justifier ».

Le Syndicat national des journalistes (SNJ) a, lui aussi, condamné « l'odieux marchandage franco-marocain » qui « a entrainé l'expulsion en urgence abusive de M. Diouri » et qu'il considère comme une « atteinte aux droits de l'homme ».

Au Maroc, l'expulsion de M. Diouri a, jusqu'à maintenant, suscité peu de commentaires. Silence total du côté des médias officiels. En revanche, le quotidien procommuniste *Al Bayane*, estime que cet opposant a, dans le passé, « financé des transactions d'achat d'armes, destinées à des opérations contre le régime ». Et d'ajouter : « De famille très riche, il n'avait aucune difficulté à prêter n'importe quel, même les actions aventureuses auxquelles il prenait souvent part ».

L'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH), proche de l'aile gauche de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), a condamné, dimanche, l'expulsion « arbitraire » de M. Diouri et rejette sur le gouvernement français l'entière responsabilité du danger encouru par l'opposant pour sa vie ou sa liberté. Quant au Mouvement islamique du Maroc, il a adressé, depuis Stockholm, une lettre à M. Mitterrand pour dénoncer cette mesure « inhumaine » qui « ressemble, dans sa forme et ses conséquences, à un enlèvement terroriste dans les traditions du régime terroriste de Hassan II ».

Quoi qu'il en soit, M. Denis Puyeu, directeur des éditions L'Harmattan a confirmé la parution du livre de M. Diouri. « Depuis plusieurs mois, j'ai reçu plusieurs appels, y compris d'officiels marocains, pour surseoir à la publication de l'ouvrage, a-t-il précisé. Nous devons vérifier encore quelques informations et nous le publierons en septembre. » Il a, d'autre part, révélé à l'agence AP, que « M. Danielle Mitterrand est bien montée ou créneau pour empêcher l'expulsion » qui avait été décidée « au plus haut niveau ».

Mme Bernard Kouchner (secrétaire d'Etat à l'action humanitaire), a-t-il ajouté, est écarté... »

Par ailleurs, le quotidien procommuniste *Al Bayane*, estime que cet opposant a, dans le passé, « financé des transactions d'achat d'armes, destinées à des opérations contre le régime ». Et d'ajouter : « De famille très riche, il n'avait aucune difficulté à prêter n'importe quel, même les actions aventureuses auxquelles il prenait souvent part ».

L'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH), proche de l'aile gauche de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), a condamné, dimanche, l'expulsion « arbitraire » de M. Diouri et rejette sur le gouvernement français l'entière responsabilité du danger encouru par l'opposant pour sa vie ou sa liberté. Quant au Mouvement islamique du Maroc, il a adressé, depuis Stockholm, une lettre à M. Mitterrand pour dénoncer cette mesure « inhumaine » qui « ressemble, dans sa forme et ses conséquences, à un enlèvement terroriste dans les traditions du régime terroriste de Hassan II ».

Quoi qu'il en soit, M. Denis Puyeu, directeur des éditions L'Harmattan a confirmé la parution du livre de M. Diouri. « Depuis plusieurs mois, j'ai reçu plusieurs appels, y compris d'officiels marocains, pour surseoir à la publication de l'ouvrage, a-t-il précisé. Nous devons vérifier encore quelques informations et nous le publierons en septembre. » Il a, d'autre part, révélé à l'agence AP, que « M. Danielle Mitterrand est bien montée ou créneau pour empêcher l'expulsion » qui avait été décidée « au plus haut niveau ».

PUBLICATION JUDICIAIRE

13^e Chambre correctionnelle de la Cour d'Appel de Paris.
Par arrêt du 1^{er} décembre 1989, confirmant la décision du tribunal correctionnel du 5 novembre 1988, la Cour d'Appel de Paris a déclaré François MONDOR, 10, rue Jules-Ferry à SEVRAN 93, coupable du délit de contrefaçon du modèle PANTHERE et des marques CARTIER et PANTHERE de la société CARTIER et l'a condamné à :
- 10 000 F d'amende ;
- 30 000 F de dommages et intérêts ;
- ou paiement de la présente publication.

La commémoration de la Grande Guerre

« Le symbole de Verdun garde une étonnante actualité »

affirme M^{me} Edith Cresson

VERDUN

de notre envoyé spécial

Deux femmes, l'une premier ministre français, l'autre membre du gouvernement allemand, immobiles, côte à côte, au milieu des croix blanches de l'ancien champ de bataille, devant l'ossuaire de Douaumont, sur le champ de bataille de Verdun. Trois soldats de l'opération « Daguet », en tenue camouflée couleur sable, au garde-à-vous devant l'ossuaire aux côtés d'un ancien combattant presque centenaire de la Grande Guerre, attendant d'être décoré en même temps que ce dernier par le premier ministre : M^{me} Edith Cresson, qui venait pour la première fois en visite officielle à Verdun, dimanche 23 juin, y a fait en quelques heures double provision de symboles.

Conformément à la tradition qui veut que le président de la République vienne commémorer la bataille de Verdun tous les dix ans et le premier ministre tous les cinq ans, M^{me} Cresson était là pour le soixante-quinzième anniversaire. Elle était accompagnée, côté français, par MM. Pierre Joxe, ministre de la Défense, et Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, et, côté allemand, par M^{me} Hannelore Roosen, ministre de la famille et des personnes âgées.

C'est ainsi que, pour la première fois sans doute, deux femmes, l'une allemande, l'autre française, sans renouveler tout à fait le geste symbolique de MM. François Mitterrand et Helmut Kohl se prenant par la main sur ce même site, en 1984, se sont retrouvées ensemble pour déposer chacune une gerbe tandis que sonnait le glas lugubre de Douaumont qui rappelait le sacrifice de centaines de milliers d'hommes des deux pays.

Toutes les cérémonies de ce dimanche ont été placées, au demeurant, sous le signe de la paix et de la réconciliation franco-allemande. Avant de se rendre à Douaumont, M^{me} Cresson avait visité le futur Centre mondial de la paix, des libertés et des droits de l'homme installé dans l'ancien palais épiscopal de Verdun, puis présidé une cérémonie franco-alle-

mande au pied du monument de la Victoire. M^{me} Cresson a assisté à un lâcher de pigeons et de ballons suivi d'un défilé militaire auquel participaient une musique allemande et un détachement de la brigade mixte franco-allemande, qu'elle devait ensuite retrouver devant Douaumont, où l'entendaient également des anciens combattants des deux pays.

Lors de sa intervention au cours de cette cérémonie, M^{me} Cresson a notamment affirmé : « Dans le combat qui mène le gouvernement pour une France juste, plus unie, plus forte, le symbole de Verdun, celui des soldats de la Grande Guerre, garde une étonnante actualité et un message d'espoir, celui d'un monde plus juste, plus solidaire, celui d'un nouvel ordre mondial fondé sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, celui de l'unité franco-allemande, celui de l'Europe en marche pour le troisième millénaire ».

Evoquant la décoration conjointe des combattants de la guerre du Golfe et d'un ancien combattant de Verdun, le premier ministre a souligné : « Quelle meilleure illustration de la pérennité du rôle et du message de la France dans le monde ! »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

SCIENCES-PO
ADMISSION EN A.P.
- stage intensif d'été
- stage de pré-rentree
- classes préparatoires annuelles
- classes préparatoires aemi-annuelles
- cours du soir
IPESUP
enseignement privé supérieur
18-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris
(1) 43 25 63 80

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : la lutte contre l'Intifada

Les révélations sur une unité militaire clandestine provoquent un tollé

Les Palestiniens n'ont guère été surpris et les journalistes encore moins. Mais une partie du public israélien s'est frotté le visage en découvrant, avec stupeur, un reportage télévisé sur une unité de l'armée opérant clandestinement dans les territoires occupés (le Monde daté 23-24 juin).

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Pour certains, c'était comme si on dévoilait l'existence d'un réseau de contre-espionnage ou d'un groupe de policiers infiltrés dans le milieu du grand banditisme. Telle est d'ailleurs l'opinion de nombreux ministres, et ce fut un beau tollé lors de la réunion hebdomadaire du gouvernement, dimanche 23 juin, où une partie des débats a été consacrée à cette désastreuse émission de la télévision israélienne, diffusée vendredi dernier.

Des spécialistes du travail « sous couverture » s'expliquaient à l'écran : certaines séquences les montraient déguisés en femmes palestiniennes avant d'aller mener un raid contre un village ou de procéder à des arrestations. Même si nombre de scènes étaient de la simulation et non pas du reportage, l'effet était assez saisissant.

Un vrai dire, l'existence de ces groupes était depuis longtemps un secret de Polichinelle – notamment évoqué il y a près de trois ans par l'agence Reuter, – mais la censure

militaire interdisait, en principe, qu'on évoque le sujet. A plusieurs reprises, des Palestiniens ont dénoncé l'action de groupes armés opérant dans les territoires à bord de voitures immatriculées en Cisjordanie ou à Gaza; plus grave, les mêmes sources ont avancé que ces groupes seraient à l'origine de certains des assassinats mis sur le compte d'actes de violence entre Palestiniens.

L'extrême droite boude

Il n'empêche : plusieurs ministres, tout comme les chefs de l'opposition travailliste, ont dénoncé la diffusion de cette émission et attaqué le chef de l'état-major, le général Ehud Barak, pour en avoir autorisé – et peut-être même sollicité – la réalisation. Ils estiment qu'elle a pu mettre en danger certains des hommes opérant en civil dans les territoires ou qu'elle a révélé, donc émaillé, une « arme secrète » des militaires dans leur lutte contre les nationalistes palestiniens.

Habitué du « travail de l'ombre », lui-même familier des missions secrètes, le général Barak – qui suscite pas mal de jalousies à tous les échelons de l'establishment militaire – a expliqué qu'il avait voulu faire œuvre de dissuasion, mettre en garde les jeunes Palestiniens, membres des groupes de choc de l'Intifada. L'affaire relèverait de la « guerre psychologique ». Révéler que des groupes en civil appartiennent à l'armée israélienne, c'est, selon le général, jeter la suspicion dans les territoires occupés.

sur l'identité réelle des groupes palestiniens, opérant au nom de l'Intifada, donc isoler ceux-ci de la population – objectif principal des autorités militaires. Curieusement, le chef du petit parti d'extrême droite Moledet (Patrice), M. Rehavam Zeevi – dit « Gandhi », – n'en a pas moins saisi l'occasion, dimanche, pour dénoncer la faillite du gouvernement dans la lutte contre l'Intifada. Partisan du « transfert » des Palestiniens des territoires – autrement dit de leur expulsion de l'autre côté du Jourdain, – M. Zeevi, ministre sans portefeuille, a annoncé qu'il allait recommander à son parti de quitter le gouvernement. Le départ de Moledet de la coalition, où il était entré en février, ferait passer la majorité du premier ministre, M. Itzhak Shamir, de 66 à 64 sièges (sur 120) à la Knesset. La formation de M. Shamir, le Likoud, se retrouverait un peu plus dépendante encore du bon vouloir des partis religieux et pourrait être tentée par des élections anticipées (avant novembre 1992).

L'annonce de mauvais bureau de « Gandhi » fait partie d'un vrai malaise dans les rangs de la droite et de l'extrême droite où l'on n'a qu'un seul et unique but : le maintien de la Cisjordanie et de la bande de Gaza dans l'ensemble israélien et la poursuite de la colonisation de ces territoires. Or, si le développement des implantations et le rythme des confiscations de terres arabes ont rarement été aussi rapides qu'aujourd'hui, des bruits inquiétants viennent des Etats-Unis. Au grand dam de la droite, l'ambassadeur israélien à Washing-

ton, M. Zalman Shoval, un proche de M. Shamir, a dit durant le week-end qu'il faudra bien qu'un accord soit trouvé entre la colonisation et l'aide américaine à l'intégration des juifs soviétiques, parce que les Etats-Unis ont posé leurs conditions : pas de garantie du gouvernement américain aux prêts sollicités par Israël pour les nouveaux immigrants si les implantations dans les territoires ne sont pas gelées.

M. Shamir s'est efforcé de minimiser les propos de son ambassadeur mais rien n'y a fait : l'extrême droite et une bonne partie du Likoud redoutent que le premier ministre soit acculé à « céder » aux Américains.

ALAIN FRACHON

Un Palestinien tué par des militaires en Cisjordanie. – Un Palestinien de dix-huit ans a été tué, dimanche 23 juin, par les tirs de soldats israéliens à Hébron (sud de la Cisjordanie) alors que, selon une source militaire, il lançait des pierres contre des véhicules. Par ailleurs, quatre-vingt-neuf prisonniers palestiniens de la bande de Gaza et de Cisjordanie ont été libérés à l'occasion de l'Aïd el Adha, fête du Sacrifice. Plusieurs centaines d'autres détenus des prisons de Nafha et d'Ashkelon, dans le sud d'Israël, ont entamé dimanche une grève de la faim « illimitée » pour protester contre leurs conditions de détention, a-t-on appris de sources palestiniennes. – (AFP)

IRAK

Un des principaux dirigeants kurdes M. Barzani, se montre optimiste sur les chances d'un accord avec Bagdad

L'un des deux principaux dirigeants de la rébellion kurde en Irak, M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), affiche un optimisme à toute épreuve sur les perspectives de signature d'un accord avec le régime de M. Saddam Hussein. Aîné a-t-il affirmé, samedi 22 juin, dans un entretien avec l'agence Reuter, que les négociations qu'il a menées avec le gouvernement de Bagdad ont débouché sur un accord d'autonomie pour le Kurdistan irakien.

« Après trente années où le sang a été versé, je pense que nous avons tous – le gouvernement et les Kurdes – compris que la paix était la seule voie », a-t-il déclaré, en révélant quelques-unes des clauses du projet d'accord. « Je ne sais pas si l'accord sera signé cette semaine, mais il sera signé », a-t-il assuré. Je peux maintenant repartir à Bagdad pour le signer avec le soutien du peuple kurde », M. Barzani, qui a déclaré avoir obtenu l'aval de ses partenaires du Front du Kurdistan, a toutefois reconnu qu'il n'avait pas encore rencontré à ce sujet l'autre grande figure de la révolte kurde, M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Il a précisé que Bagdad avait accepté d'organiser des élections libres d'ici trois mois au Kurdistan, puis dans le reste du pays d'ici six mois à un an.

Administration mixte pour Kirkouk

Selon M. Barzani, l'accord octroie aux Kurdes le contrôle de leur région, à l'exception des affaires militaires, de la politique étrangère, des finances et des richesses naturelles – essentiellement pétrolières. La police, elle, sera placée sous contrôle conjoint. L'accord ouvre, en outre, la voie à une amnistie générale pour les milliers de prisonniers (combattants kurdes) et à des prêts gouvernementaux pour reconstruire le Kurdistan. Les deux parties n'ont pas encore défini le tracé exact des frontières du Kurdistan, notamment dans les cas délicats de populations hétérogènes, mais M. Barzani a assuré que ces points seraient réglés ultérieurement. Kirkouk – éternelle pomme de discorde entre Kurdes et Arabes en raison des importantes ressources pétrolières que recèle le sous-sol de la région – aura une administration mixte, a-t-il indiqué. Il a également précisé que les Kurdes seraient représentés au sein du gouvernement irakien. « Nous n'avons pas eu 100 % de ce que nous voulions, mais nous en avons obtenu 75 %. C'est mieux que la guerre, qui nous fait tout perdre. Peut-être certains [Kurdes] ne seront pas de cet avis, mais c'est leur problème », a-t-il encore dit.

M. Barzani a fait peu de cas du maintien de forces armées au des Nations unies au Kurdistan. « Je pense que la meilleure garantie, c'est une confiance nouvelle entre Bagdad et les Kurdes, à laquelle

nous devrions arriver », a-t-il estimé, ajoutant qu'il ne jugeait pas nécessaire de rencontrer ni d'informer les alliés avant la signature de l'accord. « Nous sommes en lutte contre Bagdad depuis des années, et ces derniers temps les alliés aident Bagdad. Si leur soutien n'est qu'humanitaire, c'est une erreur. Notre problème n'est pas la faim, c'est la revendication de droits politiques », a-t-il dit.

Le sort des forces occidentales stationnées au Kurdistan d'Irak est, d'ailleurs, l'objet d'informations contradictoires, celles faisant état de la suspension de leur retrait étant démenties de source officielle. Un porte-parole militaire américain en Turquie, le commandant John Woodhouse, a ainsi expliqué que le retrait des forces occidentales s'effectuait au fur et à mesure que leur mission humanitaire était accomplie. « Il n'y a pas eu d'arrêt général » du retrait, a-t-il dit. Il a qualifié d'« erreurs » les informations selon lesquelles les Etats-Unis avaient accepté de faire une pause dans leur retrait du Kurdistan à la suite de pressions diplomatiques de la France et de la Grande-Bretagne. Environ 5 100 militaires occidentaux sont encore déployés dans le nord de l'Irak, contre 12 000 il y a quelques semaines, a précisé le porte-parole, qui a indiqué que quelque 11 000 soldats au total étaient stationnés en Turquie et en Irak, contre 21 700 en mai. – (Reuter)

KOWEÏT

Des milliers de Palestiniens ont été chassés de l'émirat

Petit à petit, le Koweït paraît se débarrasser des Palestiniens résidents dans l'émirat, en représailles au soutien accordé à l'Irak par l'O.P.E.P. pendant la guerre du Golfe. Ces dernières semaines, environ deux mille personnes, dont une majorité de Palestiniens, ont été condamnées à l'expulsion pour des délits mineurs, selon des sources diplomatiques occidentales, et le chiffre pourrait encore augmenter dans les prochains jours.

« Le Koweït nous traite comme la peste », estime un haut responsable de l'« ambassade » de la contre-révolution palestinienne dans l'émirat. « C'est comme si nous étions Saddam Hussein, comme si nous avions envahi le Koweït et comme si nous étions le cœur du problème ». De quatre cent mille avant l'invasion irakienne du 2 août, le nombre des Palestiniens du Koweït est tombé à moins de deux cent mille.

« On peut raisonnablement penser que 10 % des Palestiniens ont collaboré avec les Irakiens, que 10 % leur ont résisté et que le reste a été emporté par les événements comme tout le monde », estime, pour sa part, un diplomate occidental. – (Reuter)

ASIE

INDE

M. Narasimha Rao a formé un gouvernement composé de membres du Parti du Congrès

Le processus de formation du nouveau gouvernement a été presque achevé, dimanche 23 juin, avec l'attribution à des membres du parti du Congrès des portefeuilles ministériels.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Un seul nom manque à cette liste de cinquante-quatre membres, celui de M. Sharad Pawar, actuel ministre en chef de l'Etat du Maharashtra. Après avoir été lui-même sur les rangs, M. Pawar avait apporté son soutien à la candidature de M. Narasimha Rao au poste de premier ministre.

Revenant sur ses premières déclarations, il a finalement décidé d'accepter un poste – important – dans le gouvernement. Ce poste sera vraisemblablement la défense ou l'industrie, deux portefeuilles actuellement sous la responsabilité du premier ministre. M. Rao a jugé qu'il était préférable que M. Pawar

partage les responsabilités gouvernementales plutôt que de voir « l'homme fort » du Maharashtra entretenir une opposition au sein du parti du Congrès. M. Pawar, de son côté, a compris qu'il lui fallait acquiescer à une « dimension nationale » – son image étant trop celle d'un responsable provincial – pour élargir son ambition de remplacer à terme M. Rao. Dans ce gouvernement composé de membres du Congrès vont cohabiter des hommes d'expérience, comme MM. S. B. Chavan (intérieur), Arjun Singh (ressources humaines) et Balram Jakhar (agriculture), ainsi que des anciens conseillers de Rajiv Gandhi, comme MM. Fotedar (santé et famille), Gulam Nabi Azad (relations avec le Parlement) et Sitaram Kari (bien-être). Le ministre des finances, dont le rôle est crucial au moment où l'Inde traverse une grave crise financière, est M. Manmohan Singh, économiste de renom et ancien gouverneur de la banque centrale.

Prénant pour la première fois la parole comme chef du gouverne-

ment, M. Narasimha Rao a demandé aux Indiens d'être prêts à se « serrer la ceinture » et à accepter les « sacrifices nécessaires » pour « préserver l'indépendance économique » de l'Inde. Il a par ailleurs annoncé la formation d'une « force d'action rapide » chargée d'intervenir en cas d'émeutes communales. Des tribunaux spéciaux seront également mis en place pour juger les auteurs de ces violences religieuses. La longévité du gouvernement de M. Rao demeure aléatoire, tant qu'un accord politique n'aura été conclu avec l'une des formations de l'opposition : le Congrès-I et ses alliés régionaux sont actuellement minoritaires.

Le premier ministre dispose de quelques semaines pour préparer un vote de confiance au Lok Sabha, la Chambre basse, et des consultations se poursuivront avec les communistes pour tenter d'obtenir un soutien de « l'extérieur », soit de façon permanente, soit au coup par coup. Ces derniers se trouvent dans une position délicate : comme tous les responsables politiques indiens, ils

ne souhaitent pas provoquer la chute du gouvernement, laquelle entraînerait de nouvelles élections.

Ils sont, par ailleurs, tenus par leur alliance avec le Front national, c'est-à-dire essentiellement le Janata Dal de l'ancien premier ministre V. P. Singh. Le Janata Dal comme le BJP (Bharatiya Janata Party, hindouiste de droite) affirment vouloir adopter une attitude de « non-confrontation », mais il est clair qu'ils ne se prononceraient pas en faveur de la confiance envers M. Rao.

M. Rao doit également régler le problème délicat de sa propre succession à la présidence du Congrès, responsabilité qu'il s'ajoute actuellement à ses fonctions de premier ministre. Un consensus semblait se dessiner sur la nécessité de séparer les deux fonctions, que Rajiv Gandhi et sa mère, Indira, avaient cumulées. M. Rao pourrait cependant se résoudre à suivre leur exemple, fût-ce de trouver un successeur en qui il puisse avoir une totale confiance.

LAURENT ZECCHINI

La nouvelle équipe

Voici la liste des principaux membres du nouveau gouvernement indien : Premier ministre, ministre de la défense et de l'industrie : M. P. V. Narasimha Rao.

Ministres : Affaires étrangères : M. Madhavsinh Solanki; M. Eduardo Faleiro devient secrétaire d'Etat; Finances : M. Manmohan Singh.

Intérieur : M. S. B. Chavan; Pétrole et gaz naturel : M. B. Shankaranand; Agriculture : M. Balram Jakhar; Ressources humaines : M. Arjun Singh.

Santé et famille : M. M. L. Fotedar; Eau : M. Vidya Charan Shukla; Aviation civile et tourisme : M. Madhav Rao Soodia.

Loi et justice : M. K. Vijaya Bhaskara Reddy; Bien-être : M. Sitaram Kari; Développement urbain : M. Sheila Kar.

Chemins de fer : M. C. K. Jaffer Sharief; Relations avec le Parlement : M. Gulam Nabi Azad. – (AFP)

EN BREF

AFGHANISTAN : la résistance affine avoir repris la ville de Khajaghar. – Les moudjahidines afghans du commandant Ahmad Shah Massoud ont affirmé, samedi 22 juin, avoir repris la ville de Khajaghar, située dans le nord du pays, près de la frontière soviétique. Cette ville avait été reprise à la résistance par les forces gouvernementales de Kaboul au début du mois. – (Reuter)

CORÉE DU NORD : première visite d'un sénateur américain. – Pour la première fois depuis la fin de la guerre de Corée en 1953, un parlementaire américain a traversé, lundi 24 juin, la ligne de démarcation à Panmunjom. Le sénateur républicain du New Hampshire Robert Smith a rencontré des représentants de Pyongyang, qui lui ont remis les dépouilles de onze militaires américains tués pendant le conflit. Un comité américain-nord-coréen d'autre part été créé pour rechercher les neuf mille militaires américains disparus en Corée. – (AFP, AP)

CAMBODGE : la rencontre de Pattaya

Les quatre parties khmères acceptent le nouveau plan de paix du prince Sihanouk

Les conversations entre les quatre parties au conflit cambodgien – les trois membres de la résistance (sihanoukistes, Front national de libération du peuple khmer et le gouvernement provisoire de Phnom-Penh – ont repris lundi 24 juin dans la station balnéaire thaïlandaise de Pattaya. A l'issue de la première journée des pourparlers le prince Norodom Sihanouk a annoncé qu'un nouvel accord de paix avait été conclu. L'ancien souverain, qui dirige la résistance et avait été placé à la tête du Conseil national suprême khmer (CNS) – qui regroupe des représentants des quatre parties, – a indiqué que les belligérents s'étaient mis d'accord sur un cessez-le-feu illimité. Il devrait remplacer celui qui avait débuté le 1^{er} mai dernier et qui avait été ensuite dénoncé par les Khmers rouges. Ces derniers ont confirmé dès dimanche leur accord sur ce

point, ce qui avait permis au prince de déclarer : « Il n'y a plus de guerre au Cambodge... au moins sur le papier ».

Le plan, présenté par le prince prévoit aussi l'arrêt des livraisons d'armes aux belligérents, ainsi que le maintien du gouvernement de Phnom-Penh et de celui de la coalition tripartite de la résistance pendant une période de transition, chacun « avec son administration propre et son propre drapeau, son hymne national, sa Constitution, ses lois... ». En attendant des élections générales, les parties en présence conserveraient le territoire sous leur contrôle. Enfin, le CNS installerait son quartier général dans la capitale et représenterait le Cambodge aux Nations unies. Il pourrait se doter d'un drapeau, bleu clair pour rappeler celui de l'ONU, et de son propre hymne national, celui-ci ne devant pas comporter de paroles. – (AFP, Reuter, AP)

EA
EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities
A.C.B.S.P.
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109

MBA Master of Business Administration
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel : programme américain unique dans son concept, habilité à délivrer le :

Master of Business Administration
with an emphasis in international management.

Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorants : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Titulaires de magistrature, maîtrise.

Programme de 12 mois à San Francisco, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : M.B.A.

Informations et sélections : European University of America
17/25, rue de Chaillot (métro Léna) - 75116 Paris, (1) 49.70.11.71

Conseillé par European University of America : 100 rue de la République, 92000 Nanterre, France
Programme accrédité en France et en Angleterre : The Joint Quality Assurance Board (JQAB)

مكتبة الشاه

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'affaire des Irlandais de Vincennes devant le tribunal correctionnel de Paris

Demi-procès pour un dossier expurgé

Neuf ans après les faits, l'affaire des Irlandais de Vincennes, qui doit être examinée par le tribunal correctionnel de Paris à partir du 24 juin, se réduit à une simple « subornation de témoins ».

Juridiction spécialisée à la fois dans les délits commis par la presse ou par des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, la dix-septième chambre correctionnelle de Paris doit examiner, à partir du lundi 24 juin, soit neuf ans après les faits, l'affaire dite « des Irlandais de Vincennes ». Le même jour, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris décidera si M. Yves Chénier, ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, doit comparaître devant la cour d'assises pour y répondre notamment du crime de « faux en écritures publiques ».

Faut-il en déduire, comme on se plaît à le répéter, que la France est bien un Etat de droit qui permet à la justice d'être saisie des dossiers les plus délicats ? Dans ces deux affaires, force est de constater que, si des juges vont enfin être amenés à se prononcer, c'est au terme d'un délai si long qu'il en devient suspect et sur un dossier si expurgé que les magistrats seront privés de l'essentiel. L'affaire des Irlandais de Vincennes n'est pas la moins significative. Si on n'y trouve ni amnistie partielle, ni « vrai faux passeport », elle laisse cependant apparaître d'étranges comportements dont la plupart ne seront pas soumis à l'appréciation des juges.

Cette affaire commencée le 28 août 1982 par un communiqué de la présidence de la République annonçant une arrestation de « terroristes internationaux » opérée à Vincennes par le GIGN (groupe d'intervention de la gendarmerie nationale) sous la direction du capitaine Paul Berril. Il s'agissait de trois Irlandais extrêmement dangereux qui préparaient un attentat, car des explosifs et des armes ont été saisis. Mais, dans les jours qui ont suivi l'arrestation, il est rapidement apparu que Michael Plunkett, Stephen King et Mary Red ne présentaient pas le profil annoncé d'une manière si retentissante par la cellule anti-terroriste de l'Élysée, animée par le commandant Christian Fronteau. Les policiers européens sont circonspectes et même l'Irlande ne les range pas dans la catégorie des « militaires » de l'IRA. Une opinion d'ailleurs partagée par la DST qui, sans pitié pour la gendarmerie, laisse filtrer que ses services connaissent la présence des Irlandais à Vincennes depuis plusieurs mois.

Une affaire d'Etat

Puis, lentement, très lentement, la vérité va apparaître. D'abord fortuitement, puisqu'en mai 1983 un gendarme, qui avait participé aux opérations de police judiciaire nécessaires lors de l'arrestation, révèle que la perquisition et les saisies n'ont pas été effectuées en présence des personnes interpellées. Mais, surtout, il déclare que les gendarmes de Vincennes présents lors de la perquisition ont été réunis à l'initiative du chef d'escadron Jean-Michel Beau, commandant la section de recherche de Paris-Minimes. Au cours de cette réunion, l'officier leur a ordonné de présenter au juge d'instruction une version concertée des faits pour cacher les irrégularités.

Cette déclaration venait conforter une rumeur persistante depuis le début de l'année 1983, selon laquelle les armes et les explosifs découverts à Vincennes n'auraient été « déposés » pour faire « tenir » une arrestation hasardeuse opérée dans la précipitation afin de rassurer l'opinion vingt jours après l'attentat de la rue des Rosiers.

Des armes pour un « montage »

Le 20 mai 1983, après neuf mois de détention, les trois Irlandais étaient remis en liberté et la procédure menée à leur encontre était entièrement annulée le 5 octobre 1983. Parallèlement, le juge d'instruction, Alain Verleen, signifiait les inculpations de subornation de témoins au major José Windels, officier de police judiciaire de la brigade de Vincennes, responsable de la procédure, et au commandant Beau.

Devant le juge, le commandant Beau raconte qu'en cachant les vices de procédure, il n'a fait qu'obéir au commandant Fronteau qui lui aurait, notamment, interdit d'informer le parquet de l'arresta-

tion des Irlandais. L'inculpation du commandant Fronteau, devenu entre-temps lieutenant-colonel puis préfet, n'interviendra que... trois ans plus tard, le 29 octobre 1987.

Judiciairement, ce n'est donc qu'une subornation de témoins qui se serait effectuée en chaîne. Pourtant, au moins depuis le début de l'année 1984, une vérité bien plus grave est connue des plus hautes instances du pouvoir. Le 19 avril 1984, Bernard Jégat, un ancien sympathisant actif de la cause irlandaise, a rencontré Régis Debray, alors conseiller du président de la République. Il lui a raconté comment il avait contacté le capitaine Berril lorsqu'il avait soupçonné que ses amis irlandais puissent être mêlés à l'attentat de la rue des Rosiers. L'officier du GIGN était venu chez lui prendre des armes qu'il entreposait et ce sont ces mêmes armes qui ont été « découvertes » à Vincennes dans ce qui apparaissait bien constituer un « montage ». Outre par le pro-

céder, Jégat se serait déjà confié au commandant Fronteau en 1983, mais sans succès. Devenu inquiet pour sa sécurité, il dépose officiellement à la DST le 17 janvier 1985.

Mais ce n'est qu'en novembre 1985 que des informations judiciaires seront ouvertes pour détention et transport d'armes qui conduiront à la seule inculpation de... Jégat. Il n'est pourtant pas le seul à avoir transporté des armes. Aujourd'hui, on invoque les délais de prescription pour justifier que l'ancien capitaine Paul Berril ne soit cité que comme témoin. Il n'est pas certain qu'il se présente à l'audience de ce qui ne sera, de toute manière, qu'un demi-procès.

Mais, si les juges n'auront à se prononcer que sur une partie de l'affaire, il reste que l'audience publique demeure l'un des derniers remparts contre le silence.

MAURICE PEYROT

RELIGIONS

Tradition respectée pour la fête de l'Aïd

Les musulmans de Marseille donnent l'exemple

Trois millions de musulmans ont célébré en France, samedi 22 juin, leur plus grande fête religieuse, l'Aïd-el-Kébir, en souvenir du sacrifice d'Abraham. Les nouvelles conditions de l'abattage rituel du mouton, à Marseille, représentent un exemple d'intégration de l'islam.

MARSEILLE

de notre correspondant

Pour les musulmans de Marseille, ce fut le jour le plus long. Dès 4 heures du matin, samedi 22 juin, sur les pelouses de stades mis à leur disposition, seuls ou en groupes, silencieux et graves, ils sont arrivés, leur tapis de prière sous le bras, pour participer à la grande prière de l'Aïd-el-Kébir.

Ce premier acte de la fête a ainsi rassemblé, à Marseille, des

milliers de fidèles maghrébins, africains, comoriens ou turcs pour une prière collective, qui doit être récitée de préférence à l'extérieur des lieux de prière habituels. D'où le recours aux espaces qui constituent les stades de quartier : ils étaient près de deux mille sur la seule pelouse du stade Félix-Puyat, dans le 3^e arrondissement, tournés vers La Mecque pour écouter les paroles d'un imam, avant d'échanger le baiser de la paix, signe de pardon et de réconciliation. Les femmes aussi priaient, en arrière des hommes.

Un comité de chevillards

Les prières achevées, à partir de 8 h 30, les anciens abattoirs du quartier Saint-Louis, ainsi que ceux d'Aix-en-Provence, ont été ouverts pour le sacrifice rituel du mouton de l'Aïd. Les troupeaux de sept élevages provençaux (soit

quelque deux mille bêtes) avaient été amenés dans l'enceinte des abattoirs afin que les émyants puissent les acheter sur place, au prix de 700 F environ par tête.

Depuis l'an dernier, un comité de chevillards musulmans a pris en main l'organisation de cet abattage, qui doit être fait dans les règles, pour éviter d'ahard une trop grande dispersion, pour assurer ensuite de meilleures garanties d'hygiène ; les agents du service vétérinaire étaient présents. Nagnère, certains fournisseurs peu scrupuleux profitaient de la forte demande pour écouler clandestinement des bêtes qui ne répondaient pas toujours aux règles fixées par un décret ministériel de 1971, qui entend notamment prévenir les risques de transmission de maladies parasitaires ou microbiennes.

JEAN CONTRUCCI



Dimensions: 12x12 cm

Voici Ion, de Canon.
(Nous avons souligné tout ce qui est important.)

Grâce à Ion, vous allez - dès aujourd'hui - pouvoir faire
des images photographiques instantanées et,
le plus simplement du monde, les regarder immédiatement sur votre téléviseur.

Grâce à Ion, vous allez également pouvoir regarder sur votre téléviseur
toutes vos images 24x36, professionnelles et privées, négatives et diapositives,
et les stocker sur disquettes (car Ion fonctionne sur disquettes).

De plus, grâce à Ion, toutes vos images (prises avec Ion ou avec votre appareil photo),
vous allez pouvoir les truquer, les animer, les mettre en page,
et les imprimer (car Ion se connecte à votre ordinateur).

Grâce à Ion, vous allez pouvoir emporter n'importe où toute votre banque d'images
(car Ion tient dans une poche, ses disquettes sont miniaturisées,
et chacune peut recevoir 50 images effaçables).

Grâce à Canon, le module de base du Système Ion ne coûte que 6.000 francs
(prix public TTC conseillé).

Enfin, grâce au 05.05.05.33 (appel gratuit), vous pourrez savoir
où rencontrer, manipuler, mieux comprendre et tester vous-même les potentialités infinies
du Canon Ion, avec de vrais spécialistes photo-véo.

Canon

En résumé, Ion est une percée technologique réelle et cruciale pour tous les métiers qui utilisent l'image.
Et cela, veuillez croire que nous ne le soulignerons jamais assez.

SOCIÉTÉ

FAITS DIVERS

Nouveaux incidents dans la cité des Oliviers de Narbonne

La révolte des fils de harkis

Après de sérieux incidents ayant opposé, dans la nuit du dimanche 23 juin au lundi 24 juin, de jeunes manifestants de la cité des Oliviers de Narbonne aux forces de l'ordre, le préfet de l'Aude a annoncé que « le gouvernement avait donné des instructions très fermes et [que] tous les casseurs seraient déferés devant la justice ». Trois manifestants ont été inculpés.

NARBONNE

de notre correspondant

Les violences commises depuis le 20 juin par des jeunes de la cité HLM « Les Oliviers » font partie d'une série d'actions entreprises par

des fils de harkis pour attirer l'attention sur leur sort : « Ils ont vingt ans, ils sont nés ici. C'est l'Etat qui les a mis là. C'est à lui de se débrouiller. Ce qu'ils veulent, c'est du travail et un logement décent », dit un père de famille de Narbonne.

Dès le 13 juin, à Saint-Laurent-des-Arbres, dans le Gard, quelques jeunes occupent la mairie. Leur action ne prend fin qu'au bout de quatre jours par une reddition en douceur aux gendarmes, mais une semaine plus tard, le 20, la tension se déplace dans l'Aude, à Narbonne. Dans la nuit de mercredi à jeudi, un groupe d'inconnus s'introduit dans un local utilisé pour stocker les palettes d'un Centre Leclerc, dans le quartier Saint-Jean-Saint-Pierre, où réside une communauté de harkis de 2 000 personnes. Un incendie éclate. Les dégâts sont limités, mais un

groupe de jeunes s'en prend à des véhicules, qui sont lapidés.

Après une courte accalmie, la tension remonte dans la nuit de vendredi 21 au samedi 22. Vers 3 h 30, trois véhicules sont incendiés dans la cité HLM « Les Oliviers » et un affrontement oppose une cinquantaine de jeunes gens, fils de harkis en majorité, à une quinzaine de policiers, dont trois sont blessés.

L'interpellation de trois jeunes gens fait monter la tension. Leurs camarades dressent des barricades de fortune et exigent la libération des jeunes interpellés.

La situation s'aggrave dimanche après-midi 23 juin vers 18 heures dans la cité des Oliviers. Une centaine de jeunes manifestants, qui avaient organisé un sit-in pour bloquer la circulation, se jettent et lancent sur les CRS pierres et

cocktails Molotov. Les forces de l'ordre ripostent avec des grenades lacrymogènes.

Attaques et contre-attaques alternent jusqu'à la nuit, faisant quatorze blessés légers parmi les CRS. « S'il faut tout casser, nous le ferons. Toutes les promesses, il y en a marre », crie dimanche l'un des habitants du quartier, plus âgé, déclarant : « Depuis trente ans, la situation n'a pas évolué et on peut même dire qu'elle se dégrade. Il y a un handicap comme ministre des Handicapés, il y a un ministre de l'Intérieur qui s'occupe des problèmes d'intégration. Il faudrait un harkis comme ministre chargé des harkis. Lui, il comprendrait nos problèmes. »

(Intérim).

Retour à la « sécurité »

par Erich Ichny

Il est donc passé le discours de la gauche en matière de police et de sécurité ? Alors que le quartier des Oliviers s'est embrasé pendant quatre jours, à Narbonne, c'est au tour du préfet de l'Aude de récapituler les structures très fermes du gouvernement, en précisant que les forces de l'ordre réagissent avec le maximum de discrétion pour éviter toute conséquence très grave. Le représentant de l'Etat se fait ainsi l'écho du ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, qui, interrogé sur la délinquance dans les banlieues une semaine plus tôt, lors de son passage à l'émission « 7 sur 7 », n'avait pas une seule fois parlé de prévention (normes claires, des feux de forêt).

« Parce que je suis le ministre de la sécurité, je dois être, quand je le fais, le ministre de la répression », affirmait le ministre devant plusieurs milliers de téléscripteurs. Le propos fera date. Quelques jours plus tôt, le changement de cap avait été annoncé par le président de la République en personne. Réagissant aux incidents dramatiques de Mantes-la-Jolie — la mort de deux jeunes banlieusards et d'une policière — M. François Mitterrand n'indiquait pas que « la police se sent trop peu soutenue » et que « les instructions les plus fermes doivent être données » ?

Qu'on y voit un changement du discours, une dérive des principes ou un déplacement des bornes, ces appels à la fermeté indiquent que la position tenue par la gauche depuis des années — « face à la délinquance : la prévention, la répression et la solidarité », disait en 1982 le rapport Bonnamy — n'est plus vraiment à l'ordre du jour. Comme s'il s'agissait de dépasser, sur fond de crise des banlieues et de guérilla urbaine, le désarroi provoqué par un discours insistant sur l'isolement et la police de proximité.

Comprendre ces évolutions impose de revenir aux événements de Mantes-la-Jolie, dont le pouvoir n'a pas fini de tirer les leçons. Non seulement la ville des Yvelines fut le théâtre d'un triple drame qui pose comme la question de la transparence des pratiques policières, mais Mantes fut aussi le lieu d'une « épreuve » institutionnelle qui révèle combien l'actuel marasma policier vient menacer l'autorité de l'Etat.

Une réforme longtemps attendue

Alors que la police exécutif apparaît à « l'affirmation de l'autorité de l'Etat » dans les banlieues, celle-ci se trouve bafouée par des policiers réunis dans la cour du commissariat de Mantes pour la cérémonie de levée du corps de leur collègue mort en service. Plusieurs fonctionnaires n'hésitent pas à tourner ostensiblement le dos au premier ministre. Puis le maire de Mantes fut — en présence de parlementaires, des directeurs de la police nationale et des responsables des principaux syndicats — contraint de quitter la cérémonie, sous les quolibets d'une partie des policiers.

Qu'on ne s'y trompe pas : il s'agissait bien d'une insubordination aux autorités légales. Ce sévère avertissement fut entendu par le pouvoir, qui sait que, lorsque la police tangue, l'Etat vacille. Aussi M. Mitterrand, M. Cresson et M. Marchand ont-ils pris le risque de monter en première ligne.

L'institution policière est ainsi faite que, faute d'être dirigée d'une main de fer, le pouvoir y est exercé par

les policiers. De ce point de vue, la crise actuelle fait penser à celle de l'été 1983 quand, réagissant à d'autres morts de policiers, un millier de fonctionnaires étaient allés manifester sous les fenêtres du garde des sceaux, M. Robert Badinter, pour demander sa démission. A l'époque, l'institution policière souffrait d'un flottement dû à la présence d'une double tête, celle de Gaston Defferre et de Joseph Franceschi. Aujourd'hui, le climat d'agitation s'ajoute d'un malaise policier si profond qu'il devient de plus en plus difficile de calmer le jeu dans cette administration pas comme les autres.

La « ras-le-bol » se nourrit d'abord d'une impatience devant une réforme annoncée de longue date, mais qui ne vient pas. Pour ne rien arranger, le paysage policier s'est trouvé bouleversé en l'espace d'une année. Les « patrons » de la FASP, organisation syndicale majoritaire chez les policiers en tenue, M. Bernard Deleplace, aux commandes depuis dix ans, a été remplacé par un responsable plus jeune, M. Richard Gerbaud. Lui aussi proche des socialistes, ce dernier a adopté un discours à la fois plus « basiste » et plus offensif contre le pouvoir politique. Tout se passe comme si on était passé d'un système de co-gestion (y compris conflictuelle) entre le ministère et la FASP, à un système complexe et instable de relations entre la place Beauvau et les principales organisations. D'autant plus qu'une deuxième fédération, la FNAP, est apparue en regroupant les syndicats majoritaires chez les personnels civils (commissaires, enquêteurs et inspecteurs), qui ont ainsi renforcé leur influence.

Ne pas céder au dilatat

Bouleversement supplémentaire provoqué par la guerre du Golfe : avec le départ de M. Chevènement, remplacé au ministère de la défense par M. Joxe, un autre locataire est arrivé place Beauvau. Découvrant peu à peu les réalités de la « maison », les hommes comme les femmes, M. Marchand est encore dans la phase où le « premier fils de France » doit faire la preuve de son autorité et de sa connaissance des dossiers. Or le nouvel arrivant a reçu en héritage un vaste plan de réformes engagé par M. Joxe, dont la moindre n'est pas la réforme des corps et carrières. Sans doute a-t-il maintenu la technocratie qui, à la direction générale de la police nationale, avait traité ces dossiers sous l'autorité indiscutée de M. Joxe. Mais, sans même parler de l'attitude du ministère des finances, la volonté réformatrice a pâti du changement de ministre.

La faille a été vigoureusement exploitée par le secrétaire général de la FASP qui, pour réclamer notamment une augmentation du pouvoir d'achat, a fait descendre rue de dix mille policiers dans les rues de Paris, le 22 mai. M. Gerbaud n'a pas manqué une occasion de dénoncer les « technocrates de la place Beauvau ». Sans jamais les citer, mais en visant deux hauts fonctionnaires socialistes, MM. François Roussely, directeur général de la police nationale, et Jean-Henri Alivon, directeur du personnel, qui étaient déjà aux postes-clés du ministère Joxe et qui veulent poursuivre la politique de modernisation.

Difficile de céder à un tel dilatat quand on est ministre de l'inté-

rieur... Commissaires en tête, la hiérarchie ne le supporterait d'ailleurs pas. Les rumeurs sur des changements de responsables continuent toutefois d'être bon train au ministère de l'Intérieur. Cependant, la FASP aura obtenu satisfaction sur deux revendications : primo, la nomination d'un « M. Harkis » à la personne du préfet Clauzel, chargé de la réforme des corps et carrières ; secundo, la création d'une structure opérationnelle pour assurer la coordination des forces dans les banlieues.

Voulant continuer à déminer le terrain, M. Marchand reçoit les syndicats depuis deux semaines, à tour de rôle et sans discontinuer. Il devrait avoir l'occasion d'affirmer plus nettement sa politique avec le projet de loi sur la sécurité intérieure, annoncé pour la session parlementaire d'automne et dont les grandes lignes seront présentées

aux syndicats le 25 juin. Même si la tournure prise par le débat public sur ces questions rend assez improbable la tenue d'une discussion sereine, à la rentrée, sur les questions de sécurité.

Comment ancrer un marasma qui se nourrit de lui-même depuis plusieurs semaines ? Il y a longtemps que l'on n'avait vu un tel état de tension dans l'institution policière. A cette agitation s'ajoute une aggravation des statistiques de la délinquance et de la criminalité, ces deux dernières années, après une période de tendance à la baisse de 1985 à 1988. L'opposition est évidemment tentée d'exploiter, à nouveau, ce fonds de commerce traditionnel qui constituent l'insécurité et le sentiment d'insécurité. Tout paraît en place pour raviver un discours sécuritaire pratiquement disparu depuis le milieu des années 1980.

ENVIRONNEMENT

Moteurs propres et recyclage des épaves

L'automobile saisie par la « fièvre verte »

Les constructeurs automobiles mènent l'offensive sur tous les fronts pour prouver leur bonne volonté écologique. Des efforts embryonnaires, parfois touchants, mais qui laissent pressager une ère plus sereine.

L'an dernier, à pareille époque, les raffinés faisaient essai de vertu écologique en proposant chacun de l'essence sans plomb — après avoir longtemps fait leurs grands deus qu'ils ne pourraient pas en fabriquer à un coût et dans des délais raisonnables... Cette année, ce sont les constructeurs automobiles qui se défontent. BMW montre à la télévision des véhicules presque entièrement « recyclables ». Mercedes se vante de monter en série des pare-chocs en plastique recyclé et des boîtes à gants... en papier maché (également recyclé) ! Tout en se gardant d'insister sur les vitesses de pointe et la consommation de carburant...

Le 11 juin, le PDG de Renault, M. Raymond Lévy, présentait un plan original : un système de collecte et de recyclage des déchets générés par le réseau commercial. Depuis le 17 juin, dans la région de Tours — l'opération a été lancée aussi en Allemagne — tous les camions de livraison de pièces détachées remportent des conteneurs remplis de pièces usagées, qui sont ensuite livrées à des entreprises de recyclage. Les batteries sont confiées à Métal Europe, qui en extrait le plomb. Les pare-chocs de plastique (bouchers) et les enveloppes de batterie sont recyclés par une filiale de Métal Europe spécialisée dans le traitement du polypropylène. Les pots d'échappement catalytiques vont chez Engelhard, qui récupère les métaux précieux comme le rhodium ou le platine. Enfin, les solvants sont traités par une filiale de SARP Industriels, du groupe

Général des Eaux. Renault espère, ainsi, remettre dans le circuit industriel quelque trois millions de litres de solvants, 700 000 batteries, 50 000 pots catalytiques et 8 000 tonnes de bouchers en plastique.

Renault s'efforce aussi de fabriquer ses nouveaux modèles avec des matériaux moins difficiles à recycler. C'est ainsi que le Clio est, pour l'essentiel, construit avec des plastiques de quatre familles chimiques, recyclables à 85 % au lieu de 44 % pour le R5. Les pièces sont marquées à la fabrication pour une meilleure identification du matériau. « Nous ne pouvons pas penser que ce soit sans penser à l'environnement », avoue M. Lévy.

Lutte contre l'effet de serre

Ce n'est pas M. Arnaud Daniel de Sèze, président de Volvo France, qui dira la contraire. « L'automobile pollue », a-t-il reconnu d'emblée lors d'un exposé le 17 juin dernier. C'est pourquoi Volvo s'est lancée, dès 1974, en association avec la société allemande Bosch, dans la mise au point du pot catalytique à trois voies, qui sera obligatoire dans la CEE dès l'année prochaine sur toutes les voitures neuves. Le constructeur suédois fait aujourd'hui porter tous ses efforts sur le filtre à particules, qui abaisse 80 % des émissions du moteur Diesel. Et ses ateliers de peinture utilisent aujourd'hui 85 % de solvants en moins.

Au groupe PSA (Peugeot-Citroën), où l'on se vante de produire les voitures qui ont les plus faibles consommations au monde, on s'efforce maintenant vers l'objectif de 6 litres aux 100 kilomètres, afin de participer à la lutte contre l'effet de serre en réduisant les émissions de gaz carbonique. Mais on reste réservé sur le principe du pot catalytique,

que M. Lévy, de son côté, qualifie d'« élément de prophétie réalisée ». « Nous restons convaincus qu'il vaut mieux dépolluer à la source plutôt que de recourir au pot catalytique fabriqué avec le rhodium et le platine d'URSS et d'Afrique du Sud », martèle M. Jacques Calvet, le PDG du groupe PSA, toujours enclin à des réflexes protectionnistes.

Pour montrer sa bonne volonté, cependant, et oublier le conflit surgi en 1989 lors des négociations européennes sur la voiture propre, M. Calvet a fait visiter au ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, un centre expérimental de recyclage des épaves. Il l'a emmené, le 18 juin, sur le site de la Compagnie française des ferrailles à Saint-Pierre-de-Chandieu, près de Lyon, pour lui montrer ce que PSA s'efforce de faire en faveur de l'environnement. Le ministre a donc pu admirer la chaîne de « désassemblage » des voitures hors d'usage, récupérées 5 000 F pièce par les réseaux Peugeot et Citroën lors de la vente de véhicules neufs.

Nouvel argument de vente

Au lieu d'être broyées en l'état, après vidange de l'essence et enlèvement de la batterie — pour éviter l'incendie —, les véhicules sont dirigés vers un atelier où des mécaniciens en combinaison impeccable procèdent d'abord à la vidange de tous les fluides, puis au démontage des vitres, des pneus, des revêtements de sièges, des éléments de plastique, des batteries, etc. Les pièces sont entassées par matériaux dans des conteneurs spécifiques, qui seront expédiés vers les usines de retraitement. Enfin, le bloc moteur est séparé de l'épave à la cisaille et la carcasse est enfouie dans le broyeur.

PSA espère recycler ainsi quelque sept mille véhicules par an,

porte à trois cent neuf le nombre des victimes du Pinatubo.

Un autre volcan philippin, le Didica, dans les îles Babuyan au nord de Luzon (la grande île où sont situés le Pinatubo et Manille), montre, depuis le 22 juin, des signes de réveil.

Quant à l'Unzen, le volcan japonais qui a tué une quarantaine de personnes le 3 juin dernier, il a projeté, lui aussi dans la journée du 23 juin, des cendres et a fait trembler ses environs. Une petite coulée pyroclastique (des débris de roches volcaniques mélangés à des gaz) a dévalé le flanc est du volcan sans faire de nouvelles victimes. — (AFP, AP, Reuters.)

CATASTROPHES

Nouvelles éruptions du Pinatubo

Le volcan philippin Pinatubo a été le siège, dans la journée du dimanche 23 juin, de dix nouvelles explosions qui ont projeté à quelque 8 kilomètres d'altitude des cendres et autres débris volcaniques en nuages suffisamment épais pour cacher le soleil. Ces nouvelles éruptions, accompagnées de tremblements de terre, accroissent le risque de coulées de boue qui menacent maintenant les villes de San-Marcelino, San-Antonio, San-Narciso, San-Felipe, Botolan et Castillejos. Le poids de ces cendres volcaniques a fait s'écrouler le toit d'un marché à Floridablanca, situées à une vingtaine de kilomètres de la base américaine (évacuée) de Clark. On a dégagé les corps de trois personnes, ce qui

Averses de grêle dans le Béarn et les Vosges

Les cinq cent cinquante habitants de Rébœucq (Pyrénées-Atlantiques) se souviennent de la fête de la musique du 21 juin 1991. Alors qu'ils s'étaient rassemblés le soir sous un chapiteau, un violent orage de grêlons a lacré la toile, obligeant l'assistance à se replier sous les gradins et dans la mairie voisine. L'un des participants, qui s'est repu sur la tête un grêlon gros comme une balle de tennis, a dû se faire reconduire au crâne de quinze points de suture. Quelque cent cinquante toitures d'ardoise ont été dévastées.

Ailleurs en Béarn, ainsi que dans les Landes et en Dordogne, le premier jour d'été a été marqué par de multiples orages, accompagnés de grêle. Le lendemain samedi, c'est la ville de Mirecourt, ainsi que deux villages des Vosges, Poussey et Mazot, qui ont subi un déluge d'énormes grêlons. En moins de dix minutes, à Mirecourt, la grêle a provoqué d'importants dégâts à l'hôpital et dans une maison de retraite, et fait exploser plusieurs serres d'horticulteurs. Les

grêlons ont bosselé les carrosseries des voitures et pulvérisé des parabrisse. La couche de grêle, par endroits, a dépassé 1 mètre d'épaisseur et provoqué des inondations.

MÉDECINE

Le docteur Dacardi, nouveau directeur par intérim du Centre national de transfusion sanguine. — Le conseil d'administration de la Fondation nationale de transfusion sanguine (FNIS), dont relève le CNTS (Centre national de transfusion sanguine), a nommé le docteur Najib Dacardi directeur général par intérim au CNTS, au remplacement du docteur Michel Garretta, dont la démission a été rendue publique le 3 juin. Le docteur Dacardi était responsable des activités transfusionnelles régionales du CNTS.

M. Michel Garretta, a perdu, jeudi 13 juin, son procès en référé contre le *Canard enchaîné*, qui l'avait accusé de percevoir un intérêt excessif aux bénéfices sur la vente du sang. Le juge a considéré que la diffamation n'avait pas été établie.

La victime d'un attentat

FOTOTRAIL

Opérat

Le 25 juin, à 10 heures, le docteur Dacardi a été reçu par le ministre de la Santé, M. Jacques Calvet, au ministère de la Santé, à Paris. Le docteur Dacardi a été nommé directeur général par intérim du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) le 3 juin dernier. Il a succédé au docteur Michel Garretta, dont la démission a été rendue publique le 3 juin. Le docteur Dacardi était responsable des activités transfusionnelles régionales du CNTS.

Le recyclage des épaves automobiles a toujours été actif, car les ferrailleurs arrivaient en général à récupérer plus de 70 % en poids du véhicule. Mais l'arrivée des matières plastiques et des matériaux composites rendait ce recyclage de plus en plus problématique. Les efforts en faveur de l'environnement arrivent donc à leur point culminé. Pour M. Lévy, l'auto est « un outil de liberté, dont le développement doit être organisé ». M. Calvet lui fait écho : « Il faut réconcilier la voiture, espace de liberté, avec la vie dans la cité où vit 80 % de la population. » En ces temps de fièvre verte et de morosité économique, les constructeurs automobiles se jettent sur l'environnement comme nouvel argument de vente. ROGER CANIS

SPORTS

AUTOMOBILISME : succès de Mazda aux 24 Heures du Mans

La rafle japonaise

Pour la première fois dans l'histoire des 24 Heures du Mans, qui en étaient à leur cinquante-neuvième édition, la victoire est revenue, dimanche 23 juin, à une voiture japonaise, la Mazda 787 B à moteur rotatif, pilotée par l'Allemand Volker Weidler, le Britannique Johnny Herbert et le Belge Bertrand Gachot. La Mazda a précédé trois Jaguar XJR 12.

LE MANS

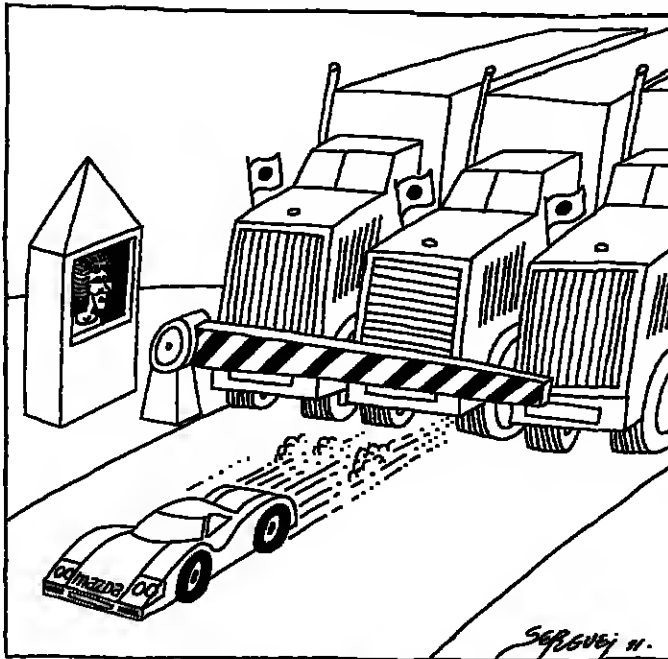
de notre envoyé spécial

L'heure était au déjeuner, dans le village des 24 Heures, pour une partie des 250 000 spectateurs, engourdis par le manque de soleil et la dominance de la Mercedes n°1. Il était 12 heures 45, Jean-Louis Schlesser, Jochen Mass et Alain Ferté s'étaient relayés en tête pendant 16 heures et 6 minutes de course, soit 257 tours de ce circuit de 13,600 kilomètres, lorsqu'une fumée inquiétante s'éleva de la «fièvre d'argent». Dès le retour de la voiture au stand, l'air inquiet des ingénieurs et des mécaniciens, penchés sur le moteur, ne laissait pas de doute sur la gravité des dégâts provoqués par sa surchauffe.

La passion de pouvoir s'était plus qu'une question de temps : celui, pour la Mazda n°55, de boucler ses trois tours de retard et de devenir la première voiture japonaise à passer en tête des 24 Heures du Mans à trois heures de l'arrivée, avant de l'emporter. Cet événement, à combi- nement symbolique après les déclarations du premier ministre japonais sur l'expansionnisme des Japonais, se doublait d'une révolution technologique puisque la victoire de Mazda est aussi la première d'un moteur rotatif dans une épreuve de cette importance.

La victoire du moteur rotatif

Par rapport au moteur traditionnel - qui nécessite de transformer le mouvement de va-et-vient des pistons alternatifs (trois cents changements de sens par seconde à 9 000 tours/minute) par un assemblage bielle-manivelle - le



moteur rotatif permet un mouvement continu des pistons qui décrivent une courbe (baptisée épitrochoïde). Le principe, défini par l'ingénieur allemand Felix Wankel dans les années 50, est exploité sous licence, depuis 1961, par Mazda. En dépit d'un petit handicap de puissance, les frottements moindres du système rotatif ont permis au constructeur japonais de faire preuve d'une grande fiabilité en compétition. En douze participations au Mans, Mazda avait déjà établi un record en classant seize des vingt-cinq voitures engagées, mais n'avait jamais pu obtenir mieux qu'une septième place en 1987.

Malgré la condamnation du moteur rotatif par les nouveaux règlements de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) dès la saison prochaine, Mazda avait encore consenti à s'engager dans le nouveau championnat du monde des voitures de sport dans le seul but de pouvoir disputer une treizième fois les 24 Heures du Mans. Un important effort de développement avait été fait sur le moteur à quatre rotors pour améliorer sa consommation et son couple à bas et moyenne régimes. Placée sous la direction

sportive de Jacky Ickx, le recordman des victoires (six) au Mans, l'équipe Mazda avait recruté, pour les 24 Heures, trois pilotes de formule 1, mais c'est sans doute eu niveau de la fiabilité et de la consommation (limitée à 51 litres aux cent kilomètres) que le constructeur japonais a bâti son succès.

L'enjeu du championnat mondial

Après les problèmes de surchauffe rencontrés par Mercedes, jamais les trois Jaguar, limitées dans leurs performances par le handicap du poids (1 000 kg au lieu de 830 kg pour les moteurs rotatifs ou 750 kg pour les moteurs atmosphériques de 3,5 litres) et la nécessité d'économiser le carburant pour leur gros V12 atmosphérique de 7,4 litres, eurent pu espérer revenir sur la Mazda de tête. Derek Warwick, le pilote de Jaguar pour le championnat du monde, reconnaît même qu'il passait certains virages au point mort pour économiser quelques litres.

Ces succès japonais, plutôt malvenus dans la croisade menée par M^{me} Edith Cresset et M. Jacques

Calvet, président du groupe PSA, contre les constructeurs nippons, peurent, a contrario, être une subvaine pour les organisateurs des 24 Heures du Mans qui étaient devenus, depuis dix ans, une chasse gardée des Allemands (Porsche et Mercedes) et des Anglais (Jaguar). Afin d'être intégré au nouveau championnat du monde des voitures de sport, les organisateurs sarthois ont, en effet, conseillé de lourds sacrifices financiers en cédant leurs droits de télévision à Bernie Ecclestone, le grand argentier du sport automobile, et en lançant un programme de rénovation du circuit de 140 millions de francs, financé à parts égales par l'Automobile club de l'Ouest et le syndicat mixte des 24 Heures, qui regroupe le Conseil général (50 %), le Conseil régional (25 %), la communauté urbaine (15 %) et la ville du Mans (10 %).

Or, pour sa première année d'existence, le championnat du monde des voitures de sport n'a pas obtenu le succès escompté. Pour compléter les plateaux qui l'auraient pas dépassé une douzaine de voitures, la FISA a dû improviser une saison de transition en faisant encore cohabiter des moteurs turbos, des rotatifs, ainsi que les atmosphériques de 3,5 litres qui, comme en formule 1, seront les seuls autorisés en 1992. Pour rassurer Peugeot, Mercedes et Jaguar, qui craignent aujourd'hui d'avoir fait un mauvais choix en optant pour cette compétition, M. Jean-Marie Balestre s'est déplacé au Mans pour révéler que Toyota, le géant japonais, devrait venir les rejoindre pour les deux dernières épreuves de la saison.

Le président de la FISA affirme même que dix-sept constructeurs dans le monde disposent déjà ou préparent un moteur atmosphérique de 3,5 litres. L'argument pourrait aussi rassurer les organisateurs de la plus célèbre des courses d'endurance, qui ont besoin d'une cinquantaine de voitures au départ. A condition que ces moteurs progressent aussi en fiabilité. Sur les onze qui étaient au départ des 24 Heures 1991, seul un vieux Ford Cosworth, qui déclinait toujours le record de victoires en formule 1, a pu rallier l'arrivée en douzième et dernière position, à trente-six tours du Mans rotatif.

GÉRARD ALBOUY

BASKET-BALL : championnat d'Europe à Rome

La conquête de l'Amérique

Le vingt-septième championnat d'Europe de basket-ball masculin débute lundi 24 juin à Rome. Il réunit huit équipes (Groupe A : Bulgarie, Espagne, Pologne, Yougoslavie, Grèce, Italie et Tchécoslovaquie). Les deux premiers de chaque groupe disputeront les demi-finales. La finale aura lieu le 29 juin. Le basket européen est en pleine croissance et les Américains eux-mêmes ont cessé de le mépriser.

ROME

de notre envoyé spécial

Le basket-ball n'a jamais mis tous ses ballons dans le même panier. Ce sport a toujours mené une double vie. Professionnelle et professionnelle aux Etats-Unis, plus artisanale et moins trépidante en Europe. Le jeu, les hommes, les moyens financiers : tout sépare le basket à la mode américaine de la «belle au panier» pratiquée sur le Vieux Continent depuis 1933 (1). «Autre sport, autre planète», assurent même certains joueurs européens à propos de la NBA (National Basketball Association), la ligue professionnelle américaine. Il est vrai qu'Antanas, le champion de France, ferait pâle figure face aux Chicago Bulls, sacrés meilleure équipe des Etats-Unis face aux Lakers de Los Angeles.

Pourtant, la différence tend à s'estomper. Le championnat d'Europe des nations, à Rome, devrait en apporter la preuve : le basket européen est en net progrès, du point de vue du jeu, des structures, du professionnalisme. Certes, il n'est pas encore comparable à son rival. En France (350 000 licenciés), où il bénéficie de l'engouement des jeunes pour l'ensemble des sports américains (le Monde du 18 juin), il tarde à s'imposer dans les grandes villes et dans les nombreux clubs - Mulhouse, Nantes, Monaco, Reims... - connaissent des difficultés financières, après une période d'euphorie.

Néanmoins, la popularité dont jouit ce sport en Italie, en Yougoslavie, en Espagne ou en Grèce, lui assure un développement rapide. Il intéresse la public, les chaînes de télévision (2), les grands sponsors. Comme aux Etats-Unis, cette croissance passe par les clubs bien plus que par les sélections. Dès le mois de septembre prochain, le Coupe d'Europe des clubs champions va d'ailleurs être remplacée par un championnat européen des meilleures équipes.

L'argent roi en Italie

D'autres projets sont déjà à l'étude, en particulier la création d'une ligue professionnelle européenne. Les plus grandes villes du continent disputeraient alors une compétition calquée sur celle de la NBA. Au-delà, la mise en place d'une «Ligue mondiale», réunissant les meilleures équipes européennes et américaines, est envisagée.

La Fédération internationale amateur (FIBA), qui juge trop élitiste la basket «à l'américaine», s'efforce tant bien que mal de maîtriser la frénésie actuelle. Mais les ligue professionnels se multiplient, en marge des fédérations nationales, comme en Italie, en Espagne, en France. En mai dernier, le Yougoslave, chef de file du basket européen, a, elle aussi, créé sa propre ligue, la Yuba. La Grèce, où ce sport connaît un immense succès - la plupart des clubs appartiennent à des hommes d'affaires - pourrait l'imiter, de même que l'Union soviétique.

A l'instar de l'Espagne, dont les grandes équipes (Real Madrid, Barcelone...) sont affiliées aux riches clubs de football ou à des entreprises, l'Italie est à l'avant-garde. Rien de surprenant, donc, à ce que le championnat d'Europe soit disputé sur les rives du Tibre. En fait, le basket-ball italien roule sur l'or et illustre à la perfection les ambitions européennes.

Plus encore que les Espagnols, les clubs transalpins disposent d'importants moyens financiers. Trévise, club qui appartient à la société Benetton, vient d'enrôler la Yougoslave

Tori Kukoc pour vingt millions de francs par an (contre dix en France). Les Chicago Bulls eux-mêmes ont renoncé à s'aligner sur de tels tarifs pour un Européen. Le saison dernière, les Boston Celtics n'avaient pu engager un autre Yougoslave, Dino Radja. Le club de Rome, soutenu par la quotidien *Il Messaggero*, lui proposait soixante millions de francs pour cinq ans.

La filière yougoslave

Aux Etats-Unis, l'Italie n'est encore considérée que comme une «spaghetti league» et les ambitions espagnoles ou françaises (Limoges, Pau-Orthez, Racing-Paris) ne suscitent aucun intérêt dans la public. Certains dirigeants prennent néanmoins conscience du potentiel de ce nouveau «marché», longtemps considéré comme la maison de retraite des champions usés par les compétitions américaines.

Depuis quelques années, M. David Stern, le président de la NBA, s'entretient régulièrement avec M. Boris Stankovic, le président yougoslave de la FIBA. Les projets commencent à mûrir. De même, comptant pour la saison régulière, deux équipes, les Utah Jazz et les Phoenix Suns, se sont affrontés au Japon à l'automne dernier, en match officiel. «Ce n'est qu'un début», écrivait David Stern à propos de cette ouverture de la NBA vers le «reste du monde».

L'Europe ne demande pas mieux. Les échanges se sont multipliés de part et d'autre de l'Atlantique. Les basketteurs américains engagés par les grands clubs européens ne sont pas seulement des vedettes, mais bien souvent des vedettes encore valables. A l'inverse, malgré des difficultés d'adaptation, des joueurs yougoslaves ont fini par s'imposer à Los Angeles (Vlade Divac) ou dans l'équipe des New Jersey Nets (Drazen Petrovic). Ils figurent parmi les sportifs les mieux payés des Etats-Unis (cinq millions de francs par an pour Petrovic), de même que le Lituanien Sarunas Marciulionis (Golden State Warriors) ou l'Allemand Detlef Schrampp (Indiana Pacers). Par ailleurs, onze jeunes Yougoslaves évoluent cette saison dans le championnat universitaire, l'antichambre de la NBA.

Mais les liens entre l'Europe et les Etats-Unis ne se limitent pas à des mouvements de joueurs. Au-delà, la basket américaine, longtemps reconquise sur le terrain, a découvert un petit frère ambitieux. Les basketteurs européens y sont de plus en plus populaires (Divac aux Lakers). Pour la première fois, le tournoi final de la Coupe d'Europe des clubs champions, disputé en avril dernier à Paris, était télévisé aux Etats-Unis.

Mieux : encouragés par des sociétés telles que Nike ou McDonald's qui cherchent à profiter de l'engouement actuel des Européens pour la culture américaine (sport, mode, musique...), les grandes vedettes se produisent en Italie, en Espagne ou en France. Ainsi, la venue des Lakers et de leur vedette Magic Johnson à Paris (18-19 octobre), dans le cadre de l'Open Mac Donald's, remplit-elle le Palais omnisports de Bercy.

De même, la présence, pour la première fois, des meilleurs professionnels dans l'équipe des Etats-Unis lors des Jeux olympiques de Barcelone, en 1992, garantit-elle la succès d'un tournoi qui n'avait guère de signification en leur absence. Confrontés à des vedettes comme Magic Johnson ou Michael Jordan (le meilleur joueur du monde), les Européens sauront alors vraiment si leurs prétentions actuelles sont justifiées.

PHILIPPE BROUSSARD.

FOOTBALL : à moins d'un mois du championnat

Opération assainissement

A quatre semaines du début du championnat de France de football de première division, samedi 20 juillet, nul ne sait combien d'équipes seront en présence. Les difficultés financières de certains clubs, comme ceux de Brest ou Nice, sont telles qu'ils pourraient être rétrogradés en deuxième division, tout comme les Girondins de Bordeaux, dont le cas fait l'objet d'un interminable feuilleton juridique. Brest et Nice devront faire connaître, mardi 25 juin, leur plan de redressement. Le même jour, Bordeaux pourrait être fixé sur son sort.

Seront-ils vingt ? Pour la France du football, la question est là. Bien malin qui pourrait citer le nom de toutes les équipes amenées à s'aligner en première division à compter du 20 juillet. M. Jean Fournet-Fayard, le président de la Fédération française de football (FFF), en serait lui-même incapable. Il promet pourtant une clarification de la situation et annonce pour le 4 juillet un calendrier de la compétition à venir.

En attendant, la crise bat son plein. Déjà sérieusement malmené, le football français perd chaque jour un peu plus de sa crédibilité. Cette pagaille est l'aboutissement logique d'une vaste entreprise d'assainissement. Devant un déficit global estimé, fin 1990, à près de 1 milliard de francs (le Monde du 20 mars), les instances du football ont souhaité rappeler leurs clubs à l'ordre. Mais elles le font sur le tard et dans la précipitation.

Le cas le plus complexe est assurément celui des Girondins de Bordeaux. S'appuyant sur le règlement de la Ligue nationale (l'instance dirigeante du football professionnel), qui prévoit la descente automatique en division inférieure d'un club placé en redressement judiciaire, la fédération estime que

l'équipe bordelaise doit rejoindre la deuxième division, en dépit de ses bonnes performances sportives.

Or les couvresux dirigeants girondins ne se pensent pas responsables des erreurs de leur prédécesseur, M. Claude Beuzat, qui aurait quitté le club avec un déficit estimé à un minimum de 242 millions de francs. Ils contestent donc la validité du règlement de la Ligue. De polémiques en rebondissements, l'affaire s'est déplacée sur le terrain judiciaire. Le tribunal de grande instance de Bordeaux devrait faire connaître sa position sur le fond de la question le 25 juin. En cas de maintien des Girondins, le championnat pourrait donc accueillir vingt et une équipes, ce qui poserait des problèmes de calendrier au sélectionneur, Michel Platini, dont les joueurs seront très sollicités cette saison avec le championnat d'Europe des nations, dont la phase finale aura lieu en juin 1992 en Suède.

Menaces de relégation

D'autres cas sont en suspens, qui, au moins pour l'instant, dépendent des instances du football et non de la justice. Au terme de nombreuses auditions, la direction nationale de contrôle et de gestion (DNCG), créée afin d'examiner en détail la situation de chaque club, a interdit à plusieurs d'entre eux de recruter le moindre joueur. Dans l'immédiat, quatre équipes de première division (Toulon, Brest, Nice, Toulouse) et trois de deuxième division (Tours, Alès, Rouen) sont concernées. Certaines, comme Toulouse, devraient voir cette interdiction levée prochainement, un plan de redressement crédible ayant été établi avec la bénédiction du tribunal de grande instance de la ville.

D'autres clubs, comme Nice (déficit évalué à 57 millions de francs) ou Brest (70 millions de francs), sont, au contraire, menacés d'être rétrogradés. Leurs diri-

geants, déjà entendus à plusieurs reprises, se présenteront de nouveau devant la Direction nationale de contrôle et de gestion le 26 juin. Ils devront présenter des documents fiables sur leurs capacités financières. Quant à Reims et à Chaumont, deux clubs de deuxième division, ils pourraient être expédiés en troisième division, faute de garanties suffisantes.

Des équipes paralysées

Ces incertitudes et les multiples interdictions de recruter limitent les mouvements de joueurs. Le «marché» des transferts n'a même jamais été aussi calme. Seuls quelques clubs se distinguent (Paris SG, Cannes, Nîmes, Marseille...). Les concurrents sont plus discrets. Quand ils ne sont pas sous le coup d'une interdiction, ils ont si peu de moyens que leurs «emplettes» se limitent à des recrues de faible renommée.

Pour les joueurs, cette période de récession est inquiétante. Nombreux sont les hommes en fin de contrat qui pourraient se retrouver en chômage, à moins de revoir leurs prétentions à la baisse ou d'accepter d'évoluer en deuxième division. Hormis des clubs comme Marseille et Monaco, le temps des salaires mensuels de 300 000 francs offerts à des joueurs moyens paraît révolu.

La crise du football français est donc loin d'être terminée. Elle l'est d'autant moins que de nombreux dirigeants persistent à rivaliser d'incompétence. Lors de la dernière assemblée générale de la Ligue, samedi 15 juin à Caen, les présidents de clubs ont été incapables de prendre des décisions concrètes. Tous les dossiers importants, comme la réduction du nombre de clubs en première division - souhaitée, il est évident, par Michel Platini - ont été balayés ou renvoyés à date ultérieure.

M. Jean Sadoul, l'inamovible président de la Ligue, n'assistait pas aux débats. A soixante-dix-

neuf ans, le «patriarche» du football professionnel est en convalescence depuis quatre mois, à la suite d'une intervention chirurgicale. La question de sa succession, que certains souhaitent poser tant la Ligue fait figure de vaisseau fantôme, n'a pas été évoquée. Son fils Christian assure l'intérim sans être investi du pouvoir réel.

M. Jean Fournet-Fayard se retrouve donc seul pour traiter les dossiers les plus délicats. Même au plus fort de la crise, cette «anomalie» ne semble pas inquiéter des présidents de clubs qui se contentent de hurler au complot lorsque tout recrutement leur est interdit.

Ph. Br.

RUGBY

La France bat la Roumanie (33-21)

A cent jours de l'ouverture de la Coupe du monde de rugby, l'équipe de France s'est imposée contre la Roumanie (33 à 21), samedi 22 juin à Bucarest. Les Français, emmenés par la première ligne de Bègles, ont pourtant dû attendre la seconde mi-temps et l'expulsion de Constantin Cioabari pour ajouter trois essais de Serge Blanco, Didier Camberabero et Serge Simon à celui inscrit en première mi-temps par Marc Cédolin. Celui-ci avait répliqué au capitaine roumain Dumitras, auteur du premier essai du match dès la sixième minute. Avant que les Français ne s'imposent par leur pack, les deux équipes avaient partagé les pénalités avec cinq réussites pour Didier Camberabero comme pour Nicholson. Cette victoire à Bucarest devrait permettre aux Français de prendre un ascendant psychologique sur les Roumains qu'ils retrouveront à Béziers pour leur premier match en Coupe du monde.

CULTURE

DESIGN

Les copains d'abord

Autour de Lyon et de Saint-Etienne, sept expositions de design pour l'été

L'association Caravelle a inauguré les 20 et 21 juin sept expositions de design (graphisme, mobilier, objets domestiques) organisées à Lyon, Saint-Etienne, Villeurbanne, Saint-Sauveur, Villeurbanne et au Puy-en-Velay, avec un budget de 3 millions de francs, dont 70 % relevant de subventions ministérielles (culture, recherche et technologie, industrie et commerce extérieur) et 30 % des collectivités locales et de sponsors. Créée en 1986 par Vincent Lemarchand, ébéniste reconstruit dans le design, membre de l'éphémère groupe Tolem, cette association hétéroclite réunit une trentaine de « copains ».

Il y a cinq ans, celle-ci présentait sa première manifestation autour du « nouveau » design italien des années 80 et de la Sainte Trinité formée par Sottsass, Branzi, Mendini. Spontanément obligé, le catalogue, largement illustré, avait, comme ces meubles, la fraîcheur apparente d'un jeu d'enfant. En 1991, le propos, comme le budget, s'est alourdi. Le voici notablement plus ambitieux ainsi que le précise le dossier de presse, l'opération se chiffre à « plus de 600 objets usuels élaborés par près de 90 designers et créateurs européens et japonais ». Autre différence : le thème de l'édition 1991 est un anti-thème, un questionnement quasi existentiel sur la notion de « qualité ».

Le catalogue de 280 pages est à lui seul un programme. Les édifices télescopiques et les textes à péage conceptuel devraient fournir des thèmes à Claire Brécheret, l'entente avec Félix Guattari sur « Est-ce qu'on a bien joué les cartes du virtuel ? », essai sur la « Micro-psychologie du mode d'emploi »... Le volume fourmille d'informations liées à l'air du temps : on y parle de tout, de la guerre du Golfe et du terrorisme, du polyester renforcé et d'un éventuel axe Nord-Sud du design, d'épécheurs à pannes de

terre et de la dialectique de l'innovation. Roland Barthes, Le Corbusier, servent bien sûr de caution à l'ensemble. Le problème, c'est qu'en voulant avec tant d'acriblement théorique prouver que le design est dans la vie on finit par oublier la vie elle-même. La mise en page très dense, adossée par quelques brillantes citations, est à l'image de cette quinquennale pavée de bonnes intentions mais croulant sous l'esprit de système.

L'espace d'art plastique de Villeurbanne-sur-Saône présente « Eco design design d'urgence », un coup de main-à-maison et un rien post-soixante-huitard : « accrochages » surréalistes de protubérances et de chaises roulantes pour le tiers-monde, dossiers universitaires illustrés (« le développement de la filière terre à Mayotte, le plan de l'équipe Cratère au Burkina Faso »), photos et pièces à conviction, avec par exemple, cette brique qui a permis de fabriquer la galerie marchande et le club house du tennis de Mamoudzou. On pourrait être dans Alice, le dernier film de Woody Allen. Mais Villeurbanne-sur-Saône n'est pas New-York, tout y est moins drôle, et les photos des maisons en bois de l'architecte Zanini au Brésil, ainsi punaises, évoquent surtout des panneaux électoraux.

« L'ancien et le moderne »

Crozatier, un temple troisième République, sert d'écrin poussiéreux à la vaisselle contemporaine créée par des artistes ou designers pour les Manufactures de Gien, Limoges, Nevers, Quimper, Sèvres. Le mariage « de l'ancien et du moderne » est célébré au milieu des oiseaux empalés, des Vierges oubliées et des donations de chapeaux, Kitchissime. A Villeurbanne, la Maison de l'image et du son

accueille des projets refusés signés Castiglioni, Enzo Mari, Julian Brown. On reste sur sa faim : ces exemplaires ont-ils valeur de démonstration ? Sont-ils là pour valider l'éternel divorce entre les créateurs et les industriels ? Sur le thème du grand doute et de la frustration permanente, voici encore « Mode d'emploi », à l'Espace lyonnais d'art contemporain de Lyon, exposition de Rudi Bauer, traitant de la signalétique de l'objet.

L'idée - générique - est de remettre en cause les notions illisibles, les modes d'emploi trop codés nécessitant la maîtrise préalable d'un vocabulaire technique, qu'il s'agisse des meubles en kit ou des ordinateurs. Pourtant, le visiteur se perd dans une forêt de signes, et chaque « cime » est une énigme. Elle requiert, elle aussi, un mode d'emploi hélas non distribué avec le billet d'entrée.

Vincent Lemarchand, coordonnateur de toutes ces expositions, défend l'idée de « design d'intention ». La première des « politesses » est d'avoir un destinataire, de s'adresser à un public, fit-il inutile. Mais ici tout semble fonctionner en circuit clos. Le genre met triomphe à Lyon (Musée des arts décoratifs) avec cette exposition « confrontation » baptisée « Cités d'origine » et qui rassemble des objets créés par quatre entreprises dans le secteur de l'électroménager : Carlo (France), Oster-Suabach (Etats-Unis), Toala (Tchécoslovaquie), Toshiba (Japon). Tout est la fête de voyage début de siècle, aspirateur télescopique des années 30 digne des sculptures de Tinguely, grille-pain « super croustilleuse ». Cela ressemble à un supermarché sauf qu'il n'y a pas de caisse, mais c'est un musée.

Les deux bonnes surprises de Caravelle se découvrent au Musée d'art contemporain de Lyon et au

Musée d'art et d'industrie de Saint-Etienne : le premier présente quatre « pièces libres » de La Pietra, Santa Chiara, Tallon, Zanini. Là, les vertus de « l'installation » justifient le silence, l'absence de guide. Si Tallon (M. TGV) sautoie à l'occasion d'une projection de diapositives variant son nouveau funiculaire de Montmartre, La Pietra propose une évocation poétique de la Méditerranée à partir d'objets métaphores (un pot à eau dodu et fessu) et d'assemblages en filence.

A Saint-Etienne, le design se réapproprie une bonne dose d'humour et un peu de ce mieux « réver au quotidien » grâce à l'exposition « Fièvre plastique » astucieusement montée par Claire Fayolle. Ici encore, tout est là ou presque dans cette rétrospective qui va de l'après-guerre à nos jours. Le fauteuil-croûte de Jacobson (1958) se retrouve au côté de la chaise « light light » d'Alberto Meda (1987) en fibre de carbone. Mais l'intérêt de ces sièges-capsules qui nous rappellent Denise Glaser, de ces mange-disques orange, de ce bureau-hooverang moulé tout de blanc, dépasse largement celui du simple design. S'il manque la aussi des informations élémentaires, historiques, techniques à l'usage du visiteur, ici, au royaume du gonflable, de l'embellissable, de l'exécutable, chacun peut retrouver des souvenirs familiers, et l'histoire se raconte d'elle-même, sans doute à force de choix, de travail, de cette humilité jamais mieux ressentie que lorsqu'elle est sincère.

LAURENCE BENAÏM

Caravelle, 78, rue des Charmettes, 69100 Villeurbanne. Tél. : 78-24-67-41. Les expositions ont lieu jusqu'au 1^{er} septembre, sauf « Pièces libres » (Musée d'art contemporain de Lyon) et « Modes d'emploi » (Espace lyonnais d'art contemporain), jusqu'au 25 juillet.

CINÉMA

Lio et les hommes

Un polar psychologique sur fond de réalisme crasseux

SALE COMME UN ANGE

de Catherine Breillat

Elle est romancière et veut obstinément être cinéaste. Cela a donné *Tapage nocturne* et *36 Fillette* où, d'un insupportable parisianisme à un réalisme crasseux, couraient les mêmes thèmes du besoin d'absolu dans l'obsession érotique, de la féminité mal comprise par les hommes. Catherine Breillat défend les femmes et leur conception de l'amour avec une sorte de rage. Ses personnages masculins ne sont jamais sympathiques. Il y a tellement de réalisme, de masochisme que l'on a bien envie de la suivre sur ce terrain. Mais se coller ses films peut se révéler une rude épreuve.

En prélude à la sortie de *Sale comme un ange*, Catherine Breillat est érudite entrée en guerre contre les critiques, avariées, selon elle, à la démolir. Elle a le droit de le penser, son attitude n'appelle pas de représailles mesquines. Mais elle ferait mieux de se poser des questions - de vraies questions - sur sa manière de filmer, car c'est justement ce qui ne va pas. *Sale comme un ange* est sans doute son meilleur film : il plonge au cœur de la réalité du désir sexuel, et de son accomplissement, ici d'abord imposé, puis

librement accepté par Barbara - Lio, - jeune épouse d'un jeune policier - Nils Tavernier. Lequel fait équipe avec un célibataire de cinquante ans - Claude Brasseur, agressif et méprisant à l'égard des femmes, et qui veut prouver Barbara, la posséder.

Il éprouve un plaisir pervers à trahir le copain, à se venger de la vieillesse qui menace. Tout cela, psychologiquement, est bien vu, tient debout. L'évolution de Barbara, ses rapports avec l'amant qui l'a forcée d'être mère à plusieurs scènes très belles, ont une vision cinématographique de la dureté, des conflits intérieurs. Lio, si mal employée dans *Jalousie* (cette catastrophe), se montre fascinante en petite-bourgeoise dont le corps, la sexualité, la personnalité s'éveillent.

Mais autour d'univers est placée : la vie quotidienne des flics, les vertus chez les putes, les bars arabes. Retour au réalisme crasseux. Et Claude Brasseur est si bizarrement dirigé qu'il n'a pas souvent l'air convaincu de ce qu'il fait, de ce qu'il dit. Nils Tavernier, lui, n'existe pas. La faute à qui, au juste ? La mise en scène est aussi un métier. Avec un peu de chance, Catherine Breillat nous prouvera, la prochaine fois, qu'elle le connaît.

JACQUES SICHER

Mon bel assassin

Un suspense trop simple pour faire vraiment peur

UN BAISER AVANT DE MOURIR

de James Dearden

Pour commencer, au lieu d'épouser Sean Young, Matt Dillon l'envoie par-dessus bord. Elle n'a aucune chance de s'en tirer, ils sont tout en haut, sur la terrasse du gratte-ciel où se trouve le bureau des mariages. Elle était la fille du magnat du cuivre, l'homme le plus riche des Etats-Unis (Max von Sydow), et enceinte.

Sa sœur jumelle, qui est en conflit avec son père et dépense ses millions en aidant les paumés des bas quartiers, ne croit pas au suicide. On la retrouve un an plus tard, vivant avec Matt Dillon qui a pris l'identité d'un ex-flic, fils de diplomates tués dans l'aviation coréenne abattu par les Soviétiques.

A partir de là, Matt Dillon doit aller de crime en crime. A son corps défendant, c'est vrai. Mais il ne veut pas risquer de perdre la vie, ni Sean Young n° 2 et ses millions. Il l'épouse, charme le magnat du cuivre, entend faire carrière. Dans *Un baiser avant de mourir*, James Dearden clame son admiration pour Hitchcock en le

citant beaucoup - mais sans l'acuité de Brian de Palma, sans l'ironie flegmatique des frères Coen dans *Sang pour sang*.

Le problème avec ce film, c'est que l'histoire est simple, linéaire et racontée avec plus de simplicité encore. Les ambiguïtés insupportables à tout prix sont la charge du seul Matt Dillon. C'est trop pour lui, malgré son physique de gentil jeune homme un peu veule, un peu alourdi, et l'inquiétante opacité de son regard.

Comme il est séduisant, dès son second crime on se prend à espérer que tout va bien se passer pour lui. Mais pour tenir le suspense, il faudrait davantage de péripéties inquiétantes, il faudrait un récit plus tordu. Il aurait surtout fallu éviter les « explications » finales sur le comportement du criminel, ou leur donner carrément les couleurs de l'humour noir. Là, James Dearden se débarrasse d'une histoire qu'il ne semble pas avoir eu grand plaisir à tourner. C'est propre, convenable, et sur une heure et demie, on ne s'ennuie pas pendant une heure. Il ne faut pas attendre davantage de ce baiser qui tue.

COLETTE GODARD

BIBLIOGRAPHIE

Les rustines de la mémoire

APOLOGIE DU PÉRISSEABLE

présentée par Robert Doleau

Périssable, précaire, fragile, fugace. Comme les chevaux de bois des vieux manèges, le Saint-Germain-des-Près de Sartre et les Champs-Élysées de Raimu, les usines en friche, les jardins abandonnés, les gares déclassées, les villages désertés, les historiens vides, éphémère comme l'air du temps ou le souvenir.

Faut-il, arc-bouté sous le poids d'une mémoire envahissante, tout classer, protéger, emballer ? Dans un gros volume, des architectes, des historiens, des écrivains, des philosophes et des conservateurs, bien sûr, réfléchissent sur les lieux, les bâtiments, les objets à sauver. Un inventaire ému qui réveille la personnalité des signataires plus que des impératifs catégoriques. Mais au-delà des partis pris sentimentaux, il est vrai que la notion de patrimoine a changé, change et changera sans doute encore. Quand Marie-Madeleine entreprenait son tour de France pour classer les premiers monuments historiques, il ne prenait pas en compte les bâtiments du dix-huitième siècle, trop récents pour lui et détestables pour nombre de ses contemporains, qui estimaient leur classicisme glacial ou leur grâce rococo d'un mauvais goût achevé - « les chlores du Barry », iron-

nait Victor Hugo. Notre génération a mis beaucoup de temps à prendre en compte le patrimoine du siècle écoulé (on ne rappellera pas ici le massacre des Halles de Baltard), mais aujourd'hui près de 40 000 édifices sont protégés au titre des monuments historiques.

A l'aube du vingt et unième siècle et devant une mutation sans doute aussi radicale que celle de la première révolution industrielle, on en vient à souhaiter arrêter le temps : l'âge d'or est toujours derrière soi. Désir de relever les friches industrielles, de rouvrir les puits de mines abandonnés, de poursuivre des commerces épuisés, des activités primées.

Mais que peut-on faire contre la mode qui bouge et passe ? Les grands boulevards ne sont plus qu'un souvenir, le quartier Saint-Michel a troqué ses librairies contre des magasins de soldes. Les fast-foods débarquent sur les Champs-Élysées, la « plus belle avenue du monde », que le maire de Paris veut rénover à grands frais : ce n'est pas volonte de nuire, mais mutation profonde. Cette apologie du périssable est plus qu'émuveuse : elle révèle la fragilité de nos certitudes et la force de notre nostalgie.

E. de R.

Éditions du Rouergue (passage de la République, 12000 Rodez) / mille francs de la culture, 338 p., 250 F.

MUSIQUES

Furies californiennes

Deux groupes de San-Francisco pour ressusciter le rock de la Côte ouest

PRIMUM ET LIMBOMANIACS

à l'Espace Ornano

L'Espace Ornano est un ancien cinéma de la porte de Clignancourt, à Paris, qui se transforme facilement en autocine. En quelque mois, grâce à une programmation courageuse et cohérente, un public s'est cristallisé autour d'Ornano, celui du rock des marges, des Dirty District français aux Dickies américains. Et ce public s'est déplacé en masse pour Primus et Limbomaniacs qui viennent de San-Francisco et partagent le même manager. Les ressemblances s'arrêtent là.

Primus est un trio dont le moteur est le bassiste. Il joue avec autant de virtuosité que de violence, en duo avec un batteur étonnant de précision pendant que le guitariste cherche un espace pour placer ses solos aigus. Le son fait penser à Living

Colour, à cause, sans doute, de cette association entre science instrumentale et fureur de jouer. Mais Primus travaille sur un autre matériau : un rock aux mélodies qui flirtent avec l'atonalité, des rythmes saccadés qui refusent la tentation permanente du tempo blues (et la seule fois où le groupe se laisse aller, on se croirait revenu au temps - et au niveau - de l'apogée musicale californienne, il y a presque vingt-cinq ans). Textes bizarroïdes, culte du bizarre, Primus infléchit le nouveau rock américain vers le continent européen. Le groupe enregistre pour East West, le label « alternatif » de WEA, mais au bout de deux ou trois albums, la filiale française de la multinationale ne semble toujours pas s'être aperçue de leur existence.

La sortie de *Stinky Graves* (Epit) il y a quelques mois n'était pas passée inaperçue, en revanche. Produite par Bill Laswell, parrain

de l'avant-garde (rock, funk, jazz, world music) new-yorkaise, le premier album des Limbomaniacs était une joyeuse débauche d'énergie portée par un son impressionnant. Sur scène, seule demeure la débauche. Après Primus, les Limbomaniacs, collégiens en furie plutôt portés sur la scatologie et la provocation, sont apparus un peu vides, pas tout à fait capables de mener à bien leur idée de base, le mariage du rap (scansion et élan tonitruant) et du rock libre des années 60, Hendrix et Stooges. Tout comme la plupart des jeunes groupes anglais ont toutes les peines du monde à faire prendre la mayonnaise entre house et psychédéisme version Pink Floyd, les Limbomaniacs n'ont pas encore tout fait compris le fossé entre Grandmaster Flash (ils représentent *The Message*, texte fondateur du rap) et Hendrix, qu'ils citent à tout bout de champ.

THOMAS SOTINEL

DANSE

Susan Buige à la SACD

Susan Buige, chorégraphe américaine vivant à Paris depuis quinze ans, vient d'être nommée au premier poste de commissaire à la danse créé au sein de la SACD (société des auteurs et compositeurs dramatiques). Le ballet devient ainsi indépendant de la musique, et les chorégraphes sont reconnus comme des auteurs à part entière.

Susan Buige, au cours du petit déjeuner de presse du 19 juin 1991, a énoncé ses priorités : actions pour la reconnaissance du métier et valorisation de la parole des chorégraphes, conservation urgente du patrimoine - la SACD devenant le lieu de rassemblement des notations des œuvres chorégraphiques, sous toutes leurs formes - amélioration de la diffusion et des conditions de passage dans les lieux qui accueillent la danse, promotion des petites formes chorégraphiques afin d'éviter à la danse la sclérose qui la menace et soutien des voies expérimentales.

Paul Tabet, à la tête de la Fondation Beaumarchais, qui dépend de la SACD, a fait le bilan des aides financières données aux chorégraphes, et affirmé sa volonté de se tourner vers l'audiovisuel. Toutes disciplines confondues, les actions menées par la SACD et la Fondation Beaumarchais disposent d'un budget de 1,7 milliard, dégagé par la loi de 1985 sur les copies privées.

D. F.

□ Décès de l'actrice Lea Padovani. - L'actrice italienne Lea Padovani est décédée, dimanche à Rome, d'une crise cardiaque. Elle était âgée de soixante et onze ans. Lea Padovani avait débuté à la fin de la seconde guerre mondiale, aux côtés d'Anna Magnani, puis avait joué au théâtre, sous la direction de Luchino Visconti. Elle devait débiter au cinéma en 1949 avec *Le Christ parmi les maçons*, d'Edward Dmytryk, qui fut suivi d'une cinquantaine de films tournés notamment avec Alessandro Blasetti, André Cayatte, Dino Risatti, etc. Après vingt ans de retraite, elle était revenue récemment au théâtre, qui resta sa vraie passion, et préparait une pièce, *L'Impératrice de Chine*, qu'elle devait présenter cet été au Festival de Trente (Italie).

VERONIQUE MORTAIGNE
► Salle Gémier, 20 h 30, jusqu'au 13 juillet. Tél. : 47-27-81-15.

TSF

à la salle Gémier

Pendant une heure et demie, les spectateurs-victimes de TSF (pour Tyrann Sella et Féroce, Troupe de Saltimbanques Farnidables, Tentative de Solide et Chénix) regardent, le groupe laisse le Chénix) pas-

Opéra de Paris : retard au lever du rideau à partir du 27 juin. - Les discussions sur les nouvelles conventions collectives et les réductions d'emplois ont dans l'impasse à l'Opéra de Paris, où l'intersyndicale CFDT-FEN-FO-CFTC-CGT-CGC appelle, dans une lettre ouverte à la direction, les personnels « à retarder le lever du rideau, et ce jusqu'à nouvel avis », à compter du 27 juin, jour de la première de la nouvelle production de *La Flûte enchantée* à l'Opéra-Bastille. Les salariés sont convoqués en assemblée générale le même jour. Ce mouvement touchera également les spectacles du Palais-Garnier.

sent du rire à la nostalgique des temps bénis de la TSF, où Christiane Legrand et les Double Six jonglaient avec les mots dans d'élégantes glissades swings. Dominique Vissuzaine, Marinette Maignan, Philippe Berthe, Jean-Yves Lacombe et leur batteur, Thomas Dalle, artisan effacé que l'on découvre bon chanteur et bon acteur à la fin du spectacle, entraînent une dégaîne néo-rétro, sorte d'héritiers du soul-beat des années 50, lecteurs du *Genie des alpages* de Fmurr et amateurs de rap BCBG.

Après une introduction en douceur, ils glissent dans un délire musical, en commençant par *Stompin' or the Savoy*, version savoyarde, en passant par des caniques tronquées, genre Armée du Salut, des chansons d'amour bien françaises, une sonate de Beethoven qui part en quenouille, et reviennent, ébouriffés, au gentil scat où leurs cœurs et leurs voix sont restés.

Instrumentalistes, les quatre compères font penser aux clowns

musiciens du cirque. Les chansons s'incrustent dans les sketches, avec changements de costumes - joliment conçus - jeux de mains, quiproquos, malentendus et fausses sorties, scènes de baiser avec rouge à lèvres sur fond de boléro (de Ravel, bien sûr) et prestidigitateur regard. Les lumières, les costumes et la mise en scène, signée Alain Sachs, ont été soigneusement travaillés.

Il y a dans ce flot de drôleries de regrets et de larmes, et le spectacle aurait gagné à une rigoureuse coupe en brosse. On rêve avec délices d'une petite heure de TSF dégustée au foyer du Palais de Chaillot, dont le style va comme un gant à cet élégant quartet de chanteurs-acteurs encore jeune musicalement - le répertoire manque de points forts - et qui s'est laissé déborder par l'hospitalité moutonnaire de la salle Gémier et le désir de trop en faire.

VERONIQUE MORTAIGNE

► Salle Gémier, 20 h 30, jusqu'au 13 juillet. Tél. : 47-27-81-15.

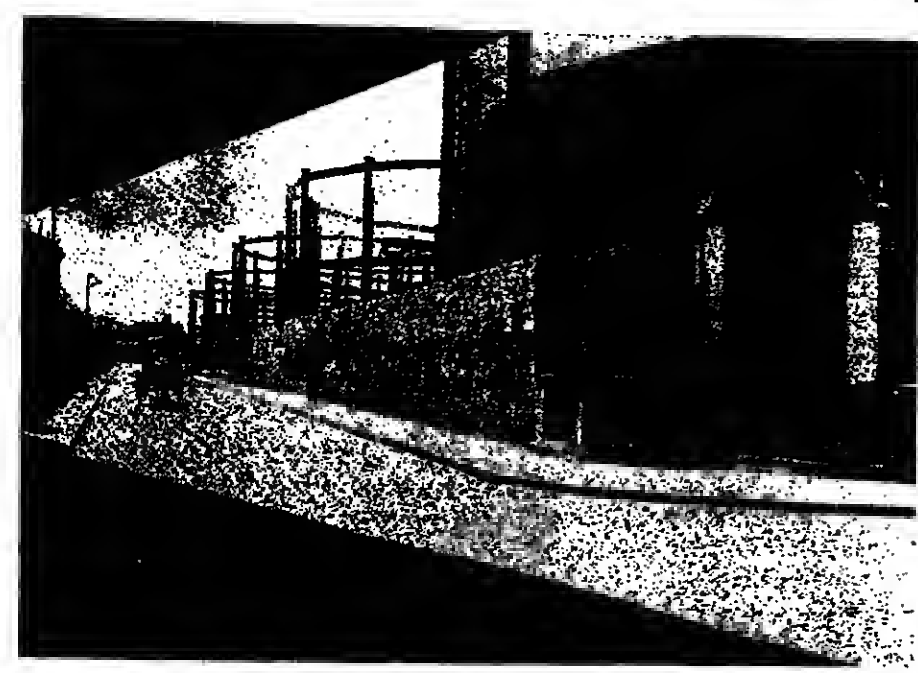
مكتبة الشامل

CULTURE

EXPOSITIONS

Docteur René and Mister Jacques

Redécouverte d'un grand photographe pudique, autodidacte, mélancolique et oublié



Rue de l'Évangile, Paris, 1946

RENÉ-JACQUES ou Palais de Tokyo

René-Jacques revient de loin. Après vingt ans d'oubli, à quatre-vingt-trois ans, le photographe réapparaît comme par enchantement au Palais de Tokyo où la Mission du patrimoine lui consacre une rétrospective fleuve ainsi qu'un livre exhaustif et soigné. Son cas n'est pas unique: Ronis et Doisneau ont subi le même sort. Les années 65-85 avaient gommé ces images de la rue, humanistes ou formelles, au profit d'une photographie américaine plus conceptuelle.

René-Jacques en convient: «Mon travail était ennuyeux. Mais j'avais un peu cherché, tant son esprit indolent pendant l'a toujours tenu éloigné des courants qui ont pourtant foisonné dans les années 30. Atteint? «J'ai découvert ses images bien après tout le monde. L'art? «Je ne savais pas que j'étais jusqu'en 1979. René-Jacques? «J'ai vu quelques photos dans Vu». Michèle Nagé? «Je ne connaissais pas, tout comme le Bauhaus». Des influences? «Je les ai toujours refusées, et puis c'est très difficile de copier. Je regardais peu de magazines, je ne connaissais pas le monde de la photo. Travailler en agence? «Pas mon genre, car je ne voulais pas être mensualité; ni qu'on me dise d'aller faire la machine à machiner. Aussi n'ai-je même pas droit à une ligne dans le Dictionnaire des photographes de Carole Nageg (1982).

Absent, René-Jacques? Plutôt ailleurs, mais toujours à Paris, la ville qu'il a si bien photographiée, de nuit comme de jour, nichée dans son appartement capotaire du boulevard Berthier qu'il habite depuis cinquante-sept ans. «J'étais un artiste qui faisait son travail le plus correctement possible, d'instinct, sans calcul. Je pouvais mettre la ligne d'horizon au milieu de la photo, précise-t-il. Même si on dit que c'est le comble de l'abomination.»

Ailleurs, donc. A Phnom-Penh, capitale du Cambodge, où René-Giton naît le 29 mai 1908 d'un père administrateur colonial. Il n'est pas encore René-Jacques, juste un gamin autonome, passant une jeunesse difficile, pensionnaire à Royan. Ses parents le destinent à une carrière politique mais lui, entre deux parties de tennis, prend quelques clichés avec l'appareil Gaumont de papa. Ailleurs, c'est la littérature, dans laquelle il se plonge en illustrant des récits d'adventures: *Envolée de Paris*, de Francis Carco (1928) - le plus célèbre - ou les *Olympiques*, de Montherlant (1947) - jamais publiés. René-Jacques est un autodidacte qui a toujours placé son travail sous la double influence «du hasard et de la nécessité». Hâsard de ses débuts, l'absence de contacts avec les photographes (jamais hors de France) et nécessité de vivre de ses images en acceptant une multitude de commandes (industrielles, reportages, photos de plateau). Il sera ainsi l'opérateur consciencieux du magazine *Les Trois Quartiers* pendant vingt-deux ans. De ces exercices alimentaires, il reste quelques grandes images - l'auteur en a beaucoup détruit - les usines Renault, celles de Wendel en Lorraine ou les mineurs de Merbach. Dès 1933, René-Jacques a une belle réputation de «savoir-faire». Après guerre, avec ses amis Pierre Jahan et Marcel Bovis, puis dans le cadre d'associations comme le Groupe des Quinze - «en référence au punch du rugby» - il bataille pour le respect du droit d'auteur qu'il rappelle au dos de chaque image. «C'est la nuit, qu'il arpente seul, des dix-neuf ans, jusqu'à trois heures du matin, devenant vite un expert du genre, preant des images au compte-gouttes, bies noires, parfaitement nettes, sous trop propre, juste éclairées par les lampadaires, masquant son objectif avec du carton des qu'une feuille bougeait, par souci de saisir au mieux la matière d'une carrosserie de

voiture, d'un caniveau, d'un pavé. Et déjà le plaisir de la solitude: «Je parlais comme un chasseur, tranquille, sans charge de famille, je voulais aux lumières qui saluèrent, aux bruits de l'obscure». Et l'on pense évidemment au *Paris la nuit* de Brassai (1933), que René-Jacques «frustrera bien après». De jour, ses photos, loio des courants humanistes en vigueur jusqu'aux années 50, sont étrangement vides de personnages, d'une précision toute retenue, sans effet spectaculaire ou anecdotique.

Le photographe affiche sa pudeur, celle qui l'a détourné du nu et même du portrait «car ça aurait été une façon de me soumettre à des célébrités». Pudeur aussi qui aurait dû l'éloigner du mode d'interlope de Carco, si René-Jacques n'avait le sens de la formule: «Je n'ai jamais mis les pieds chez les filles, mais je sais que rien n'est plus en ordre qu'un bordel». Le vide est compensé par la présence de la neige, du ciel bleu, des lignes de fuite bien composées, à peine ponctuées par quelque présence humaine: «Je veux juste montrer que les hommes sont passés par là. Ils s'en vont, tout fous».

Les nuits urbaines de René-Jacques sont aussi noires que ses paysages sont clairs. «*Bonjour*», disait-on à l'époque de ces tirages d'ile-de-France, de Dordogne et du Mont-Saint-Michel, paysages classiques, réalistes à la chambre 13x18 et étonnamment mélancoliques (tout comme ses vides de Paris) quand on les confronte à la formidable joie de vivre de l'opérateur qui a cessé de déceler le noir en 1975. Comme si l'homme et le photographe ne s'étaient jamais rencontrés.

MICHEL GUERRIN

► Palais de Tokyo, jusqu'au 25 août. René-Jacques, un livre présenté par Pierre Bohren et Patrick Rogiers, coll. «Donations», coté, ministère de la culture/La Manufacture, 212 pages, 395 F.

Donations

Il y a un an, René-Jacques donnait à l'Etat 30 000 négatifs, 3500 originaux et dix albums thématiques. Ces œuvres de Larigue, Kertész, Ronis, Amélie Gelpi, Françoise Koller, et dernièrement René Bovis, ont aussi fait l'objet de donations à la Mission du patrimoine photographique qui gère, en outre, un fonds Harcourt (4 millions de négatifs) et une belle collection historique (1,5 million de négatifs de Bal-dus à Puyol).

Pour adjoindre les donateurs potentiels, la Mission s'appuie sur une série d'arguments: sérieux de l'Etat et des spécialistes chargés de chaque fonds, inventaire et recherches, classement et légendes systématiques, bonne conservation, politique d'expositions, d'édition et de diffusion des images dans la presse. «Les photographes donnent ce qu'ils veulent, négatifs, tirages d'époque, correspondances... Certains protestent: «Vous voulez m'emparer avec mon fonds? Au contraire, je veux qu'il vive!», affirme Pierre Bonhomme, responsable de la Mission. Dernières donations en cours: Daniel Boudinat et Denise Colcomb. Mais depuis le dépôt du fonds Kertész, on attend un coup d'éclat. Pourquoi pas Brassai?

M.G.

La guerre pour rire

En mémoire de Gasiorowski une exposition de ses œuvres des années 70

GASIOROWSKI à la galerie Meeght

L'œuvre, conçue en 1974 et dénommée *Amalgames*, occupe tout un mur de la belle, trop belle, trop propre, galerie Meeght. Une multitude de petits panneaux la compose, huiles, dessins et collages sur papier, rhapsodie de citations et de parodies. Dans chacun, avec une dextérité foiblissante, Gérard Gasiorowski se réfère à un moment glorieux de l'histoire de l'art, des «classiques» des grands siècles eux «classiques» du moderne, de Rembrandt à Picasso en passant par Cézanne.

Il composait ainsi son Panthéon et l'agrémentait de quelques inconnus, des chronos comme on en vend place du Tertre, des paysages comme les clichés des fabricants de cartes postales, des graffiti de pissotières. Les *Amalgames* contiennent en somme tout l'art, dans ses états les plus nobles et les plus misérables.

Exposé près de vingt ans après sa composition, l'ensemble apparaît enfin pour ce qu'il est, un chef d'œuvre exemplaire, one de ses réussites où les obsessions d'une époque se livrent sans fard, un aveu extrêmement bien modulé et élégamment tourné. Dans la dévotion de la mémoire, Gasiorowski

touchait à la perfection et ironisait sur l'engorgement de la culture avec une subtilité qui révèle par contraste la pauvreté de nombre de ses contemporains, tout aussi radicaux que lui, mais lourds et maladroits. Au lieu commun qui annonçait «la peinture est morte» et le prouvait par Duchamp et Buren, il répondait en peignant l'édifice mort de ladite peinture. C'était assurément le procédé le plus sûr pour démentir la mauvaise nouvelle.

Ph. D.

► Galerie Meeght, 12, rue Saint-Mer 75004 Paris; du 42-78-43-44. Jusqu'au 29 juin.

APPRENTIS ALLEMAND EN AUTRICHE UNIVERSITÉ DE VIENNE COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS 3 sessions du 8 juillet au 21 septembre Cours pour débutants et avancés. Laboratoire de langues. Excursions, sorties. Age minimum 16 ans. Droits d'inscription et de cours pour 4 sem.: AS 3 400 (env. FF 1 550). Prix forfaitaire (inscription, cours, chambre) pour 4 sem.: AS 8 800 (env. FF 4 300). Programme détaillé: Wiener Internationale Hochschulkarte A-1010 Wien Universität.

SPECTACLES

CINÉMAS

LUNDI 24 JUIN

LA CINÉMATHEQUE

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-28)

LUNDI

Le Cinéma australien: Dogs in Space (1988, v.o. s.t.f.), de Richard Lowenstein, 14 h 30; Ghosts of the Civil Dead (1988, v.o. s.t.f.), de John Hillcoat, 17 h 30; The Rocky Horror Picture Show (1975, v.o. s.t.f.), de Jim Sharman, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AILES DE LA RENOMMÉE (Pol., v.o.): Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12). AKIRA (Jap., v.o.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). ALICE (A., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 8 (42-26-58-00). L'ALLÉE DES OSMANTHES (Chn.-Tat., v.o.): Utopia, 5 (42-26-54-85). ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.): George V, 8 (45-62-41-46). L'AMBULANCE (A., v.o.): George V, 8 (45-62-41-46); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88). AN ANGEL AT MY TABLE (Indo-Indo, v.o.): Les Trois Luxembourg, 8 (46-33-67-77). L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.): Lucerna, 8 (45-44-57-34). AUX YEUX DU MONDE (Fr.): Épée de Bois, 5 (43-37-57-47). BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iran., v.o.): Utopia, 5 (42-26-54-85). SIX (It., v.o.): Cinoche, 6 (46-33-10-82); Escorial, 13 (47-07-26-04).

LA LISTE NOIRE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-06-57-57); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); 14 Juillet Parnasse, 8 (42-26-58-00); George V, 8 (45-62-41-46); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-76-79); v.f.: UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31). LOLA ZIPPER (Fr.): Forum Horizon, 1 (45-06-57-57); Pathé Hautes-Fr., 8 (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08). LUNE FROIDE (Fr.): Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12); Saint-André-Arts, 1 (43-28-46-18); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Miramar, 14 (43-20-89-52). MADAME BOVARY (Fr.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont Parnasse, 14 (43-26-30-40). LA MAISON RUSSIE (A., v.o.): George V, 8 (45-62-41-46). MERCI LA VIE (Fr.): Épée de Bois, 5 (43-37-57-47). MILLER'S CROSSING (A., v.o.): Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). MISERY (A., v.o.): Ralet Média Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34); Cinoche, 6 (46-33-10-82); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.): Cinoche, 6 (46-33-10-82). NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.): Studio Galende, 5 (43-54-72-71); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

SAILOR ET LULA (Br., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-35); Studio Galende, 5 (43-54-72-71); Lucerna, 8 (45-44-57-34). SAISONS (A.): La Gédé, 19 (40-05-80-00). SCÈNES DE MÉNAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL (A., v.o.): Centre Horizon, 1 (45-06-57-57); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-20-40); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Escorial, 13 (47-07-26-04); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-76-79); UGC Maillot, 17 (40-88-00-16); v.f.: Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Les Nations, 12 (43-43-01-58); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Miramar, 14 (43-20-89-52); Pathé Clichy, 16 (45-22-46-01). LE SILENCE DES AGNEAUX (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Normandie, 8 (45-63-18-16); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83). SOGGI D'ORO (It., v.o.): Cinoche, 6 (46-33-10-82). THE FIELD (A., v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). THE TWO JAKES (A., v.o.): UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); v.f.: UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31).

LES FILMS NOUVEAUX

LA CRÉATURE DU CIMETIÈRE (A.) Film américain de Ralph S. Singleton, v.o.: Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); George V, 8 (45-62-41-46); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58); Feuvene, 13 (47-07-26-04); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Pathé Clichy, 16 (45-22-46-01). DANS LA PEAU D'UNE BLONDE. Film américain de Blake Edwards, v.o.: Forum Horizon, 1 (45-06-57-57); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Normandie, 8 (45-74-94-94); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-76-79); Kinopans, 15 (43-08-50-50); UGC Maillot, 17 (40-88-00-16); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43); Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Les Nations, 12 (43-43-01-58); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58); Fauvette, 13 (47-07-26-04); Miramar, 14 (43-20-89-52); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Gaumont Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94). ROBIN DES BOIS. Film américain de John Irvin, v.o.: Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); George V, 8 (45-62-41-46); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-76-79); v.f.: UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Wepler, 16 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-86). SALE COMME UN ANGE. Film français de Catherine Breillat; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-35); Saint-An-

NIKITA (Fr.): Gaumont Ambassade, 8 (45-58-18-08); Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50). LA NOTE BLEUE (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Pathé Hautes-Fr., 8 (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82). PERSONNE N'EST PARFAITE (A., v.o.): UGC Denton, 6 (42-25-10-30); UGC Normandie, 8 (45-63-18-16); v.f.: Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58); Fauvette, 13 (47-07-26-04); Miramar, 14 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Wepler, 16 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-86). LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Lucerna, 8 (45-44-57-34). LE PORTEUR DE SERVIETTE (It.-Fr., v.o.): Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-35); Latina, 4 (42-76-47-88); UGC Denton, 6 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). POUR SACHA (Fr.): UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40). PRETTY WOMAN (A., v.o.): Elysées Lincoln, 8 (43-58-38-14); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85); v.f.: Bretagne, 8 (42-22-57-87). LE RACCOURCI (Fr.-It., v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28). LA REINE BLANCHE (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); George V, 8 (45-62-41-46); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08). RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.): Lucerna, 8 (45-44-57-34). ROBINSON & CIE (Fr.): Latina, 4 (42-76-47-88); Épée de Bois, 5 (43-37-57-47); 14 Juillet Parnasse, 8 (45-62-41-46); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-06-57-57); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-35); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); George V, 8 (45-62-41-46); UGC Normandie, 8 (45-63-18-16); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Miramar, 14 (43-20-89-52); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-76-79); UGC Maillot, 17 (40-88-00-16); v.f.: UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43); Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58); Fauvette, 13 (47-07-26-04); Miramar, 14 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Wepler, 16 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-86). TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-35); La Berry Zébre, 11 (43-57-51-55). LE TRÉSOR DES ÎLES CHIENNES (Fr.): Épée de Bois, 5 (43-37-57-47). LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.): Club Gaumont (Publics Marignan), 8 (43-59-92-82); La Berry Zébre, 11 (43-57-51-55); Saint-Lambert, 15 (45-32-81-86). UN CŒUR QUI BAT (Fr.): Gaumont Parnasse, 14 (43-26-30-40). UN THÈ AU SAHARA (Brit., v.o.): Lucerna, 8 (45-44-57-34). UNE HISTOIRE INVENTÉE (Can.): Latina, 4 (42-76-47-88). URANUS (Fr.): George V, 8 (45-62-41-46). LA VIE DES MORTS (Fr.): Reflet Panthéon, 5 (43-54-15-04); Elysées Lincoln, 8 (43-58-38-14). VINCENT ET THÉO (Fr.-Brit.): Épée de Bois, 5 (43-37-57-47). LE VOYAGE DU CAPITAINE FRACASSE (Fr.-It.): Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50); Studio 28, 19 (46-08-38-07). YOUNG GUNS 2 (A., v.f.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41); Paris Ciné 1, 10 (47-70-21-71); Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50).

SPECTACLES

Suite de la page 15

LES SÉANCES SPÉCIALES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6* (45-32-97-77) 12 h, 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10.

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68) 19 h.

AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15* (45-54-46-85) 21 h.

ARIANE (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17* (43-29-79-89) 14 h, 18 h 30, 19 h, 21 h 30.

ARIZONA JUNIOR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68) 17 h.

LE BALLON ROUGE (Fr.) : Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68) 13 h 30.

LA BÊTE HUMAINE (Fr.) : Reflet Logos I, 5* (43-54-42-34) 12 h 05.

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15* (45-54-46-85) 20 h.

LE CARREFOUR DES INNOCENTS - A PARTIR DE VENOREDI (A., v.o.) : Action Ecoles, 5* (43-25-72-07) 14 h, 18 h 30, 19 h, 21 h 30.

CENDRILLON (A., v.o.) : Rex, 2* (42-36-83-93) 13 h 10, 15 h 10.

LA CITÉ DES FEMMES (A., v.o.) : Studio Galande, 5* (43-54-72-71) 18 h.

CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : Latina, 4* (42-78-47-86) 14 h.

CRIN BLANC (Fr.) : Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68) 17 h.

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS D'AUTRUI (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5* (43-54-42-34) 12 h 10.

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5* (43-54-42-34) 12 h 10.

DEROUZOUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68) 21 h.

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5* (45-87-18-09) 20 h.

LES ENFANTS DU PARAÏS (Fr.) : Rénalagh, 16* (42-83-64-44) 20 h.

L'EQUIPÉE SAUVAGE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68) 17 h 30.

L'ÉVEIL (A., v.o.) : Grand Pavois, 15* (45-54-46-85) 18 h.

EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68) 14 h 45.

FANNY ET ALEXANDRE (Su., v.o.) : Action Rive Gauche, 5* (43-29-44-40) 12 h 10.

LA FEMME FLAMBÉE (A., v.o.) : Studio Galande, 5* (43-54-72-71) 18 h 20.

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : République Cinémas, 11* (49-05-51-33) 18 h.

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15* (45-54-46-85) 13 h 45.

L'HOMME AU COMPLET BLANC

(Brit., v.o.) : Reflet Médias Logos salle

Louis-Jouvet, 5* (43-54-42-34) 12 h.

L'HOMME BLESSÉ

(Fr.) : Ciné Beau-

bourg, 3* (42-71-52-36) 10 h 50.

HOTEL DU NORD

(Fr.) : Saint-Lambert,

15* (45-32-91-68) 15 h.

JE T'AIME, MOI NON PLUS

(Fr.) : Ciné Beau-

bourg, 3* (42-71-52-36) 11 h.

JEAN GALLIOT AVENTURIER

(Fr.) : Lucerna,

6* (45-44-67-34) 14 h.

LABYRINTHE DES PASSIONS

(Esp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5* (43-26-

19-09) 22 h.

LE MAÎTRE DE MUSIQUE

(Bel.) : Grand Pavois,

15* (45-54-46-85) 14 h.

MAUVAIS SANG

(Fr.) : Ciné Beau-

bourg, 3* (42-71-52-36) 10 h 40.

LE MONDE SELON GARP

(A., v.o.) : Grand Pavois,

15* (45-54-46-85) 22 h.

LA MORT AUX TROUSSES

(A., v.o.) : Saint-Lambert,

15* (45-32-91-68) 21 h.

MR AND MRS BRIDGE

(A., v.o.) : Acca-

tione, 5* (45-33-88-88) 12 h.

OUTREMER

(Fr.) : Studio des Ursulines,

5* (43-26-19-09) 15 h 45.

POUSSIERES DANS LE VENT

(Chin., v.o.) : Utopia, 5* (43-26-84-85)

14 h 10.

LES QUATRE CENTS COUPS

(Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6* (45-33-97-77)

12 h.

QUERELLE

(Fr.-All., v.o.) : Studio

Galande, 5* (43-54-72-71) 22 h 30.

LA RÈGLE DU JEU

(Fr.) : Saint-Lambert,

15* (45-32-91-68) 19 h.

SA MAJESTÉ DES MOUCHES

(Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5* (43-26-

19-09) 14 h.

SHINING

(Am., v.o.) : Action Rive

Gauche, 5* (43-29-44-40) 12 h.

THE LAST MOVIE

(A., v.o.) : Ciné

Beaubourg, 3* (42-71-52-36) 10 h 45.

THELONIOUS MONK

(A., v.o.) : Images d'ailleurs,

5* (45-87-18-09) 22 h.

TILAI

(Burkinabé, v.o.) : Images d'ail-

leurs, 5* (45-87-18-09) 18 h.

VIOLENCE ET PASSION

(It., v.o.) : République Cinémas, 11* (49-05-51-33)

21 h 30.

YELEEN

(Italien, v.o.) : Images d'ail-

leurs, 5* (45-87-18-09) 18 h.

LES GRANDES REPRISES

A BIGGER SPLASH (Brit., v.o.) : Acca-

tione, 5* (46-33-88-88).

AGENT X 27 (A., v.o.) : Action Chris-

tine, 6* (43-28-11-30).

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Cosmos, 6* (45-44-28-80).**ARABESQUE** (A., v.o.) : Reflet Médias

Logos salle Louis-Jouvet, 5* (43-54-

42-34) : Ellysées Lincoln, 8* (43-58-

36-14).

ARIANE

(A., v.o.) : Action Christine, 6*

(43-28-11-30) : Action Christine, 6* (43-

28-11-30).

L'ATALANTE

(Fr.) : Studio des Ursu-

lines, 5* (43-28-19-08).

LA BALLADE DES SANS-ESPOIRS

(A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6*

(45-32-91-68) : Les Trois Balzac, 8*

(45-61-10-60).

BRAZIL

(Brit., v.o.) : Studio Galande, 5*

(43-54-72-71).

CENDRILLON

(A., v.o.) : Cinéoches, 8*

(46-33-10-32).

EASY RIDER

(A., v.o.) : Cinéoches, 8*

(46-33-10-32).

FANTASIA

(A., v.o.) : Cinéoches, 8* (46-33-

10-32).

HELLZAPOPPIN

(A., v.o.) : Reflet

Logos II, 5* (43-54-42-34).

JEZEBEL

(A., v.o.) : Racine Odéon, 6*

(43-28-19-08) : Les Trois Balzac, 8*

(45-61-10-60).

LOUITA

(Brit., v.o.) : Action Rive

Gauche, 5* (43-29-44-40).

MANHATTAN

(A., v.o.) : Action Rive

Gauche, 5* (43-29-44-40).

PIERROT LE FOU

(Fr.) : Le Saint-Ger-

main-des-Près, Salle G, de Beaugard,

8* (42-22-87-23) : Gaumont Amba-

sade, 9* (43-58-19-08).

LE ROI ET L'OISEAU

(Fr.) : Lucerna,

6* (45-44-67-34).

LE SOUPRIANT

(Fr.) : Epée de Bois, 5*

(43-37-67-47).

LA STRADA

(It., v.o.) : Latina, 4* (42-

78-47-86).

STRANGER THAN PARADISE

(A., v.o.) : Utopia, 5* (43-26-84-85).

VALPARAISO

(Fr.) : L'Enspôt, 14* (45-43-41-83).

WHISKY A GOGO

(Brit., v.o.) : Reflet

Logos I, 5* (43-54-42-34).

THÉÂTRES

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-62).

Riez pendant que c'est chaud : 20 h 30.

Adoptez-le : 21 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). La Société de

chasse : 21 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-16).

Salle Richelieu. Père : 20 h 30.

CRYPTÉE SAINTE-AGNÈS (EGLISE**SAINTE-EUSTACHE)** (47-00-19-31).

Régis : 20 h 30.

EOGAR (43-20-85-11). Les Faux

Jetons : 20 h 15. Les Babas-Cadées : 22 h.

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-

90-08). Décamerone immédiat : 20 h 15.

GUICHET MONTPARNAISE (43-27-

88-81). L'Intervention : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-89). La Can-

taurité chavue : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

JARON SHAKESPEARE BOIS OE

BOULOGNE (45-70-79-54). Les Lettres

de mon moulin : 17 h. Le Pédant joué : 20 h 15.

LUCERNAIRE FORUM

(45-44-67-34).

Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45.

RENAISSANCE

(42-08-18-50). Le

Vent du gouffre : 20 h 30.

SENTIER DES HALLES

(42-36-37-27).

L'Expiation des glandes : 20 h 30.

THE SWEENEY

(46-33-28-12). Rupert's

Birthday et An Educated Lady : 20 h.

RÉGION PARISIENNE

VERSAILLES (LE GRAND TRIANON)

(39-50-71-18). Le Barbier de Séville :

21 h.

LES CAFÉS-THÉÂTRES

AU REC FIN

(42-86-29-35). Le Portrait

de Dorian Grey : 20 h 30. A la recherche

du sexe perdu : 22 h.

BLANCS-MANTEAUX

(48-87-15-34).

Pourquoi pas ? : 21 h 30. Finissez les

maisons je vais chercher le roi : 22 h 30.

Salle I. Salades de nuit : 20 h 15. On fait

ce pour l'argent : 21 h 30. Salle II. Les

Storés Monstres : 20 h 15.

CAFÉ D'EDGAR

(43-20-85-11). Mario

d'Alba : 20 h 15. Manguettes

d'hommes : 21 h 30. Nous on fait où on

nous dit de faire : 22 h 30.

LE DOUBLE-FOND

(42-71-40-20).

C'est magique et ça tache : 20 h 30,

22 h et 24 h.

PLATEAU 26

(43-59-01-76). Tazetay :

20 h 15.

POINT-VIRGULE

(42-78-67-03). Des

moss pour le rira : 21 h 30. Serge Dan-

gleterre chante Bobby Lapointe :

22 h 30.

SUNSET

(40-26-46-80). Le Lundi des

copains : 19 h.

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première

et de répétition sont indiqués

entre parenthèses.)

1999, GUERRES PRIVÉES. Théâtre

de Dix-Heures (46-08-10-17) (dim.,

lun.) 20 h 30 (19).

COURTELINE... ET TOC

Neuilly-

sur-Seine. L'Athlète (48-24-03-83).

Mercredi, jeudi, vendredi à 20 h 30

(19).

LA TERRINE DU CHEF

La Plessia-

Robinson. Amphithéâtre Pablo-Pi-

caso (46-30-45-28). Jeudi, ven-

dredi, samedi à 21 h ; dimanche à

17 h (20).

LE BANQUET DES MÉDUSES

Espace Acteur (42-62-35-00). Mer-

credi, jeudi, vendredi, samedi à

20 h 45 (20).

LE DAMNÉ

Espace Acteur (42-62-

35-00). Mercredi, jeudi, vendredi,

samedi à 20 h 45 (25).

VOLTAIRE'S FOLIES

Comédie de

Paris (42-81-00-11) (dim., lun.)

21 h ; sam. 19 h et 21 h 30 (25).

THÉÂTRE DE DIX-HEURES

(46-08-

10-17). Les Fous du rire : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAINATE

(42-08-

83-33). Alphonse revient, d'après

Albais : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON

(PETITE SALLE) (43-25-70-32). Le

Pae : 18 h.

TREMPIN-THÉÂTRE DES TROIS-

FRÈRES (42-64-91-00). Plume voyage

à travers Henri Michaux : 20 h 30.

PARIS EN VISITES

MARDI 25 JUIN

« Cité d'artistes sur le versant

chaud de la butte Montmartre »,

18 Les négociations sur les bases aérospatiales
19 Séminaire à l'heure de l'économie de marché

20 Communication
21 à 24 Champs économiques

32 Marchés financiers
33 Bourse de Paris

Les comptes de la nation

Le revenu des ménages a progressé en 1990 au détriment du taux de marge des entreprises

Ajustement tardif et dangereux

Les industriels français pour- raient réduire leurs investisse- ments cette année. L'informa- tion a été publiée à la fin de la semaine dernière par l'INSEE, qui venait de dépouiller les résultats de son enquête auprès des chefs d'entreprise (le Monde daté 23-24 juin), une enquête réalisée trois fois par an. Autant les industriels révi- sent souvent à la hausse leurs estimations données en fin d'année pour l'année suivante, autant les indications fournies en avril-mai peuvent être consi- dérées comme quasi définitives. Les jeux sont maintenant à peu près faits pour 1991. Et ils sont mauvais puisque les investisse- ments industriels baisseraient en volume de 6 % par rapport à 1990. Un recul important, insi- stent, dont l'emploi rappelle les très mauvaises performances du début des années 80.

La croissance économique a commencé à faiblir en France dès l'automne 1989 pour pla- ceonner à partir du printemps 1990. La production industrielle, quant à elle, a baissé. Malgré tous ces signes, les chefs d'en- treprise ont continué d'investir et d'embaucher comme si de rien n'était. Les chiffres sont éloquent : les investissements ont augmenté de 10 % en volume l'année dernière, l'un des meilleurs performances réalisées depuis longtemps. Quant à l'emploi global, son augmentation s'est poursuivie à un rythme élevé jusqu'à la fin de 1990, ne se ralentissant - tout en restant positif - qu'au premier trimestre de cette année. Même l'industrie a vu ses effectifs croître jusqu'à la fin de l'année dernière... Il est peu important que le patronat reproche maintenant au gouvernement de ne pas l'avoir informé de ce qui était en train de se passer, comme il est peu important que les pouvoirs publics estiment que les chefs d'entreprise sont les mieux placés pour percevoir la moment où la conjoncture se dégrade. L'essentiel est que, en freinant fortement ses dépenses d'équi- pement, l'industrie française hypothèque ou limite la capacité de l'économie française à croître fortement, sans déséquilibre majeur au cours des années à venir.

ALAIN VERNHOLES

En 1990

Les salariés ont touché 4 375 francs en moyenne au titre de l'intéressement

Depuis l'ordonnance de 1986, le nombre d'entreprises qui signent des accords d'intéressement ne cesse d'augmenter. Avec 10 700 accords, il a encore pro- grégé de 53 % en 1990, selon le bilan établi par le ministère du travail. L'intéressement concerne désormais 2 millions de salariés, soit 44 % de plus qu'en 1989. Mais ce développement ne s'ac- compagne pas d'une croissance des sommes versées. En moyenne, chaque bénéficiaire aurait touché 4 375 francs, contre 4 440 francs l'année précédente; ce qui corres- pond à un montant global estimé à 8,7 milliards de francs. Au cours de l'année écoulée, 9 % des sala- riés n'ont rien reçu au titre d'un accord d'intéressement (4 % en 1988 et 3 % en 1989), en raison de difficultés financières; dans une entreprise sur cinq, la prime a varié de plus de 50 %.

1990 eue été une année favorable aux ménages et défavo- rable aux entreprises, d'après le rapport sur les comptes de la nation de 1990 de l'INSEE. Pour la première fois depuis 1983, le revenu brut des ménages croît en pourcentage de PIB, tandis que le taux de marge des entre- prises décroît. Cette évolution ne doit rien à la crise du Golfe, mais s'explique par le maintien des créations d'emplois et des politiques de salaires malgré le ralentissement conjoncturel mondial.

En 1990, la croissance chez nos principaux partenaires a été limi- tée à 2,7 % environ contre 3,3 % en 1989, note le rapport sur les comptes de la nation. Après deux années de « croissance retournée », la France se reploie sur un taux de 2,6 % de croissance du PIB (pro- duit intérieur brut), contre 3,7 % en 1989 et 4 % en 1988. Ce net ralentissement a précédé la crise du Golfe, mais tout se passe comme s'il n'existait pas. La France semble aveugle.

L'économie continue de créer des emplois (250 000). La produ-

tivité de travail n'augmente en conséquence que faiblement et pla- fonne même dans l'industrie. Ce décalage entre la conjoncture et le maintien des embauches (avec tou- tefois un ajustement des person- nels intermédiaires) semble s'expli- quer par le fait que les chefs d'entreprise ont mésestimé la durée du ralentissement. En outre, ils avaient souffert l'année précé-

dente d'une capacité de produc- tion insuffisante et ils ne voulaient sans doute pas se retrouver piégés par les mêmes goulets d'étranglement. La poursuite d'un fort taux d'investissement confirme cette hypothèse.

Le pouvoir d'achat des ménages continue de croître, de 3,4 % en 1990 après 3,2 % en 1989. Ce résultat « est obtenu grâce à une

Les principaux chiffres de l'année (variation par rapport à l'année précédente)

	1989	1990
● Ressources de la nation :		
- PIB (en volume)	3,7	2,6
- Importations	9,1	6,5
● Emploi des ressources de la nation :		
- Investissements des entreprises	8,5	4,5
- Consommation des ménages	3	2,9
- Exportations	10,8	5,1
- Prix de détail	3,6	3,4
- Balance courante (milliards de francs)	-27,1	-40,1
- Investissements français à l'étranger (milliards de francs)	115	141
- Investissements étrangers en France	61	42
- Taux de chômage	9,4	9
● Déficit budgétaire (% du PIB)	1,8	1,4
● Taux de prélèvements obligatoires (% du PIB)	43,8	43,8
- dont prélèvements fiscaux	24,8	24,9
- dont prélèvements sociaux	19,2	19,9

(Source INSEE.)

A la suite de scandales boursiers au Japon

Les présidents de Nomura et de Nikko, principales maisons de courtage nippones et mondiales, ont démissionné

M. Yoshihisa Tabuchi, cin- quante-neuf ans, président depuis 1985 de Nomura, la pre- mière maison de courtage japo- naise et mondiale, a annoncé, lundi 24 juin lors d'une confé- rence de presse convoquée d'ur- gence à Tokyo, sa démission. Par ce geste, il assume la res- ponsabilité des agissements de sa firme, impliquée dans des pratiques douteuses de garan- ties de dédommagement aux clients et ses relations avec la pègre. M. Tabuchi sera ram- panti, jeudi 27 juin lors de l'as- semblée générale des action- naires, par le vice-président de Nomura, M. Hideo Sakamaki, cinquante-six ans, qui s'est déclaré déterminé à regagner la confiance des investisseurs. Le président de Nikko, M. Takuya Iwasaki, prendra les mêmes dis- positions à l'issue de son assemblée générale du 27 juin.

TOKYO

Une série de scandales ternissent depuis quelques semaines la répu- tation des plus grandes maisons de titres du Japon, dont Nomura et Nikko Securities. Le fisc enquête sur les énormes dédommagement (de l'ordre de 200 millions de dol- lars) que ces brokers ont versés à leurs clients institutionnels afin de compenser les pertes subies à la Bourse entre 1988 et mars dernier. Ces deux respectables maisons de titres, la première du monde dans le cas de Nomura et la troisième dans le cas de Nikko, semblent en outre avoir parmi leurs clients l'un des « parrains » de la pègre nip- pone.

Après avoir nié les faits, Nomura et Nikko ont dû reconnaître, le 20 juin, qu'ils avaient effectivement accordé un traitement de faveur à leurs gros clients et com- pensé leurs pertes. Cette pratique n'est pas illégale à condition qu'elle ne soit pas le résultat d'une entente préalable. Une subtilité légale diffi- cile à prouver et qui de surcroît avertit sans objet puisque la pra- tique de compensation des investis- seurs institutionnels est des plus courantes : « elle va pratiquement de soi : les brokers couvrent toujours nos pertes », déclarait récemment un Yomiuri un dirigeant d'une grande entreprise.

Ces compensations, qui n'entraîneront pas de poursuite de

la part des autorités financières (en raison de l'absence de preuve d'en- tente préalable), ne sont pas nou- velles : en novembre 1989, la mai- son de titre Daiwa était dans le collimateur du fisc pour des pra- tiques analogues. Elles illustrent à la fois les liens étroits et la quasi interdépendance existant entre les maisons de titres et les investis- seurs institutionnels : par le sys- tème de comptes ouverts auprès des brokers, les entreprises (eigo tokkin), les premiers ont toute latitude pour utiliser ces fonds comme ils l'entendent. Léga- lement, les maisons de titres nip- pones ne gèrent pas de comptes clients; en réalité, des accords ver- baux donnent toute latitude aux brokers.

Ces liens entre brokers et entre- prises ne sont sans doute pas étra- ngers à la flambe boursière qu'a connue le Japon. En 1989, le mon- tant total des eigo tokkin s'élevait à 43 000 milliards de yens, de quoi faire bouger le marché. Ces connivences entre brokers et entre- prises se traduisent en tout cas par un traitement pour le moins inégal de la clientèle, le petit investisseur ne bénéficiant, lui, d'aucune com- pensation pour des pertes dues sans doute à la loi du marché mais aussi bien souvent à des manipula- tions des cours.

Un marché au service des gros opérateurs

Outre le fait que Nomura et Nikko, en traitant de toute connaissance de cause avec un « parrain » de la pègre, semblaient pour le moins peu regardants dans le choix de leurs clients, cette autre affaire scandaleuse est révélatrice de ces manipulations des cours des actions qui permettent aux meneurs de jeu d'encaisser de solides profits et laissent en revanche les petits investisseurs sur le carreau.

C'est apparemment ce qui s'est passé lorsqu'en automne 1989 les cours des actions des chemins de fer Tokyo ont brusquement grimpé en flèche : c'était précisément le moment où Susumu Ishii, alors chef du Inagawa-kai, l'un des grands syndicats du crime de la région du Kanto (Tokyo), venait d'acquiescer par l'entremise de Nomura 2 % des actions de Tokyo. En octobre, sous couvert d'achats (qui se révéleront fictifs) de droits d'entrée dans un club de golf appartenant à Ishii, Green Service Co., filiale de Nikko Securities, et Heisei Finance Co., filiale de Nomura, ainsi que d'autres sociétés (le constructeur Aoki, lié à l'ex- premier ministre Take- shita) et le spéculateur sauvage

Mitsubishi Kotani, arrêté pour extorsion (le Monde du 24 juillet 1990), avaient versé à Ishii quelque 30 milliards de yens. Les filiales de Nomura et de Nikko allaient faire fructifier cette somme en jouant sur les actions de Tokyo.

Il vient d'être révélé que c'est la direction de Nomura Securities qui a présenté Ishii à sa filiale en dis- simulant sa véritable identité, qu'elle commença à verser en 1986. Il a été de même avec Nikko. Pour les sièges des deux maisons de titres, Ishii était un « important client », traitant comme tel avec des cadres supérieurs de ces deux sociétés qui lui rendaient visite à domicile. Ishii était alors l'une des figures les plus épanouies du milieu nippon. Il a versé la tête de la grande bande du Kanto (quelque sept mille huit cents membres), impliquée dans les trafics habituels (drogue, jeux dan- destins, prostitution) en octobre dernier.

Les liens entre les deux maisons de titres et le parrain de la pègre ont été découverts par la police à la suite d'une enquête sur un trans- fert illégal de fonds aux Etats-Unis, réalisé par Ishii et destiné à des investissements dont le frère du président Bush s'est porté garant (le Monde du 11 juin).

Ces scandales ne peuvent que détourner les investisseurs ordi- naires d'un marché qui apparaît plus que jamais au service des gros opérateurs. Ils entament en outre la réputation des maisons de titres : le montant élevé des compensations versées signifie soit que les brokers ont mal évalué la marche soit qu'ils ont utilisé les fonds mis à leur disposition pour des manipula- tions diverses.

Nomura, fondée par le bétard d'une famille noble au dix-neu- vième siècle, est devenue l'une des plus puissantes entreprises finan- cières du monde, contrôlant 20 % des opérations sur le marché de Tokyo. L'empire financier paraît directement touché : à la lumière de ces scandales, qui pourraient ôter que la pointe d'un iceberg, on peut légitimement se poser quel- ques questions sur la déontologie de ce colosse de la finance, dont les avoirs se chiffrent à 14,7 mil- liards de dollars, quatre fois plus que Merrill Lynch, le premier broker américain.

Pour l'avocat Seijiro Watanabe, qui défend les intérêts de petits investisseurs en procès avec Nomura pour « transactions exces- sives » (moyen d'encaisser des commissions), « les profits des grandes maisons de titres, et de Nomura en particulier, ont en partie pour ori- gine des opérations frauduleuses ». L'avocat est notamment le défen- seur d'Al Alletzhauer, auteur d'un

récent livre, bien documenté, sur l'empire Nomura, *The House of Nomura* (1), dont le Yomiuri a pu écrire qu'il s'agit d'une « histoire d'avidité, d'arrogance, de politique et d'argent ». Al Alletzhauer montre nombre d'illégalités auxquelles se serait livré Nomura. A la suite de la parution du livre, la maison de titres a ouvert une action en justice contre l'auteur. La collision entre maison de titres et monde des affaires est trop profonde et Nomura trop forte, trop liée aux « barons » du monde politique, pour que les pouvoirs publics puis- sent s'attaquer de front à cet empire, poursuit l'avocat.

Depuis un an, dans un souci de plus grande transparence, le bureau de surveillance des marchés au ministère des finances a néanmoins renforcé son contrôle sur les opé- rations des maisons de titres en demandant des rapports réguliers sur les opérations.

PHILIPPE PONS

(1) Bloomsbury, Londres, 1990.

Aides communautaires à Ford et à Volkswagen

Matra va porter plainte auprès de la Commission européenne

Matra, maison mère de Matra Automobile, coconcepteur et constructeur de la Renault Espace, est sur le point de déposer une plainte formelle auprès du secré- tariat général de la Commission à propos des aides proposées à Ford et à Volkswagen pour la construc- tion d'une usine au Portugal. Ford et Volkswagen se sont en effet alliés pour développer un projet de construire un véhicule monocorps, du type de l'Espace, dans une usine située près de Lisbonne (le Monde du 23 mai 1991). Ils béné- ficieraient d'une aide de 120 mil- liards d'escudos (4,7 milliards de francs environ), dont 70 % en pro- venance de la CEE, l'investissement total s'élevant à 400 milliards d'escudos (15,7 milliards de francs).

De son côté Matra, qui a investi 1,5 milliard de francs pour l'Espace, « n'a jamais reçu un centime du gouvernement ou de la région », affirment certains hauts responsa- bles de ce groupe. Ils estiment que les aides qui pourraient être accor- dées à Ford et Volkswagen leur permettraient de « faire du dumping sur chaque véhicule vendu, faussant ainsi le jeu de la concurrence ». Or sur ce secteur, défriché par Matra, la bataille risque de devenir rude, de nombreux constructeurs (Fiat, Peugeot, Toyota, Nissan, Mitsub- ishi, etc.) étant actuellement sur les rangs pour produire des véhi- cules monocorps.

Ancien commissaire européen chargé des questions industrielles

M. Etienne Davignon entre au conseil d'administration de ICL

M. Etienne Davignon, président de la Société générale de Belgique (SGB) et ancien vice-président de la Commission européenne, chargé des questions industrielles, va faire son entrée au conseil d'adminis- tration de ICL, le constructeur infor- matique britannique, détenu à 80 % par le japonais Fujitsu. M. Davignon va aussi devenir conseiller auprès de Fujitsu pour toutes les questions liées à l'inter- nationalisation du groupe japonais.

Le recrutement de l'ancien diplomate belge est une excellente opération de relations publiques pour ICL, qui fait face à l'oppor- tunité de l'industrie informatique européenne depuis sa prise de contrôle par Fujitsu l'été dernier et a déjà été exclu de plusieurs pro- grammes de recherche européens. Des programmes que M. Davignon avait largement contribué à créer : le programme de recherche Esprit en particulier, destiné à renforcer la recherche européenne dans les technologies de l'information.

Dans 65 pays sur les 5 continents

6000 ANCIENS ELEVES

Etre là où demain les hommes échangeront

ISG

UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

Etablissement reconnu par l'Etat - Diplôme homologué par l'Etat

Diplôme de l'Institut Supérieur de Gestion Technique

46, rue de la Harpe - 75110 Paris - Téléphone : (1) 45.53.00.00

ÉCONOMIE

SOCIAL

Négociations sur les bas salaires

En un an, le salaire minimal est devenu supérieur au SMIC dans 64 branches

Selon un rapport établi par le ministère du travail à l'occasion de la réunion le 24 juin de la commission nationale de la négociation collective, les négociations sur les bas salaires et les classifications progressent favorablement. Alors que, il y a un an, 134 branches professionnelles sur 164 avaient un niveau de salaire minimum hiérarchique inférieur au SMIC, 64 ont maintenant rétabli la situation, bien que 4 autres nient être rattrapées par les revalorisations du SMIC.

A la suite du constat de l'an passé, qui avait été lui-même inspiré par les préoccupations du président de la République, les branches professionnelles devaient, soit avoir conclu des accords avant le 31 décembre 1990,

pour les salaires inférieurs au SMIC, soit avant le 31 décembre 1992 si elles procédaient à une refonte de leur grille de classifications, permettant un démontement de carrière pour les bas salaires.

Désormais, il n'y a plus que soixante-dix branches, représentant 36 % de l'ensemble des branches professionnelles, dans lesquelles le salaire minimal, hors primes ou anciennetés, reste inférieur au SMIC. Le rythme de conclusion des accords a été relativement rapide et on a compté 24 textes signés au cours des quatre premiers mois de 1991. Dans plusieurs cas, la négociation a été traditionnelle, les porteurs de salaires d'une simple mise à niveau de quelques coefficients; mais majoritairement, les négociateurs ont procédé à une modification de structure des hiérarchies salariales.

Les perturbations se poursuivront à Air Inter le 25 juin

Les voyageurs n'en ont pas tout à fait terminé avec les perturbations du trafic aérien. Air Inter réduira, mardi 25 juin, de 417 à 340 (-19 %) le nombre de ses vols, en raison d'un mot d'ordre de grève de l'USPNT, syndicat de navigants techniques, qui s'oppose à l'infériorité par la compagnie intérieure d'avions et d'équipages de la compagnie AéroPostale, filiale de la Poste et du groupe Air France.

La grève des contrôleurs de la navigation aérienne a déjà fortement réduit le nombre des vols programmés lundi 24 juin. Pour appuyer leurs négociations avec le cabinet du ministre de l'équipement sur l'actualisation du protocole de 1988, les aiguilleurs avaient décidé de se croiser les bras, ce qui a eu pour conséquence de ramener le nombre des vols d'Air Inter à 65 % de la normale. Air France a assuré tous ses vols long-courriers, mais a dû réduire de 75 % le reste de son programme court et moyen-courrier.

■ Renseignements : pour Paris, téléphoner au (1) 45-39-25-25, et, pour la province, s'adresser aux centres de réservation régionaux. Ou par minitel au 36-14 ou au 36-15 code Airtel.

Les cheminots de Marseille reconduisent la grève à la gare Saint-Charles

En dépit des recommandations de leurs délégués syndicaux, les 250 agents de manœuvre de la SNCF, en grève depuis quatorze jours, ont voté le 24 juin, à une majorité de plus de 80 %, la poursuite de l'occupation des voies de la gare Saint-Charles à Marseille. Ils ont rejeté les ultimes propositions faites par la direction dans le cadre d'une procédure de conciliation. La direction offrait une prime de 250 francs par mois pendant sept mois, une majoration des allocations horaires de nuit, une trentaine de promotions et une indemnité de manœuvre pour trente-cinq agents.

Le SMIC et la morale

Suite de la première page

Pourquoi y a-t-il un lien entre ce coût et le chômage ? Tout d'abord les économistes ont montré que, dans une société où tous les individus auraient des compétences équivalentes, deux sortes de chômage peuvent exister - en dehors du chômage transitoire engendré par la restructuration des activités productives : un chômage *keynésien*, les entreprises ne recrutant pas parce que le coût du travail, trop élevé, les incite à accélérer les investissements de productivité et à réduire l'emploi. La lutte contre le chômage exige alors une réduction du coût du travail. Les commentateurs de l'OCDE n'ont donc de sens que par rapport à une situation de chômage classique.

Deux catégories de chômage

Dans une économie réelle, les deux catégories de chômage peuvent naturellement coexister en fonction des secteurs et des compétences. C'est très vraisemblablement le cas en France depuis la fin des années 60. Le chômage classique est apparu vers 1968, a fortement augmenté aux alentours de 1974, puis a sensiblement baissé de 1984 à maintenant. Quant au chômage *keynésien*, il s'est accru après chacun des deux chocs pétroliers puis s'est dégonflé dans les dernières années. C'est lui néanmoins qui, par suite de la dégradation économique, est à l'origine de la manette actuelle du chômage.

Il faut faire maintenant intervenir les différences de compétences individuelles, non pas celles, théoriques, que définissent les diplômes, mais celles, réelles, qui commandent la productivité et traduisent les savoirs, les savoir-faire

et les comportements. Sur un marché *parfait* de l'emploi (parfait au sens des économistes, naturellement), le coût du travail de chaque compétence se fixerait à un niveau tel que l'offre et la demande d'emploi soient égales pour cette compétence, et le chômage classique disparaîtrait.

Mais la distribution des rémunérations nettes qui en résulte peut se révéler socialement insupportable et moralement inacceptable. D'où la volonté des dirigeants d'augmenter la rémunération nette du travail de faible compétence en oubliant, ou en feignant d'oublier, que l'augmentation du coût du travail qui en résultera se traduira par du chômage pour cette catégorie d'individus.

Objection, diront certains. Si tel est le cas, la difficulté aurait dû apparaître dès les années 60. Nullement, car à cette époque le coût du travail non spécialisé était relativement faible en France par rapport au coût équilibrant l'offre et la demande d'emploi pour cette catégorie (d'où d'ailleurs la politique d'immigration). Mais surtout depuis quinze ans un phénomène de grande ampleur est intervenu : la distribution du coût du travail qui s'établissait sur un marché libre en fonction des compétences tend à être de plus en plus inégalitaire. Sous l'effet d'un double mécanisme :

- La mondialisation de l'économie accroît, notamment par l'intermédiaire des échanges internationaux, l'offre du travail de faible compétence - celui du manœuvre non spécialisé - tandis qu'elle augmente la demande du travail de forte compétence - celui du manager ou de l'ingénieur en électronique - (cela tient à ce que les individus de peu de compétence sont, par rapport aux individus très compétents, beaucoup plus nombreux dans les pays développés).

- L'automatisation des fonctions productives substitue des emplois spécialisés à des emplois peu spécialisés.

Conclusion : le conflit entre la tendance spontanée du marché du

travail et la distribution des revenus souhaitée devient, dans un pays comme la France, de plus en plus aigu. Avec pour conséquence un taux de chômage classique, probablement élevé chez les individus souffrant de handicaps professionnels, les jeunes sans formation tout particulièrement.

Alors qu'il y a trente ans l'évolution du marché et les incitations de la morale sociale allaient dans le même sens et conduisaient, dans une situation de plein emploi, à une réduction de l'inégalité de la distribution des revenus, il n'en est plus de même aujourd'hui. Les gouvernements se heurtent à une évolution économique qui contredit leur politique sociale.

Schizophrénie sociale

De solution miraculeuse il n'y en a pas, puisqu'il faudrait décompenser partiellement le coût du travail et rémunération. Plusieurs voies peuvent être explorées. Elles posent des problèmes éthiques différents :

- Réduire très sensiblement le SMIC, au moins pour les jeunes, mais les inégalités de rémunération de ceux qui sont employés s'accroîtraient.

- Modifier l'assiette des charges sociales pour diminuer le coût du travail des catégories de faible compétence (la CSG a été à cet égard une bonne réforme).

- Améliorer la productivité des individus de faible compétence par une meilleure formation et une organisation du travail adaptée, mais ne nous faisons pas d'illusions, il y faudra l'effort de toute une génération.

Aucune des voies possibles ne peut conduire à un résultat tangible sans des efforts de grande ampleur qui susciteront des résistances tenaces. Les chômeurs - il est le drame - ne constituent pas un groupe organisé.

Le pronostic est sombre, car le plus probable est que l'on augmentera le SMIC sans toucher aux charges sociales au nom de l'équité, que l'on se bornera à parler de réforme du système éducatif et que l'on pleurera la fatalité qui condamne au chômage les jeunes sans formation, tout en s'élevant contre l'immigration. Un beau cas de schizophrénie sociale.

JACQUES LESOURNE

M. Giral (CNPF) envisage une hausse de la cotisation d'assurance-chômage

L'UNEDIC, le régime d'assurance-chômage, « s'en oblige de revoir ses cotisations et ses prestations avant la fin de l'année s'il veut maintenir son équilibre financier », affirme M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, dans un entretien publié le 24 juin par *Libération*. M. Giral, qui observe que « le chômage recommence à augmenter », indique qu'il « faut savoir comme nous l'avons déjà fait, diminuer les cotisations quand la conjoncture s'améliore et les relever, très provisoirement, le jour où il y a une période plus difficile à passer ».

« Avec l'augmentation de la cotisation maladie, nous sommes repartis dans la spirale infernale », poursuit le vice-président du CNPF. Selon lui, « un chômage important conduit à une diminution des recettes de la Sécurité sociale qui conduit le gouvernement à augmenter les cotisations, donc les charges des entreprises qui entravent le dynamisme de la croissance et pesent sur la compétitivité de notre pays ». Plus généralement, M. Giral déplore que le « mécanisme de transparence du système de protection sociale (...) pousse à l'irresponsabilité ».

Le nombre de chômeurs a augmenté en Europe au mois d'avril

Le chômage a encore augmenté en avril dans les douze pays de la Communauté européenne, selon les statistiques publiées par Eurostat. En données corrigées, le taux est passé à 8,6 % de la population active, en hausse de 0,1 point sur le mois précédent, et de 3 % en trois mois. La hausse touche particulièrement les jeunes (+ 5 %) et les hommes adultes (+ 4,5 %). Sans l'ancienne Allemagne de l'Est, on comptait 14,7 millions de demandeurs d'emploi à la fin mars, en données brutes, dernier chiffre connu.

Selon les pays, le taux de chômage s'établit ainsi : Irlande, 17 % ; Espagne, 15,5 % ; Italie, 9,7 % ; France, 9,3 % ; Belgique, 8,5 % ; Danemark, 8,3 % ; Grande-Bretagne, 8,1 % ; Allemagne (ex-RFA), 4,6 % ; Portugal, 4,3 % ; et Luxembourg, 1,7 %. Les données en provenance de la Grèce et des Pays-Bas ne sont pas disponibles.

(Publicité)

Présente depuis 110 ans dans ses locaux du 4, rue Anker à Paris, la

SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT

dans le cadre de son développement à PARIS et afin de mieux servir sa clientèle, a entrepris de rénover totalement ses bureaux :

Pendant la durée des travaux, elle transfère provisoirement son agence commerciale :

Clientèle Entreprises et Clientèle Privée

26, rue du 4-Septembre - 75002 PARIS

Tél. : (1) 48-01-13-13 - Fax : (1) 42-65-23-93

et sa Direction Régionale et ses Services Administratifs :

3 bis, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 PARIS

Tél. : (1) 48-01-13-13

Adresse postale : 3 bis, rue de la Chaussée d'Antin 75440 Paris Cedex 09

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle

Adresse _____ Ville _____

Code postal _____ Niveau d'études 90-91 _____ Age _____

désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Electronique
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Préparer un MBA	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Restauration
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Armées : Management et Logistique	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Arts et Technologies du Spectacle	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Assistante de Direction/Auxiliaire	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Prothésiste Dentaire
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Retaille le Baccalauréat
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Sténotypie/Communication
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémouille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur minitel **3615 code ORIENTATIO**

SIDÉRURGIE L'excédent commercial français se dégrade

Le rétablissement d'une sidérurgie compétitive en France coïncide avec une dégradation de l'excédent commercial français dans cette branche, indique une étude sectorielle de l'INSEE.

L'excédent commercial, qui était de 8,1 milliards de francs en 1989, n'est plus que de 2,8 milliards en 1990. C'est le solde positif le plus faible enregistré par la sidérurgie française au cours de la dernière décennie.

L'INSEE ne donne pas d'explication à ce phénomène. Il relève cependant qu'Usinor-Sacilor, qui occupe une position hégémonique dans la profession, a beaucoup investi pour acquérir des positions industrielles à l'étranger.

La production de ces filiales a probablement remplacé des exportations à partir de la France, selon les observateurs.

EN BREF

■ Les élus alsaciens demandent la TGV au président de la République. - Six cents élus alsaciens, réunis le 23 juin à Strasbourg, ont adopté une motion demandant que les représentants des collectivités territoriales situées sur le tracé du TGV Est (Paris-Strasbourg) soient reçus par le président de la République et qu'une date de construction soit enfin arrêtée pour cette ligne à grande vitesse. Ils veulent ainsi faire tomber les réticences du ministère de l'économie et des finances, qui juge insuffisante la somme de 4,5 milliards de francs que les collectivités territoriales ont consentie pour équilibrer un TGV dont la rentabilité n'est pas jugée suffisante par la SNCF.

■ Accord sur les navettes pour les petits trains dans le tunnel sous la Manche. Le consortium Euro-tunnel et la commission intergou-

FINANCES Les Sept et la montée du dollar

Suite de la première page

Le cours du dollar a en effet progressé de plus de 20 % depuis le début de l'année. Les opérateurs se doutaient que les grands argentiers se prononceraient contre la poursuite de l'appréciation du billet vert, ainsi qu'ils l'avaient déjà fait il y a près de deux ans.

En fait, le communiqué du 23 juin, tout comme ceux des deux rencontres précédentes, en avril et en janvier derniers, ne mentionne pas spécifiquement le dollar.

Il affirme, plus nettement qu'à l'habitude, « l'engagement à coopérer étroitement » sur le marché des changes, « en tenant compte de la nécessité de maintenir des marchés ordonnés, si besoin au moyen d'actions concertées appropriées ».

Cet engagement fort signifie que les banques centrales se tiennent prêtes à intervenir dès qu'elles le

jugeront opportun. Il s'inscrit dans le contexte de la multiplication des « signes d'une reprise économique générale » et de « la perspective de retour à la croissance » et d'une « inflation réduite dans les pays qui ont en récession (Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne) ».

Même si, selon le ministre français M. Pierre Bérégovoy, ces signes de reprise sont encore « difficiles à interpréter ».

Il ne s'agit pas de laisser l'envol du dollar - porteur potentiel de tensions sur les prix et les taux d'intérêt - mettre en péril ce regain prévu d'activité, ou les progrès importants réalisés dans l'ajustement des comptes extérieurs des grandes puissances économiques.

Le ton est celui de la vigilance, plutôt que celui de la protestation, contre le niveau du dollar. A 6,12 F, 1,80 mark et 140 yens, le cours actuel de la devise américaine ne semble pas être un sujet de préoccupation majeure pour l'un ou l'autre des membres du groupe des Sept. Lundi 24 juin, les opérateurs poursuivaient leurs achats de dollars, afin d'évaluer jusqu'à quel point ce mouvement pouvait être toléré par les autorités monétaires.

En matière de taux d'intérêt, les conclusions des Sept sont nettement moins précises. Si ces derniers se prononcent en faveur d'une « baisse des taux d'intérêt réels », ils reconnaissent cependant que « l'approche envisagée devrait refléter les situations différentes de chacun des pays ».

Est-ce une allusion à l'Allemagne qui, en dépit de l'appel à la baisse des taux lancé depuis le début de l'année, a durci sa politique de crédit en raison des craintes d'accélération de la hausse des prix ? Si tel

est le cas, la victoire est grande pour le gouverneur de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, qui vient de vivre son dernier G7, puisqu'il quittera son poste le 1^{er} juillet.

Sur le thème de l'aide à l'Union soviétique, l'Allemagne - qui s'est le plus engagée en faveur d'un soutien massif - n'aura en tout cas pas obtenu de satisfactions importantes à Londres.

Le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, a déclaré que l'ensemble du groupe était désormais d'accord pour que l'URSS obtienne un statut de membre associé au Fonds monétaire international. Mais plusieurs Etats européens estiment qu'il devrait s'agir d'une véritable adhésion.

On est loin de la définition d'un calendrier en vue de l'insertion de l'URSS au sein des institutions monétaires internationales et encore plus de celle d'un programme de soutien financier.

L'attitude que prendront les Sept lors de leur rencontre avec le numéro un soviétique, à l'issue de leur sommet de juillet, reste largement inconnue.

Si les ministres des finances et les gouverneurs de banque centrale ont largement balisé le terrain économique et financier en vue du sommet de Londres, ils ont laissé une lourde tâche aux représentants personnels des chefs d'Etat, qui doivent se rencontrer plusieurs fois encore avant la « grand-messe » de Londres.

FRANÇOISE LAZARE

PARIS

Catalogue de 1 600 titres rares, curieux, anciens ou épuisés 124 pages, 114 illustrations dont 10 en couleurs 50 F

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

12 SS 58 G

10 RUE DE LA CHAUSSEE D'ANTIN PARIS

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Heurs et malheurs du passage à l'économie de marché

L'île soviétique de Sakhaline connaît progressivement une privatisation de fait

Grâce au dynamisme du président du comité exécutif de Sakhaline, M. Valentin Fedorov, la grande île de l'Extrême-Orient soviétique pourrait bien être l'une des premières régions de cette partie du monde à prendre un timide essor.

YUSHNO-SAKHALINSK de notre envoyé spécial

Surnommé « le Napoléon de Sakhaline », M. Fedorov - qui se présente comme le « gouverneur de la place » - ne s'embarrasse guère de règlements qu'il estime surannés. Et il encourage ses administrés à en faire autant. « A Sakhaline, on bâtit le capitalisme. Une économie de marché est en train de naître ou forceps sur les ruines du collectivisme », nous dit cet homme aussi fluide que bouillonnant, scandant ses propos de claquements de la main sur son bureau. « On aura tout le temps d'étranger le vieux système une fois que l'on aura mis le nouveau en place », ajoute-t-il comme pour justifier le caractère expéditif de certaines de ses décisions allant à l'encontre des dispositions légales non encore officiellement abrogées.

Ancien directeur de l'institut de recherches économiques Plekhanov à Moscou, spécialiste de l'économie ouest-allemande et auteur d'un ouvrage sur l'âme germanique, M. Fedorov pense que la grande zone économique de la mer du Japon est une utopie. « A l'horizon du siècle prochain peut-être, mais pour l'instant, il faut travailler au coup par coup. » Estimant que les Japonais sont prisonniers de leurs revendications territoriales, il cherche à attirer les

Coriens, les Taïwanais et les Chinois d'outre-mer, et il a créé un Fonds de développement pour Sakhaline.

La signature du premier contrat de joint-venture avec des intérêts coréens à Kounachir, une des quatre îles des Kouriles revendiquées par les Japonais, est clairement un coup de semonce à l'adresse de ces derniers (le Monde du 19 avril). Une entreprise française qui devait fournir (en échange de poisson) une usine de traitement de produits marins à Itourop (autre île du sud des Kouriles réclamée par le Japon) a préféré geler le contrat en raison de l'incertitude qui pèse sur l'avenir de ces territoires. Des accords de pêche, qui ouvriront le Kamtchatka aux Coréens, entreront en outre en vigueur en janvier 1992. A la suite des entretiens entre M. Gorbatchev et le président Roh Tae-woo, à Cheju, en avril, les Coréens se sont enfin engagés dans l'exploitation du gaz naturel de Sakhaline.

« E.T. »

A Sakhaline, les habitants commencent néanmoins à demander si M. Fedorov, ce « E.T. », comme disent certains, qui s'est parachuté de Moscou il y a deux ans, ne « roule » pas d'abord pour lui, avec comme seule préoccupation son avenir politique. « Défier les lois en affirmant qu'on légalisera les choses après : c'est bien. Mais, demain, Fedorov sera peut-être promu à un autre poste, et nous, nous poierons les pots cassés », estime un jeune entrepreneur local.

Ce laxisme laisse aussi la bride sur le cou à une petite criminalité, notamment d'origine coréenne. Celle-ci règne sur divers trafics dont le marché des voitures japonaises d'occasion dans les ports de

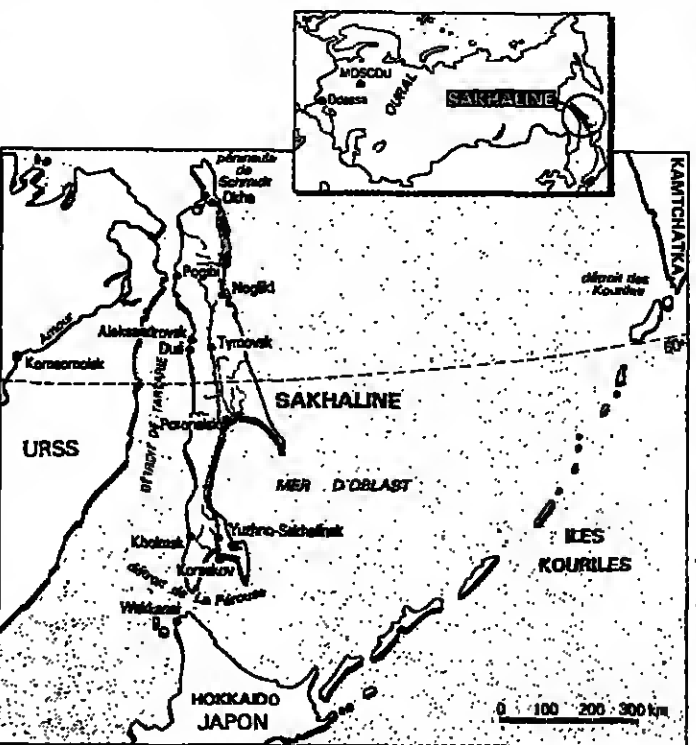
Kholmsk et de Korsakov. Ces voyous sont souvent mieux armés que la milice : les usines d'armement vendent moins, et le surplus est « recyclé » dans le privé. La criminalité, qui était traditionnellement faible à Sakhaline, suscite des inquiétudes.

Depuis l'ouverture de l'île, en janvier dernier, sont apparus, en outre, les truands venus du continent, et avec eux la drogue. En cas de vol d'une voiture, inutile d'aller à la police, commente un habitant, elle ne fera rien : le mieux est d'essayer de « racheter » son propre véhicule aux voleurs en passant par l'entremise de voyous.

Résultat néanmoins du forcing, non sans quelques bavures, de M. Fedorov, une sensible progression de la privatisation de fait de l'économie de Sakhaline, qui se traduit par une multiplication d'initiatives : d'un prolifique marché parallèle aux personnes qui se sont mises à leur compte et ont de l'entregent, héritage de leurs relations antérieures pour débiter toutes sortes d'affaires moyennant rétribution, ce passant par les commerçants de fortune qui ouvrent boutique dans leur appartement. Les plus démunis sont ceux qui n'ont rien à échanger : petits fonctionnaires et militaires.

Quelques milliers de dollars...

Le nerf de la guerre reste les devises. Et ceux qui sont en cherté avec des entreprises étrangères sont avantagés : grâce à une avance de quelques milliers de dollars, ils « gèrent » au marché noir en capital en roubles leur permettant de démarrer. Avec les premiers bénéfices, ils rachètent leurs partenaires. Il existe actuelle-



ment vingt-trois entreprises conjointes à Sakhaline, essentiellement dans le traitement des produits de la mer. La plupart du temps, la mise de départ est faible : les partenaires étrangers ont en réalité acquis ainsi un droit d'exploitation des ressources naturelles de la région. L'investissement est amorti en deux ans. Sea Saffco, entreprise soviéto-vietnamienne (avec, en sous-main, de l'argent japonais), exporte

1 800 tonnes de crabes par an. L'investissement est minime (un hangar, dix-huit employés soviétiques et des bateaux loués), mais les profits substantiels.

Il reste cependant nombre d'obstacles au développement des joint-ventures : la participation du partenaire soviétique ne peut être fournie qu'en ressources naturelles (puisque l'on ne dispose pas de devises). Or ceux qui traitent les ressources naturelles ont une

large marge de manœuvre réduite en raison des quotas imposés par les autorités : ils ne peuvent consacrer qu'une faible quantité de la production à des opérations extérieures.

L'autorisation obtenue récemment par M. Fedorov de disposer d'une partie des ressources naturelles de l'île pour le développement de celle-ci pourrait amorcer une évolution. Mais certains entrepreneurs locaux sont préoccupés : l'administration centrale semble donner de nouveaux tours de vis, comme si un tournant analogue à celui que l'on sent en politique était en train de s'opérer en matière économique.

C'est surtout pour ses ressources en énergie (gaz naturel et pétrole) que Sakhaline intéresse les sociétés étrangères. Talonnés par les Coréens, les Japonais s'activent. La maison de commerce nipponne C. Itoh a récemment conclu un accord de troc avec les autorités locales, aux termes duquel elle livrera des marchandises diverses en échange de pétrole. Elle est en outre en pourparlers avec Exxon Corp. pour la prospection conjointe des réserves en gaz et en pétrole de l'île. La Banque nipponne d'export-import devrait prendre la tête d'un consortium bancaire et financer une partie de l'opération, d'un coût total de 5 milliards de dollars (30 milliards de francs environ). C. Itoh envisage également de moderniser les installations de raffinage d'Okha, à l'extrême nord de l'île.

Dans son grand dessein de faire de Sakhaline une vitrine, M. Fedorov songe à privatiser les chemins de fer. Ce sont les Japonais qui les ont partiellement construits. Ils pourraient les racheter...

PHILIPPE PONS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



MESSAGE DU PRÉSIDENT

Cela fait dix ans que j'ai pris la présidence et la charge de notre groupe. Les anniversaires sont l'occasion de mesurer le chemin accompli pour les entreprises comme pour les hommes et de comparer les résultats avec les espérances. Notre chiffre d'affaires est passé de 7,8 milliards à plus de 30 milliards ; la moitié étant réalisée hors de France. La probabilité quasiment nulle il y a dix ans n'a cessé de croître et même si le résultat d'exploitation ne s'est pas développé comme on le souhaitait en 1990, il est tout de même de 492 millions de francs après les plus ou moins values, malgré les frais financiers dus à nos importantes acquisitions. Nous employons 15 000 personnes et nous employons aujourd'hui plus de 300 000 personnes à travers 300 sociétés dans quarante pays.

Dès fin 1980, j'ai annoncé mes deux grandes ambitions pour Hachette : devenir un des premiers ensembles de communication dans le monde - c'est-à-dire multimédia (de l'écrit à l'audiovisuel) et multinational (autant d'activités hors de France qu'en France). Ces deux objectifs sont atteints.

Désormais, nous sommes des acteurs majeurs dans le livre, les journaux, les magazines, l'affichage, la radio, le cinéma et les spectacles, la télévision en même temps que l'imprimerie, la distribution, la vente au détail. Nous sommes donc implantés dans une quarantaine de pays et particulièrement forts en Europe et dans les Amériques. Hachette est devenu un nom mondialement connu et respecté, toujours cité dans les cinq premiers groupes du monde. La course à la concentration, symbole de puissance, semble aussi stratégique dans le domaine de la communication que dans celui de l'industrie lourde comme l'automobile. Comme le plupart des grandes sociétés de communication qui s'appuient sur des groupes industriels et financiers auxquels elles sont liées, Hachette est perçue sur le théâtre international dans un ensemble regroupant une très large expression de la culture française avec le modernisme le plus avancé de la haute technologie française. Ce qui est un atout.

Mais Hachette, c'est aussi des produits, des marques, des programmes d'information, de divertissement par lesquels le groupe s'adresse tous les jours à des dizaines de millions d'hommes et de femmes sur tous les continents. Je citerai en vrac Fayard, Grasset, Tout l'Univers, le Provençal et les Dernières Nouvelles d'Alsace, Elle et Télé 7 jours, Héro Corbell, Giraudy, Europe 1, les Relais H, enfin La Cinq mais aussi Woman's Day et Car and Driver, Gröllier, Teleprograma, Diez Minutos, etc.

Cependant, il ne saurait être question de céder à la course sans frein pour le développement et la croissance à tout prix. Je sais les risques qu'impliquent de lourds investissements lorsqu'ils débouchent sur une conjoncture économique difficile, voire une récession. Et justement, nous traversons aujourd'hui une situation de crise mondiale dans laquelle la France n'est pas - loin s'en faut - la plus touchée. Les dépenses de consommation ont baissé partout dans le monde en même temps que les investissements publicitaires, qui sont particulièrement frappés. Aussi sommes-nous sérieusement affectés par la conjoncture mais un groupe multinational doit savoir réagir et même anticiper de telles situations contraires.

Malgré son endettement, dû aux lourds investissements réalisés ces dernières années, Hachette est solide, en bonne santé, avec des finances saines. Mais il est clair que - plus que jamais - la ligne que nous suivons sera placée sous le signe de la rigueur. Cela signifie que nous ne dépasserons jamais le juste équilibre entre l'investissement pour l'expansion et la rentabilité pour la sécurité et l'indépendance. Notre ligne permanente consiste à faire converger les objectifs et les intérêts du personnel et des actionnaires.

Chacun souhaite le développement des activités et de la rentabilité de l'entreprise. Les uns y apportent leur dynamisme, leur expérience, leur motivation, leur solidarité et leur patriotisme d'entreprise. Les autres les soutiennent et les accompagnent, assurant la stabilité nécessaire dès lors que leur patrimoine fructifie en même temps que la rentabilité s'améliore.

JEAN-LUC LAGARDÈRE

Le résultat net consolidé pour la part du groupe a représenté 492 millions de francs pour l'exercice 1990. L'assemblée générale ordinaire du 20 juin a décidé la mise en distribution d'un dividende net de 4 F par action, donnant droit à un avoir fiscal de 2 F, soit un revenu global de 6 F. Ce dividende sera mis en paiement le 9 juillet 1991.

Les pouvoirs d'achat

vus par le BIT

Trois heures pour 1 kilo de riz...

L'enquête annuelle du Bureau international du travail (BIT) sur les écarts de pouvoir d'achat donne parfois lieu à un inventaire à la Prévert mais elle présente l'avantage de fournir une illustration particulièrement concrète des différences de niveau de vie dans le monde.

Ainsi, le BIT constate qu'en 1989 « un ouvrier soudanais, un serveur de Sri-Lanka, un fleur yougoslave, un conducteur d'autobus du Bangladesh, un boulanger de République centrafricaine ou un vendeur d'épicerie du Lesotho devaient tous travailler plus de trois heures pour gagner de quoi acheter un kilo de riz ». En revanche, une heure de travail d'un menuisier suédois ou d'un postier de Polynésie française permet de se procurer au moins neuf kilos de riz.

Alors qu'une heure de travail suffit au boucher de Copenhague pour acheter deux kilos de viande, son homologue soudanais devra y consacrer trois heures. Autre comparaison édifiante mais guère rassurante : l'achat d'une canette de bière de 33 centilitres équivaut à près d'une heure de conduite pour un chauffeur de bus indien ou birman alors que, insiste l'étude, « plus heureux, leurs collègues de Chypre, de Tchécoslovaquie et d'Uruguay gagnent suffisamment en un jour pour s'acheter plus de six canettes ».

Le BIT - qui a passé au crible les salaires si la durée du travail de 159 professions dans 49 groupes sociaux ainsi que les prix moyens de 93 produits alimentaires dans plus d'une centaine de pays - s'intéresse aussi à l'échelle des rémunérations dans une même économie. En Bolivie, « une infirmière gagne presque trois fois plus qu'un menuisier mais avec une durée du travail des deux tiers », alors qu'au Lesotho, « un médecin gagne huit fois plus qu'un postier et, au Bangladesh, un réceptionniste d'hôtel rapporte à la maison trois fois plus qu'un fleur ».

J.-M. N.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOUSCRIVEZ A L'EMPRUNT FRANCE TELECOM



2,5 milliards de francs

Prix d'émission : 98,74 % soit 4937 F par titre
DURÉE : 10 ANS
TAUX NOMINAL : 9,30 %
TAUX ACTUEL : 9,50 %
Intérêt payable le 8 juillet de chaque année et pour la première fois le 8 juillet 1992. Amortissement au pair in fine le 8 juillet 2001.
Date de jouissance et de règlement : le 8 juillet 1991.
Souscription dans les banques, bureaux de Poste, Trésor, Caisses d'Epargne.
BALO du 24 juin 1991, visa COB n° 91-245 du 19 juin 1991.
Une note d'information est tenue gratuitement à la disposition du public.



LE SALON DU BOURGET

Un engagement du premier ministre

La France soutiendra l'exportation du Mirage 2000-5

Avant d'assister à une présentation en vol de certains avions et hélicoptères exposés au Bourget, d'où a été absent le prototype du Rafale en raison d'une panne de son circuit de freinage, M^{me} Edith Cresson a déclaré, samedi 22 juin, que le gouvernement est très attentif à la réussite commerciale du programme Mirage 2000-5 à l'exportation.

« Dois-je rappeler, a expliqué M^{me} Cresson, l'importance pour notre industrie aéronautique militaire de la réussite à l'exportation du Mirage 2000-5, qui sera équipé du nouveau radar multibande RDY et du missile air-air MICA? » C'est la première fois qu'un premier ministre apporte en public un soutien officiel à un avion conçu, sur leurs fonds propres, par ses constructeurs pour l'étranger.

« La France, a ajouté M^{me} Cresson, a l'un des dispositifs réglementaires de contrôle des exportations les plus rigoureux et appliqués scrupuleusement. C'est avant tout à un renforcement des disciplines internationales que nous devons nous atteler pour ne pas pénaliser nos exportateurs par rapport à leurs concurrents. La politique française d'exportation d'armement doit se fonder sur une analyse renforcée des risques de toute nature - politique, militaire mais aussi financier - que ces exportations font courir à notre pays. Une fois les principes directeurs fixés par le gouvernement, il appartient aux industriels de réaliser leurs ventes vers les pays les plus solvables. »

A propos du Rafale, qu'elle a qualifié de « programme-phare de notre industrie aéronautique », le premier ministre a estimé que cet avion de combat « sera pourvu d'un système d'armes d'avant-garde qui répondra aux menaces du début du vingt et unième siècle. Mais elle a insisté sur « la nécessité de conduire ce programme dans les délais et les coûts prévus, sans perfectionnisme inutile ». Elle a suggéré que « la prochaine génération d'avions de combat (en Europe) ou une rénovation à mi-vie du Rafale et de l'EPA (le projet d'un avion de combat commun au Royaume-Uni, à l'Italie, à l'Allemagne et à l'Espagne) soient lancés en coopération. »

« Dans la réflexion en cours, a ajouté M^{me} Cresson, sur la nouvelle loi de programmation, une priorité sera accordée au respect des engagements de la France en matière de programmes internationaux et tout nouveau projet de coopération sera encouragé. »

Au nom de cette volonté de la France de privilégier « un choix européen », le premier ministre a invité l'Espagne et la Grande-Bretagne à se rallier au programme franco-allemand de l'hélicoptère armé Tigre.

Un avertissement aux Américains

Elle a également demandé à l'Italie de coopérer avec l'Allemagne, les Pays-Bas et la France sur le projet NH-90 d'hélicoptère de transport et de lutte anti-sous-marine, ce qui sous-entend que le gouvernement français donnera à l'armée de terre - qui hésite encore (le Monde du 18 juin) - les moyens de le financer.

« De façon générale, a dit le premier ministre en évoquant le recours à des achats à l'étranger, nous sommes favorables à une augmentation des échanges inter-européens et transatlantiques dans le domaine de l'armement, à la condition, bien sûr, d'une réciprocité satisfaisante dans l'ouverture des

marchés nationaux. (...) Enfin, l'existence d'une industrie d'armement compétitive ne se conçoit pas sans une politique d'exportation dynamique. »

Revenant, enfin, des déclarations précédentes de certains de ses ministres et des industriels concernés, M^{me} Cresson a mis en garde les Etats-Unis qui accusent, devant le GATT, les Européens de financer la construction de l'Airbus grâce à des subventions publiques. « Un différend bien connu de tous, a-t-elle expliqué, persiste sur le problème des soutiens publics (à l'Airbus). Les Européens sont, sur le sujet, ouverts au dialogue. Ils ont fait preuve d'esprit de conciliation. Unis par une solidarité sans faille, ils ne laisseront pas démonter leur industrie aéronautique civile. »

D'un ton sévère et solennel qui a frappé l'assistance, le premier ministre a averti les Américains : « Je ne souhaite aucun affrontement, mais une reprise des négociations dans un esprit de compréhension mutuelle des systèmes d'aides différents que chaque pays - je dis bien chaque pays - met en œuvre pour maintenir une industrie stratégique. »

M^{me} Cresson au secours de Dassault

par Jacques Isnard

M^{me} Cresson n'était pas obligée de couvrir de fleurs, comme elle l'a fait, le Mirage 2000-5 qui est un avion destiné par ses constructeurs à l'exportation et qui est développé selon la loi dite de « l'aventure privée », sans une aide financière de l'Etat.

Pourtant, le premier ministre, devant les clients étrangers réunis au Bourget, a tenu à dire publiquement quel intérêt son gouvernement porte à ce programme proposé à la Finlande et à la Suisse, y compris les pays qui ont reconnu avoir mis l'avion français en compétition officielle avec d'autres appareils en vue d'équiper leur armée de l'air. Un soutien aussi manifeste est assez inhabituel en France. Dans d'autres pays - ce fut le cas en Grande-Bretagne, par exemple, du temps de M^{me} Margaret Thatcher - il est un réflexe fréquent d'observer que le chef de l'exécutif n'hésite pas à monter en première ligne pour plaquer du matériel militaire, y compris en allant déranger lui-même sur le terrain auprès du gouvernement des clients en acquisition.

Dans le cas présent, M^{me} Cresson a apporté son appui à un industriel, le groupe Dassault, qui a du mal aujourd'hui à exporter sa production militaire. Le Rafale n'est pas dans la course : il ne sera pas livrable avant le fin du siècle. Seul, le Mirage 2000 est actuellement disponible sur le marché extérieur.

Or, l'industriel français ne parvient plus - cela fera bientôt trois ans - à vendre un Mirage 2000 à l'exportation. En dehors des Etats-Unis, qui accaparent une clientèle condamnée à être de plus en plus rare, impécunieuse et surtout exigeante en matière de compensations en retour, les autres constructeurs d'avions à l'étranger connaissent des difficultés identiques. Mais le cas de Dassault est particulier. Si son Mirage 2000 est aujourd'hui en panne d'exportation, c'est pour une série de raisons qui ne tiennent pas seulement à la médiocre conjoncture internationale.

L'onction du client national

Certes, l'emboîture de l'ONU contre l'Irak lui a laissé sur les bras quelques exemplaires de Mirage F1, non payés, du reste, par son client. Certes, encore, la Jordanie se révèle si désargentée qu'elle ne peut régler son contrat de Mirage 2000 conclu avant la guerre du Golfe. Certes, enfin, le long contentieux avec la Grèce sur les performances du radar de cet avion n'est pas totalement résolu, au point que le chiffre d'affaires 1991 de Dassault risque d'en souffrir.

Meis, en marge de ces problèmes de circonstances, il y a le fond, qui est que le Mirage 2000, tel qu'il a commencé d'exister en ses premières versions et tel qu'il est entré en service dans l'armée de l'air française, a eu à affronter des concurrents, américains ou autres, qui sont le fin du fin de la technologie.

D'où la décision de Dassault et

des industriels (Thomson, Matra et SNECMA) qui lui sont associés de lancer - à l'exportation - le Mirage 2000-5 développé sur fonds propres. Le groupe Dassault a lui seul consacré quelque 300 millions de francs en 1991.

Des Mirage 2000 en service dans l'armée de l'air française, par exemple, la nouvelle version, qui pourrait être livrée en 1995, se distingue par un nouveau radar (le RDY multibande), un nouveau missile (le missile multibande MICA électromagnétique), un nouveau système de contre-mesures intégré (l'ICMS) et une nouvelle cabine de pilotage. Le Mirage 2000-5 aura des missions d'interception, d'attaque au sol ou en mer et de reconnaissance. Ses détecteurs lui reprochent d'arriver deux ans trop tard sur le marché. Dassault réfute cet argument, en affirmant que les contrats éventuels, s'ils doivent être signés, seront conclus dans le courant de 1992 et n'ont pas besoin de l'être avant.

On peut donc considérer que M^{me} Cresson a voulu au Bourget donner, au nom de la France, le coup de pouce nécessaire à cet avion, en annonçant officiellement que son gouvernement était « très attentif » à la réussite - à l'exportation - d'un programme qu'il ne finance pas directement. La démarche est peu courante et, au Salon, elle a intrigué une bonne partie de l'assistance.

A vrai dire, l'Etat aide déjà le Mirage 2000-5. D'une façon assez discrète. La délégation générale pour l'armement coordonne les travaux, comme s'il s'agissait d'un programme national, en prêtant aux industriels ses structures de direction, ses moyens d'essais, ses équipes de qualification et jusqu'à ses services de vente en liaison avec l'armée de l'air, à qui il arrive de plaider à l'étranger la cause d'un avion qu'elle n'a pas acheté.

L'intervention inattendue du premier ministre en faveur de Dassault présage-t-elle autre chose? Nul n'ignore, en effet, que les constructeurs du Mirage 2000-5 voudraient que la France se décide à aller plus loin dans son soutien et, en particulier, que son armée de l'air en commande. Dassault ne cache pas qu'un avion de combat qui n'a pas reçu l'onction du client national est difficile à placer à l'étranger. D'où cette idée qui trotte dans la tête de certains dirigeants chez Dassault, d'un achat pur et simple de Mirage 2000-5 par l'armée de l'air française, pour compléter ses escadrons actuels, ou de la modernisation de ses premiers Mirage 2000 DA (dotés du radar RDM et du missile Super-530), acquis après 1983, avec le radar RDY et la missile MICA.

Financièrement asphyxiée par le coût prévisible du programme Rafale (quelque 188 milliards de francs sur vingt ans), l'armée de l'air française hésite à franchir le Rubicon.

La foire aux armes

Suite de la première page

Dans cette politique des ventes d'armes, qui témoigne d'une relative continuité en France, la seule note personnelle - mais importante - que le premier ministre a apportée au Bourget se consistait à demander aux industriels concernés de se tourner de préférence vers les clients les plus solvables.

Les « ardoises » laissées depuis quelque temps par certains pays (et l'Irak est loin d'être le seul de sa catégorie) incitent, en effet, à la prudence les responsables politiques. En réalité, ce tournant a été pris, depuis plusieurs années déjà, par les fournisseurs français - comme par les fournisseurs européens et transatlantiques dans le domaine de l'armement. Ce sont deux régions d'autant plus difficiles à prospecter que les Américains les assimilent à une chasse gardée : la

première, en y exerçant des pressions politiques au nom d'une sécurité commune et obligeant les alliés à « renvoyer l'ascenseur » aux Etats-Unis, et la seconde, en la considérant comme un « marché captif » à fort taux de croissance où le dollar - avec ses variations ou ses manipulations - fait et défait les contrats. Dans ces conditions, les Français ne sont pas toujours les mieux placés pour convaincre le client.

M^{me} Cresson ne l'ignore sans doute pas, qui a vitupéré, en termes particulièrement vifs, les Etats-Unis, accusés de ne pas accepter le jeu de la libre compétition, dans la lutte commerciale entre Boeing et Airbus Industrie ou dans d'autres secteurs de l'aviation aéronautique. C'est même un appel à la solidarité européenne qu'elle a lancé à cette occasion, dans l'espoir sans doute que le marché communautaire s'organise et que la France y tiende toute sa place grâce à des industriels qui ont été invités à privilégier les accords de coopération.

Record d'affluence

Ouvert depuis le 13 juin, le 39^e Salon du Bourget s'est achevé dimanche 23 juin, après avoir reçu plus de 450 000 visiteurs (au lieu de 390 000 en 1989). Pour la seule journée du samedi 22 juin, en présence de M^{me} Edith Cresson, ont compté près de 100 000 entrées. Ce record d'affluence est d'autant plus remarquable que les présentations en vol ont été, cette fois-ci, très limitées pour des raisons de sécurité et de coût.

Le Salon aura surtout été marqué par la totale des commandes enregistrées par Boeing (quantité et un avion) et par la décision de la compagnie Kuwait Airways de confier au consortium européen Airbus Industrie la reconstruction de sa flotte (quinze appareils) démantelée par la guerre du Golfe.

BREF

Une petite encyclopédie sur les religions et les croyances.

Le réveil de l'Islam

POUR LE PROCHAIN

Une information solide, d'une écriture aisée, pour élargir ses connaissances.

conf

(Publicité)

Première agence de communication spécialisée : enfants, adolescents et famille, PLUME ET CANARDS est au service des entreprises, des institutions et de la presse. Conseil, création de concepts rédactionnels et graphiques, réalisation de dossiers publi-rédactionnels... nous savons comment vous aider à toucher une cible jeune. Sur un mode ludique, éducatif et culturel, l'Agence PLUME ET CANARDS vend vos produits et valorise votre image auprès de votre clientèle junior.

PLUME ET CANARDS, 7 bis, rue Etienne-Peroux
78600 Maisons-Laffitte.
Contactez-nous au : 39-52-69-69
Fax : 39-12-10-20

COMMUNICATION

Se présentant comme un défenseur des deux chaînes publiques

M. Kiejman estime que « l'équilibre budgétaire n'est pas une fin en soi » pour A2 et FR 3

M. Georges Kiejman, ministre délégué chargé de la communication, marque progressivement sa différence d'appréciation avec M. Hervé Bourges, président d'A2 et de FR 3. Entendu le 20 juin par la commission des affaires culturelles du Sénat, il a réaffirmé que « le gouvernement n'était pas favorable à une fusion mais à un rapprochement » des deux chaînes publiques. « Rationalisation ne veut pas dire appauvrissement », a souligné M. Kiejman, qui s'est dit convaincu « qu'il n'y a pas de secteur public sans une véritable concurrence entre les deux chaînes ».

Lors de la même audition, le ministre a pris aussi une distance remarquée avec les polémiques sur le déficit d'A2 et de FR 3, qui ont entraîné le départ de l'ancien président, M. Philippe Guilhaume. « L'équilibre budgétaire n'est pas un but en soi pour l'audiovisuel public », a en effet affirmé M. Kiejman, en ajoutant à l'adresse des parlementaires : « Vous n'avez pas maintenu un secteur audiovisuel public pour en faire une entreprise comme les autres. »

Le ministre de la communication pense que l'audiovisuel public doit connaître une « amélioration de la forme et du fond ». Il estime que le plan social annoncé dans les deux chaînes devrait privilégier les départs en retraite et en préretraite et s'est

voulu rassurer : « Je ne crois pas qu'un quart du personnel devra quitter son emploi. »

Invité le 21 juin par la Fédération nationale de la presse d'information spécialisée, M. Kiejman a eu l'occasion de préciser aussi sa politique à l'égard des entreprises de presse. Il a notamment confirmé l'engagement pris par l'ancien premier ministre, M. Michel Rocard, de pérenniser les dispositifs fiscaux favorisant la modernisation des journaux.

Interrogé sur la suppression des déductions fiscales de 30 % en faveur des journalistes, le ministre s'est dit persuadé que « la situation économique globale de la presse en général ne lui permet pas de supporter les surcoûts qu'entraînerait une telle décision ». M. Kiejman a expliqué qu'il interviendrait auprès du ministre du budget pour trouver des aménagements dans le temps et plaider pour une application progressive de la mesure.

Enfin, le ministre a réaffirmé qu'il n'avait pas l'intention de modifier la loi de 1981, malgré ses insuffisances, sur la responsabilité des journalistes. Il s'est félicité des progrès du débat sur la déontologie et d'une véritable prise de conscience de la profession.

Le groupe Amaury renonce à vendre ses deux quotidiens régionaux

Après deux mois de fort discutées mais intenses négociations, le groupe de presse Amaury renonce à vendre ses deux quotidiens régionaux. C'est en avril que l'éditeur du Parisien et de l'Equipe avait annoncé son intention de céder ses participations dans le Maine libre (99 %) et le Courrier de l'Ouest (32,7 %) pour se recentrer sur le réseau parisien. Le Monde date du 14-15 avril. Aujourd'hui, la direction du groupe de presse semble changer complètement de cap : non seulement les quotidiens du Mans et d'Angers restent dans son giron, mais les éditions Amaury renforcent leur contrôle sur le Courrier de l'Ouest en faisant passer leur participation à 55 %. Enfin, le groupe Amaury indique que les deux titres devront présenter d'ici à l'automne un projet de redéploiement pour accroître leur rentabilité et leur diffusion.

L'annonce de la mise en vente des deux quotidiens avait provoqué un sensible émoi au sein de la presse française, où l'on attendait les manœuvres entre grands groupes pour une redistribution des territoires dans la région du « Grand Ouest ». Mais aucun des candidats à la reprise (Hachette, Hémart, Havas, Reed) n'a rompu le silence qui accompagnait les négociations. Il semble toutefois que le prix demandé par le groupe Amaury pour ses participations ait été jugé bien trop élevé dans le climat de morosité publicitaire qui entoure depuis quelques mois la presse quotidienne.

Le palmarès du festival du film d'entreprise de Biarritz

C'est un film de mécanicien culturel, *Arbait-Les tambours du Bronx*, réalisé par François Bergeron, qui veut au fabricant de lubrifiants Igo France le grand prix du Festival national de l'audiovisuel et de la communication de Biarritz, qui s'est tenu du 18 au 22 juin.

Le premier prix du film d'entreprise couronne les *Yeux du chat*, réalisés par André Cortines-Clavero pour le Syndicat des eaux d'Île-de-France. Le prix du vidéogramme d'entreprise récompense *Profession renifleur*, réalisé pour la Cetelem par Claude Degoutte et Philippe Allante. La compétition parallèle du deuxième Festival européen de l'image d'entreprise met en valeur pour sa part le film néerlandais *Contraste*, commandité par IBM Nederland, et le film italien *Eagle russe*, de Fiat.

Difficiles négociations dans l'achat d'espaces publicitaires

Eurocom veut contrôler Carat à parité avec les frères Gross

« Un accord ne peut reposer que sur la parité. » C'est en nom de ce principe que M. Alain de Pourbaix, patron du groupe publicitaire Eurocom, négocie la poursuite ou l'abandon de son alliance avec le principal acheteur d'espaces publicitaires européens, Carat. Les deux protagonistes se sont donc jusqu'au 30 juin pour résoudre leur différend. Eurocom a fort peu apprécié la restructuration d'Aegis, la holding qui contrôle Carat et dont il était actionnaire au même moment que les dirigeants de Carat, MM. Gilbert et Francis Gross (le Monde du 31 mai). Entrée le 18 juin malgré le vote négatif d'Eurocom, l'augmentation de capital d'Aegis aboutit à diluer la part d'Eurocom dans Aegis, et à renforcer celle des frères Gross.

Outre un retour à une parité dans le capital, Eurocom souhaite un vrai partage des décisions à tous les niveaux. Dans les faits, l'alliance conclue en 1989 entre les deux poids lourds français de la publicité a eu peu de résultats. Chacun continue de chasser des clients pour son propre compte et c'est ainsi que Carat a obtenu l'embauche du budget publicitaire de Walt Disney pour l'Europe sans y associer Eurocom.

Les achats d'espaces réalisés en commun dans certains pays européens ne représentent que 7 % du chiffre d'affaires d'Eurocom, soit un volume équivalent à celui de l'ancienne filiale commune Media Europe. Avant d'aller plus loin, M. de Pourbaix souhaite s'assurer que l'égalité entre partenaires sera respectée à leur bénéfice mutuel. Sinon, Eurocom s'affirme prêt à se désengager d'une alliance que ses retombées financières - les dividendes d'Aegis - ne suffisent pas à justifier, et à chercher ailleurs un associé pour construire un réseau européen d'achat d'espaces.

M. C. I.

LIEU-DIT

atelier floral

Sur un coup de cœur
Sur un coup de fil
Nos bouquets de fleurs
des champs... et de ville

à l'atelier ou sur commande
21, avenue du Maine
75015 Paris
Tél. : 42.22.25.94

CHAMPS ECONOMIQUES

Energie : l'affrontement inutile

La guerre du Golfe a provoqué une prise de conscience de la précarité des équilibres en cette fin de siècle

Paris, le 1^{er} juillet, pour la première fois les plus grands producteurs et les principaux consommateurs de pétrole s'assoient officiellement à la même table. Pour la première fois dialogueront également en direct les deux cartels rivaux, OPEP et AIE (1), sous l'œil attentif des grandes institutions financières mondiales : FMI, Banque mondiale, etc. Un événement passé jusqu'ici presque totalement inaperçu.

Et pour cause : dans l'attente d'une position claire des Etats-Unis les deux organisations, France et Venezuela, ont préféré jusqu'ici garder profil bas. Comment amorcer un dialogue si le premier consommateur et second producteur mondial d'énergie choisit d'embler de le boudoir ?

Quels que soient ses résultats concrets, l'initiative aura au moins un mérite : celui de clarifier la situation. Qui ou non les Etats-Unis acceptent-ils de mettre fin à l'affrontement qui, depuis plus de quinze ans, oppose le Nord au Sud, l'Occident à l'OPEP, pour le contrôle du marché et des prix pétroliers ? Car derrière les apparences c'est bien de cela aujourd'hui qu'il s'agit.

La guerre du Golfe n'a certes pas provoqué le choc pétrolier attendu. En ce mois de juin 1991, les prix du brut oscillent aux mêmes niveaux qu'il y a un an, dans une indifférence apparente générale. Pourtant, on aurait tort de se tromper : l'alerte a été chaude et elle a provoqué partout une prise de conscience aiguë de la précarité des équilibres énergétiques en cette fin de siècle.

« La guerre du Golfe a mis fin à une période de calme relatif du marché énergétique et de confiance croissante dans les capacités de production. (...) Elle a de nouveau focalisé l'attention sur la sécurité énergétique », assure l'Agence internationale de l'énergie dans son dernier rapport annuel.

Trois mois après la fin du conflit, six mois après la chute des cours, les leçons de ce « mini-choc » commencent en effet à être tirées, tant par les pays consommateurs que par les producteurs. Pour la première fois, elles vont dans le même sens et se résument en une question de fond : à quoi bon l'affrontement ?

Première leçon : les chocs finalement ne profitent durablement à personne. Contrairement aux précédentes crises, qui, toutes, s'étaient terminées sur la victoire de l'un ou l'autre camp (les producteurs en 1973 et 1979, les consommateurs en 1986), le mini-choc de 1990 s'est soldé par un match nul.

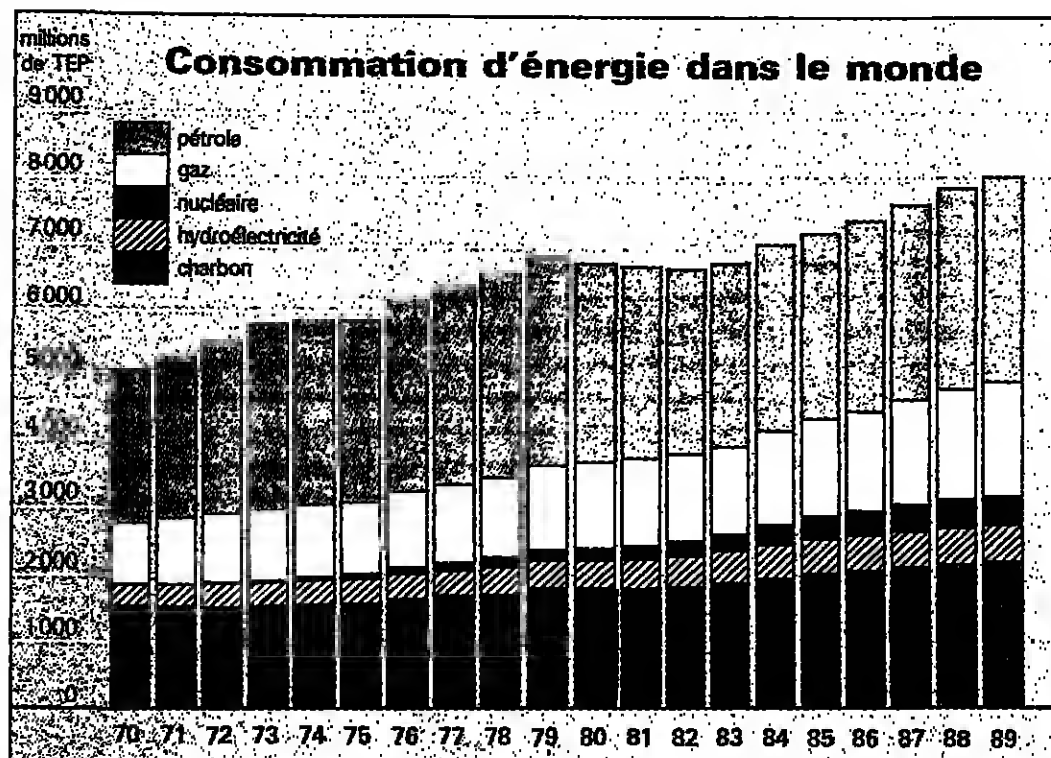
Pour la première fois les consommateurs ont utilisé les armes fourbies depuis quinze ans notamment au sein de l'AIE - stocks stratégiques, mesures d'urgence diverses, etc. - avec un succès certain puisque les cours sont retombés plus brutalement encore qu'ils n'avaient grimpé.

Pour les producteurs, la leçon a été amère. Mais pour les pays importateurs les plus dépendants, comme l'Europe et le Japon, elle n'en a pas moins été rude : ils n'ont pu éviter six mois d'emballement des prix et se sont retrouvés d'un jour à l'autre à la merci d'un seul pays, l'Arabie saoudite et de son protecteur les Etats-Unis.

Deuxième leçon : la sécurité de l'approvisionnement mondial dépend plus d'un seul pays, l'Arabie saoudite, que jamais de l'OPEP et surtout de l'Arabie saoudite. La crise a montré que la seule véritable soupape de sécurité était l'existence de capacités imployées, mobilisables au premier coup de canon. Or, compte tenu de la faiblesse des investissements réalisés depuis dix ans dans les zones sèches, situées hors de l'OPEP, les réserves de capacités disponibles sont concentrées dans les pays membres du cartel, au premier rang desquels les pétromonarchies du Golfe.

Le royaume wahabite a assuré à lui seul pendant toute la crise, et assure toujours aujourd'hui, plus des deux tiers des exportations mondiales. A 8,2 millions de barils/jour, sa production a presque rattrapé celle des Etats-Unis (9 millions) et se rapproche de celle de l'Union soviétique. Compte tenu du déclin continu de ces deux derniers, l'Arabie saoudite a de bonnes chances de devenir d'ici quelques années non seulement le premier exportateur, mais aussi le premier producteur mondial.

Troisième leçon : la dépendance persistante de l'Occident vis-à-vis du pétrole. Même les pays qui, comme la France avec le nucléaire, ont maintenu un effort important de diversification énergétique, se sont aperçus douloureusement que les produits pétroliers étaient toujours irremplaçables pour leurs emplois captifs : les transports. De façon générale la crise a relancé l'intérêt pour les économies d'énergie ou les techniques nouvelles comme la voiture électrique, soutenues par ailleurs par les préoccupations écologiques, ainsi que pour d'autres formes d'énergie : le nucléaire, gelé partout depuis dix ans, qui commence à revivre même aux Etats-Unis, le charbon, à condition qu'il soit propre, et surtout le gaz, de plus en plus prisé, dont la croissance atteint désormais 6 % l'an, trois fois plus que toutes les autres énergies.



Mais ce regain d'intérêt ne pourra pas produire de résultats concrets avant la fin du siècle : il faut sept ans pour construire une centrale nucléaire, dix ans pour développer un grand projet pétrolier ou gazier, et les investissements sont partout gelés depuis le début des années 80. Le résultat s'inscrit dans toutes les prévisions : l'équilibre énergétique mondial à la fin du siècle ne pourra être réalisé qu'au prix d'un recours accru au pétrole de l'OPEP, et probablement d'une hausse substantielle des prix.

L'Agence internationale de l'énergie a ainsi calculé que pour un prix de 21 dollars par baril en 1992 et de 35 dollars au début du siècle prochain (en dollars constants de 1990), la demande mondiale de pétrole augmentera de près d'un tiers (29 %) d'ici à 2005, la croissance la plus forte

étant due aux pays en développement et aux pays de l'Est. En face l'offre ne pourra suivre qu'à la condition que le Moyen-Orient augmente ses livraisons de 85 %. En 2005, selon ce scénario, jugé optimiste, le Moyen-Orient extraîrait donc 38 % du total mondial contre 26 % aujourd'hui, soit 32,3 millions de barils par jour au lieu de 17,4 millions.

Dans le cas où les prix du brut stagneraient jusqu'en 2005 au niveau de 21 dollars, la demande adressée au Moyen-Orient gonflerait de 43 % de plus que dans le scénario précédent, pour atteindre 46 millions de barils/jour... Un chiffre certes compatible avec les réserves connues de la zone, mais qui exige des investissements de capacité gigantesques.

L'alerte de la guerre du Golfe a porté. Ce n'est pas un hasard si l'on constate aujourd'hui un intérêt convergent des producteurs et des consommateurs pour tenter de faire évoluer les prix, les investissements et les capacités de manière à éviter tout à-coup. L'OPEP, depuis plusieurs mois, ne perd pas une occasion de souligner les risques de pénurie à la fin du siècle si les investissements ne sont pas faits à temps. L'AIE, de manière plus feutrée, multiplie elle aussi les mises en garde.

La tentation d'organiser le marché est d'autant plus forte que les moyens existent de le faire. La crise récente a aussi montré que les marchés pétroliers ont joué assez bien leur rôle d'indicateur. Les cours du brut, fixés au jour le jour sur des marchés libres, éminemment spéculatifs, sont certes aisément manipulables à très court terme. Mais, sur moyenne période, ils reflètent fidèlement l'équilibre global de l'offre et de la demande de brut. Un groupe restreint, rassemblant les principaux producteurs et consommateurs, pourrait donc aisément, sinon les stabiliser, du moins les maintenir à l'intérieur d'une fourchette, à condition bien sûr de s'entendre sur l'objectif. C'est aujourd'hui ce qui manque le plus.

Car les Etats-Unis paraissent décidés à ignorer les appels à la coopération lancés de tous côtés depuis la guerre du Golfe, fiers d'une position égoïste, mais privilégiée. Pourquoi s'engager dans un dialogue qui risquerait de fausser les sacro-saintes lois du marché lorsqu'on maîtrise non seulement la plupart des gisements du continent américain, grâce aux accords de libre-échange conclus ou en voie de l'être avec le Canada, le Mexique et à terme le Venezuela, mais qu'on contrôle aussi désormais les énormes réserves du Moyen-Orient, via l'Arabie saoudite et les autres pétromonarchies ? Quitte à se trouver contraint (et on l'aura déjà deviné) de céder celles-ci à la pointe du missile... A l'évidence, la guerre du Golfe n'a pas inspiré la même leçon des deux côtés de l'Atlantique.

VERONIQUE MAURIS

(1) Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et Agence internationale de l'énergie (AIE).

Etats-Unis : la relance du nucléaire

Face à la croissance de la consommation électrique les pouvoirs publics veulent accélérer la construction de nouvelles unités de production

ENTRERÉ depuis plus de vingt ans, en fait depuis l'accident de la centrale de Three Mile Island (Pennsylvanie) en 1979, le dossier de l'énergie nucléaire a été récemment relancé par l'administration américaine, ainsi que par une majorité du Congrès. Tirant profit d'une opinion publique apparemment moins rétive depuis que la guerre du Golfe a démontré la dépendance des Etats-Unis à l'égard du pétrole, les pouvoirs publics, aidés par certains parlementaires soumis à de redoutables lobbies, s'efforcent de faire examiner, d'abord par le Sénat avant la fin juin, puis dans la foulée par la Chambre des représentants, une série de propositions qui visent à réhabiliter le nucléaire à usage civil.

Parallèlement, l'augmentation de 30 % de la ligne budgétaire consacrée à la recherche et au développement des réacteurs nucléaires pour l'année financière 1992 est interprétée comme une confirmation de la nouvelle volonté de Washington. Dans les milieux spécialisés, on considère même qu'une version législative définitive de ces textes pourrait être votée d'ici à la fin de la session parlementaire, le 4 octobre prochain, avant le démarrage de la campagne pour l'élection présidentielle de 1992.

Toutefois, quantité d'obstacles doivent être levés, notamment au plan local, où les commissions régionales de l'énergie, les Utility Commissions, responsables de la production et de la distribution de courant et habilitées à fixer le prix du kilowattheure, ont encore droit de vie ou de mort sur les centrales nucléaires de leur territoire. Ainsi, la centrale nucléaire de Shoreham (805 mégawatts), construite dans l'Etat de New-York et près d'être exploitée par la Long Island Lighting Co. (LILCO) qui avait investi

5,5 milliards de dollars, munie des autorisations délivrées le 3 mars 1989 par la Nuclear Regulatory Commission, n'a jamais pu entrer en service.

Le gouverneur de cet Etat, Mario Cuomo, a en effet bloqué son démarrage du fait tant de la protection de l'environnement que de la sécurité des populations alentour, les autorités locales et les responsables de l'usine n'ayant pu se mettre d'accord sur un tracé d'évacuation en cas d'éventuel accident. Finalement, l'Etat de New-York a racheté la centrale pour 1 dollar symbolique (via une société-écran créée de toutes pièces, la Long Island Power Authority, chargée de déclasser l'installation) et encaissé 186 millions de dollars à son démantèlement, après autorisation, le 12 juin dernier, de la Nuclear Regulatory Commission. Les habitants de l'Etat de New-York ont vu leur facture d'électricité majorée de 5 %

par les pouvoirs publics d'Albany pour amortir l'investissement perdu, et le secrétaire à l'énergie, James Watkins, n'a pas encore trouvé la parade.

A en juger par l'état du parc nucléaire américain, inchangé depuis près d'une génération, il ne s'agit pas d'un cas unique. Les Etats-Unis, qui tiraient du nucléaire environ 21 % de leur production d'énergie électrique (contre plus de 75 % en France) alors que le charbon en fournit encore 56 % (moins de 9 % dans l'Hexagone), disposent de cent douze centrales en exploitation commerciale dotées d'une puissance totale de 101 661 mégawatts.

Une opposition écologique

Ces chiffres sont en apparence importants puisque, dans le monde, un réacteur nucléaire sur quatre est américain, mais en réalité très

insuffisants, compte tenu des besoins du pays. Actuellement, la demande électrique atteint 700 milliards de watts par an. Selon les estimations du département de l'énergie, elle devrait s'accroître de 250 milliards de watts d'ici à 2010 et de 1 250 milliards supplémentaires à l'horizon 2030.

D'ici là, un certain nombre de centrales actuellement en fonctionnement - dont la durée d'exploitation est prévue sur quarante ans environ - seront devenues obsolètes. En effet, la dernière commande remonte à 1973, la dernière construction achevée - et en exploitation - à 1978, et seule la mise en service des centrales du Texas, du New-Hampshire et de Pennsylvanie a permis de doubler la production nucléaire pour atteindre son niveau actuel.

Dans le même temps, l'opposition des écologistes et, bien davantage, les interminables procédures

administratives, ont allongé considérablement les délais entre la commande et la mise en production d'une centrale (quatorze ans en moyenne contre cinq à six ans en France et en Allemagne), pénalisant fortement les « électriciens ». C'est notamment à ce problème que s'attaquent les récentes propositions de loi, au nombre de soixante-dix, qui à ce jour ont été déposées au Sénat ou à la Chambre des représentants.

La Maison Blanche a présenté de son côté la version législative de sa stratégie énergétique nationale, rendue publique en janvier dernier ; mais, de l'avis général, le texte le plus global et le mieux structuré est celui du sénateur Bennett Johnston (démocrate, Louisiane), président de la commission de l'énergie et des ressources naturelles, et de son collègue Malcolm Wallop (républicain, Wyoming). Tous deux se sont assurés le soutien de John Dingell (démocrate, Michigan), le président

de la commission de l'énergie et du commerce de la Chambre des représentants, sur un texte qui ne peut que plaire à la Maison Blanche dans la mesure où il cherche à développer la production d'énergie (notamment nucléaire) au lieu de favoriser les économies.

Ce document comporte plusieurs dispositions importantes : pour accélérer la construction et la production des centrales, il est prévu que la Nuclear Regulatory Commission délivre une seule autorisation combinée pour la construction et l'exploitation d'un réacteur après avoir laissé le public s'exprimer lors des traditionnelles hearings (auditions). Il prévoit aussi la restructuration de l'Uranium Enrichment Enterprise du département de l'énergie.

Celle-ci abandonnerait son statut d'administration pour celui d'entreprise gouvernementale (à l'image de la Cogema en France) avant d'être privatisée si elle démontre, à l'issue d'un délai de trois ans, sa capacité gestionnaire. Cette décision vise à donner une plus grande liberté d'action à cette entité afin de reconquérir des parts de marché compromises par les concurrents, tel Eurodif qui détient 30 % du marché mondial, contre 50 % pour les Etats-Unis, lesquels, il est vrai, bénéficient d'un marché captif grâce à leur centaine de centrales.

Enfin, ce projet de loi vise aussi à remettre à flot l'industrie américaine de l'uranium naturel, sinistrée depuis une demi-douzaine d'années, alors que les Etats-Unis ne décollent pas de leurs quelque 15 % de la production mondiale et que le pays dispose de réserves très importantes, notamment dans le Wyoming, la patrie du sénateur Wallop...

Da New-York, SERGE MARTI.

Lire la suite page 22.

Les centrales dans le monde

	Installées	En construction	Commandées	Retirées	Annulées
Etats-Unis.....	112 (101 661)	8 (9 586)	-	37 (4 904)	132 (143 237)
CEE.....	132 (104 958)*	14 (13 204)*	1 (1 041)*	31 (5 072)	29 (25 487)
dont France.....	56 (55 873)	5 (6 850)	-	8 (1 388)	2 (1 942)
Europe hors CEE.....	22 (15 862)	-	-	2 (18)	4 (2 950)
Europe de l'Est.....	80 (43 228)	35 (27 798)	-	27 (5 429)*	48 (43 869)
Asie.....	68 (44 701)	22 (15 396)	16 (10 555)	2 (30)	11 (10 845)
Reste du monde.....	26 (18 091)	6 (5 668)	-	3 (481)	1 (640)
Monde.....	418 (328 489)	85 (71 548)	17 (11 596)	102 (15 933)	225 (227 028)

Les chiffres entre parenthèses indiquent la puissance électronucléaire en mégawatts nets.

* Y compris les tranches de l'ex-RDA.

(Source : Commissariat à l'énergie atomique pour 1990)

CHAMPS ECONOMIQUES

A la recherche d'un nouvel équilibre énergétique

URSS : du brut en berne

La production de pétrole soviétique devrait diminuer de 5 % à 7 % par an jusqu'en 1995

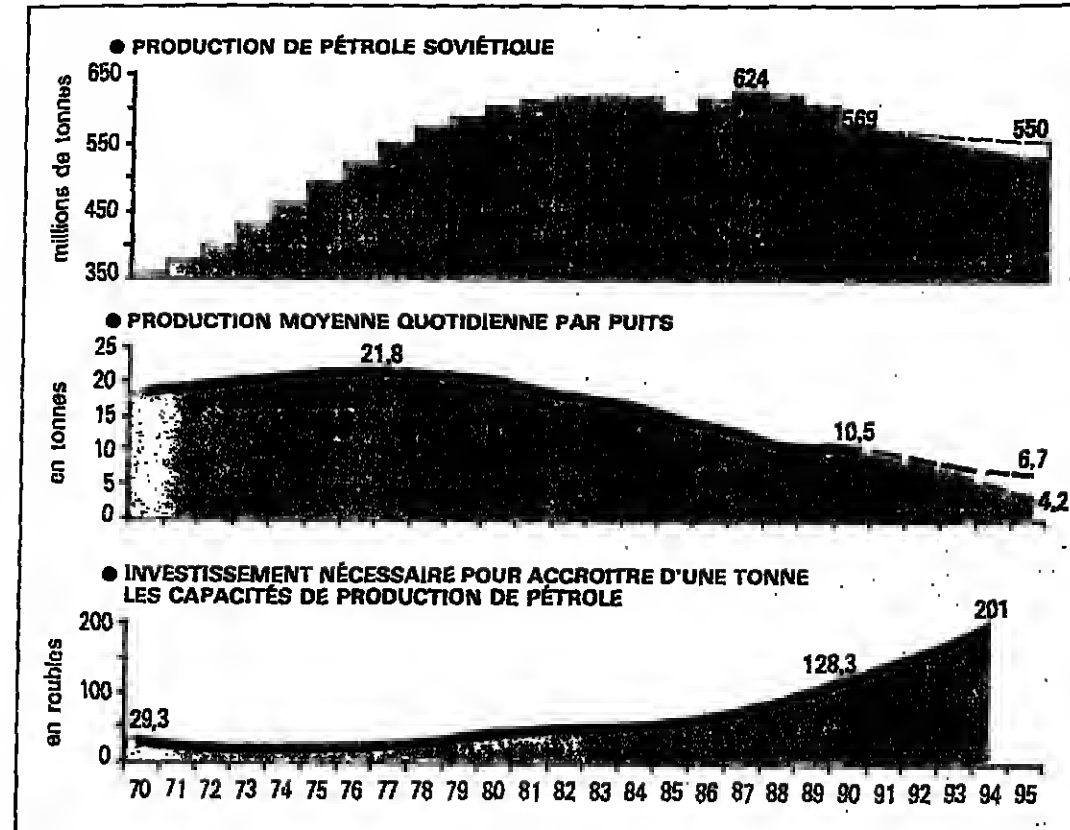
ENVOLÉE des coûts, rendements décroissants, pénurie d'investissements et de recherche, grèves, désorganisation, gaspillages. L'ensemble du secteur énergétique soviétique est malade, plus gravement encore qu'on ne le croyait jusqu'ici. A moins d'une révision complète du système de prix intérieurs, l'URSS ne pourra pas éviter une forte baisse de sa production de pétrole, de 5 % à 7 % l'an, au cours des deux ou trois prochaines années.

Ce déclin est très grave pour l'équilibre extérieur du pays : à prix internationaux constants, les recettes en devises liées aux exportations de brut pourraient dans ces conditions chuter de 45 % d'ici à 1995 ! Telles sont les conclusions d'une étude réalisée par une équipe de chercheurs soviétiques dirigée par le professeur Alexandre Arbatov, de l'Académie des sciences, et publiée par le Centre for Global Energy Studies, de Londres (1).

L'envolée des coûts

L'étude démonte, de l'intérieur, non seulement les origines de la crise, mais aussi, ce qui est plus original, les innombrables obstacles politiques et économiques bloquant toute chance de guérison rapide. Imbrications politiques compliquant les relations entre les autorités fédérales et les Républiques - la Russie contrôle à elle seule 91 % de la production de pétrole et 77 % de celle de gaz - résistance des administrations centrales aux tentatives de libéralisation des circuits, limites de l'ouverture aux techniques et capitaux étrangers, la situation du secteur énergétique apparaît durablement bloquée.

Selon toute vraisemblance, la production de pétrole devrait continuer à diminuer au cours des prochaines années pour revenir à 530-550 millions de tonnes en 1995, contre 570 millions en 1990. Cette chute est pratiquement inévitable compte tenu



des conditions techniques actuelles, dont témoigne l'érosion continue des rendements par puits, ainsi que de la limitation des investissements consacrés au secteur.

L'intervention de compagnies étrangères ne pouvant pas produire d'effets positifs notables avant plusieurs années, l'étude, qui souligne l'envolée des coûts de production, multipliés par 2,5 en quinze ans, ne voit dans l'immédiat qu'une solution : une réforme du système de

prix, jusqu'ici totalement déconnecté des cours internationaux, ce qui, d'un côté pénalise la production, et, de l'autre, encourage les gaspillages et la consommation, réduisant ainsi le surplus exportable.

Une réforme pour le moins douloureuse : pour aligner les prix intérieurs des produits pétroliers sur le marché international, il faudrait, calculent les auteurs, en retenant un cours réaliste du rouble (10 roubles pour 1 dollar), les multiplier au

moins par 40 ! Mais seule une réforme radicale rétablissant en quelques années une véritable économie de marché peut permettre d'espérer à terme une stabilisation de la production, donc des exportations et des recettes en devises de l'URSS.

V. M.

(1) « L'énergie soviétique. Un rapport d'initiés », mai 1991, Centre for Global Energy Studies, 17 Knightsbridge, London SW1 X7LY, Grande-Bretagne.

Etats-Unis : la relance du nucléaire

Suite de la page 21

A l'avenir, le gouvernement et ses diverses agences ne pourront acheter que de l'uranium d'origine nationale acquis auprès de producteurs américains. Parallèlement, des réserves stratégiques de 50 millions de livres vont être instantanées, obligatoirement constituées d'uranium américain.

Autant de perspectives - parfois protectionnistes - qui redonnent un espoir - prudent - aux industriels après de longues années qui les avaient contraints à totalement délaisser le marché domestique pour aller chercher des commandes ailleurs. Ainsi, General Electric a annoncé, fin mai, avoir conclu un accord avec le Japon pour construire deux centrales nucléaires dans ce pays, en coopération avec Hitachi et avec Toshiba. Une commande portant sur des réacteurs, du combustible nucléaire et des générateurs de turbines qui devrait rapporter plus de 1 milliard de dollars au groupe américain... et le nom d'un prestigieux client sur sa carte de visite.

« Il reste toutefois de gros obstacles à lever avant que le marché national rattrape son retard, estime un spécialiste du secteur. D'ici à 2030, si l'on en croit les prévisions officielles, le nucléaire, tout en restant à un peu plus de 20 % de la production d'énergie, aura doublé sa capacité, compte tenu de l'accroissement, dans des proportions encore supérieures, de la demande électrique. Mais il faudra régler d'ici là l'éternel problème des déchets. »

En 1987, le Congrès avait sélectionné le site de Yucca-Mountain, dans l'Etat du Nevada, pour le stockage des déchets d'origine civile ou militaire en couches géologiques profondes ; mais les auto-

rités de l'Etat avaient immédiatement déclenché un tir de barrage. Depuis, la Cour suprême a rejeté, le 4 mars dernier, l'appel intenté par cet Etat ; mais la bataille de procédure se poursuit, et ce n'est pas avant 2010 que pourront éventuellement être stockés sur cet emplacement des déchets radioactifs. Une fois qu'aurait été avalisée les centaines de milliers de documents prouvant qu'il ne représente aucun risque.

Avant que le recours accru au nucléaire soit définitivement passé dans les mœurs américaines, il faudra aussi convaincre une opinion publique encore très partagée que les futurs réacteurs « intrinsèquement sûrs » (à base de particules d'uranium protégées par de la céramique et du graphite), tels que les a qualifiés le professeur Lawrence Lidsky, du Massachusetts Institute of Technology, sont autre chose qu'une nouvelle idée de marketing. Certes, commencent à faire mouche les arguments en faveur d'une énergie propre au regard des inconvénients des sources fossiles (charbon et pétrole, pour l'essentiel), tels qu'ils sont apparus lors de la discussion, en 1990, de la « loi sur l'air pur » (le Clean Air Act) et tels que les vivent quotidiennement les habitants de Los Angeles exposés à l'oxyde de carbone ou leurs compatriotes du Maine soumis aux pluies acides.

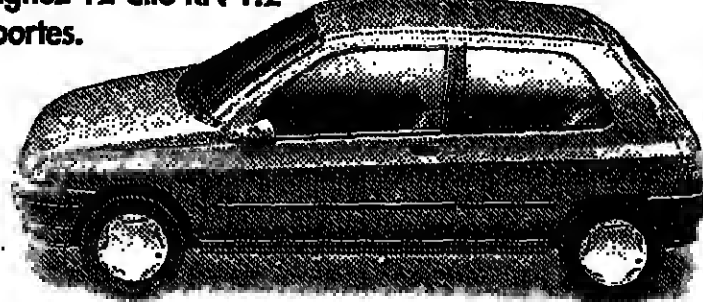
Toutefois, l'opinion publique américaine reste viscéralement prudente à l'égard des centrales nucléaires. Et elle ne voit guère de raison de changer d'avis puisque le prix du super à la pompe - son seul véritable souci en matière de consommation d'énergie - n'a pas augmenté. Même à l'issue de la guerre du Golfe.

de New-York, SERGE MARTI

Jusqu'au
30 juinC'est en musique
sur toute la gamme Renault.

Jouez et gagnez

En participant au grand jeu national gratuit de la Clé de Sol.

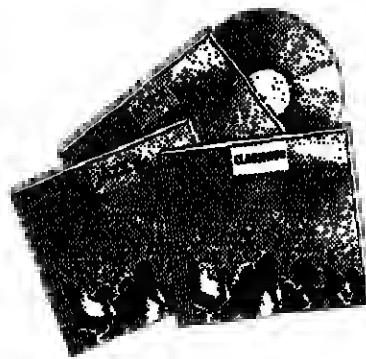
Gagnez 12 Clio RN 1.2
3 portes.

Economisez jusqu'à 7 000 F

Economisez jusqu'à 7 000 F sur la reprise de votre ancien véhicule si vous le passez depuis au moins 6 mois ou 90 % sur le prix des équipements en option, du contrat Losange ou du contrat d'entretien selon les véhicules signalés dans la limite de 7 000 F. Offres non cumulables et réservées aux particuliers.

Profitez de crédits exceptionnels

Pour partir au volant de votre nouvelle Renault profitez des crédits Diac et de financements particulièrement intéressants*.

Des milliers
de disques laser.

Un million de Pin's.

Nous vous attendons

DANS LE RÉSEAU RENAULT PARIS ILE-DE-FRANCE



مكتبة المجلد

CHAMPS ECONOMIQUES

A la recherche d'un nouvel équilibre énergétique

Les cercles vertueux du pétrole

Compte tenu de la position des Etats-Unis
les efforts de stabilisation des prix du brut auront du mal à aboutir

par Pierre-Noël Giraud

Il y a de puissantes raisons pour que les prix internationaux des matières premières fluctuent. Utilisées en amont des chaînes productives, leur demande subit de manière générale l'amplification des fluctuations de l'activité économique. Les déséquilibres instantanés entre offre et demande ne peuvent évidemment pas être absorbés par des phénomènes de files d'attente, comme c'est largement le cas de la plupart des biens durables et d'équipement. La demande est, à court terme, pratiquement insensible aux variations de prix, car si toutes les matières premières sont substituables à long terme, elles ne le sont jamais immédiatement, contrairement à la plupart des biens de consommation courante, du moins dans les pays riches. Par conséquent, la condition nécessaire pour que le fonctionnement des marchés de matières premières n'engendre pas d'amples fluctuations de prix est que l'offre soit particulièrement flexible et capable de s'adapter rapidement à une demande par nature instable.

Des enjeux géopolitiques

Or ce n'est pas le cas de l'essentiel des matières premières, minérales ou agricoles, à la notable exception près du pétrole. Dans l'industrie pétrolière en effet, une fois les puits équipés, il suffit, pour employer une expression certes simplifiée, mais dans le fond exacte, « d'ouvrir et de fermer les vannes » pour moduler la production. Techniquement donc, le marché du pétrole brut est sans conteste le plus facile à stabiliser par un contrôle de l'offre. Il l'a d'ailleurs été sur de longues périodes dans le passé de 1880 à 1910 (ère Rockefeller) puis de 1928 à 1970 (contrôle des 7 majors). C'est heureux, car, parmi les matières premières, le pétrole est de très loin celle dont les fluctuations ont les effets macro-économiques les plus puissants, il est comparable en cela aux seuls taux de change et d'intérêt. Le pétrole a lui seul compte en effet pour environ 10 % dans les échanges mondiaux de marchandises. Mais si les difficultés d'une stabilisation ne sont pas d'or-

dre technico-économique, elles sont par contre d'ordre politique, et à la mesure de l'importance des enjeux macro-économiques et géopolitiques liés aux prix du pétrole.

Cette praticabilité technico-économique a priori de la stabilisation des prix du pétrole vient de ce qu'il n'est nullement nécessaire, pour l'obtenir, de modifier les mécanismes du marché. Les pratiques commerciales actuelles, les cotations journalières, les marchés à terme, d'options et autres instruments de couverture et de spéculation, ont leurs raisons d'être : l'apparition depuis le milieu des années 70 de véritables marchés ouverts du brut et des produits, et l'existence de fluctuations de courte période. Celles-ci sont inévitables, et l'objectif d'une stabilisation ne peut être de les supprimer.

Ce sur quoi il est possible d'agir, ce sont les variations de périodes plus longues, telles que celles qu'ont connues les marchés depuis 1985. Le seul moyen d'action efficace, on l'a dit, c'est la mise en œuvre de « capacités-pommes », qui doivent être toujours en léger excédent sur la demande prévisible et modulable selon la demande effective.

Quant au prix autour duquel une telle stabilisation devrait opérer, il est tout aussi clair qu'il ne peut s'opposer à la « logique du marché ». Ce prix doit équilibrer non pas l'offre et la demande instantanées (qui, du reste, ne sont jamais égales), mais les taux de croissance de la consommation et de la production à ce prix.

Toute la difficulté proprement politique de la stabilisation vient du fait que, malheureusement, il n'y a pas un, mais toute une pléiade de prix d'équilibre possibles, ainsi définis. C'est le cas, d'ailleurs, de toutes les matières premières, mais pour le pétrole cette pléiade de prix d'équilibre « de marché » est relativement large, et ce, avant tout, en raison de l'anomalie géologique et démographique que constitue la péninsule Arabique.

On peut ainsi imaginer, a priori, un scénario de prix élevé - 30 dollars le baril - par exemple, et croissant à 5 ou 6 % par an. A ce prix, la consommation mondiale stagnerait ou croîtrait lentement, car le pétrole serait repoussé dans ses usages spécifiques par les autres énergies pri-

maires, et les économies de pétrole seraient plus intenses.

La production hors OPEP, condamnée à décroître avec des prix plus bas, pourrait peut-être alors se maintenir. Les pays du golfe Arabo-Persique, qui disposent de réserves longues à bas coût, se contenteraient d'offrir le complément. Leur production augmenterait certes très lentement, mais leur niveau de revenus serait élevé et croissant avec les prix.

Inversement, un scénario de prix bas, voire très bas selon la perception actuelle, disons 12 dollars par baril pour fixer les idées, pourrait a priori être aussi un scénario d'équilibre du marché mondial. Certes, dans ce cas la consommation de pétrole reprendrait une croissance soutenue, et l'offre non OPEP chuterait rapidement. Mais les pays du golfe Arabo-Persique, malgré les prix bas, auraient les moyens financiers de faire face à la croissance de la demande mondiale.

Une plage étendue

Un prix de 12 dollars leur laisse quand même, en effet, une rente de 9 à 10 dollars par baril, soit 3,6 milliards de dollars par an pour une production de 1 million de barils/jour, donc de quoi financer les extensions de capacité nécessaires, évaluées à 10 milliards de dollars par million de barils/jour. Certes, dans ce cas, les pays producteurs très peuplés du tiers-monde (Nigeria, Indonésie, Mexique, etc.) seraient dans une situation financière désastreuse, et les pays importateurs (en premier lieu les Etats-Unis) verraient leur dépendance à l'égard du Moyen-Orient croître très rapidement.

Ces deux scénarios sont donc des scénarios d'équilibre économique du marché mondial. Les conséquences macro-économiques et politiques du second impliquent cependant qu'il faut, en réalité, restreindre la notion de prix d'équilibre : il doit non seulement assurer l'égalité des taux de croissance de la consommation et de la production mondiales, mais également ne pas provoquer des déséquilibres économiques locaux ou des dépendances jugées politiquement inacceptables. Cette réserve fait cer-

tainement remonter le plancher de la plage des prix d'équilibre, au sens ainsi élargi, autour de 18 dollars. Il reste que cette plage est étendue !

Il va sans dire qu'une stabilisation respectant tant les mécanismes que la logique à long terme du marché serait bénéfique à tous et développerait, de plus, des cercles vertueux. Stabilisation crédible signifierait meilleure prévisibilité du prix, donc de la demande, meilleure allocation des ressources (économies d'énergie, énergies de substitution) et possibilité de mieux anticiper les investissements de production nécessaires, d'où en retour une meilleure capacité à gérer l'offre flexible.

Tout processus de stabilisation exige donc d'abord que les principaux acteurs concernés trouvent un consensus sur le prix d'équilibre (ou une zone restreinte de prix d'équilibre) à promouvoir. Ces acteurs sont : les Etats-Unis, l'Europe, le Japon et, parmi les pays producteurs, d'une part l'URSS, et d'autre part ceux qui, au sein de l'OPEP, ont un plus grand pouvoir d'action et devront mettre en œuvre les « capacités-pommes », à savoir les cinq producteurs du Golfe à réserves longues : Iran, Irak, Arabie saoudite, Koweït, Emirats.

Or les « préférences » de ces acteurs sont aujourd'hui divergentes. Leurs intérêts à long terme bien compris devraient conduire les pays européens et le Japon à ne pas s'opposer à des prix élevés : leur dépendance à l'égard du pétrole s'est beaucoup réduite, ils sont leaders dans les technologies énergétiques alternatives et, surtout pour l'Europe, les pressions écologiques poussent à des prix élevés de l'énergie en général. Evidemment, l'URSS et, parmi les pays du Golfe, l'Irak et l'Iraq, qui sont les plus peuplés et ont d'immenses besoins financiers, militent et militeront pour des prix élevés, soutenus en cela par les autres pays exportateurs peuplés du tiers-monde.

L'intérêt à long terme des pays du Golfe peu peuplés est par contre du côté des prix bas, car leurs besoins immédiats - du moins avant la guerre du Golfe - sont moins pressants, et parce qu'une telle politique accroitrait inévitablement à terme leurs parts de marché. Ils sont évidemment soutenus dans cette posi-

tion par les pays importateurs du tiers-monde, qui cependant ont peu voix au chapitre dans ce débat.

Quant aux Etats-Unis, compte tenu de leur influence sur les pays de la péninsule Arabo-Persique et de leur poids propre de second producteur, premier consommateur et désormais premier importateur mondial, ils détiennent une position-clé. Or les Etats-Unis sont traversés de forces vivement contradictoires dont la résultante a jusqu'ici produit une préférence officielle pour des prix bas, malgré la dépendance croissante à l'égard du Moyen-Orient que cela entraîne, qui cependant, comme on l'a vu, peut se régler, au moins temporairement, par d'autres moyens.

Les maux libres

En supposant même que les Etats-Unis se rallient à la position européenne, et y rallient leurs alliés dans le Golfe, il resterait que des prix hauts seraient douloureux pour le tiers-monde importateur, tandis que des rentes considérables s'accumuleraient dans les pétromonarchies du Golfe. Cette situation - et ce n'est pas porter atteinte au principe légitime de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles que de le dire - est inacceptable. Saddam Hussein l'avait évidemment bien compris : bien qu'ayant été lui-même un « faucon » de l'OPEP, il ne s'est pas privé d'orchestrer - indûment compte tenu de l'usage qu'il a lui-même fait de ses propres ressources pétrolières - la légitime indignation du monde pauvre à l'égard de pareille concentration de richesses en partie issue de sa propre substance.

On voit donc qu'un scénario de stabilisation à un niveau de prix élevé exigerait des mécanismes de redistribution des rentes, ce qui n'est pas pour rendre plus facile le consensus. Notons d'ailleurs que cette question est aujourd'hui devenue quelque peu abstraite, puisque une large part des rentes pétrolières de la région est, à l'issue de la guerre contre l'Irak, hypothéquée pour plusieurs années au profit des pays occidentaux les plus riches, qui vont « reconstruire » les pays concernés.

Dans une situation politique

dominée par une redistribution des cartes au Moyen-Orient, les efforts du Venezuela, soutenus par certains pays de la CEE, la France en particulier, pour promouvoir des mécanismes de concertation pouvant conduire à une stabilisation n'ont actuellement que peu de chances d'aboutir. Début mai, le gouvernement des Etats-Unis a rejeté la proposition de concertation internationale du président vénézuélien Carlos Andrés Pérez au nom de ce que, de son point de vue, il faut laisser les prix être « déterminés par les mécanismes du marché ».

Cette réponse est, dans sa forme, parfaitement dilatoire car - on l'a vu - ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Mais sur le fond, la position américaine exprime ceci : après leur victoire, les Etats-Unis entendent avoir les mains libres pour agir au Moyen-Orient. Le prix du pétrole étant l'un des nombreux paramètres du nouvel équilibre qu'ils cherchent à promouvoir, la « non-concertation » sur ce point fait partie, à leurs yeux, du « butin » de la guerre du Golfe.

Malheureusement, le niveau du prix du pétrole et ses fluctuations ont des conséquences mondiales et qui ne concernent pas que les Etats-Unis. Mais, forts de leur victoire militaire, ces derniers estiment apparemment pouvoir encore raisonner pour le pétrole comme ils le faisaient pour le dollar à l'époque du « benign neglect ».

Le prix du pétrole devra donc attendre encore quelques temps ses nécessaires accords du Plaza et du Louvre. Car si la RFA et le Japon avaient réussi, sur une question cruciale à leurs yeux, à convaincre les Etats-Unis de mettre en œuvre une concertation et une coordination des politiques économiques destinées à stabiliser les monnaies, ils ne se sentent certainement pas aussi concernés par le pétrole et donc prêts à engager le fer sur ce point, d'autant qu'ils n'attendent justement pas, comme on le sait, sur le terrain. La situation actuelle n'apparaît pas très favorable. Mais tel est l'enjeu que la persévérance s'impose en matière d'initiative susceptible de faire mûrir les idées.

► Directeur du Centre d'économie des ressources naturelles à l'Ecole nationale supérieure des mines.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

HAVAS PAIEMENT DU DIVIDENDE

Conformément à la demande de nombreux actionnaires, l'Assemblée Générale d'Havas, réunie le 20 juin 1991, a décidé pour la première fois que chaque actionnaire pourra choisir de recevoir le paiement du dividende (6,90 F hors avoir fiscal) en numéraire ou en actions.

Le prix d'émission des actions remises en paiement du dividende s'établit à 90 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des 20 séances de bourse ayant précédé le jour de l'Assemblée, diminuée du montant net du dividende. Ce prix ressort à 437 francs par action. Le 19 juin, l'action Havas cotait 465 francs.

Les actionnaires peuvent exercer leur option du 16 juillet au 10 août 1991 inclus auprès de l'intermédiaire agréé gestionnaire de leur compte de titres. Les nouvelles actions deviendront disponibles à partir du 6 septembre 1991.

Les actionnaires qui auront opté pour le paiement du dividende en espèces et ceux qui n'auront pas manifesté leur choix recevront leur dividende en numéraire : les sommes leur revenant seront mises en paiement le 30 août 1991.

Quelle que soit l'option choisie, les actionnaires conservent le bénéfice de l'avoir fiscal attaché au dividende.

(en millions de F)	1990	Croissance 1990/1989	Croissance 1990/1986
Chiffre d'affaires	23660	+ 25,4%	x 2,1
Résultat net	1154	+ 18,3%	x 2,7
Bénéfice net par action	30,00 F	+ 17,6%	x 2,4
Dividende par action (y compris avoir fiscal)	10,35 F	+ 20,0%	x 4,3

Sur les 5 premiers mois de 1991 le chiffre d'affaires a cru de 17,1 %. Le chiffre d'affaires international a progressé de 50 % et représente 28,2 % du chiffre d'affaires total contre 23,4 % en 1990.



"Nous dessinons un monde. Un monde sans limites."

LA DOUBLE COMPETENCE...

Face à la globalisation des affaires, les entreprises ont besoin d'hommes et de femmes aptes à agir dans un environnement complexe.

La double compétence constitue une réponse à ce défi. S'appuyant sur son réseau international d'experts de premier plan, Sup de Co Rouen propose un programme de type "Executive MBA" destiné à des ingénieurs et scientifiques en activité.

Son originalité s'affirme au travers d'une combinaison de caractères distinctifs :

- Formation généraliste au management
- Pas d'interruption de carrière
- Alternance de séminaires et de travail à distance par télématique
- Participants de différents pays européens
- Corps professoral international
- Enseignement en Anglais

Renseignements :

IMaC - SUP DE CO ROUEN
Direction des Programmes Post-Expérience
B.P. 188
76136 MONT SAINT-AIGNAN CEDEX

Tél. : 35 74 03 00 - Fax : 35 76 06 62

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE ROUEN



CHRONIQUE

Le thème de l'extrême difficulté du passage d'une économie étatisée et planifiée à une économie d'échanges libres est repassé à l'envi, tant par les économistes et les experts de toute catégorie que par les hommes politiques. A juste titre, on en attribue d'abord la faute à l'état de délabrement où se trouvent les pays du centre et de l'est de l'Europe, au vide juridique laissé par le régime d'exploitation collective, au manque d'expérience de générations pillées aux habitudes d'une économie administrée. C'est un fait malheureux mais réel que cet ensemble d'éléments négatifs ne crée pas un climat propice aux investissements de l'extérieur. On se croit dispensé du même coup de pousser plus loin l'analyse.

Toute une autre série de phénomènes, mineurs par rapport aux précédents et plus difficiles à identifier, contribuent pourtant à empoisonner les retrouvailles entre les deux parties de l'Europe, celle qui a eu la chance d'être du bon côté et l'autre. Représentées les une des autres, ces phénomènes finissent par susciter un soupçon. Le monde occidental, malgré ses richesses et le dynamisme qu'on lui prête, serait-il lui-même mal ou insuffisamment préparé pour admettre de nouveaux membres en son sein ?

Il existe plusieurs façons d'étudier cette question. La plus efficace est sans doute celle de Bruxelles. Tout se passe comme à la CEE, pour mesurer ses réflexes et ses pratiques les moins justifiées, recourir au procédé sur lequel comptent généralement les clubs élitistes pour conserver sans efforts particuliers une bonne réputation et pour exciter l'envie du monde extérieur : l'exclusion. Les membres les moins sûrs d'eux-mêmes trouvent un réconfort à faire partie d'une institution qui n'accepte qu'un petit nombre d'élus.

De cette attitude, le président de la République française a donné l'expression la plus tranchée. N'est-il pas récemment jusqu'à prévenir publiquement Polonais, Tchèques, Hongrois, qui viennent de rétablir avec une admirable rapidité la démocratie politique chez eux, qu'ils auraient bien tort de croire que la seconde étape de leur programme d'adhésion à l'Europe moderne est à portée de leurs efforts ? Devant le

L'impréparation de l'Ouest pour accueillir l'Est

porte de la Communauté - ou, si l'on préfère, de la future union européenne - ila devront, selon François Mitterrand, attendre indéfiniment, « des dizaines et des dizaines d'années ». Les démenties et explications embrouillées dont ces propos ont été suivis n'y changent pas grand-chose.

L'impréparation relative à laquelle il vient d'être fait allusion revêt plusieurs aspects. On les classera sous trois rubriques : commerciale, financière et finalement intellectuelle et politique. Chacun de ces traits concourt à faire de notre monde une structure peu accueillante pour les pays qui ont rêvé de s'y agréger.

Commercialement, ce que propose la Communauté est pour l'avenir un cadre vide d'avance d'une bonne partie de sa substance. Dans la pratique quotidienne, elle s'abrite derrière des procédures dont le raison d'être semble être le plus souvent la défense d'intérêts particuliers.

Bruxelles a promis, au nom des vingt-quatre pays les plus industrialisés - en fait les pays membres de l'OCDE, mais cette dernière organisation n'intervient pas en tant que telle, - un démentiellement accéléré des contingents d'importations « spécifiques ». Avec toutefois trois exceptions dont le sort devrait être réglé au GATT mais qui sont particulièrement importantes pour les pays du centre et de l'est européens, à savoir l'agriculture, le textile et l'acier.

Dans le cadre des accords d'association qu'elle signe dans un premier stade avec la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Communauté s'engage à établir avec ces pays, dans un délai de dix ans, un régime de libre-échange comportant toutefois des restrictions maintenues pour les produits relevant des trois secteurs-clés. Mais pour se développer, les firmes industrielles de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, comme déjà celles de la Yougoslavie, doivent exporter. Le commerce avec l'étranger est souvent pour elles la source principale de pro-

fit. L'avantage de prix est, pour ces exportateurs, un argument de vente décisif, étant donné le genre de produits - de qualité très moyenne - qu'ils proposent généralement. Or la Commission de Bruxelles exerce une surveillance vigilante. Les sections anti-dumping qu'elle engage sur le requête des industriels des pays de la Communauté débouchent fréquemment sur des compromis. Ces derniers ont pour conséquence et pour raison d'être la disparition de toute concurrence un peu vive.

Pour continuer à pouvoir vendre, les firmes exportatrices sont priées de relever « unilatéralement » leurs prix de vente, tandis qu'elles doivent simultanément limiter à certaines quantités fixées par avance le volume de leurs ventes. Bref, on rétablit un contingentement de fait. On cesse d'accepter la compétition des qu'elle pose une véritable défi. Le succès est en conséquence pratiquement interdit aux sociétés des pays qui ont le plus grand besoin de se faire connaître. La tierce environ des poursuites anti-dumping de la Communauté est actuellement dirigée contre des exportateurs du Centre et de l'Est européen. Rien n'est plus déplorable que cette attitude qui consiste à ne tolérer les pays pauvres que s'ils restent pauvres et sans défense.

L'idée que l'échange est un formidable accélérateur, puisque tout exportateur gagne des devises qui permettent d'importer, pousse, dans l'Europe prospère d'aujourd'hui, souvent à l'arrière-pensée. On voit d'abord dans le nouveau venu une menace potentielle. Ça reflète malheureusement la rencontre encore souvent en France. Les représentants de la France sont à Bruxelles les porte-parole de la politique commerciale la plus restrictive vis-à-vis des pays récemment libérés du communisme.

Si on a tant de mal intellectuellement à souhaiter que l'extrême ouverture qu'est produite politiquement au centre et à l'est de l'Europe se mue en ouverture économique, c'est à cause d'une dégradation désor-

mais quasiment générale des conditions de la vie économique et financière à l'Ouest. Pendant les années qui suivront la deuxième guerre mondiale, la prospérité américaine apparaissait comme un idéal inaccessible à la plupart des Européens.

Du moins existait-il, au cœur du monde capitaliste, un pays qui avait retrouvé les vertus qu'on associait traditionnellement, avant la Grande Dépression, à une économie libre : la possibilité d'y trouver un emploi, des sources de capital bon marché, une monnaie incontestée. Les Etats-Unis offraient tout cela et bien davantage. Jusqu'en 1951, le taux des obligations y était inférieur à 3 % ; jusqu'en 1958, il était resté au-dessous de 4 %. Les étrangers pouvaient, sans restriction, emprunter sur ce vaste marché. S'ils ne le faisaient pas, c'était parce qu'ils craignaient, comme c'était le cas pour la France, de s'endetter dans une monnaie aussi solide que le dollar.

Le crédit cher, et cher partout, est maintenant une caractéristique du monde d'aujourd'hui, liée à la lourdeur de l'endettement accumulé. Pour des pays qui démarrent, c'est un terrible handicap. Simultanément, le capital, dont on dit qu'il est rare, est gaspillé. On vient de voir un groupe de professeurs de Harvard, travaillant au côté du nouvel économiste à la mode à Moscou, proposer un nouveau plan qui a été soumis à l'attention du président Bush. Les honorables professeurs estiment qu'il serait nécessaire de prêter à l'URSS 30 milliards par an pendant deux ou trois ans. Une partie de ces sommes serait destinée à payer des indemnités de chômage.

Une telle proposition dénote un manque de confiance total dans la dynamique de l'échange. Dans l'Europe occidentale d'il y a quarante-cinq ans, le plein emploi s'installait rapidement. Dans des pays où les besoins sont innombrables, c'est à cause d'une politique économique mal orientée que les emplois ne peuvent pas se créer spontanément.

L'objectif unique devrait être : créer le capital nécessaire pour donner du travail aux hommes. En prévoyant d'avance les mesures à prendre en cas d'échec, on rend cet échec inévitable.

Comme nous l'avons à plusieurs reprises dénoncé dans ces colonnes, le niveau élevé des taux d'intérêt a donné lieu à des interprétations fantaisistes sous couvert de crainte de plus près la réalité. En particulier, on abuse beaucoup de la notion de taux d'intérêt réels, censés représenter le coût d'un emprunt une fois qu'on a déflaté du coût d'intérêt nominal le taux d'inflation. Dans son dernier rapport annuel, la BEI s'en prend à cette notion : « Il convient, écrit Alexandre Lamfalussy, directeur général de cette institution, de se demander ce que nous savons des taux d'intérêt réels », puis-que ce sont les taux d'intérêt nominaux moins une certaine compensation pour tenir compte de la perte attendue de pouvoir d'achat. Nous n'en savons pas plus sur les taux d'intérêt réels que sur les anticipations inflationnistes, c'est-à-dire très peu de choses vraiment précises (...).

Et la deuxième question qui se pose dans le même contexte concerne la détermination du niveau des taux d'intérêt nominaux à long terme. Prétendre que les taux d'intérêt réels devraient être abaissés afin de stimuler la croissance économique présuppose que quelqu'un ait la maîtrise des taux d'intérêt nominaux à long terme (personne n'envisagerait de faire fléchir les taux d'intérêt réels en poussant les intentions inflationnistes vers le haut). Chaque banque centrale exerce bien sûr dans son pays un contrôle direct sur le loyer de l'argent à court terme qui a une incidence sur les autres taux d'intérêt. Mais la relation avec le taux d'intérêt à long terme, à l'extrême opposée de la courbe des rendements, est non seulement faible mais sa direction est en outre incertaine (...). On ne voit donc pas très bien comment la coordination des politiques à l'échelle internationale pourrait être axée avec succès sur les taux d'intérêt nominaux à long terme...

BIBLIOGRAPHIES

Boutez les envahisseurs !

AVEC la plume vitriolée et le ton sans complaisance qu'on lui connaît depuis quinze ans qu'il écrit des ouvrages, Philippe Simonnot entreprend une nouvelle croisade économique, cette fois-ci contre l'invasion étrangère. Mais pas l'invasion des multinationales américaines ou nippones qui étoufferaient ce qui reste de notre secteur électrologique ou de notre industrie navale, ou celle des populations immigrées africaines qui viendraient déstabiliser notre ordre urbain ancestral.

Le pétil dénoncé dans *Ne m'appellez plus France* (co-voilà à ne pas céder à une xénophobie primaire) est plus immédiat, plus simple, c'est un « péril de voisinage » : les victimes en sont les fermiers et les champs cédés à des Hollandais ou à des Britanniques, la Bresse qui risque de devenir un nouveau canton helvétique, la « grande bleue » une piscine dont les terrasses sont allemandes, et les plus illustres quartiers de Paris soumis à la dure loi du yen...

Regardez les Suisses

Pis : ce déferlement venu d'ailleurs, cette braderie vulgaire, cet abandon du « désert français » qui a trouvé de nouveaux propriétaires s'effectuent avec la complicité coupable de l'Etat et d'innombrables organismes parapublics satellites comme les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) qui tendent à se substituer aux agents immobiliers. Bref, la France est en vente, et il faut se réveiller car le seuil de tolérance est atteint. Ce n'est pas seulement une question de patriotisme ou de préservation du patrimoine, mais de morale.

Philippe Simonnot ne se contente pas de pousser des cris coeurs le bête ou d'aligner des anecdotes croustillantes. Il a accompli une minutieuse enquête qui l'a conduit de la Normandie à la Bretagne, où la « razzia » sur les résidences secondaires, notamment sur les

rives de la Rance, l'écochec, en passant par le Périgord, où le journal *Sud-Ouest* publie chaque jour d'être uoc page ou anglais, le Lubéron et la Provence, où la spéculation fait rage, et enfin Paris, où les Japonais - Kowa, filiale à 100 % de la Banque industrielle du Japon, en tête - ont accumulé 21 milliards de francs de capitaux dans l'immobilier le plus prestigieux entre la Madeleine et l'Etoile.

Devant cette frénésie spéculative d'un côté, la passivité de nos concitoyens et la neutralité politico-administrative liée au libéralisme à la mode, faut-il donc baisser les bras ? Non, regardez chez les Suisses précisément, suggère Philippe Simonnot. En 1983, ce pays a adopté la loi Friedrich qui, dans son article premier, effleure le couleuvre : « La présente loi limite l'acquisition

d'immeubles par des personnes à l'étranger, dans le but de prévenir l'emprise étrangère sur le sol suisse ».

Que le talentueux défenseur de la France patrimoniale, qui oeuvrera pas tranquille tant qu'il n'aura pas bouté dehors tous les envahisseurs, nous permette une embauche remarque. Heureusement que les Scandinaves et les Américains sont là pour qu'il puisse, lui et beaucoup d'autres, publier des livres et écrire des articles : plus de la moitié de l'industrie papetière nationale et, en conséquence, la valorisation de nos forêts sont entre des mains étrangères...

FRANÇOIS GROSCHARD

► *Ne m'appellez plus France*, de Philippe Simonnot. Ed. Olivier Orban, 278 p., 120 F.

Comment favoriser le financement de l'industrie

L'Etat doit-il intervenir pour favoriser le financement de l'industrie ? Malgré une décennie de réformes financières, faudra-t-il reconstituer des circuits privilégiés en faveur des petites et moyennes entreprises industrielles ? La discussion volontariste de M. Edith Cresson a relancé ce débat. Le dossier que publie la *Revue d'économie financière* dans sa livraison de printemps (1) sur « Le financement de l'industrie » vient à point apporter quelque éclairage sur cette question.

Dans quelle mesure la révolution du système financier français réalisée au cours des années 1980 a-t-elle facilité le financement des entreprises ? Le dossier de la *Revue* souligne, à travers les articles de différents experts, la caractéristique essentielle de cette révolution : la « marchandisation » des financements. A travers de multiples voies, le marché est venu suppléer les autres circuits, notamment bancaires, d'ap-

provisionnement en capitaux des agents économiques. L'étude de Jean-Olivier Hairault et Franck Portier met ainsi en évidence, à travers une réévaluation statistique du problème, le mouvement de « désintermédiation » qu'a connu l'économie française au cours des années 80.

Ce développement des marchés a cependant pour l'instant une conséquence importante relevée par différents contributeurs : il a favorisé un « dualisme » au sein des circuits de financement. Comme le soulignent notamment Michel Castel et Yves Ulmo, les grandes entreprises ont largement profité de cette révolution financière. Elles ont accédé à une gamme plus large d'instruments financiers et ont pu obtenir des conditions de coût moins élevées. Cela n'a pas été le cas pour les petites et moyennes entreprises, qui, supportant, elles aussi, des taux plus élevés.

L'écart des taux entre petites et

grandes entreprises s'est ainsi creusé. L'allègement des charges financières des grandes firmes s'est peut-être traduit par un allourdissement de celles des PME. Dans ces conditions, on peut comprendre que certains aient interrogé sur la nécessité de trouver des dispositions qui permettent d'alléger le coût du financement des PME. C'est ce que préconise notamment Christian Marchand dans la présentation qu'il fait du dossier. Il faudra cependant veiller à ne pas reconstituer un système complexe de financements étagés privilégiant (avec des bonifications d'intérêt par exemple) dont on connaît les effets pervers.

ÉRIK IZRAELWICZ

(1) *Revue d'économie financière*, n° 16, printemps 1991. « Dossier : le financement de l'industrie, efficacité allocative des marchés et des intermédiaires financiers », Le Monde Éditions.

Eloge du « traître »

CLAUDE NEUSCHWANDER o'c'est pas un don Quichotte. Malgré un parcours professionnel peu classique : cadre brillant à Publicis, capitaine courageux de LIP au temps de son autogestion, directeur général de la FNAC, responsable aujourd'hui d'une affaire de quatre-vingt consultants de type coopératif, ce manager o'a aucune envie de se battre contre les moutons à vent, pas plus que de se casser le nez contre les structures trop bureaucratiques ou hiérarchisées d'une société qui est la nôtre. Nous vivons avec elles, si nous voulons les modifier, il faut travailler de l'intérieur et mettre en place des « réseaux d'acteurs » du changement. Tel est le message essentiel de ce dernier livre.

Le réseau « est constitué par un ensemble de personnes qui établissent entre elles des relations spécifiques » qui n'ont rien à voir avec celles qui se classent verticalement selon les fonctions ou horizontalement selon les statuts sociaux. Le réseau court-circuite la hiérarchie, il agit comme un « traître » indispensable qui, certes, est d'accord sur l'essentiel, mais qui dérange à la marge. Des exemples de « réseaux » dans l'histoire ? La Ligue hanséatique, les encyclopédistes, les Rothschild, le commissariat au Plan de Jean Monnet, le MITI (1) japonais.

Claude Neuschwander étudie ensuite dans quatre domaines la manière dont ces structures qui s'apparentent aux neurones du cerveau peuvent fonctionner. L'entreprise d'abord, où il s'agit moins aujourd'hui de gérer la complexité que le changement. Pour ce faire, les dirigeants dont le rôle est d'assurer la continuité de la firme doivent coexister avec les « acteurs », qui, eux, ont le goût du risque et de l'innovation, peuvent concevoir les ruptures et préparer les transitions. Dans les villes, on perçoit le même besoin : lors des élections municipales de 1989, combien de notables ont été sanctionnés au bénéfice d'hommes porteurs d'une idée forte (les « traîtres » par rapport aux gens trop bien assis).

« Comme un poisson dans l'eau »

Pour l'Etat, qui ne voit que les fonctions interministérielles sont de plus en plus nécessaires ? Notre auteur souhaite même que le Plan, dévalorisé aujourd'hui, reprenne d'autres couleurs en inversant sa stratégie : qu'il devienne la synthèse des plans régionaux qui, eux-mêmes, seraient la synthèse des plans de développement des villes et des départements concernés.

Quant aux corps de l'Etat qui fonctionnent comme de quasi-réseaux mais de nature corporatiste, ils devraient retrouver l'inspiration du Club Jean-Moulin, suscitant la réflexion et préparant des propositions et des confrontations. Les

réseaux du type nouveau ne sont pas moins nécessaires dans les mutuelles, les coopératives, les associations, tout ce qu'on baptise du nom d'économie sociale où le militant pourrait renaitre à condition qu'il soit « comme un poisson dans l'eau » de la société civile.

L'éloge du « traître », on le perçoit aussi dans le dernier livre du professeur américain Michael Novak, *Démocratie et bien commun*. En fait, cet économiste-théologue veut réconcilier le libéralisme et l'Eglise ou, plutôt, retrouver face aux dérives du marché « sauvage » et de la loi du plus fort l'inspiration des pères fondateurs de la Constitution américaine de 1787, qui se situent, selon lui, dans la lignée d'Aristote et de Thomas d'Aquin (que prolongera de nos jours Jacques Maritain).

Pour les Madison, Hamilton et Jay, le « bien commun » était inséparable du libéralisme. Face aux doctrines pures et dures, voici les « traîtres » bédés par notre auteur : les institutions qui permettent de préserver le bon fonctionnement de la liberté, la « personne humaine », l'intérêt « bien compris », qui sait le prix de la solidarité, etc.

Il arrive à Michael Novak d'être trop irénique. Ses développements sur « le marché comme professeur de morale » sont vraiment tirés par les cheveux. Mais s'il se contorsionne parfois pour analyser les subtilités du « bien commun » et de « l'intérêt général », sa volonté de retrouver le contrepoids éthique de l'économie libérale ne pouvait mieux tomber. Le capitalisme a retrouvé le monopole du développement. Or une chose au moins rapproche le libéral du socialiste : c'est leur perception commune du danger du monopole.

PIERRE DROUIN

(1) Ministry of International Trade and Industry.

► *L'acteur et le changement. Essai sur les réseaux*, de Claude Neuschwander. Seuil, 188 p., 95 F.

► *Démocratie et bien commun*, de Michael Novak. Cerf et Institut La Boétie, 180 p., 95 F.

مكتبة الشارقة

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE DIDOT-BOTTIN
Fondé en 1796

L'OVP - Editions du Vidal - a racheté au groupe Bossard la société PRESCRIPT, important éditeur d'ordonnances médicales.

Cette acquisition renforce la position importante que le groupe occupait sur ce marché avec les sociétés IMES et OVP Ordonnances nouvelles.

Ce rapprochement permet de parfaire le service rendu aux médecins, le groupe utilisant notamment le télétraitement pour l'exécution immédiate des commandes auprès de ses deux imprimeries spécialisées : FACEDIM à Châtelleraut et Bachelier-Billand à Angoulême.

Ce rapprochement offre également à l'industrie pharmaceutique un média d'une dimension et d'une qualité inégalées.

M. Guy Sémon, président d'IMES, a été appelé à la présidence de la société PRESCRIPT.

La valeur globale des immeubles expertisés est estimée à environ 20 milliards de francs.

An total, plus de 1200 interventions ont été effectuées sur tout le territoire national et à l'étranger.

Pour l'exercice 1990-1991 BOURDAIS EXPERTISES a enregistré une progression de son chiffre d'affaires de 42%.

Plus de 120 groupes bancaires, financiers et d'investissement français et étrangers font régulièrement appel à BOURDAIS EXPERTISES.

Bourdis
CONSEIL EN MANAGEMENT D'ENTREPRISE
160-166 Bd Haussmann 75008 Paris
Tél. 45.62.11.89

Crédinter La Sicav des cinq continents

Comptes de l'exercice 1990 clos le 28.12.1990

Actif net au 28.12.1990 : F 322.559.295

Variation du 28.12.1989 au 28.12.1990 : + 16,64 %

Dividende : F 13,50 + F 0,97 d'avoir fiscal mis en paiement le 6 mai 1991

Remploi du coupon global sans droit d'entrée jusqu'au 6 août 1991.

Le Président Olivier MOULIN-ROUSSEL a déclaré :
Depuis janvier 1991, CRÉDINTER obtient des résultats très favorables, en accord avec l'évolution des principaux marchés mondiaux sur lesquels le scav est investi, la France, les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne. La maîtrise de l'inflation, et une certaine modération dans la reprise économique maintiennent un climat propice aux marchés boursiers et donnent à penser que les résultats acquis seront encore améliorés dans les mois à venir. CRÉDINTER reste un bon véhicule de protection contre toute labilité du franc.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Scav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC

GROUPE CIC

COMPAGNIE LA HENIN

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 19 JUIN 1991

COMPTES ANNUELS

L'assemblée générale ordinaire réunie le 19 juin 1991 a approuvé les comptes sociaux et les comptes consolidés de 1990.

Eu égard au résultat déficitaire de l'exercice, l'assemblée a décidé de ne pas procéder au titre de celui-ci, à la distribution d'un dividende.

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui a suivi l'assemblée ordinaire, a décidé l'incorporation au capital d'une somme de 1.461.378.050 F prélevée sur les comptes Primes d'émission et d'apport et Ecart de réévaluation, pour le porter à 1.992.788.250 F, cette augmentation étant réalisée par voie d'élévation du montant nominal des actions de 100 F à 375 F.

FUSIONS SOFIROUTE-COMPAGNIE LA HENIN ET COMPAGNIE LA HENIN-COMPAGNIE DE SUEZ

L'assemblée générale extraordinaire a approuvé :

- l'absorption à titre de fusion de la société SOFIROUTE, filiale de la COMPAGNIE LA HENIN à 100%,

- et la fusion de la COMPAGNIE LA HENIN avec la COMPAGNIE DE SUEZ.

Le rapport d'échange a été fixé à 7 actions COMPAGNIE DE SUEZ créées jouissance du 1er janvier 1991, pour 4 actions COMPAGNIE LA HENIN.

L'échange des titres COMPAGNIE LA HENIN contre des actions COMPAGNIE DE SUEZ commencera le 24 juillet 1991. Les actions COMPAGNIE LA HENIN demeureront inscrites au marché à règlement mensuel jusqu'au 24 juillet inclus. Elles seront ensuite traitées au marché au comptant pendant une période d'environ 4 mois expirant à la fin du mois de novembre 1991.

845 000 LECTEURS CADRES,

le Monde est
le premier titre
d'information
des cadres.

(IPSOS 90)



L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Compagnie de Saint-Gobain s'est réunie le vendredi 14 juin 1991. Elle a notamment renouvelé le mandat d'administrateur de M. Bernard ESAMBERT, Président de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, de M. René THOMAS, président de la Banque nationale de Paris, et de M. Gérard Worms, Président de la Compagnie de Suez, et nommé à cette même fonction M. Michel DOZE, président de l'Association des Actionnaires Salariés anciens salariés de Saint-Gobain.

L'Assemblée a également approuvé la distribution d'un dividende net de 14,50 F (+ 7,25 F d'avoir fiscal). Comme l'an dernier, Saint-Gobain offre la possibilité à ses actionnaires d'opter pour le paiement du dividende soit en espèces, soit en actions. Pour le paiement en actions, le prix d'émission est de 386 F. Cette option peut être exercée - par le canal des intermédiaires financiers - entre le 18 juin et le 19 juillet 1991. Le paiement du dividende en espèces interviendra à partir du 26 juillet 1991.

Extraits du discours de M. Jean-Louis BEFFA

Président-Directeur Général, A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 14 JUIN 1991

1990 aura été, surtout pour Saint-Gobain, une année de développement stratégique marquée par deux acquisitions importantes.

La première concerne la société Norton. Elle se situe exactement dans l'axe du développement retenu pour le Groupe dans les matériaux technologiques. Elle nous permet d'atteindre une vraie dimension dans les céramiques, matériaux du futur, de nous développer dans un métier proche des nôtres, les abrasifs, et d'acquiescer une activité très significative aux Etats-Unis, ce pays si important où les acquisitions sont difficiles à réaliser. Aujourd'hui nous savons que les outils que nous attendions de cette acquisition se concrétisent clairement :

- La complémentarité entre les activités de NORTON dans les céramiques et celles que Saint-Gobain avait déjà est excellente et de nombreuses synergies ont déjà pu être décelées et exploitées depuis l'été dernier. Dans ces marchés très diversifiés, marchés de niches, Saint-Gobain occupe désormais une très forte position sur l'ensemble du globe.

Le métier des abrasifs offre un potentiel de développement industriel prometteur : c'est un métier où le critère de service est plus important encore qu'ailleurs et où les principaux points forts de Norton résident dans la force de ses systèmes de distribution, une approche très tournée vers la satisfaction des besoins de ses clients ainsi qu'un leadership technologique susceptible de lui donner une bonne position de compétitivité.

Les Etats-Unis constituent et constitueront toujours, au-delà du creux conjoncturel actuel, un très grand marché. C'est le marché naturel de nos principaux concurrents au plan mondial. Il est donc nécessaire pour un Groupe comme Saint-Gobain d'avoir de fortes implantations dans ce pays qui joue et continuera de jouer un rôle majeur dans le développement de l'économie mondiale.

Le deuxième mouvement stratégique de l'année 1990 a concerné en Europe le Royaume-Uni et la Branche Vitrage. Avec l'acquisition de SOLA GLAS qui représente, avec plus de 3000 personnes, près de 20 % du marché britannique du verre plat, Saint-Gobain complète son dispositif européen en renforçant ses ventes au Royaume-Uni qui jusqu'ici étaient trop faibles. Cette acquisition traduit aussi la volonté d'orienter nos activités dans le verre plat sur des produits transformés à plus forte valeur ajoutée.

Ces orientations ont été poursuivies au début de 1991 avec l'acquisition de la GIAG, le producteur de verre plat de l'Allemagne de l'Est, et de Covina au Portugal. Ces deux acquisitions s'inscrivent dans la logique de nos activités européennes. Pour le reste, dans les pays de l'Europe de l'Est, le développement des activités commerciales du Groupe est mis en œuvre à vive allure mais il ne devra pas se traduire par des investissements trop importants. Au total, ces mouvements stratégiques, ajoutés aux autres acquisitions

des dernières années, ont contribué à transformer la physionomie du Groupe. (...)

Venons-en à la situation que nous vivons depuis le début de l'année 1991. Il faut être clair à ce sujet. Le premier trimestre a été mauvais, marqué par l'attentisme général lié au conflit du Golfe Persique et par la récession américaine. Tous les pays ont été touchés par ce ralentissement, y compris en Europe, à l'exception de l'Allemagne où vous connaissez la force des positions de Saint-Gobain et où le volume des ventes continue à progresser nettement. Le deuxième trimestre s'annonce plus favorablement, et l'observateur attentif voit quelques signes, de-ci de-là, de redémarrage de l'activité. Ces signes doivent être considérés avec prudence et je ne ferai pas de pronostic pour l'année entière. Sur la base des tendances actuelles, toutefois, les résultats seront en retrait sur ceux de 1990 et ce n'est, je pense, qu'en 1992, en raison de l'évolution économique probable, que se manifestera une claire amélioration de nos résultats. Saint-Gobain fera cependant la preuve de sa solidité et d'une meilleure résistance que par le passé face à une conjoncture défavorable. (...)

Notre stratégie est claire : elle conjugue à la fois une grande cohérence industrielle et une répartition des risques sur le plan géographique et au niveau des débouchés finaux de nos produits.

La cohérence industrielle, c'est celle des matériaux technologiques, notre domaine d'excellence. La force de Saint-Gobain réside dans sa compétence, patiemment accumulée, à maîtriser la transformation d'un certain nombre de matériaux, en apportant un maximum de valeur ajoutée au service de nos clients. La force de Saint-Gobain et sa vocation, c'est d'effectuer ses métiers industriels en visant ou en conservant les premières places au niveau mondial.

La répartition des risques, qui a été régulièrement recherchée au cours des dernières années, permet une meilleure résistance aux fluctuations conjoncturelles. Par exemple, certaines Branches du Groupe souffrent fortement aujourd'hui de la faiblesse des marchés du bâtiment et de l'automobile. Bien entendu, elles seront les mieux armées pour tirer profit d'une reprise dans ces secteurs lorsque celle-ci se produira.

A l'inverse, d'autres métiers, par exemple, actuellement, la Canalisation et l'emballage, connaissent des évolutions favorables et relativement indépendantes des fluctuations conjoncturelles. (...)

Le Groupe Saint-Gobain est aujourd'hui mieux armé face aux incertitudes de l'environnement économique. Et il le doit avant tout à la qualité de ses équipes. Je saisis cette occasion pour les remercier en votre nom de leur travail inlassable au service du développement du Groupe. Il le doit aussi à sa dimension clairement internationale et à l'acquisition progressive d'une plus grande flexibilité de son appareil industriel et commercial. C'est cette capacité de réaction et d'adaptation qui me permet aujourd'hui de vous redire ma confiance dans l'avenir du Groupe.

SERVICE DES RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES - Tél. : (1) 47-62-33-33 - Minitel 3615 code GORAIN - 3616 code CLIFF



ACTIONNAIRES DE SUEZ, votre dividende en actions ou en espèces.

Votre Assemblée Générale, réunie le 20 juin, a approuvé la distribution d'un dividende de FRF 7,80 par action, soit FRF 11,70 avec avoir fiscal, qui sera versé le 31 juillet.

Vous pouvez opter pour un paiement en actions. Ce choix devra s'effectuer impérativement entre le 1er et le 19 juillet prochain auprès de votre intermédiaire financier. Au-delà de cette date, votre dividende sera automatiquement payé en espèces.

Quelle que soit l'option choisie, le dividende est impossible dans les conditions du droit commun.

L'option pour le paiement en actions ne peut concerner que la

totalité de vos dividendes, le prix des nouvelles actions est de FRF 313 (90 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des 20 séances de Bourse ayant précédé la réunion de l'Assemblée Générale, diminuée du montant net du dividende de l'exercice 1990).

Ces actions nouvelles (créées avec jouissance du 1er janvier 1991) seront cotées dans le courant du mois d'août prochain.

L'Assemblée a entériné la fusion entre la Compagnie de Suez et la Compagnie La Henin, sur la parité de 7 actions Suez pour 4 actions La Henin et l'apport par le groupe

Cerus de la société Suresc, détentrice de 10 % du capital de la Société Générale de Belgique. Elle a également entériné la transformation des CIP en actions ordinaires sur la base de 21 actions pour 20 CIP.

L'Assemblée a reconduit les mandats de l'ensemble des administrateurs et nommé Patrick Ponsolle, Administrateur. Le Conseil d'Administration a confirmé Gérard Worms en qualité de Président-Directeur Général et, sur sa proposition, a renommé Antoine Jeancourt-Galignani, Vice-Président et Patrick Ponsolle, Directeur Général.

Pour tout complément d'information,
Suez Actionnaires, Direction de la Communication
1 rue d'Astorg 75008 PARIS. Tél. (1) 40.06.64.00 Minitel 3615 SUEZ

MARTINI

6ème groupe mondial de vins et spiritueux, seconde marque en notoriété et en volume des ventes, Martini & Rossi élabore plus de 360 produits distribués dans 150 pays. Martini & Rossi France (CA : 2 Mds de F, 1 200 personnes) renforce la fonction juridique au sein du groupe et crée le poste de

Directeur du Service Juridique

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, et en liaison avec les responsables opérationnels des différentes sociétés, vous aurez en charge l'ensemble des affaires juridiques du Groupe (droit des affaires, droit de la concurrence et de la distribution, droit de la consommation, droit des sociétés, droit de la propriété industrielle, contentieux commerciaux...). Vous serez assisté dans votre mission par un collaborateur confirmé. Doté d'une solide formation juridique (5ème cycle) et doté d'une expérience réussie d'environ 8 ans, acquise principalement en entreprise, vous souhaitez valoriser vos qualités

techniques et relationnelles dans une société très dynamique. Votre pragmatisme et votre potentiel vous permettront de réussir dans ce poste pour y développer un service juridique central et feront de vous un interlocuteur reconnu et apprécié des dirigeants du Groupe. Contactez Thierry Virol ou Liz Salter au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon 75008 Paris, sous réf. TV7156MO.

MP

Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

GRUPE FRANÇAIS DE TECHNOLOGIE À FORTE CROISSANCE INTERNATIONALE
recherche

Juriste d'entreprise

Région Rhône-Alpes

200 - 250 KF

Il sera chargé principalement de la mise au point et du suivi de contrats, dans un contexte national et international, dans les domaines de la recherche, de la fabrication et de la distribution. Il s'occupera en outre du suivi de la vie sociale et de la gestion du portefeuille de marques et brevets. Le candidat idéal, âgé de 27/28 ans et ayant 2 ans d'expérience minimum, justifie d'un niveau de formation DESS ou DJCE. Juriste généraliste doté d'une bonne capacité relationnelle, connaissant le droit de la distribution et le droit de la concurrence, tant français qu'euro-péen, il doit être capable de s'intégrer à une petite équipe de juristes placés sous l'autorité du Secrétaire Général. Candidat à fort potentiel recherché, pour permettre une adaptation rapide à un environnement dynamique.

Un anglais opérationnel est exigé dans ce contexte international.

Contactez Antoine MORGAUT au 45.62.90.00, ou adressez votre dossier de candidature sous référence AM 1200 LM à l'adresse suivante :

14, rue de Téhéran
75008 PARIS

Kamphuis Morgaut
FINANCE

Tél : 45.62.90.00
Fax : 45.62.14.28

Le Monde

Des Dirigeants

Postes à + de 400 KF

RESPONSABLE BRANCHE PÉTROLE

INGÉNIEUR X, PONTS, MINES, CENTRALE

Paris - 420 KF +

La C.I.M. est le N° 1 français du stockage pétrolier et développe d'autres filières logistiques au service notamment des industriels de la chimie et de l'agroalimentaire. Elle réalise un CA consolidé d'environ 1 320 MF pour un résultat de 100 MF avec plus de 1 900 personnes. La C.I.M. doit sa réussite au fait d'être dirigée par des ingénieurs soucieux de perfection ; dans chaque activité son esprit de service est ainsi poussé jusqu'au moindre détail et fait la différence.

Avec ses 320 MF de CA, 30 MT de flux traités, 320 personnes, ses installations sur 150 ha au Havre-ANTIFER, ses sites en Région Parisienne reliés par un réseau de pipelines et, dans un proche avenir, des créations en province et à l'étranger, la branche pétrole est le fer de lance de la Compagnie.

L'ingénieur que nous cherchons, après un an d'immersion dans le groupe en tant que membre du comité stratégique, devient le Responsable de cette activité au Siège. A ce titre il supervise le management d'exploitation et le commercial, construit de nouveaux projets d'investissements internes ou externes et les défend au sein du comité ; il négocie avec les raffineries et les autorités portuaires les chartes tarifaires ; il tisse des relations positives et durables avec les partenaires sociaux.

Ce poste convient à un ingénieur de haut niveau X, PONTS, MINES, CENTRALE..., confirmé dans le management industriel ; organisateur réputé pour sa diplomatie, il a l'âme robuste du bâtisseur. Il jouera un rôle de tout premier plan dans l'avenir du groupe.

Vous vous reconnaissez : pour en parler, René CASIMIR, Directeur AWW RESSOURCES HUMAINES, est votre contact personnel et confidentiel ; appelez-le maintenant au 47-20-06-50 ou écrivez-lui (lettre, CV, photo) : 1, rue Auguste-Vacquerie - 75116 PARIS



C I M
Compagnie Industrielle Maritime



AWW
Resources Humaines
Ingénieurs et Dirigeants

Banque de Crédit à Long et Moyen Terme
Filiale d'un Groupe Bancaire International
recherche son

Directeur Commercial

Vous avez acquis une grande expérience des financements au bénéfice du commerce. Responsable de l'animation d'une équipe de commerciaux, vous devrez être à même, par votre réseau relationnel, d'atteindre les objectifs ambitieux dans un contexte de concurrence difficile. Une grande disponibilité et un goût du challenge vous seront indispensables.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 6042, à :

AGENCE MAILLE

18 RUE VOLNEY - 75002 PARIS, QUI TRANSMETTRA

634 000
LECTEURS
CADRES
SUPERIEURS,
le Monde
est la
première
source
d'information
des cadres
supérieurs.
(IPSOS 90)

JURISTE D'AFFAIRES

Groupe de dimension internationale, LAFARGE COPPEE, leader mondial des matériaux de construction, développe un CA de 33 milliards de francs, avec 33 000 personnes et 500 unités réparties en France et dans une trentaine de pays.

L'une de nos importantes filiales recherche dans le cadre du développement de la division LAFARGE BETONS GRANULATS (3,8 milliards de CA, 3 000 personnes) un jeune professionnel du droit des affaires.

Intégré à l'équipe juridique de la division, vous serez chargé de l'ensemble des opérations juridiques de l'un de nos secteurs géographiques.

Bénéficiant d'une bonne marge d'autonomie, vos compétences pourront s'exprimer dans des missions diversifiées, telles que :

- consultations juridiques, contrats, contentieux, suivi des conseils et assemblées,
- création, acquisition et restructuration de sociétés.

Diplômé en droit des affaires et fiscalité (DESS ou équivalent), vous souhaitez valoriser une première expérience d'au moins 3 ans acquise en entreprise ou en cabinet.

Vous recherchez un poste à forte responsabilité susceptible de vous ouvrir de réelles perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Poste basé à Saint-Cloud (92).

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous la réf. M/243/L à notre conseil : **MILO Rousseau**, 3 avenue des Ternes, 75017 Paris.



leader mondial des matériaux de construction

TRUFFAUT

Juriste affaires sociales

Marne la Vallée

LA SOCIÉTÉ : Filiale d'un grand groupe de la distribution, elle réalise un chiffre d'affaires de 850 MF réparti entre une quarantaine de concessionnaires et de franchisés.

LE POSTE : Rattaché au Directeur Général, ce véritable Conseiller auprès des entités du Groupe assurera essentiellement l'organisation de la vie sociale dans les domaines du droit du travail et du droit social. Parallèlement, il prendra en charge l'activité juridique commerciale du Groupe. Il assurera enfin le suivi des affaires contentieuses aux fournisseurs, prestataires de service et clients.

LE CANDIDAT : Agé de 35 ans, diplômé d'un 3^e cycle DJCE, DESS ou DEA, il dispose impérativement d'une expérience en entreprise, en droit du travail, d'au moins cinq ans. Sa pratique des rapports sociaux en milieu industriel, son sens de l'initiative et son autonomie le prédisposent à assumer ce rôle de conseiller permanent auprès des entités du Groupe.

La maîtrise de l'anglais constituerait un atout supplémentaire.

Veuillez contacter Charles SIMON THOMAS au (1) 42.89.09.17 ou envoyez-lui un dossier de candidature complet sous référence 1270B/STIM à NORMAN PARSONS - 12, rue de Pontbieu 75008 PARIS.

Norman Parsons
JURIDIQUE ET FISCAL

FISCALISTE JUNIOR

Dans le cadre de son association avec la société américaine McDermott, ETPM, important groupe français d'Offshore, recherche pour son siège social situé à Nanterre un FISCALISTE JUNIOR. En étroite collaboration avec les équipes opérationnelles et fonctionnelles du siège social, de nos filiales et établissements à l'étranger, vous assurerez le suivi fiscal de nos activités opérationnelles. Ce suivi s'effectuera dès la phase d'appels d'offres jusqu'à la réalisation finale des travaux. Vous aurez, en outre, à assurer les déclarations fiscales appropriées. De formation supérieure universitaire (Droit ou Gestion),

vous avez opté pour une spécialisation fiscale (DESS Droit Fiscal). Vous êtes débutant ou vous avez acquis une première expérience en cabinet ou en entreprise. Anglois courant, la pratique de l'espagnol serait un plus. Si vous répondez dans ce poste, vous aurez à terme la responsabilité de notre service fiscal. Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 8217 à EUROMESSAGES - BP 80 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

ETPM

LA MER A SES ARCHITECTES

Jeune chef de service

Lyon

BSN
NEW

COERE.CO
rechercheur en droit
service de droit
pour cabinets
d'avocats

JEUNE JURIS

Toutefois d'une manière plus précise, nous recherchons un jeune juriste, diplômé en droit, ayant une première expérience professionnelle, capable de travailler en équipe, de gérer des dossiers, de rédiger des actes, de représenter la société devant les tribunaux. Nous offrons à ce jeune juriste une formation continue, une évolution professionnelle, une rémunération attractive, une ambiance de travail agréable, une équipe dynamique et compétente.

UN FISCALISTE

Le cabinet de conseil fiscaliste recherche un jeune fiscaliste, diplômé en droit, ayant une première expérience professionnelle, capable de travailler en équipe, de gérer des dossiers, de rédiger des actes, de représenter la société devant les tribunaux. Nous offrons à ce jeune fiscaliste une formation continue, une évolution professionnelle, une rémunération attractive, une ambiance de travail agréable, une équipe dynamique et compétente.

JEUNE JURISTE ASSISTANT DE DIRECTION GÉNÉRALE

Maîtrise de Droit des Affaires

Le cabinet de conseil fiscaliste recherche un jeune juriste, diplômé en droit, ayant une première expérience professionnelle, capable de travailler en équipe, de gérer des dossiers, de rédiger des actes, de représenter la société devant les tribunaux. Nous offrons à ce jeune juriste une formation continue, une évolution professionnelle, une rémunération attractive, une ambiance de travail agréable, une équipe dynamique et compétente.

SELETEC

مكتبة الحقوق

Jeune chef de service juridique

Lyon



BSN EMBALLAGE
Le Département bouteille est le 1er producteur européen de bouteilles en verre. Avec 3 400 personnes et 6 usines, il réalise un CA de 2,5 Mds de F.

Une solide formation juridique, environ 5 années d'expérience acquise en cabinet ou en entreprise vous ont préparé à assumer des responsabilités plus globales au niveau d'une société.
Au sein de l'équipe de la Direction Administrative et Financière basée à Lyon, vous aurez à assurer la gestion des affaires juridiques de notre Département. Vous conseillerez et assisterez les directions et services dans toute affaire relevant du droit des sociétés, droit commercial, droit économique et de la concurrence, contentieux, propriété industrielle, assurances... Vous participerez, sur le plan juridique, à la mise au point de contrats de licence, d'assistance technique et à la détermination du crédit client. La diversité et l'étendue des domaines d'intervention et des relations que la fonction implique demandent une large polyvalence et d'excellentes qualités relationnelles. La pratique de l'anglais serait un atout.
Merci d'adresser votre candidature, sous réf. SVM, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

BSN GROUPE

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

LYON

La Compagnie Générale des Eaux, 1^{re} Entreprise de services en France (8 500 personnes), leader mondial dans le domaine de la distribution d'eau, étouffe sa Direction Régionale de Lyon (1 300 personnes, 1,5 Milliard de chiffre d'affaires) dont l'activité s'étend sur 20 départements.



Responsable du service juridique et gestion du patrimoine

Vous avez 30 ans, une formation de juriste de haut niveau et une première expérience de gestionnaire. Ouvert et autonome, rigoureux et méthodique, vous avez le sens des contacts et des responsabilités.
Animant une équipe de 10 personnes, vous serez :
le conseil juridique du centre régional : aspects contractuels, droit des sociétés, code du travail notamment et liaison avec la Direction Juridique de la Société.
Vous prendrez en charge :
- le suivi du contentieux et le règlement des dommages causés à des tiers par la Compagnie ou un de ses membres,
- la gestion du patrimoine immobilier et du parc véhicules : plus de 300 immeubles, bureaux ou appartements en propriété ou en location et 750 véhicules en propriété,
- la gestion des assurances et le suivi des sinistres,
- la gestion des services généraux du siège : fournitures, courrier, téléphone, accueil, gardiennage,
- l'assistance à la gestion des services généraux des secteurs,
- le suivi des insertions publicitaires.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV) sous référence M/116/AZ, portée sur la lettre et sur l'enveloppe à notre Conseil : Cabinet Henri PHILIPPE 106, boulevard Haussmann 75008 PARIS.



Membre de Syntec

LA PASSION DU SERVICE

JEUNE JURISTE H/F



STRATOS

634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS, le Monde est la première source d'information des cadres supérieurs. (PSCS 90)

ARC UNION

premier groupe indépendant sur le marché du crédit-bail immobilier en France avec UNIBAIL et OMNIBANQUE
recherche pour son département crédit-bail
RÉDACTEUR CONTENTIEUX (H/F) en contrat à durée déterminée 6 mois
De formation universitaire (minimum maîtrise de droit privé), vous justifiez d'une expérience solide du contentieux acquis dans une étude de notaire, dans une banque, ou une société immobilière.
Vous assurerez l'étude des dossiers contentieux en relation avec les avocats, et le suivi des négociations avec nos repreneurs en crédit-bail.
Ce poste nécessite rigueur, organisation, réflexion, esprit d'analyse et le goût du travail en équipe.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :
M^{me} Yvonne DAVID
Direction des Ressources Humaines
GROUPE ARC UNION
108, rue de Richelieu - 75002 Paris

HENKEL FRANCE
(CA de 5,5 milliards, 3000 personnes, 13 usines, 6 sociétés) : nous sommes la première filiale du groupe allemand HENKEL KGaA, et l'un des principaux acteurs des marchés des lessives, des cosmétiques, des produits d'entretien, des colles, des produits d'hygiène et de traitements de surface en Europe.



Juriste Généraliste Confirmé

Au sein de notre équipe de Juristes, vous assurez des missions concernant tous les domaines juridiques d'une entreprise, notamment : négociation et rédaction de tous contrats, suivi de tous litiges, Droit des Sociétés, Droit de la Propriété Industrielle, Droit de la Concurrence et de la Consommation.
Conseil de nos divisions opérationnelles, vous devez faire preuve de rigueur mais aussi de créativité dans les solutions que vous proposez.
Titulaire d'un 3^{ème} cycle en Droit des affaires, Droit Civil ou Droit Commercial, vous avez entre 5 et 7 ans d'expérience en entreprise et souhaitez la valoriser au sein d'une société en pleine expansion. Anglais courant nécessaire.
Merci de transmettre candidature et prétentions sous référence JC/M à Philippe GRIB, HENKEL FRANCE, Direction des Relations Humaines, 150 rue Gallieni - B.P. 225, 92108 BOULOGNE BILLANCOURT.

La chimie directement utile

UN FISCALISTE

Titulaire d'une maîtrise en droit et d'un diplôme du 3^{ème} cycle de droit fiscal, une expérience de 2 à 3 ans vous est demandée.
Grandes qualités rédactionnelles indispensables.
Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 9122/LM à C.C.I.P. - D.R.H. - 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

La filiale d'un groupe international réalisant un très important investissement industriel dans l'Est de la France recherche un

JEUNE JURISTE ASSISTANT DE DIRECTION GÉNÉRALE

Maîtrise de Droit des Affaires
pour cette nouvelle unité de production située dans un environnement de qualité et proche de grandes villes universitaires.
Il assistera la D.G. dans la préparation des Conseils d'Administration, des Assemblées Générales et dans ses relations avec l'environnement socio-économique. Il sera chargé des affaires juridiques (contrats, contentieux).
Une expérience d'une fonction équivalente et la pratique de l'anglais sont indispensables dans ce poste à environnement international.
Merci d'adresser votre dossier (lettre + CV détaillé) sous référence S1505 à
SELETEC
CONSEIL DE DIRECTION
25, avenue du Général de Gaulle
B.P. 333/RS
67008 STRASBOURG CEDEX

UN JEUNE JURISTE

36 15 T M
Le service télématique expert de l'emploi des cadres

JURISTE MARITIMISTE INTERNATIONAL

Compagnie de transports maritimes de premier plan basée à Marseille
recherche
UN JURISTE MARITIMISTE
Rattaché à la Direction juridique du groupe, il prendra notamment en charge le traitement des litiges « cargaisons », des litiges d'affrètement ainsi que les dossiers « corps » en liaison avec nos assureurs anglais et avec l'assistance d'avocats français et étrangers.
Il assurera une mission de conseil interne auprès des différentes branches du groupe en France et à l'étranger.
Il sera amené à négocier et rédiger (en anglais) des contrats et accords de joint-venture dans un environnement très international.
Le candidat aura une première expérience réussie dans ce domaine d'activité.
Envoyer CV à C.M.A., Direction du Personnel
20, quai du Lazaret - 13002 Marseille
Télécopie : 91-56-00-38

Banque d'affaires de taille moyenne

recherche
UN RÉDACTEUR JURIDIQUE
Titulaire d'une maîtrise de droit privé
Il sera chargé de la mise en place et du suivi juridique des dossiers de crédit.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous n° 8341
Le Monde Publicité, 15/17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 Paris Cedex 15

FISCALISTE JUNIOR

Grande distribution

CONTROLEUR DE GESTION

Dans notre secteur d'activité, nous comptons parmi les premiers et sommes très exigeants quant à la qualité de nos collaborateurs.

Vous faites partie de l'équipe de direction. Vous animez une équipe comptable et administrative confirmée (8 à 10 personnes). Vous êtes responsable du compte d'exploitation et de bilan. Vous établissez les plans de trésorerie. Vous êtes le garant du contrôle interne de votre unité. Vous travaillez sur objectifs et avez en charge l'optimisation de la rentabilité. Vous dirigez aussi la gestion de trésorerie en date de valeur et vous aimez former les collaborateurs au service de gestion par DPO.

Inutile de vous dissimuler nos exigences sur votre compétence, votre formation (Ecole de Commerce + DECS), et votre investissement personnel. Vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans une fonction du même type. Votre volonté de vous intégrer dans une équipe soudée et d'être investie dans son travail est le gage de votre réussite. Ce poste est à pourvoir en région parisienne.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier (CV, photo et salaire actuel) sous réf. 91/10/11 à notre conseil : Hay Managers - 26-28 rue Marins Aulin - 92300 LEVALLOIS.

HayManagers

HAYGROUP 1er CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

Groupe financier de 1^{er} plan recherche un

Gérant d'OPCVM

Filiale d'un groupe financier diversifié, nous gérons les actifs d'OPCVM investis en produit de taux (volume de fonds très important).

Au sein de notre direction financière, et en collaboration avec les autres gérants (équipe de 10 personnes), vous participez à la gestion des actifs, au suivi des portefeuilles... Vous avez également à améliorer nos outils d'aide à la décision (développements sur SGBD).

Votre formation BAC + 5 est scientifique ou financière.

Vous avez déjà approché les activités de marchés grâce à votre première expérience de trading ou de gestion.

Merci d'adresser lettre manuscrite, Curriculum Vitae, photo s/référence 372 à MEDIA PA 50-54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

DU BATIMENT A L'INDUSTRIEL UN MONDE A EXPLORER

Une synergie de compétences, un professionnalisme reconnu, deux facteurs importants de la réussite de SMAC ACIEROID qui favorisent l'enrichissement et l'évolution de nos collaborateurs. Spécialiste de l'enveloppe du bâtiment, leader du second œuvre du BTP, nous recrutons aujourd'hui :

UN CADRE FINANCIER / UN AUDITEUR

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce et titulaire d'un DESCF, vous justifiez d'une expérience confirmée de 3 à 5 ans dans un environnement bancaire, un cabinet d'audit anglo-saxon ou à la direction financière d'une entreprise. Vous parlez impérativement l'anglais ainsi qu'une seconde langue (allemand ou espagnol) et maîtrisez la micro-informatique. Vous êtes passionné par la finance ou l'audit. Créativité, esprit de synthèse, rigueur et autonomie sont nécessaires à l'optimisation de la fonction dans laquelle vous souhaitez vous investir.

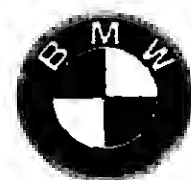
Financier, vous prendrez en charge l'animation de la trésorerie, l'analyse et la gestion du haut de bilan, le financement des activités nouvelles et des investissements, l'aide à l'évaluation d'entreprises. Auditeur, vous serez responsable de l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des moyens visant à améliorer la sécurité, la fiabilité et la légalité des informations du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) sous réf. SSO/0991 cadre financier ; SSO/1091 auditeur, à Christophe DESCAMPS - SMAC ACIEROID - Direction des Ressources Humaines - 1, avenue Eugène Freyssinet, BP 6 Guyancourt - 78062 St QUENTIN EN YVELINES Cedex.

SMAC ACIEROID

SIGNE PARTICULIER : PROFESSIONNALISME

CONSEILLER DE GESTION



Dans le but d'accroître les performances financières de notre réseau, votre rôle consistera, d'une part, à conseiller nos concessionnaires du Sud-Ouest de la France dans le domaine de la gestion financière (analyse des éléments comptables, suivi de la trésorerie, élaboration de plans de financement), et d'autre part, de mettre en place sur le terrain les préconisations de BMW France en matière de gestion.

Vous êtes diplômé d'une école de commerce et/ou DECS, et avez acquis une première expérience de 2/3 ans dans le domaine de la gestion allée à une bonne pratique de l'informatique (audit, contrôle de gestion).

La connaissance de l'Anglais et/ou de l'Allemand serait un plus.

Le poste est basé sur la région concernée (Toulouse) et implique une grande mobilité. Une voiture de service est fournie.

Adressez votre lettre de candidature, photo et prétentions, sous référence 91/11/M, à :

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex

Normandie

Aujourd'hui

Contrôleur de gestion

demain...

Nous sommes un groupe industriel de toute première importance technologique et de dimension internationale.

Nous renforçons à un moment tout à fait opportun notre équipe et recherchons 2 Contrôleurs de gestion. C'est aujourd'hui que tout se met en œuvre.

Intégrés à notre équipe, vous assurez le suivi complet d'une activité, son reporting ; participez à la réforme de nos systèmes, circuits et procédures, réalisez des études économiques variées, dans un environnement industriel de haute technologie en pleine période de fort investissement en gestion. ESC ou universitaires vous justifiez de 2 à 5 ans d'expérience de contrôle de gestion, audit,

comptabilité..., acquise en milieu industriel. Habituez à travailler avec des interlocuteurs différents, vous avez pu développer vos qualités de rigueur, de diplomatie, de contact, votre sens du résultat et de la qualité. Vous découvrirez ainsi une partie importante de l'entreprise qui vous permettra d'évoluer de façon significative.

Parlons-en. Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence C65 AC, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris. Minitel : 42 36 10 30.



PARIS
LODRON

FILIALE ATOCHEM - GROUPE ELF AQUITAINE

CONTROLEURS DE GESTION

1 SENIOR - 1 JUNIOR

Pour une division représentant environ un milliard de Francs de CA, vous supervisez le contrôle de gestion d'une activité complète (recherche, production, vente). Vous serez responsable de l'élaboration et du suivi des budgets, de la construction des tableaux de bord, de la gestion de projets et d'études ponctuelles. Interlocuteur privilégié de nos Directeurs opérationnels, vous développerez un rôle primordial de conseil et de support au business.

PROFIL SENIOR : Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure type Ecole de Commerce et/ou d'Ingénieur + cycle de gestion, vous avez déjà acquis une expérience significative de 4/5 ans en contrôle de gestion (de préférence industrielle). Vos qualités naturelles de leadership vous permettront de diriger une équipe de deux personnes. RM. SC 7099 MO

PROFIL JUNIOR : De double formation Ecole d'Ingénieur/cycle de gestion, vous êtes débutant ou vous avez 1 ou 2 ans d'expérience en milieu industriel. RM. SC 7100 MO

Postes à Paris La Défense

Contactez Stéphane Colinet au (1) 45.53.26.26 ou envoyez CV, photo, n° tel et rémunération actuelle en mentionnant la référence à :

Michael Page Finance
30 bis rue Spontini - 75116 PARIS



3 ans d'audit en cabinet, un tremplin pour évoluer dans la banque.

Déjà une des toutes premières banques régionales, filiale du groupe GAN-CIC, notre volonté est de continuer à innover et progresser, en participant activement au développement d'une place financière dynamique.

Diplômé de l'enseignement supérieur en Gestion, Finance, Comptabilité (Grande Ecole ou Université), vous travaillez en cabinet ou en entreprise. Valorisez votre expérience en rejoignant notre banque. Nous vous proposons un poste de **CHEF DE MISSION** dans le **SERVICE AUDIT** de notre siège. Vous aurez à mener à bien, avec une équipe d'auditeurs, des missions diversifiées concernant l'ensemble de l'activité de la banque et ses filiales.

Attiré par le domaine bancaire et possédant un bon sens du contact, vous avez également une sensibilité marquée pour l'informatique.

Une réussite à ce poste vous ouvrira des perspectives d'évolutions variées.

Merci d'adresser votre candidature avec CV, lettre de motivation et salaire actuel, sous réf. CMA/2, à Lyonnaise de Banque, Direction des Relations Humaines et Logistique, 8 rue de la République, 69001 Lyon.

LYONNAISE DE BANQUE

CDI

LE N°1 MONDIAL
DE L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE
PORTE UN GRAND NOM

AUDIT MANAGER

(ESC, DAUPHINE, SCIENCES PO, DECF)

Basé au sein d'un service de gestion, l'Audit Manager est chargé de superviser et d'optimiser le processus de gestion d'un groupe de produits automobiles. Il est responsable de la mise en œuvre de projets de développement et d'analyse de la performance des produits. Il est également chargé de la gestion des ressources humaines et de la formation des équipes.

A 29 ans environ, vous êtes diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieur, vous avez acquis une expérience significative de 4/5 ans en gestion d'un service de produits automobiles. Vous avez une bonne connaissance des produits automobiles et des processus de gestion. Vous avez une bonne connaissance des ressources humaines et de la formation des équipes.

Pour un poste de responsabilité, adressez votre dossier (CV, photo, n° tel et rémunération actuelle) sous réf. LTA AN1 à General Motors, Direction des Ressources Humaines, 10 rue de la République, 92231 Garches Cedex.

GENERAL MOTORS FRANCE

CONTROLEUR

Vous êtes diplômé d'une école de commerce et/ou d'ingénieur, vous avez acquis une première expérience de 2/3 ans dans le domaine de la gestion allée à une bonne pratique de l'informatique (audit, contrôle de gestion). La connaissance de l'Anglais et/ou de l'Allemand serait un plus. Le poste est basé sur la région concernée (Toulouse) et implique une grande mobilité. Une voiture de service est fournie. Adressez votre lettre de candidature, photo et prétentions, sous référence 91/11/M, à :

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex

Responsable

Vous êtes diplômé d'une école de commerce et/ou d'ingénieur, vous avez acquis une première expérience de 2/3 ans dans le domaine de la gestion allée à une bonne pratique de l'informatique (audit, contrôle de gestion). La connaissance de l'Anglais et/ou de l'Allemand serait un plus. Le poste est basé sur la région concernée (Toulouse) et implique une grande mobilité. Une voiture de service est fournie. Adressez votre lettre de candidature, photo et prétentions, sous référence 91/11/M, à :

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

de la région "NORMANDIE"

Vous êtes diplômé d'une école de commerce et/ou d'ingénieur, vous avez acquis une première expérience de 2/3 ans dans le domaine de la gestion allée à une bonne pratique de l'informatique (audit, contrôle de gestion). La connaissance de l'Anglais et/ou de l'Allemand serait un plus. Le poste est basé sur la région concernée (Toulouse) et implique une grande mobilité. Une voiture de service est fournie. Adressez votre lettre de candidature, photo et prétentions, sous référence 91/11/M, à :

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex

Challenger du numéro 1 de notre secteur d'activité, nous sommes une entreprise à la pointe de la technologie, résolue à maîtriser sa croissance. Nous créons le poste de

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur Général, vous prendrez progressivement en charge tous les aspects du contrôle de gestion de la société, après un état des lieux approfondi et une formation à notre métier et à notre culture. Dans un contexte informatisé, vous assumerez les responsabilités suivantes : définition et création des outils, élaboration et suivi des budgets, calcul des prix de revient, suivi des stocks, mesure et analyse des écarts, reporting...

De formation supérieure (ES ou Maîtrise de gestion), vous avez 4 à 5 ans d'expérience dans la fonction, si possible dans une PME à vocation industrielle. La pratique des outils informatiques est indispensable ; la connaissance de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Homme d'écoute et de conseil, vous êtes aussi un homme de terrain et d'innovation. Votre professionnalisme et vos qualités relationnelles seront les garants de votre réussite.

Poste basé à Marne-la-Vallée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 219 à notre conseil :

Annick LUCCHINI - INFORAMA Carrières
50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE



vinbac

Groupe pharmaceutique français, 25 filiales en France et à l'étranger, 800 MF de CA, nous recherchons notre

Auditeur Interne International

Rattaché au Directeur Général du groupe, vous serez en charge du contrôle interne, de la mise en place de nouvelles procédures et participerez à des missions ponctuelles.

Agé de 28/32 ans, de formation Ecole Supérieure de Commerce + DECS ou équivalent, vous justifiez d'une expérience de la fonction audit acquise en cabinet ou en entreprise.

Vos qualités de rigueur, d'autonomie et de communication seront des atouts indispensables pour réussir dans cette fonction

et évoluer à terme dans le groupe. L'anglais est impératif. Le poste, basé à Nice, nécessite des déplacements en France et à l'étranger.

Contactez Dorick de Broises au 78.28.16.04 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec 69001 LYON sous réf.DDB7128MO.



Michael Page Rhône-Alpes
"Nos Spécialistes recrutent vos Spécialistes"

Un groupe chimique international renommé, recherche pour sa direction financière à Paris, un :

Responsable organisation comptable

PARIS

Rémunération motivante

Il devra animer une équipe de professionnels avec une mission globale d'ordre organisationnel et comptable dans un contexte international. Ses missions consisteront à :

- Faire évoluer les systèmes informatiques et comptables.
- Assister les services opérationnels sur toutes les questions complexes à haut niveau technique.
- Gérer des missions ponctuelles ou spécifiques qui peuvent avoir un caractère structurel.

Il aura en outre à établir un contact constructif avec les responsables fiscaux, juridiques, financiers et gestionnaires du groupe, ainsi qu'avec les tiers (commissaires aux comptes...).

Le candidat recherché est âgé de 30/40 ans et doit justifier d'une expérience minimum de 6 ans en cabinet d'audit et/ou en entreprise de préférence industrielle.

La maîtrise parfaite de l'anglais est impérative.

Techniquement très solide, il doit être diplômé d'une école de commerce complétée d'un DECS.

Ce doit être un manager et un technicien avant tout. Il aura aussi à utiliser son sens du contact afin de dynamiser une coopération efficace avec l'ensemble de ses partenaires.

Contactez Antoine MORGALUT au 45.62.90.00 ou adressez votre dossier de candidature sous référence : AM 1211 LM à l'adresse suivante :

14, rue de Téhéran
75008 PARIS

Kamphuis Morgaut
FINANCE

Tél : 45.62.90.00
Fax : 45.62.14.28

Banque privée de renom
recherche à Paris (8ème) son

Exploitant Senior

Rattaché directement au responsable de notre succursale, vous gèrerez notre clientèle d'entreprises et vous développerez ce fonds de commerce en ayant le souci de sa rentabilité et de la qualité de son risque.

Autour de 30 ans, issu d'une grande Ecole de Commerce (ESSEC, HEC, SUP de Commerce Paris) ou d'une grande université (Dauphine...), vous avez une expérience d'au moins 3 ans de l'exploitation face à une clientèle d'entreprises.

Votre caractère commercial affirmé, votre dynamisme comme votre sens du risque feront de vous un interlocuteur apprécié conjointement par nos clients et par notre structure.

Contactez Frédéric Serres au 42 89 30 03 ou adressez votre candidature + CV + photo + n°tél. + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf.FS7102MO.



Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

de la région "SUD OUEST"

Vous aurez un rôle de support opérationnel actif auprès des différentes agences de la région et serez plus particulièrement responsable des comptabilités, de l'administration du personnel et du contrôle de gestion. Vous encadrerez une équipe de 5 personnes et participerez aux travaux du Comité de Direction de la région.

De formation école de commerce, DECS, vous avez environ 5 ans d'expérience dans la fonction. La connaissance de l'activité de service serait un plus.

Le poste est à pourvoir à TOULOUSE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 291-M à Chantal BARBIER - CAP SESA REGIONS - 92 Boulevard du Montpernasse 75014 Paris.



EMI

EDITEUR PHONOGRAPHIQUE,
pour sa Division Marketing,
recherche un **Contrôleur budgétaire** LES MOULINEAUX (92), un

**Contrôleur
budgétaire**

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, vous avez une 1^{re} expérience en audit ou contrôle de gestion.

Vous recherchez aujourd'hui l'Entreprise capable de vous confier des responsabilités opérationnelles dans un secteur qui vous passionne.

Au sein de notre Direction Financière, vous participerez en particulier à l'élaboration et au contrôle des budgets en étroite collaboration avec les différents services.

Ayant une bonne connaissance de la micro-informatique (Lotus 1.2.3.), bilingue anglais, rigoureux et méthodique, vous disposez d'un excellent contact humain.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V. et photo) à EMI FRANCE - Direction des Ressources Humaines - 2, rue Emile Pathé - 78400 CHATOU.

Cabinet International,
membre de l'un des tout premiers réseaux
mondiaux d'Audit et de Conseil

ANIMATEURS SENIORS

De formation supérieure, vous possédez une expérience de 3 à 4 ans en cabinet d'audit ou commissariat aux comptes.

Nous vous offrons l'opportunité d'élargir votre domaine d'intervention, grâce à la diversité de nos clients et à la variété des types de mission - audit légal et contractuel, missions spéciales, fusions, acquisitions... - vous développerez vos compétences dans un environnement international offrant des possibilités d'évolution à l'étranger.

Apporter en permanence un service conforme aux exigences de nos clients : c'est l'objectif que vous partagerez avec des hommes et des femmes performants et prêts à s'investir au plus haut niveau.

Exercez votre goût de la performance, votre sens des responsabilités, affirmez votre esprit d'initiative en rejoignant nos équipes à Paris, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille ou Strasbourg.

Adressez votre dossier de candidature sous référence M/CS/1, à notre Conseil 8, av. Delcassé 75008 Paris.



RECRUTEMENT

ROYAL CANIN
LE RESPECT DU MONDE ANIMAL

N°1 en Europe de l'aliment sec pour chien poursuit son développement international et crée la fonction de

Contrôleur de Gestion Europe

Montpellier/Nîmes

Rattaché au Directeur de la division Europe, vous êtes en charge du suivi des 10 filiales européennes (élaboration et suivi des budgets, suivi des résultats et des performances). Vous vérifiez l'application des politiques et plans dans une structure très décentralisée. Vous jouez un rôle de consultant auprès des responsables de filiales sur les points clés de la stratégie.

Agé de 28/35 ans, de formation Supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie de contrôle de gestion dans un environnement international.

Professionnel d'envergure, vous êtes concret communicant avec de fortes qualités de synthèse. Vous possédez un anglais opérationnel et si possible un bon niveau d'allemand.

Contactez Dorick de Broises au 78.28.16.04 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec 69001 LYON sous réf.DDB707MO.



Michael Page Rhône-Alpes
"Nos Spécialistes recrutent vos Spécialistes"

DU CONTROLE DE GESTION AU PILOTAGE D'ACTIVITE

**LEFEBVRE
CONSEIL**

Management
Informatique et
Communication est le
Cabinet du Groupe
Francis LEFEBVRE
spécialisé en conseil et
intégration de systèmes
d'informations.
Nous recherchons un

Consultant Senior

Agé d'une trentaine d'années, de formation supérieure, DECS ou Ecole de Commerce, vous avez une expérience de plusieurs années dans la mise en œuvre de systèmes de contrôle de gestion en liaison avec le système d'information. Cette expérience, acquise au moins en partie en Cabinet de conseil à été complétée par l'installation d'un ensemble de pilotage de l'activité (EIS).

Nous vous proposons de rejoindre notre Cabinet pour y développer cette activité EIS.

Nos clients sont dans l'Administration, la Banque, l'Industrie et l'Assurance.

Merci d'adresser votre candidature, lettre, C.V. et prétentions à LEFEBVRE CONSEIL,
36, rue de l'Antenne Mairie 92100 BOULOGNE, à l'attention de Catherine QUEINNEC.
La confidentialité est garantie.

Contrôleur de Gestion Junior**Valeo**

DISTRIBUTION Pour répondre à notre volonté de développement et affirmer notre position de leader Européen, nous recherchons un Contrôleur de Gestion Junior.

Rattaché à notre Contrôleur de Gestion Branche/Directeur Financier, votre mission s'orientera autour de 2 axes principaux :

- La responsabilité des remontées physiques d'informations vers la Branche et le Groupe Valeo pour les phases budgétaires de reporting mensuel et d'actualisation.
- Le contrôle de gestion de notre Direction Branche avec la mise en place des procédures nécessaires, l'élaboration des budgets et surtout la participation à l'analyse de l'activité des Divisions européennes.

Ce poste évalueur s'adresse à un diplômé Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP) bilingue anglais ayant une bonne maîtrise de l'allemand et familiarisé avec la pratique de l'outil informatique (tableurs).

Vous êtes rigoureux, avez un bon esprit d'analyse et de synthèse et possédez des aptitudes relationnelles certaines, adressez-nous vos lettres, CV détaillé, photographie et prétentions sous réf. M/68 à VALEO DISTRIBUTION - 21 rue Blanqui - 93682 SAINT-OUEN Cedex

Le Groupe Valeo par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et véhicules industriels dans le monde.

ValeoL'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

CPC FRANCE avec
2,5 MM de F de CA
et 1650 collaborateurs
est la filiale de l'un
des principaux groupes
agro-alimentaires
du monde : 6 unités
de production
en France, des marques
de premier rang.
Aujourd'hui,
nous recherchons pour
notre siège à CLAMART

**AUDIT INTERNE
JUNIOR**
FRANCE ET ETRANGER

Rattaché au Directeur de l'audit interne, vous conduisez des missions d'audit financier et opérationnel en France et à l'étranger (Tunisie, Egypte et Maroc). Vous vous assurez du respect des procédures en vigueur dans le Groupe et de l'utilisation efficiente de leurs ressources par les Unités Opérationnelles. Garant d'une bonne cohérence, vous préconisez des solutions adaptées aux besoins.

De formation ESC ou d'une université option gestion, comptable, vous avez une expérience de 2 à 3 ans dans le domaine de la finance ou de l'audit, en entreprise ou en cabinet. Bien entendu, vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Cette mission à responsabilités que vous vivrez avec autonomie vous permettra de donner toute la dimension de votre potentiel et d'évoluer au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo s/réf. 232 LM à Muriel LEVY - CPC FRANCE - 379, avenue du Général de Gaulle 92142 CLAMART cedex.

CPC France

UNEDIC

Union Nationale Interprofessionnelle
pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce
Organisme de droit privé : 300 personnes
Recherchons pour renforcer le service Comptable et Financier
de notre siège à Paris VIII* (Mirosmail)

CHEF DU DÉPARTEMENT COMPTABLE (réf. CD)

Vous encadrez une équipe de 15 personnes appartenant aux divisions Comptabilité et Trésorerie. A 35-40 ans environ vous avez un DECS et une expérience de la fonction de production comptable multisociétés ainsi que la pratique de l'outil informatique.

ASSISTANT DU CHEF DE SERVICE (réf. AC)

Vous avez un DECS
Vous assisterez le responsable du service : gestion du service, certification des comptes relations avec l'Etat et les banques. A 30-35 ans environ.

CONTROLEUR DE GESTION (réf. CG)

Vous avez la responsabilité de la mise en place, en relation avec les chefs de service, des outils budgétaires et de contrôle de gestion : élaboration des budgets ; analyse des écarts ; maintenance des procédures internes.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum du contrôle de gestion et la maîtrise des outils de micro-informatique.

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

EUROSEPT ASSOCIES

Société de Conseil en Gestion,
Organisation et Systèmes d'Information

recherche

5 Consultants Confirmés

pour participer activement au fort développement
de ses activités de conseil aux administrations,
services publics, collectivités locales,
grands comptes.

Les candidats auront une formation grande école.
Une expérience de 3/5 ans dans un cabinet de
conseil sera fortement appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite
+ C.V.) sous référence PM à :

Isabelle DICHANT, EUROSEPT ASSOCIES
98 route de la Reine
92513 BOULOGNE Cedex.

alsa**BANANA****Benco****Flora****MAIZENA**

845 000
LECTEURS
CADRES,
le Monde
est le premier
titre
d'information
des cadres.
(IPSOS 90)

JEUNE FINANCIER

Vous désirez vous investir dans un environnement international et développer vos connaissances financières... nous vous proposons d'intégrer notre équipe afin d'acquies les mécanismes financiers de notre Société (réf. JF).

Orléans Ford S.A. (1 milliard de CA, 1000 salariés de bureaux, filiale de Ford France S.A., 1^{er} importateur automobile en France, vous offre la possibilité d'intégrer au sein d'un groupe international puissant et dynamique.

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT MICRO-INFORMATIQUE

Rattaché au Directeur Général, vous ferez évoluer les concepts PC existants, concevrez des améliorations dans la circulation et le traitement des informations entre différents départements et transformerez des opérations manuelles sur PC. Passionné d'informatique et de gestion, vous avez une parfaite maîtrise de certains logiciels (EXCEL, SYMPHONY...), ainsi que de la programmation en macro-commande/Basic ou langages similaires (réf. RDM).

Ces postes constituent un excellent tremplin pour des personnalités maîtrisant bien l'anglais et attachées aux perspectives d'évolution qu'offre notre Société sur le plan international.

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION ET STRATEGIE

Notre Direction "Dommages de Particuliers" (automobile, habitation, commerces et services) CA 5 Mds, effectifs 1 200 personnes, recherche pour sa Direction Administrative un contrôleur de gestion expérimenté.

Votre mission :

- assurer le fonctionnement du contrôle de gestion et animer le processus stratégique de cette direction,
- mettre en place les outils de mesure et de suivi des objectifs et des moyens

- participer à l'amélioration du système d'information.

De formation supérieure (ESC, ingénieur, maîtrise de gestion), utilisateur averti de l'outil micro-informatique, vous justifiez de 5 à 7 ans d'expérience dans une fonction similaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, rémunération actuelle) sous réf. M15P à Christine Labbé - AGF Département des Ressources Humaines 33, rue La Fayette - 75009 PARIS.

PARCE QUE DEMAIN SE DECIDE AUJOURD'HUI.

AGF

SUD-EST

Groupe de filiales (300 personnes) d'un très important groupe français, spécialisé dans le service des collectivités locales dans le domaine de l'environnement, crée un poste de

Contrôleur de Gestion M/F

Chargé de la mise en place du contrôle de gestion, d'une comptabilité analytique et d'une gestion budgétaire, vous superviserez la comptabilité générale des diverses sociétés, la gestion de leur trésorerie et des flux financiers, les budgets prévisionnels, les tableaux de bord, vous préparerez les bilans.

De formation Sup de Co ou Maîtrise de Gestion + DESS-FI, vous disposez d'une expérience d'au moins 5 ans si possible en prestations de services.

Merci d'adresser sous réf.669B lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à notre Conseil PSYNERGIE, 42 rue Farges, 13008 MARSEILLE.

PSYNERGIE MARSEILLE PARIS-MONTPELLIER

Important organisme de recouvrement recherche, pour un recrutement au 15 juillet 1991 dans le cadre d'un contrat d'adéquation à durée indéterminée, pour son secteur contentieux

TITULAIRE D'UNE LICENCE D'UNE MAITRISE EN DROIT

Agé de moins de vingt-six ans, dépourvu des obligations militaires. Rémunération mensuelle brute de 5 675 F sur 13 mois 2/3 à l'embauche. Possibilités d'évolution dès le quatrième mois, rémunération brute annuelle de 81 600 F à 140 000 F.

Dès septembre, faculté de présenter le concours d'agent de contrôle des employeurs.

Rémunération brute annuelle de 91 500 F et après agrément définitif, salaire annuel brut de 125 000 F à 225 000 F selon ancienneté et expérience.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un CV détaillé et de la copie du diplôme édité (possibilité d'inscription à titre conservatoire) devront être adressées au plus tard le 6 juillet 1991 à :

URSSAF de Paris - Direction du personnel
3, rue Franklin, 93518, Montreuil Cedex.

Pour tout renseignement téléphonez au :
48-51-22-72 ou 48-51-22-39 ou 48-51-11-18.

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Mirosmail, PARIS (8*).

CHARGE(E) D'

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde de la Gestion

Levi's

N°1 sur le marché du JEAN, recherche pour son service Statistiques

CHARGE(E) D'ETUDES

Ecole de Commerce ou équivalent, 2 à 3 ans d'expérience dans situation correspondante et souhaitant travailler dans multinationale.
Esprit d'analyse et de synthèse, sens de la communication.
Bonnes connaissances en micro-informatique.
Dynamique, grande disponibilité.
Anglais courant indispensable.

Adresser votre candidature avec photo (retournée) et prétentions à la Direction du Personnel - LEVI STRAUSS - BP 115 - 91944 LES ULIS CEDEX.

ON N'EST JAMAIS TROP LEVI'S

PUISSANT ETABLISSEMENT FINANCIER POUR SA DIRECTION DES MARCHÉS

Notre Salle des marchés actions intervient sur tous les produits français et étrangers : actions, monnaie, indices, futures... Pour faire face à son développement, nous recherchons :

1 OPERATEUR INTERMEDIATION

Vous serez spécialisé sur les options et futurs européens pour notre clientèle (desk de dix sales). (Réf. 374/O)

1 OPERATEUR

Vous intervenerez dans nos activités pour comptes propres (trading, arbitrage, market-making) sur un desk en fort développement. (Réf. 374/O)

Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation pointue (Bac + 5 financiers ou scientifiques). Pour l'intermédiation, une première approche des marchés, grâce à des stages, est indispensable. L'opérateur devra nécessairement avoir une expérience d'au moins 2 ans sur ces marchés, si possible en banque.

Merci d'adresser votre dossier complet en précisant la référence du poste choisi à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

RESPONSABLE DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

Nous sommes un Groupe industriel français leader dans le domaine des ciments, matériaux et blocs. Nos chiffres parlent d'eux-mêmes : 30 000 personnes, 30 milliards de CA. Notre filiale Orsan, spécialisée dans le domaine de la biochimie, vous propose de rejoindre sa division France basée à Nesle (Somme).

Rattaché au Directeur d'usine et en liaison opérationnelle permanente avec les différents départements de l'établissement, vous êtes le coordinateur effectif des Services administratifs et comptables. Vous contrôlez notre Service achats approvisionnements et participez au développement de l'informatique. Vous êtes notre pivot en organisation, gestion, comptabilité, procédures, etc., dans un souci d'adaptation constante des structures de l'entreprise.

En donnant le contrepoint du discours technique, vous éclairez la Direction usine par vos analyses et votre évaluation de la rentabilité. De plus, vous entretenez des liens fonctionnels importants dans la Direction financière du

Groupe Orsan pour tous les domaines financiers et comptables nécessaires à la consolidation. Vous animez une équipe de 10 personnes.

A 32-35 ans, fort d'un diplôme de bon niveau (DECS, IEP, ECOFI...) vous justifiez d'une expérience réussie de la fonction contrôle de gestion (soit par le canal de l'audit, soit par le biais du contrôle industriel). Cet acquis vous a confirmé dans vos compétences techniques (comptabilité, gestion, consolidation, etc.).

Soucieux de résultats et de rentabilité, vous souhaitez aujourd'hui mener un projet global dans un environnement en plein mouvement, valorisant parce qu'exigeant.

Vous trouverez chez nous des opportunités de carrière à votre mesure, grâce à la diversité de nos métiers, de nos implantations et à notre dimension internationale.

Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. M/T231G, à Sabine Tripodi, ORSAN, 3 rue E. & A. Peugeot, 92500 Rueil-Malmaison. Répondeur Minitel : 42 36 10 30.



leader mondial des matériaux de construction

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt

PANTHÉON-LUXEMBOURG
6 P, 130 m² + av. 8^e ét.
sacane, Vue, 43-38-17-38

PROCHE NOTRE-DAME
3^e ét. studio 20 m², cit.
530 000 F. A voir

PANTHÉON, 5^e ét. sac.
studio 20 m², bon plan.

RUE LOMBARD, 1^{er} ét. 2 P.
culs, bns. Soléil, 3 m
sa/plafond. 1 180 000.

MOUFFETARD, 2^e ét. 2 P.
culs, bns. Soléil, 3 m
sa/plafond. 1 180 000.

FRANÇOISE FAURE, 46-47-95-17

8^e arrdt

PARIS 8^e, RUE LA BOÉTIE
Studio 25 m² de trm. classé.
1 P., 1^{er} ét. sac, bns. w.c.,
sac, bns. w.c., sac, bns. w.c.,
Gardien et digicode. Charges peu
élevées. Bon état.

Prix 550 000 F. A voir.

T. (1) 46-53-43-13 et 15 les Jrs
(11) 78-01-74-15 les Jrs. 20 h.

8^e arrdt

EXCEPTIONNEL 120 m²
8, rue Mafra

Visite mardi 17 h à 20 h.

appartements achats

9^e arrdt

PRÈS TRUDAINE
RMA, RENOVATION TOTALE
Livraison octobre 1991

2 P, 44 m², 4/5 P, 106 m²
DUPLEX 170 m² + terrasse
Faire de votre rêve.

ARIA 48-88-95-44

13^e arrdt

AV. D'ITALIE, 62 2 P.
Neuf, dans immeuble ancien.
250 000 F. 48-81-01-65

14^e arrdt

ALÉSIA 95 m²

1 800 000 F. ren-éch. clair
s/cour fleurie, pierre de
taille, prof. bds, possible.
Part. 46-43-58-50 SDR.

15^e arrdt

VILLA APOLLINAIRE

159, RUE DE JAVEL

FACILE SUD-OUEST
SANS VIS-A-VIS

PRESTATIONS DE HAUTE QUALITÉ

3, 4 et 5 PIÈCES

6 PIÈCES DUPLEX

avec grande terrasse

Livraison : fin 92

ARC PROMOTION

Tél. : 45-22-00-50

18^e arrdt

VAUVENARGUES

Beau volume 150 m², 2 ch.
2 bns. Très gd. sac.
ARIA-CONSEIL, 48-88-95-44

19^e arrdt

LA CAMPAGNE A PARIS

Maison 6/8 P, 180 m² bds.
r.d.c. + 1^{er} ét. Jard. 100 m².
Cens. Box. 43-36-17-38

92 Hauts-de-Seine

ANTONY URGENT

Part. vd PAVILLON 70 m²
sur 200 m² ter. Se-est complet.
64, 23 m², gd. ch., gd. s.d.b.,
cuisine équipée, w.c. Et. : 2 ch.
10 m², centre, REIL. Bds à pros.
1 200 000 F. 42-37-07-34

ASNIÈRES 34 P, 75,5 m²

Dans rés. 74 bon stand, 3^e ét.
Tous comm. aux pces
T1 confort. Double exposition
Double living 22 m² 2 gr. ch.
Cuis. équip. et s.d.b. (nouveaux)
Porte blindée. Parking intérieur.
850 000 F. Tél. 40-55-05-89

locations meublées demandées

Paris

Collaborateur journal
ch. pr sa fille étudiante
chambre ou studio meublé,
pour octobre
Paris ou pr. banl. RER
34-89-31-53 sp. 18 h.

locations non meublées demandées

Paris

EMBAISSY SERVICE

8, av. de la Motte, 75008 Paris,
recherche APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
HOTEL PARTIC. PARIS
et VILLAS PARIS-OUEST

T. (1) 45-62-30-00

RÉSIDENCE CITY

URGENT rech. pour dirigeants
étrangers d'imposants groupes
de SOCIÉTÉS BANQUES
et MAIRIES CUIST-EST

APARTEMENTS

Tél. : (1) 45-27-12-19

MASTER GROUP

recherche appart. vides
ou meublés de studio au 7 P.
POUR CADRES, DIRIGEANTS
DES SOCIÉTÉS BANQUES
47, rue Vauvargues Paris-7
42-22-24-66 et 42-22-98-70

bureaux

L'AGENDA

Cours

Gymnastique à domicile par
prof. diplômé d'Etat de
culture physique. Bonne
expérience. Travail sérieux.
Tél. 42-38-04-93

Stages

STAGE INTENSIF D'ARABE

COURS D'ARABE MODERNE
DU 1^{er} AU 25 JUILLET 1991
IN. : AFAC 42-72-20-88

Vacances

Tourisme

CORSE aux Bessies. A tour
études bord plage, tout
confort. 4 pers. poss. tennis
en piscine dans propriété.
Tél. : 45-88-25-75
37-51-16-22

automobiles

de 8 à 11 CV

TOULOUSE

Vds AUDI 200 QUATTRO

TURBO, mod. 87, état par-
fait, entretien total, garage
Audi (facture fournie), tss.
options, climatisation, auto-
choke, ordinateur, jantes
alliage, réglages électr.
siège et immobilisation, etc.
Garantie 12 mois.

113 000 F.

GARRIGOU MODICA

Toulouse
T. (16) 01-62-88-28

Le Monde Cadres

Ville moyenne 32 000 ha
1 h nord de Paris recrute
DIRECTEUR DES SERVICES
TECHNIQUES MUNICIPAUX
Chargé de l'encadrement
de l'entretien d'une
équipe de 220 personnes
réparties en trois sous-
directions : urbanisme,
bâtiment, voirie
et environnement.

Niveau requis : Ingénieur
(ENPC, ESTP, ENTPE...),
expérience 5 ans minimum.
Qualités requises :
aptitude à l'encadrement,
autorité, sens de
l'organisation, capacités
de gestion, de direction.
Rémunération motivante
avec logement et
voiture de fonction.
Merci d'adresser lettre
manuscrite, CV, photo +
prétentions sous réf. 6010
à La PFI Communication
25, rue du Louvre
75001 Paris

MJC VAL-D'YVETTE (91)
recherche

ANIMATEUR(TRICE)

dominicaux, jeunes 3
+ 25 ans, BAPF + DEFA
ou équivalent.
Envoyer CV + lettre à :
M. le Président
Médiam de Cynno
160, av. du Général-Lacoste
91190 St-sur-Yvette

ORGANISME DE PROTECTION
SOCIALE
recherche pour son alge
personnel son :

CHARGÉ DE COMMUNICATION

Votre mission :

— Le développement de la
communication interne.
— La création des supports
d'information.
— L'organisation et la ges-
tion d'une documentation.

De formation supérieure,
vous avez une première
expérience professionnelle
de préférence en commu-
nication interne.

Adresser CV + prétentions
à ORGASOC, 3, rue Jedin
75332 Paris Cedex 17

ECOLE PRIVÉE HC
recherche

PROFESSEURS

Temps partiel, 2^e, 1^{er},
Tit. A, B, tous disciplines.
Env. lettre manusc. + CV
Entre sous réf. 6342
LE MONDE PUBLICITÉ
15-17, rue du Colonel-P., Avs.
75002 Paris, Cedex 15

1 PROF. DE MATHS
1 PROF. DE FRANÇAIS.

Mini : Bac + 2
Salaire à négocier.
Envoyer CV +
M. le Directeur du C.F.A.
3, rue du Ballon
93160 Noisy-le-Grand

L'ARIM à NANCY
recherche et développement
social urbain.

équipe de 23 personnes
réalisent des études
sur l'ensemble de la Lorraine
pour un C.A. de 8 M€

recrute

un cadre

pour équipe de direction.
Expérience et compétence
en matière de logist. social
et de politique de la ville
pour interventions sur
quartiers sensibles
en liaison avec l'Etat,
les collectivités locales
et les organismes HLM.

Lettre + CV + prétentions à
ARIM LORRAINE - BP 254
54006 NANCY CEDEX

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT
TECHNIQUE PRIVÉ

recherche

1 PROF. DE MATHS
1 PROF. DE FRANÇAIS.

Mini : Bac + 2
Salaire à négocier.
Envoyer CV +
M. le Directeur du C.F.A.
3, rue du Ballon
93160 Noisy-le-Grand

EFFRON, recherche
PROFESSEURS

pour nouvelles sections de BTS
en alternance.

● Action commerciale.
● Comptabilité, gestion.
● Commerce International.
● Droit.
● Économie.
● Français.
● Langues étrangères.

RESPONSABLE
FORMATION CONTINUE

Adm. lettres, CV et prêt. à :
EFFRON, 88, JOLY
U.F.C.S. 8, r. Béranger, 75003

Société alternance
installée en Lorraine
cherche L'ÉCRIVAIN

DES COMMERCIAUX

pour toute la France.
Premier contact au
(1) 87-87-88-50

ASS. FORMATION
rech. SEGE PARIS

ASSISTANTE
DIRECTION

36 ans env. contr. vs assoc.
Sou. prof. résum. bns. 189 UR
U.F.C.S. 8, r. Béranger, 75003

Société alternance
installée en Lorraine
cherche L'ÉCRIVAIN

DES COMMERCIAUX

pour toute la France.
Premier contact au
(1) 87-87-88-50

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. 28 ans, technicien public.
3 ans expérience, recherche poste
responsable communication,
presse, publicité, RP. Étude
toutes propositions.
Entre sous réf. 6005
LE MONDE PUBLICITÉ
15-17, rue du Colonel-P., Avs.
75002 Paris, Cedex 15

M. 46 ans, RESP. ETUDES
MARKING en cabinet conseil.
exp. études qual-tant, sap-
teur industrie, high tech, ser-
vices, ch. poste équivalent
en cabinet ou entreprise.
Disponible rapidement.
Entre sous réf. 6342
LE MONDE PUBLICITÉ
15-17, rue du Colonel-P., Avs.
75002 Paris, Cedex 15

Sciences Po, 41 ans, ré-
sident aux USA depuis 8 ans,
exp. dével. et animation
réseau local, promotion pro-
ducts locaux et vins français
sur tous les États-Unis.
Soudierait les formes de col-
laboration avec sociétés euro-
péennes désirant progresser
cours-Adm. Américain.
Jusq. au 12 juillet à Paris.
Tél. 46-23-38-36

J.F. Prof. certifié lettres
exp. rech. poste lycée, for-
mat. prof. Rémun. 81 (75).
De format. sup. psychologie
Indust. marit. et gestion.
Rech. une entité innovatrice
pour s'associer au dével.
Région Indochine.
Tél. : 45-32-54-70

J.H. 33 ans, sérieux, cultivé,
dynamique, bonne présenta-
tion, susceptible de se
déplacer dans toute la
France et à l'étranger, ch.
une activité homme de ma-
son de compagnie, chauff.
Entre sous réf. 6338
LE MONDE PUBLICITÉ
15-17, rue du Colonel-P., Avs.
75002 Paris, Cedex 15

Jeune MBA, tit. angl./esp.
rech. poste à l'étranger, pour
plus d'inform. 44-23-88-01

J.H. 23 ans, Bac + 4, BTS
commer. int. mar. ASS. 1^{er} exp.
de rédacteur à l'ADPACCE + divers
exp. ch. emploi sur Paris, le
de-Fl. de service export de prof.
42-38-45-71

Non JEUNES recherchent
DES EMPLOIS D'ÉTUDES
Pour préparer un Bac pro.
bureautique en
CONTRAT DE QUALIFICATION
Contactez-nous : 60-46-00-54

J.F. dynamique, 31 ans, tit.
fr./esp./angl., 10 ans exp.
professionnelle. Consi-
sance Macintosh. Souhaité
s'investir de poste à res-
ponsabilité et motivant comme
assistant de direction.
T. 40-44-40-48

M. 43 ans, professeur de
français dans un lycée en
Tchécoslovaquie, ch. emploi
pour une année en France.
T. 31-81-81-90 M. Dalmier
ou 16-42-438-233-33 M. Plocha
16-42-438-215-84 lycée.

Consultant Sénior

35 ANS - IEP PARIS + DESS PSYCHOLOGIE - DOUBLE EXPÉRIENCE
ENTREPRISES ET CABINETS. AUJOURD'HUI SALARÉ, RECHERCHE MODE
DE COLLABORATION "USUELLE" AVEC CABINET DE CONSEIL EN
RECRUTEMENT PARISIEN SOUCIEUX DE QUALITÉ.

MERCI D'ADRESSER VOS PROPOSITIONS SOUS RÉFÉRENCE 378
A COMMUNIQUE - 60-54, RUE DE SULLY - 92513 BOULOGNE

FORMATION PROFESSIONNELLE

BAC + 5 : Jeunes diplômés des Grandes Ecoles, ou de l'université
BAC + 4 : Cadres en activité ou avec expérience professionnelle

SYSTEMIA et l'Ecole des Mines d'Alès

proposent les MASTERS SPECIALISES

ECHANGE DE DONNEES INFORMATISE

SYSTEMES D'INFORMATION
ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

* Label de la Conférence des Grandes Ecoles

pour acquérir une double compétence, en 1 an,
dont 6 mois de projet professionnel.

2 sessions : Octobre 1991 et Janvier 1992,
recrutement ouvert pour la 1ère session.

Contact : SYSTEMIA, Paul-Edouard LIBERTY,
au 42.24.24.04, à Aix en Provence.

RESPONSABLE DES SERVICES
ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

CONTENU DE GESTION

CONTENU DE GESTION

CONTENU DE GESTION

CONTENU DE GESTION

CONTENU DE GESTION

CONTENU DE GESTION

CONTENU DE GESTION

MARCHÉS FINANCIERS

Projets d'ajustement de la TVA

Les professionnels protestent contre la normalisation du marché de l'art

Après l'adoption par l'Assemblée nationale, le 17 juin, en première lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, qui prévoit notamment plusieurs ajustements de la TVA dans le domaine du marché de l'art, les professionnels - artistes et galeristes - dénoncent ces mesures prises sans concertation avec la profession et qui auront de lourdes conséquences sur un marché actuellement très affaibli.

Actuellement, les artistes vendant leurs œuvres peuvent être exonérés de cette taxe. Le commerçant, propriétaire d'une œuvre, a le choix entre deux méthodes pour l'acquiescer. Soit la base de calcul de la TVA est fixée à 30 % du prix de vente de l'œuvre, soit cette base de calcul est constituée par la différence entre le prix d'achat et le prix de vente de l'œuvre. C'est sur l'une de ces deux bases que le commerçant applique le taux normal de la TVA, soit 18,6 %.

Le ministre du budget a l'intention de supprimer ce système et de faire entrer l'ensemble du marché de l'art dans le régime général. Les professionnels de l'art (les galeristes comme les artistes) devront donc acquiescer une taxe de 18,6 % à chaque transaction au lieu des 5 % ou 6 % actuels.

Le Comité des galeries d'art fait remarquer que ce taux appliqué en France quelques mois avant l'entrée en vigueur du marché unique

européen fera naître des distorsions de concurrence au détriment de notre pays : en Allemagne, le taux est de 7 %, en Belgique, en Suisse et aux Pays-Bas de 6 % (il est, en revanche, de 17,5 % en Grande-Bretagne). Il affirme aussi qu'il n'est pas difficile pour un artiste de faire voyager ses œuvres et de les proposer dans une galerie allemande ou suisse, que les collectionneurs seront pénalisés et que ce système, enfin, favorisera le courtage et le marché parallèle, peu profitable aux artistes comme à l'Etat.

Si les professionnels de l'art acceptent aujourd'hui la suppression d'une assiette particulière, ils réclament pour eux l'application d'un taux « culturel » : celui du livre ou du cinéma qui est de 5,5 %. Le ministère de la culture a déploré l'absence totale de concertation préalable entre ses services et ceux des finances. Il attire l'attention sur les conséquences négatives qu'une telle mesure pourrait entraîner vis-à-vis du marché de l'art. Enfin, M. François Geindre, responsable de la culture au Parti socialiste, demande que soit abandonné ce « projet dangereux à la fois pour les artistes, la création et le rôle de notre pays ». Le texte doit être discuté par le Sénat avant de revenir devant l'Assemblée nationale.

EMMANUEL OE ROUX

La progression des industries du luxe se ralentit

« Si l'euphorie n'est pas de mise, le désenchantement non plus » : mi-février, mi-mars, les soixante-dix membres du Comité Colbert apprécient ainsi la situation des industries du luxe. En 1990, ils ont réalisé un chiffre d'affaires de 27,8 milliards de francs, soit une hausse de 4 % par rapport à 1989. Presque une moitié par rapport aux 25 %, 19 % et 14 % des années précédentes. En cinq ans en effet, le chiffre d'affaires du Comité Colbert avait progressé en francs constants de 78,5 %, passant de 15 à 27 milliards de francs.

En 1990, la crise du Golfe, la morosité internationale et la dépréciation du yen et du dollar sont les principaux responsables de ces moindres performances. F. Ch.

Carrefour va acquérir Viniprix et Euromarché

La cotation des actions Viniprix et Euromarché a été suspendue du 24 au 26 juin par décision de la Société des Bourses françaises, qui a été informée du projet d'acquisition par le groupe Carrefour de 83 % environ du capital de Viniprix, qui, en outre, lui-même détient 52,87 % d'Euromarché. Depuis plus d'un an, des rumeurs de cession de cette chaîne d'hypermarchés, contrôlée par le banquier Lazard, circulaient et le nom du repreneur souvent évoqué était celui de l'autre actionnaire, le Printemps.

Au sommaire de « Dossiers et Documents » de juillet-août 1991

Réfugiés : toujours plus

Toujours plus de réfugiés : 1 million en 1951, plus de 15 millions aujourd'hui. Une explosion démographique qui trouble profondément le nouvel ordre mondial. Le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU, en pleine crise, arrive difficilement à faire face. Les moyens manquent, et s'y ajoutent des problèmes politiques, des controverses, des querelles internes.

Les pays riches rechignent de plus en plus à s'offrir une bonne conscience en payant l'édification de l'Occident par les portes et n'hésitent plus à restreindre le droit d'asile. L'Europe doit affronter une nouvelle vague vers l'Ouest. Une population du Vieux Continent se desserre et se déplace. Un prochain déferlement des populations des pays de l'Est qui viendrait s'ajouter aux flux migratoires habituels en provenance des pays du Sud inquiète. La réunification alle-

mande a déjà créé outre-Rhin des tensions entre populations de l'ex-RDA et immigrés turcs ou bulgares. L'Italie laisse se transformer en cauchemar la rêve albanais. La Grèce, même, voit arriver des peuples étrangers venus d'ailleurs. Et chacun de redouter une arrivée massive de Soviétiques.

Les drames se reproduisent de pays en pays, de nouveaux exodes, comme celui des Kurdes, viennent s'ajouter à ceux des boat people et aux tragédies qui secouent l'Afrique. Ici et là, quelques espoirs de retour, souvent hypothétiques par avance.

La France, terre d'asile, semble à son tour baisser les bras. On aide les uns, on refuse les autres. Les déboutés du droit d'asile font les frais de la modernisation ambiguë d'un système en panne.

En vente chez tous les marchands de journaux. 8 F.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	13 juin 1991
Total actif	630 812
dont	
Or	161 543
Disponibilités à vue à l'étranger	110 244
Escomptes	55 712
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 961
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	55 540
Concours au Trésor public	41 330
Titres d'Etat (bons et obligations)	41 891
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	981
Effets privés	98 572
Effets en cours de recouvrement	21 919
Total passif	630 812
Billets en circulation	254 211
Comptes courants des établissements financiers adhérents à la constitution de réserves	53 089
Comptes courants Trésor public	9 843
Comptes de liquidité	10 530
Comptes de fonds de garantie	10 530
Comptes des changes	10 530
Comptes des allocations de droits de change	7 827
Escomptes au Fonds européen de coopération monétaire	55 059
Réserves de réévaluation des avoirs publics en or	182 056

TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9 %
Taux des pensions de 3 à 10 jours	10 %
Taux des avances sur titres	12 %

Le mouvement iranien va proposer les actions de 270 entreprises nationalisées en Bourse

Le gouvernement iranien a décidé de proposer prochainement à la Bourse de Téhéran les actions de 270 entreprises nationalisées, pour la plupart après la révolution islamique de 1979. Il indique le 20 juin la presse iranienne. Citant le ministre de l'économie et des finances, M. Mostafaez, les journaux ont précisé que cette mesure « de privatisation vise à assainir et équilibrer l'économie iranienne durant la période de la reconstruction ». Cette mesure entre dans la politique définie depuis plus d'un an et demi (le Monde du 6 décembre 1989) lors de la relance du marché boursier.

Le gouvernement entend céder au secteur privé jusqu'à 70 % des actions d'entreprises nationalisées. M. Mostafaez a ajouté que depuis la révolution de 1979, la Bourse de Téhéran, la valeur des titres cotés a augmenté de 100 % jusqu'à 800 %, ce qui prouve la justice de nos orientations économiques.

FAITS ET RÉSULTATS

Opel accroît ses bénéfices de 18,1 % au 1990. - Les ventes mondiales d'Opel (groupe General Motors) ont atteint en 1990 un nouveau record de 1 533 542 véhicules, soit 8,9 % de plus qu'en 1989 et 30 % de plus qu'en 1984. Selon les données de la division Opel, les ventes ont été de 13,9 %, atteignant 23,7 milliards de francs (8,6 milliards de francs), et ses bénéfices ont été de 13,9 %, atteignant 1,32 milliard de francs (4,5 milliards de francs). Le constructeur automobile allemand attend à une croissance d'environ 15 % son chiffre d'affaires en 1991.

Richard-Nissan prévoit d'augmenter ses chiffres d'affaires de 25 % en 1991. - L'entreprise familiale Richard-Nissan, importateur exclusif de Nissan, qui avait réalisé 46 millions de francs de bénéfice net en 1989, a enregistré 66 millions de francs en 1990 et 111 millions de francs l'an dernier, avec un volume d'immatriculations de 17 000 véhicules. L'entreprise a prévu une augmentation de 25 % de son chiffre d'affaires, et prévoit, pour l'ensemble de l'année 1991, une hausse de 22 % du volume de ses ventes et de plus de 25 % de son chiffre d'affaires, par rapport à 1990.

On s'attend pour la fusion entre DL Banque et AD Bank qui deviendrait Banque Dumenil Leblé (Suisse). - La Commission fédérale helvétique des banques a donné son accord à la fusion de deux banques genevoises, la DL Banque (Suisse) et Assets Development Bank SA, qui prendront le nom de Banque Dumenil Leblé (Suisse) SA, filiale à 100 % de la banque française d'affaires Dumenil Leblé.

PARIS, 24 juin

Nette baisse

Nouvelle séance de baisse, à la Bourse de Paris pour ce début de semaine une fois encore placée sous le signe de la grisaille. En retrait de 0,56 % dès le début des transactions, les valeurs françaises n'ont cessé d'accentuer leurs pertes au fil des échanges. En fin de matinée, elles effrayaient un retard avoisinant 1,3 %. En début d'après-midi, le mouvement baissier se poursuivait (-1,7 %). Plus tard dans la journée, les investisseurs de la Bourse de New-York, l'indice CAC 40 s'inscrivait en recul de 1,84 %, à 1777,08 points. S'y ajoutait un effet G7 sur cette séance, à s'être borné à décevoir une majorité d'intervenants. Comme le soulignait l'un d'entre eux, la réunion de dimanche a déçu, la hausse du dollar a repris de plus belle et les inquiétudes sur les taux demeurent. En effet, malgré la décision des ministres des finances de procéder à des actions concertées appropriées sur le marché des changes, le dollar s'est échangé à 6,1205 francs lundi au lieu de 6,1195 francs samedi à Paris. En ce qui concerne les taux, les professionnels assument qu'il n'y a pas eu de progrès tangible si ce n'est, pourtant, cette question demeure aujourd'hui plus importante que jamais.

Du côté des valeurs, le fait marquant est la poursuite de la suspension des titres Viniprix et Euromarché jusqu'au 27 juin et des actions Carrefour. Au Printemps, la Bourse de Paris SA, ce jour, de 10 heures à 11 heures, Carrefour va acquiescer, environ 83 % de Viniprix et Euromarché jusqu'au 27 juin et des actions Carrefour. Au Printemps, la Bourse de Paris SA, ce jour, de 10 heures à 11 heures, Carrefour va acquiescer, environ 83 % de Viniprix et Euromarché jusqu'au 27 juin et des actions Carrefour.

TOKYO, 24 juin

Vif recul

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de lundi en vif recul. Les investisseurs s'étaient retirés du marché après l'annonce des démissions des présidents de Nomura Securities et de Daiwa Securities. L'indice Nikkei a abandonné 509,62 points, soit une perte de 2,10 %, à 24 250,25 points. Les échanges ont été sensiblement contractés, passant de 280 millions de titres vendus à 220 ml lundi.

Les cours des quatre grandes sociétés de courtage - Nomura, Daiwa et Yamato - ont en conséquence vivement baissé. A cela s'est ajoutée la déception après la réunion du G7, ce week-end à Londres, qui n'a débouché sur aucune mesure concrète pour faire baisser le dollar ou pour réduire les taux.

VALEURS	Cours de 21 juin	Cours de 24 juin
Alcatel	1230	1200
Alstom	1000	980
Carrefour	1480	1450
CGI	280	280
Elf	1480	1450
Elf	1480	1450
Elf	1480	1450
Elf	1480	1450
Elf	1480	1450
Elf	1480	1450

PARIS :

Second marché (réduction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3480	3480	Alcatel	327 20	331
Alcatel	308	308	Alcatel	191	191
Alcatel	130	130	Alcatel	880	880
Alcatel	819	795	Alcatel	102	102
Alcatel	355	350	Alcatel	253	252
Alcatel	212	212	Alcatel	76	76
Alcatel	1030	1025	Alcatel	127 50	122 40
Alcatel	402	402 20	Alcatel	167	167
Alcatel	628	628	Alcatel	85	85
Alcatel	180 10	180 10	Alcatel	382	375
Alcatel	272	265	Alcatel	620	619
Alcatel	825	825	Alcatel	310	301
Alcatel	290	290	Alcatel	188	184
Alcatel	1134	1135	Alcatel	100	100
Alcatel	230 80	230 80	Alcatel	430	414
Alcatel	408	412	Alcatel	130	130
Alcatel	1134	1134	Alcatel	279 80	276
Alcatel	485	485	Alcatel	350	351 80
Alcatel	1045	1045	Alcatel	278	278
Alcatel	343	343	Alcatel	213	211
Alcatel	130	125	Alcatel	100	100
Alcatel	220	220	Alcatel	747	744
Alcatel	290	285			
Alcatel	128	127 80			
Alcatel	130	130			
Alcatel	241	235 80			
Alcatel	383	380			
Alcatel	218	218			
Alcatel	750	759			
Alcatel	951	951			
Alcatel	245	250			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 21 juin 1991

Nombre de contrats : 53 458

COURS

ÉCHÉANCES

	Jun 91	Sept 91	Déc 91
Dernier	104,52	104,72	104,78
Précédent	104,50	104,70	104,74

Options sur national

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	Sept 91	Déc 91
105	0,82	1,26
	1,11	-

CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 6 875

COURS	Jun	Jul	Août
Dernier	1 810	1 800	1 810
Précédent	1 796,5	1 788	1 800

CHANGES

Dollar : 6,12 F ↑

Le dollar restait ferme lundi 24 juin après la réunion du groupe des Sept à Londres. Les investisseurs paraissent décidés à tester la volonté des banques centrales de contenir la poussée de la devise américaine. A Paris, la devise verte s'échangeait à 6,16 francs en début de séance avant de glisser à 6,1205 francs vendredi à la cotation officielle.

BOURSES

PARIS (WSE, base 100 : 28 12-90)

Valeurs françaises : 116 116,7

Valeurs étrangères : 119,70 121,7

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC : 478,09 479,18

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1 793,85 1 806,63

NEW YORK (Index Dow Jones)

Industrielles : 2 953,94 2 965,56

Londres (Index Financial Times)

100 valeurs : 2 479,90 2 487,50

30 valeurs : 1 943,70 1 947,30

Mines d'or : 287 283,90

Fonds d'Etat : 83,81 83,79

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (24 juin) : 10 1/16-18 3/16

New-York (21 juin) : 5 3/4 %

Tokyo : 1 687,83 1 711,86

Nikkei Dow Jones : 24 275,08 23 765,46

Indice général : 1 873,84 1 844,59

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -

S.E.U. : 6,1740 6,1760 +192 +202 +383 +403 +1020 +1080

S. can. : 5,3959 5,4000 +50 +63 +84 +111 +233 +303

Yen (100) : 4,4154 4,4184 +66 +76 +135 +158 +417 +466

DM : 3,3970 3,3999 +106 +111 +211 +222 +561 +595

Sfr : 3,0157 3,0174 +14 +22 +25 +39 +60 +100

FR (100) : 16,4860 16,4960 +100 +120 +160 +250 +340 +430

FS : 3,9463 3,9501 +38 +56 +106 +126 +311 +362

L (1 000) : 4,5666 4,5714 +48 +65 +121 +138 +388 +439

£ : 9,9513 9,9588 +149 +170 +277 +323 +578 +652

TAUX DES EUROMONNAIRES

S.E.U.	5 J	1 M	3 M	6 M	1 A	6 M
Yen	7 15/16	8 1/16	7 15/16	8 1/16	7 3/4	7 3/8
DM	8 1/16	8 1/16	8 3/4	8 7/8	9 1/8	9 1/8
Yen	8 3/4	9 1/16	9 1/16	9 1/8	9 1/8	9 1/8
FR (100)	8 13/16	9 3/16	8 15/16	9 3/16	9 1/8	9 3/8
FS	7 3/4	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
L (1 000)	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
£	12 1/2	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
Franc	18	18 1/2	9 3/4	9 7/8	9 11/16	9 11/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fia de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Lundi 24 juin
Christien Langlois-Meurine,
président de l'Institut
de développement industriel.

Mardi 25 juin
Judy Graham,
directrice d'Executive Relocation,
« Le Monde Initiatives » du 28 juin
publie une enquête sur les « turbo-
cadres » et les problèmes de mobilité.

BOURSE DU 24 J

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3480	3480
Alcatel	308	308
Alcatel	130	130
Alcatel	819	795
Alcatel	355	350
Alcatel	212	212
Alcatel	1030	1025
Alcatel	402	402 20
Alcatel	628	628
Alcatel	180 10	180 10
Alcatel	272	265
Alcatel	825	825
Alcatel	290	290
Alcatel	1134	1135
Alcatel	230 80	230 80
Alcatel	408	412
Alcatel	1134	1134
Alcatel	485	485
Alcatel	1045	1045
Alcatel	343	343
Alcatel	130	125
Alcatel	220	220
Alcatel	290	285
Alcatel	128	127 80
Alcatel	130	130
Alcatel	241	235 80
Alcatel	383	380
Alcatel	218	218
Alcatel	750	759
Alcatel	951	951
Alcatel	245	250

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 24 JUIN

Cours relevés à 15 h 48

Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
4000	C.A.E. 2%	4000	4010	4010	+0.25	4000	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	4000	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	4000	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
880	B.A.P. T.P.	880	885	885	+0.57	880	Comptant	210	205	205.40	-2.38	880	Comptant	350	352	352	+0.57	880	Comptant	650	649	649	-0.15
1280	Comptant T.P.	1280	1285	1285	+0.39	1280	Comptant	210	205	205.40	-2.38	1280	Comptant	350	352	352	+0.57	1280	Comptant	650	649	649	-0.15
1580	Comptant T.P.	1580	1585	1585	+0.32	1580	Comptant	210	205	205.40	-2.38	1580	Comptant	350	352	352	+0.57	1580	Comptant	650	649	649	-0.15
1880	Comptant T.P.	1880	1885	1885	+0.27	1880	Comptant	210	205	205.40	-2.38	1880	Comptant	350	352	352	+0.57	1880	Comptant	650	649	649	-0.15
2180	Comptant T.P.	2180	2185	2185	+0.23	2180	Comptant	210	205	205.40	-2.38	2180	Comptant	350	352	352	+0.57	2180	Comptant	650	649	649	-0.15
2480	Comptant T.P.	2480	2485	2485	+0.20	2480	Comptant	210	205	205.40	-2.38	2480	Comptant	350	352	352	+0.57	2480	Comptant	650	649	649	-0.15
2780	Comptant T.P.	2780	2785	2785	+0.18	2780	Comptant	210	205	205.40	-2.38	2780	Comptant	350	352	352	+0.57	2780	Comptant	650	649	649	-0.15
3080	Comptant T.P.	3080	3085	3085	+0.16	3080	Comptant	210	205	205.40	-2.38	3080	Comptant	350	352	352	+0.57	3080	Comptant	650	649	649	-0.15
3380	Comptant T.P.	3380	3385	3385	+0.14	3380	Comptant	210	205	205.40	-2.38	3380	Comptant	350	352	352	+0.57	3380	Comptant	650	649	649	-0.15
3680	Comptant T.P.	3680	3685	3685	+0.13	3680	Comptant	210	205	205.40	-2.38	3680	Comptant	350	352	352	+0.57	3680	Comptant	650	649	649	-0.15
3980	Comptant T.P.	3980	3985	3985	+0.12	3980	Comptant	210	205	205.40	-2.38	3980	Comptant	350	352	352	+0.57	3980	Comptant	650	649	649	-0.15
4280	Comptant T.P.	4280	4285	4285	+0.11	4280	Comptant	210	205	205.40	-2.38	4280	Comptant	350	352	352	+0.57	4280	Comptant	650	649	649	-0.15
4580	Comptant T.P.	4580	4585	4585	+0.10	4580	Comptant	210	205	205.40	-2.38	4580	Comptant	350	352	352	+0.57	4580	Comptant	650	649	649	-0.15
4880	Comptant T.P.	4880	4885	4885	+0.09	4880	Comptant	210	205	205.40	-2.38	4880	Comptant	350	352	352	+0.57	4880	Comptant	650	649	649	-0.15
5180	Comptant T.P.	5180	5185	5185	+0.08	5180	Comptant	210	205	205.40	-2.38	5180	Comptant	350	352	352	+0.57	5180	Comptant	650	649	649	-0.15
5480	Comptant T.P.	5480	5485	5485	+0.07	5480	Comptant	210	205	205.40	-2.38	5480	Comptant	350	352	352	+0.57	5480	Comptant	650	649	649	-0.15
5780	Comptant T.P.	5780	5785	5785	+0.06	5780	Comptant	210	205	205.40	-2.38	5780	Comptant	350	352	352	+0.57	5780	Comptant	650	649	649	-0.15
6080	Comptant T.P.	6080	6085	6085	+0.05	6080	Comptant	210	205	205.40	-2.38	6080	Comptant	350	352	352	+0.57	6080	Comptant	650	649	649	-0.15
6380	Comptant T.P.	6380	6385	6385	+0.04	6380	Comptant	210	205	205.40	-2.38	6380	Comptant	350	352	352	+0.57	6380	Comptant	650	649	649	-0.15
6680	Comptant T.P.	6680	6685	6685	+0.03	6680	Comptant	210	205	205.40	-2.38	6680	Comptant	350	352	352	+0.57	6680	Comptant	650	649	649	-0.15
6980	Comptant T.P.	6980	6985	6985	+0.02	6980	Comptant	210	205	205.40	-2.38	6980	Comptant	350	352	352	+0.57	6980	Comptant	650	649	649	-0.15
7280	Comptant T.P.	7280	7285	7285	+0.01	7280	Comptant	210	205	205.40	-2.38	7280	Comptant	350	352	352	+0.57	7280	Comptant	650	649	649	-0.15
7580	Comptant T.P.	7580	7585	7585	+0.00	7580	Comptant	210	205	205.40	-2.38	7580	Comptant	350	352	352	+0.57	7580	Comptant	650	649	649	-0.15
7880	Comptant T.P.	7880	7885	7885	-0.01	7880	Comptant	210	205	205.40	-2.38	7880	Comptant	350	352	352	+0.57	7880	Comptant	650	649	649	-0.15
8180	Comptant T.P.	8180	8185	8185	-0.02	8180	Comptant	210	205	205.40	-2.38	8180	Comptant	350	352	352	+0.57	8180	Comptant	650	649	649	-0.15
8480	Comptant T.P.	8480	8485	8485	-0.03	8480	Comptant	210	205	205.40	-2.38	8480	Comptant	350	352	352	+0.57	8480	Comptant	650	649	649	-0.15
8780	Comptant T.P.	8780	8785	8785	-0.04	8780	Comptant	210	205	205.40	-2.38	8780	Comptant	350	352	352	+0.57	8780	Comptant	650	649	649	-0.15
9080	Comptant T.P.	9080	9085	9085	-0.05	9080	Comptant	210	205	205.40	-2.38	9080	Comptant	350	352	352	+0.57	9080	Comptant	650	649	649	-0.15
9380	Comptant T.P.	9380	9385	9385	-0.06	9380	Comptant	210	205	205.40	-2.38	9380	Comptant	350	352	352	+0.57	9380	Comptant	650	649	649	-0.15
9680	Comptant T.P.	9680	9685	9685	-0.07	9680	Comptant	210	205	205.40	-2.38	9680	Comptant	350	352	352	+0.57	9680	Comptant	650	649	649	-0.15
9980	Comptant T.P.	9980	9985	9985	-0.08	9980	Comptant	210	205	205.40	-2.38	9980	Comptant	350	352	352	+0.57	9980	Comptant	650	649	649	-0.15
10280	Comptant T.P.	10280	10285	10285	-0.09	10280	Comptant	210	205	205.40	-2.38	10280	Comptant	350	352	352	+0.57	10280	Comptant	650	649	649	-0.15
10580	Comptant T.P.	10580	10585	10585	-0.10	10580	Comptant	210	205	205.40	-2.38	10580	Comptant	350	352	352	+0.57	10580	Comptant	650	649	649	-0.15
10880	Comptant T.P.	10880	10885	10885	-0.11	10880	Comptant	210	205	205.40	-2.38	10880	Comptant	350	352	352	+0.57	10880	Comptant	650	649	649	-0.15
11180	Comptant T.P.	11180	11185	11185	-0.12	11180	Comptant	210	205	205.40	-2.38	11180	Comptant	350	352	352	+0.57	11180	Comptant	650	649	649	-0.15
11480	Comptant T.P.	11480	11485	11485	-0.13	11480	Comptant	210	205	205.40	-2.38	11480	Comptant	350	352	352	+0.57	11480	Comptant	650	649	649	-0.15
11780	Comptant T.P.	11780	11785	11785	-0.14	11780	Comptant	210	205	205.40	-2.38	11780	Comptant	350	352	352	+0.57	11780	Comptant	650	649	649	-0.15
12080	Comptant T.P.	12080	12085	12085	-0.15	12080	Comptant	210	205	205.40	-2.38	12080	Comptant	350	352	352	+0.57	12080	Comptant	650	649	649	-0.15
12380	Comptant T.P.	12380	12385	12385	-0.16	12380	Comptant	210	205	205.40	-2.38	12380	Comptant	350	352	352	+0.57	12380	Comptant	650	649	649	-0.15
12680	Comptant T.P.	12680	12685	12685	-0.17	12680	Comptant	210	205	205.40	-2.38	12680	Comptant	350	352	352	+0.57	12680	Comptant	650	649	649	-0.15
12980	Comptant T.P.	12980	12985	12985	-0.18	12980	Comptant	210	205	205.40	-2.38	12980	Comptant	350	352	352	+0.57	12980	Comptant	650	649	649	-0.15
13280	Comptant T.P.	13280	13285	13285	-0.19	13280	Comptant	210	205	205.40	-2.38	13280	Comptant	350	352	352	+0.57	13280	Comptant	650	649	649	-0.15
13580	Comptant T.P.	13580	13585	13585	-0.20	13580	Comptant	210	205	205.40	-2.38	13580	Comptant	350	352	352	+0.57	13580	Comptant	650	649	649	-0.15
13880	Comptant T.P.	13880	13885	13885	-0.21	13880	Comptant	210	205	205.40	-2.38	13880	Comptant	350	352	352	+0.57	13880	Comptant	650	649	649	-0.15
14180	Comptant T.P.	14180	14185	14185	-0.22	14180	Comptant	210	205	205.40	-2.38	14180	Comptant	350	352	352	+0.57	14180	Comptant	650	649	649	-0.15
14480	Comptant T.P.	14480	14485	14485	-0.23	14480	Comptant	210	205	205.40	-2.38	14480	Comptant	350	352	352	+0.57	14480	Comptant	650	649	649	-0.15
14780	Comptant T.P.	14780	14785	14785	-0.24	14780	Comptant	210	205	205.40	-2.38	14780	Comptant	350	352	352	+0.57	14780	Comptant	650	649	649	-0.15
15080	Comptant T.P.	15080	15085	15085	-0.25	15080	Comptant	210	205	205.40	-2.38	15080	Comptant	350	352	352	+0.57	15080	Comptant	650	649	649	-0.15
15380	Comptant T.P.	15380	15385	15385	-0.26	15380	Comptant	210	205	205.40	-2.38	15380	Comptant	350	352	352	+0.57	15380	Comptant	650	649	649	-0.15
15680	Comptant T.P.	15680	15685	15685	-0.27	15680	Comptant	210	205	205.40	-2.38	15680	Comptant	350	352	352	+0.57	15680	Comptant	650	649	649	-0.15
15980	Comptant T.P.	15980	15985	15985	-0.28	15980	Comptant	210	205	205.40	-2.38	15980	Comptant	350	352	352	+0.57	15980	Comptant	650	649	649	-0.15
16280	Comptant T.P.	16280	16285	16285	-0.29	16280	Comptant	210	205	205.40	-2.38	16280	Comptant	350	352	352	+0.57	16280	Comptant	650	649	649	-0.15
16580	Comptant T.P.	16580	16585	16585	-0.30	16580	Comptant	210	205	205.40	-2.38	16580	Comptant	350	352	352	+0.57	16580	Comptant	650	649	649	-0.15
16880	Comptant T.P.	16880	16885	16885	-0.31	16880	Comptant	210	205	205.40	-2.38	16880	Comptant	350	352	352	+0.57	16880	Comptant	650	649	649	-0.15
17180	Comptant T.P.	17180	1718																				

ILE-DE-FRANCE

Dans une lettre au préfet de région

M. Chirac critique l'attitude de l'Etat envers les sans-abri dans Paris

Dans une lettre au préfet de la région Ile-de-France, le maire de Paris expose le problème des personnes sans abri dans la capitale. Leur situation reste incertaine, malgré les cinquante-quatre propositions faites en juin 1990 par un groupe de travail réuni à la demande du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire.

M. Jacques Chirac vient d'écrire, à M. Christian Sauter, préfet de la région Ile-de-France, à propos des conditions d'hébergement dans la capitale des personnes sans domicile fixe. « La pratique actuelle, qui consiste à ouvrir d'un coup mille places en novembre et à les fermer en une seule fois le 15 avril, ne permet pas de faire face à la demande progressive de la demande d'hébergement dès septembre et à la diminution progressive de cette demande pour le mois de mai », souligne le maire de Paris.

Cette lettre de M. Chirac relance le débat de l'hébergement tout au long de l'année des sans domicile fixe. Leur situation est en effet aussi précaire l'été que l'hiver. Une récente étude du Secours catholique sur « le profil des personnes en milieu urbain, sans ressource et sans RMI » montre que 66 % de celles qui frappent à la porte de ces centres d'accueil sont « sans toit ». De son côté, l'Association Emmaüs de la rue des Bourdonnais, dans le 1^{er} arrondissement, affirme que le nombre « d'appels au secours » recueillis entre 1989 et 1990 a augmenté de mille.

M. Chirac s'adresse au représentant du gouvernement en Ile-de-France, un an après que le groupe de travail, réuni à la demande de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, et de M. Yves Dauge, délégué interministériel à la Ville, a remis son rapport sur « l'amélioration de la vie quotidienne des sans domicile

fixe ». Aucune des cinquante-quatre mesures recommandées dans ce document n'a été concrétisée par les pouvoirs publics. Les représentants du Secours catholique, d'Emmaüs international, d'Emmaüs de l'Armée du salut, de Médecins du monde, ainsi que les délégués à l'action sanitaire et sociale, qui composaient le groupe de travail, ont travaillé sur trois thèmes : « Accueil et hébergement », « Relations avec les services publics » et « Santé ».

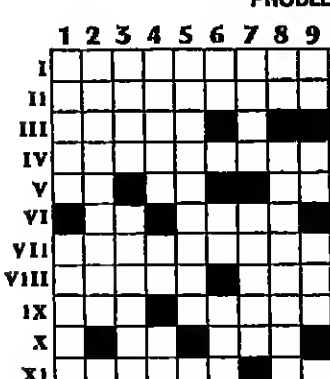
A propos de l'accueil et de l'hébergement des sans-abri, le groupe de travail faisait dix-huit propositions. Il demandait qu'une part plus grande des crédits pauvreté-précarité soit réservée à l'hébergement d'urgence « notamment pour augmenter le nombre d'unités de nuit ouvertes toute l'année ». Il suggérait la création d'« hôtels sociaux » et d'établissements spécialisés pour recevoir les femmes seules, les couples et les jeunes. Il souhaitait que l'accueil soit amélioré par la mise en place « d'unités plus petites (quinze à trente places) pour remplacer les établissements de grande capacité ».

Le groupe de travail évoquait la possibilité de louer les immeubles vides qui attendent, parfois des mois, avant d'être démolis, pour loger des sans domicile fixe. Il fallait « étudier le moyen de développer ce mode d'hébergement ». Il conseillait « qu'en cas d'expulsion le préfet demande systématiquement une enquête sociale avant d'accorder le concours de la force publique ». Enfin, pour « une meilleure prise en compte des problèmes sociaux » des « sans domicile fixe », il estimait « indispensable » une nouvelle répartition, sur l'ensemble du territoire, des équipements mis à leur disposition. Il proposait le lancement d'un « plan national » pour mieux héberger et accueillir les sans abri.

JEAN PERRIN

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5548



HORIZONTALEMENT

I. Faire baisser le ton. - II. La fabrication des chaînes. - III. Four-nit une huile peu appréciée. - IV. Qui se rapportent aux images. - V. Abréviations. Pronom. Pas dit. - VI. Symbole. Une ville où l'on produit beaucoup de lentilles. - VII. Une façon de faire de la recherche. - VIII. Une bonne opinion. Parfois tué avec de l'alcool. - IX. Au Japon. On peut trouver un peu partout. - X. D'un auditeur. N'est pas de la petite bière. - XI. Loupes, par exemple. Terme musical.

VERTICALEMENT

1. Peut se faire traiter de finasse. Long quand il y a de l'eau. - 2. On y trouve les myrtilles. - 3. N'est pas très honnête quand il est joli. Peut varier des coffres. - 4. Un homme de méthode. Prêtresse en sabots. Degré. - 5. Une façon de concevoir le marxisme. - 6. Ne renseigne pas beaucoup sur le sujet. Conjonction. Peut mener loin quand il est faux. - 7. Qui ne prend plus rien. Comme un combat qui se déroule sur une nappe. - 8. Partie de l'épave. Sortes de rayons. - 9. Dans une série de sept. Qui est bien rentré. Produits de la terre.

Solution du problème n° 5547

Horizontalement

I. Tapissier. Tôles. - II. Opinion. Élagage. - III. Nil. Té. Ci. Rien. - IV. Nœud. Ger. Aèdes. - V. Énumération. En. - VI. Ravale-ment. Su. - VII. lo. Rosa. Idées. - VIII. Eau. Lob. Néant. - IX. Deuil. Amusant. - X. Lit. Resta. Igne. - XI. Thres. Or. Zoner. - XII. Osées. Élimina. - XIII. Un. El. Cap. Ne. -

XIV. Gamitures. Etou. - XV. Assés. Sonneur.

Verticalement

1. Tonnelier. Tonga. - 2. Apion. Ou. Lis. As. - 3. Pileur. Editeurs. - 4. In. Umar. Etienne. - 5. Si. Dévolu. Es. In. - 6. Sot. Rasoirs. Eté. - 7. Inégale. Elus. - 8. Eté. Sol. - 9. Récriminations. - 10. Li. Cédema. Masso. - 11. Ta. Arneau. Zip. - 12. Ogr. Tension. En. - 13. Lsida. Stagnante. - 14. Egéens. Nua. Eau. - 15. Sens. Uretère. Ur.

GUY BROUTY

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, gérant.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. Société filiale

VIETNAM : après des mois de manœuvres politiques

Le VII^e congrès du PC devrait être marqué par un important renouvellement de la direction

Le VII^e congrès du PC vietnamien, qui s'est ouvert lundi 24 juin à Hanoi, doit être l'occasion d'un renouvellement important de la direction du pays. Tout en conservant le monopole du pouvoir politique, le PCV devrait approuver la poursuite des réformes économiques amorcées il y a cinq ans.

HANOI

de notre envoyé spécial

La grande messe du communisme vietnamien, qui se tient pendant quatre jours dans une ville plutôt déserte, est devenue une affaire pour initiés. Dans les couloirs, le nombre des journalistes a été très sensiblement réduit, tandis que ceux des invités — Cubains, Soviétiques, Laotiens et Cambodgiens, en ce qui concerne les partis frères — s'est considérablement accru. Il est vrai que, depuis le

VI^e congrès, l'Europe de l'Est a changé de camp et que l'heure n'est pas encore venue de recevoir les Chinois.

Pourtant, il aura fallu des mois de préparation, donc de manœuvres politiques, pour désigner avec peine des équilibres encore incertains. Une retraite dans l'honneur de M. Nguyen Co Thach, depuis douze ans chef de la diplomatie vietnamienne, est considérée comme acquise. M. Thach étant fort peu apprécié à Pékin, ce départ ne peut que faciliter une relance du dialogue avec le voisin du Nord.

Homme du consensus, M. Nguyen Van Linh, secrétaire général du PCV depuis le précédent congrès, est également donné partant. Il serait remplacé par M. Do Muoi, l'actuel premier ministre, âgé de soixante-quatre ans, qui serait ainsi promu gardien du temple. Cinq autres membres du bureau politique sur douze pourraient également faire place à des éléments plus jeunes. La charrette comprendrait notamment MM. Vo Chi Cong, chef de l'Etat, âgé de soixante-dix-huit ans, et Mai Chi Tho, ministre de l'Intérieur et frère cadet de feu Le Duc Tho. Certains pourraient rejoindre M. Pham Van Dong, ancien premier ministre de Ho Chi Minh, pour reconstituer un groupe de

conseillers spéciaux du comité central, qui pourrait recevoir le renfort du général Vo Nguyen Giap.

Ce renouvellement de la direction d'un PC qui revendique 2,1 millions d'adhérents dans un pays de 68 millions d'habitants, donne mal la mesure des luttes qui ont précédé le congrès. C'est également le cas du projet de plate-forme sur « la construction nationale dans la période de transition vers le socialisme » soumis aux 1176 délégués. De dures négociations ont abouti à ce compromis qui, ne faisant plus de « la construction du socialisme » l'objectif immédiat, tient donc compte des réserves des plus pragmatiques. Le Vietnam traverse une phase délicate et, depuis cinq ans, seules l'ouverture du pays et des réformes économiques lui permettent de tenir le coup malgré le maintien de l'embargo économique américain.

Ce congrès, dès le premier jour, ne prend cependant pas l'allure d'un aboutissement, contrairement au précédent, qui avait adopté le « Doi Moi », le renouveau, fruit d'un compromis entre conservateurs et réformateurs. Aucune personnalité ne pourrait véritablement s'imposer, et peut-être le système ne le permet-il plus. Si M. Linh se retire, il le fera faute d'avoir pu jouer les dénominateurs communs.

L'Assemblée nationale se réunira en juillet pour se prononcer sur une réforme constitutionnelle qui devrait renforcer les pouvoirs, jusqu'à présent limités, du président de la République. Elle doit, en

outre, nommer le président de ce Conseil et un gouvernement. Or, on ne sait toujours pas qui, de M. Vo Van Kiet, le communiste sudiste le plus connu (soixante-quatre), ou de M. Pham Van Khai (cinquante-quatre), ancien maire de Saigon et actuel président de la Commission du plan, sera nommé premier ministre. Si le premier devient chef de l'Etat, M. Khai pourrait diriger le gouvernement.

Les querelles d'hommes et de clans expliquent également, dans un parti en perte de vitesse, pourquoi personne ne peut assumer d'importantes responsabilités. Il s'agit donc avant tout de neutraliser le voisin. Seul quand il sert de prétexte, le débat idéologique compte peu.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CHILI : Les prisonniers politiques en grève de la faim cessent leur mouvement. — Les 78 prisonniers politiques qui observaient une grève de la faim depuis vingt-quatre jours, ont cessé leur mouvement samedi 23 juin, estimant satisfaites les décisions du gouvernement du président Aylwin. Le président chilien a en effet amnistié vendredi 11 détenus emprisonnés pour des motifs politiques sous la dictature du général Augusto Pinochet (1973-1990). Les grévistes de la faim, exigeant essentiellement que leurs procès soient accélérés. — (AFP)

Tests génétiques et réduction embryonnaire

Deux avis du Comité national d'éthique

Le Comité national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé a rendu publics, lundi 24 juin, deux avis concernant les limitations qui devraient être appliquées à la mise en œuvre des tests génétiques et à la technique dite de « réduction embryonnaire ».

Dans son premier avis, le Comité fournit une réponse attendue aux nombreux problèmes soulevés par les progrès de la biologie moléculaire qui, appliquée à la génétique humaine, permettent d'identifier de nombreuses caractéristiques individuelles à partir de simples échantillons d'ADN. « Le génome d'un individu, parce qu'il relève de son être plutôt que de son avoir, ne peut pas être l'objet de commerce, tout comme les autres composantes physiques de sa personne », estime le Comité national d'éthique, qui souligne toutefois que cette « non-propiété » ne s'oppose pas à une recherche ou à l'analyse des éléments constituant le génome. « Cette analyse doit présenter une utilité évidente pour celui qui s'y soumet ou pour sa famille ou doit participer à un programme de recherche jugé utile par la communauté scientifique. Le prélèvement pour fins d'analyse d'ADN doit demeurer un acte médical et ne relever que d'une indication médicalement reconnue », précise le Comité.

Concernant l'information des données ainsi obtenues, le Comité d'éthique, qui en appelle au législateur, souligne : « Il devrait être interdit à tout tiers, notamment employeur ou entreprise d'assurances, non seulement d'avoir accès aux renseignements contenus dans un registre, mais aussi de demander aux intéressés eux-mêmes la pro-

duction des éléments d'information les concernant dont dispose le registre ou la banque d'ADN ».

Le Comité national d'éthique a également pris position en ce qui concerne la technique dite de « réduction embryonnaire », qui consiste à arrêter volontairement le développement d'un ou plusieurs embryons (ou fœtus) lors de grossesses multiples. Cette technique est de plus en plus fréquemment mise en œuvre avec le développement des procréations médicalement assistées et à cause de la très grande fréquence des grossesses multiples qui, trop souvent, caractérisent ces dernières. « Il est hautement souhaitable que les cas de recours nécessaire à la réduction embryonnaire ou fœtale se raréfient », précise le Comité national.

Sauf exception justifiée par des arguments solides et strictement médicaux, et en l'état des connaissances, le nombre des embryons transférés ne devrait pas dépasser trois. Là encore, le Comité national d'éthique en appelle au législateur, la loi à venir devant comporter deux conditions : l'acceptation ou le refus écrit de la patiente à une réduction embryonnaire ainsi qu'une déclaration obligatoire, anonyme pour les patients, mais nominative pour les praticiens.

J.-Y. N.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Code canapé

« ALLO, c'est toi ? C'est moi. Dis donc, t'as vu, ça va figurer au code pénal, la harcèlement sexuel. Un an de prison et 100 000 F d'amende si ton boss abuse de son autorité pour solliciter tes faveurs. Solliciter ! Qu'en termes galants... »

— Ouais, c'était marqué dans le Monde samedi. Et tu crois que ça va les décourager, les... »

— Justement je me demande. D'abord faut que ce soit dans l'exercice de ses fonctions, à la victime. Alors, est-ce que ça comprend les attouchements dans les toilettes, l'offre égrillard d'un croque-madame à la cafetière et la surprise du chef plâqué sous le bégaiement qui sort en rampant : coucou, me voilà quand tu te pointes au parking.

— Probable, oui, s'agit quand même du lieu de travail.

— Et comment tu vas le prouver ? C'est ta parole contre la sienne.

— Sauf s'il y a des témoins.

— Tu rigoles ou quoi ? D'abord c'est rarement le cas. Le main aux fesses, c'est plus souvent dans

l'ascenseur entre deux étages et quatre yeux qu'en plein pool de dystopies. Ensuite, je vois mal un gars d'étage entrant sans taper dans le bureau du diré en train de se peloter, et refermer la porte, oh ! pardon, aller raccommencer ça aux juges. Il la reprendrait, la porte, la grande cette fois. Et vite fait ! En plus, ça touche pas les collègues.

— Comment ça, les collègues ?

— Ben, tous ceux qui t'agressent, qui t'insultent, qui te...

— Là, tu pousse ! Tu me feras jamais croire qu'ils sont tous là à te courir après dans les couloirs, la bave aux lèvres et la main en essuie-glace. Et puis ils peuvent pas te faire chanter en te menaçant de...

— Tu parles ! Ils me traitent de folle sous prétexte que je refuse de coucher avec la patronne. Et je serais étonnée si le petit Dumontier, tu sais celui qui veut me plaquer, répandait le bruit que je suis pour hommes.

— Pleins-toi, là, elle te lâcherait les baskets.

— Oui, mais du coup j'aurais le directeur des relations humaines sur le dos et entre deux maux...

Selon l'IFOP

Baisse de la cote de popularité de M. Mitterrand

Selon une enquête effectuée par l'IFOP auprès de 1 876 personnes, du 30 mai au 10 juin, pour le Journal du dimanche du 23 juin, la cote de popularité de M. François Mitterrand est en baisse de deux points en juin par rapport au mois de mai et s'établit à 40% de satisfait, contre 42% de mécontents. En trois mois, M. Mitterrand a perdu les seize points gagnés en début d'année durant la guerre du Golfe. D'autre part, 23 % des personnes interrogées approuvent l'action de M^{me} Edith Cresson, 18 % s'en disant mécontentes et 57 % ne se prononçant pas encore.

ESCRIME : l'argent pour les épéistes français. — L'équipe de France, composée de Hervé Faber, Jean-Michel Henry, Olivier Lantier, Robert Leroux et Eric Srecki, a été battue par l'URSS (8 victoires à 6), dimanche 23 juin à Budapest, en finale des championnats du monde à l'épée.

Tension sociale en Polynésie française

Transporteurs et indépendants bloquent la circulation autour de Papeete

Depuis le vendredi 21 juin, à Tahiti, la route est coupée, entre Papeete et l'aéroport international de Faa'a, par des barrières dressées, d'une part, par des militants indépendantistes qui refusent, à l'appel de M. Oscar Temaru, maire de Faa'a et conseiller territorial, l'introduction du Loto national en Polynésie française, et, d'autre part, par les professionnels des transports routiers, y compris ceux des transports en commun, qui demandent l'abrogation de taxes sur les carburants instituées par le nouveau gouvernement local que préside M. Gaston Flosse. Papeete ressemblerait pendant le week-end à une ville morte. Le mouvement s'est même durci dimanche soir, de nombreux autres transporteurs de Faa'a et Papeete s'étant joints aux premiers manifestants, qui ont reçu le soutien d'un comité constitué autour du maire de Papeete, M. Jean Javatin, ancien président de l'Assemblée territoriale, devenu l'un des principaux opposants à M. Flosse. — (Carap)

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Bioéthique : « Un enfant pour une autre ? », par Henri Caillavet ; « Les bons comptes de la Grande arche », par Robert Lion ; « Les revues », par Frédéric Gausson. 2

Le Canada

en quête d'identité. La fédération tenta une nouvelle fois de surmonter ses contradictions. 6

Inde

le gouvernement Rao. Des membres du Parti du Congrès. 7

Les négociations

entre les Kurdes et Bagdad. M. Barzani optimiste sur les chances d'un accord. 7

La stratégie

de M. Chevènement. Tout en soutenant M^{me} Cresson, l'ancien ministre de la Défense veut constituer un « pôle de gauche » au PS. 8

Police

Retour à la « sécurité » dans la discours gouvernemental. 12

Environnement

Les nouvelles promesses des constructeurs pour l'« automobile propre ». 12

La Quatriennale du design à Lyon. A Lyon, mais aussi à Saint-Etienne et dans plusieurs villes de la région, une série d'expositions. 14

SECTION B

Le revenu des ménages a progressé en 1990. Une des conclusions du rapport sur les comptes de la nation. 17

Les négociations

sur les bas salaires. 64 branches ont rétabli un salaire minimum supérieur au SMIC. 18

L'île de Sakhaline

vers l'économie de marché. La pragmatisme de M. Valentin Fedorov en action. 19

CHAMPS ÉCONOMIQUES

• Énergie : l'affrontement inutile • États-Unis : la relance du nucléaire • URSS : du brut au bœuf • Les cercles vertueux du pétrole • La chronique de Paul Fabra. 21 à 24

Services

Abonnements... 34
Annonces classées... 26 à 31
Carnet... 34
Loto... 34
Marchés financiers... 32-33
Météorologie... 35
Mots croisés... 34
Radio-Télévision... 35
Spectacles... 15-16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 23-24 juin 1991 a été tiré à 496 827 exemplaires.

Pour rédiger ses mémoires sur la guerre du Golfe

Le général Schwarzkopf signe avec Bertelsmann

Le général Norman Schwarzkopf a mis un terme à plusieurs semaines de suspense dans les milieux de l'édition en signant un contrat avec Bantam Doubleday Dell, filiale américaine du géant allemand Bertelsmann. Quatre autres éditeurs étaient sur les rangs jusqu'au dernier moment : Random House, Harper Collins, filiale de News Corp., et William Morrow, filiale de Hearst. Les enchères sont montées très haut pour obtenir l'exclusivité du récit de la guerre du Golfe et de nombreuses sautes indiquant que la contrat pourrait dépasser les 5 millions de dollars.

L'agent du général Schwarzkopf a indiqué que la rémunération n'avait pas été le seul facteur de choix entre les éditeurs et que la savoir-faire de Bantam — qui a vendu 2,6 millions d'exemplaires de la biographie de Ian Jacobo, ancien patron de Chrysler — avait beaucoup joué. La général devrait commencer à écrire en septembre et à paraître au printemps 1992. Les Mémoires du triomphateur de la guerre du Golfe seront publiés au plus tard en 1992.

L'ATREILLE

SPECIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

soldes d'été

QUALITÉS IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS

62 rue St André-des-Arts, 6^e

Tél. 43.29.44.10

PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

(Publicité)

DES CIGALES RÉAGISSENT...

La fable raconte que la cigale se trouva fort démunie lorsque l'hiver fut venu... N'attendez pas l'automne pour penser à rénover ou isoler vos portes et fenêtres contre le froid et le bruit :

ISOLPHONE 2000

14, rue Ernest-Renan, Paris-15^e.

Tél. : (1) 43-06-47-64.

Spécialiste Fenêtres et Isolation depuis 30 ans.

(Devis gratuit, sur rendez-vous, Ile-de-France).

DÉCOUVREZ LA SUÈDE

MINITEL
36-14 SUÈDE

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES et MÉDECINE

Votre plaisir grappe quand nos prix baissent, alors

JE VOUS OFFRE

«CARREMENT»

LES MEILLEURS

SOLDES

DE LA MODE!

► LE DÉLIRE : la beauté et la qualité des articles, les stocks fabuleux, le chic des dessins et des coloris. ► LA MAGIE : des prix souvent dérisoires et combien de merveilleuses surprises!

► AMOUREUX : effectivement, il faut être fou de la mode, pour oser de telles performances.

► DES SPLENDUEURS DE TISSUS... ► DEPUIS 15F LE MÈTRE!

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

L'Université accueille aussi les meilleurs.

Magistère d'économie

Formation d'excellence à finalité scientifique et professionnelle, en trois ans après le DEUG ou diplôme équivalent, assurée par

l'UNIVERSITÉ DE PARIS I - PANTHEON-SORBONNE en association avec l'ENS rue d'Ulm et l'EHESS

Dossier de candidature à demander ou retirer Bureau 51 - 12, place du Panthéon - 75005 Paris

Tél. 46.34.99.44

مكتبة الشرف